

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXVI

1936

N^{os} 3825-3855

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3825. — Belgique et France :	
Convention relative aux assurances sociales, avec annexe, signée à Paris, le 23 août 1930, et protocole, signé à Paris, le 28 décembre 1935	11
N^o 3826. — Belgique et France :	
Echange de notes comportant un accord relatif au commerce ambulant. Paris, le 30 décembre 1935	25
N^o 3827. — Finlande et Suisse :	
Traité concernant le traitement des ressortissants et des sociétés, coopératives et associations de l'autre pays, et protocole additionnel. Signés à Berne, le 7 mai 1935	35
N^o 3828. — Pays-Bas et Uruguay :	
Convention de commerce et de navigation, et protocole final. Signés à Montevideo, le 29 janvier 1934... ..	43
N^o 3829. — Bulgarie et Pays-Bas :	
Arrangement de compensation et de clearing, avec annexe. Signé à Sofia, le 23 septembre 1935	51
N^o 3830. — France et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord concernant la franchise des droits de douane sur le combustible et les lubrifiants d'aéronefs. Paris, les 17 et 19 octobre 1935	67
N^o 3831. — Estonie, Lettonie et Lithuanie :	
Convention concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile. Signée à Kaunas, le 14 novembre 1935	75

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXVI

1936

Nos. 3825-3855

1936
R 341.208 1434 v. 166-167
TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3825. — Belgium and France :	
Convention respecting Social Insurance, with Annex, signed at Paris, August 23rd, 1930, and Protocol, signed at Paris, December 28th, 1935	11
No. 3826. — Belgium and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to Itinerant Trade. Paris, December 30th, 1935	25
No. 3827. — Finland and Switzerland :	
Treaty concerning the Treatment of Nationals and Companies, Co-operative Societies and Associations of the Other Country, and Additional Protocol. Signed at Berne, May 7th, 1935	35
No. 3828. — The Netherlands and Uruguay :	
Convention of Commerce and Navigation, and Final Protocol. Signed at Montevideo, January 29th, 1934.	43
No. 3829. — Bulgaria and the Netherlands :	
Compensation and Clearing Arrangement, with Annex. Signed at Sofia, September 23rd, 1935	51
No. 3830. — France and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption of Customs Duties on Aircraft Fuel and Lubricants. Paris, October 17th and 19th, 1935	67
No. 3831. — Estonia, Latvia and Lithuania :	
Convention concerning the Reciprocal Recognition and Enforcement of Judgments in Civil Matters. Signed at Kaunas, November 14th, 1935	75

N. A.

MAY 24 1938

	Pages
N° 3832. — Estonie et Lettonie :	
Protocole interprétatif de la Convention du 14 novembre 1935 entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile. Signé à Kaunas, le 14 novembre 1935	83
N° 3833. — Estonie, Lettonie et Lituanie :	
Convention concernant la reconnaissance réciproque des condamnations antérieures en matière criminelle. Signée à Kaunas, le 14 novembre 1935	87
N° 3834. — Allemagne et Lettonie :	
Arrangement relatif à l'échange réciproque des marchandises, avec annexes. Signé à Riga, le 4 décembre 1935	93
N° 3835. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Berlin, le 9 janvier 1936	135
N° 3836. — Espagne et Nicaragua :	
Convention relative à la propriété littéraire, artistique et scientifique. Signée à Managua, le 20 novembre 1934	143
N° 3837. — Espagne et Suisse :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque du poinçonnage des montres et à l'égalité de régime commercial pour ces objets. Madrid, le 30 octobre 1935	157
N° 3838. — Espagne et Turquie :	
Accord commercial, avec annexes, accord de clearing et protocole de signature, signés à Madrid, le 31 décembre 1935, et échange de notes y relatif de la même date	163
N° 3839. — Albanie et Etats-Unis d'Amérique :	
Traité d'extradition. Signé à Tirana, le 1 ^{er} mars 1933	195
N° 3840. — Etats-Unis d'Amérique et Brésil :	
Accord commercial, avec listes annexées, signé à Washington, le 2 février 1935, échange de notes relatif à l'interprétation de l'article VI dudit accord, Washington, le 2 février 1935, et échange de notes modifiant l'article 282 du nouveau tarif brésilien, mentionné dans la liste I annexée à l'accord susmentionné, Rio de Janeiro, le 17 avril 1935	211
N° 3841. — Finlande et Tchécoslovaquie :	
Deuxième protocole additionnel à la Convention de commerce et de navigation du 2 mars 1927 entre les deux pays. Signé à Praha, le 28 janvier 1936	259

	Page
No. 3832. — Estonia and Latvia :	
Protocol regarding the Interpretation of the Convention of November 14th, 1935, between Estonia, Latvia and Lithuania concerning the Reciprocal Recognition and Enforcement of Judgments in Civil Matters: Signed at Kaunas, November 14th, 1935	83
No. 3833. — Estonia, Latvia and Lithuania :	
Convention regarding the Reciprocal Recognition of Former Sentences in Criminal Matters. Signed at Kaunas, November 14th, 1935	87
No. 3834. — Germany and Latvia :	
Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods, with Annexes. Signed at Riga, December 4th, 1935	93
No. 3835. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles. Berlin, January 9th, 1936	135
No. 3836. — Spain and Nicaragua :	
Convention regarding Literary, Artistic and Scientific Property. Signed at Managua, November 20th, 1934	143
No. 3837. — Spain and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of the Marking of Watches and Equality of Commercial Treatment for such Goods. Madrid, October 30th, 1935	157
No. 3838. — Spain and Turkey :	
Commercial Agreement, with Annexes, Clearing Agreement and Protocol of Signature, signed at Madrid, December 31st, 1935, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	163
No. 3839. — Albania and United States of America :	
Treaty of Extradition. Signed at Tirana, March 1st, 1933	195
No. 3840. — United States of America and Brazil :	
Trade Agreement, with Schedules, signed at Washington, February 2nd, 1935, Exchange of Notes concerning the Interpretation of Article VI of the above-mentioned Agreement, Washington, February 2nd, 1935, and Exchange of Notes modifying Article 282 of the New Brazilian Tariff mentioned in Schedule I to the above Trade Agreement, Rio de Janeiro, April 17th, 1935	211
No. 3841. — Finland and Czechoslovakia :	
Second Additional Protocol to the Convention of Commerce and Navigation of March 2nd, 1927, between the Two Countries. Signed at Prague, January 28th, 1936	259

	Pages
N° 3842. — Hongrie et Italie :	
Convention pour le développement du trafic hongrois en transit par le port de Fiume. Signée à Rome, le 18 novembre 1934	263
N° 3843. — Bulgarie et Espagne :	
Convention relative aux paiements. Signée à Sofia, le 19 novembre 1934	277
N° 3844. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Espagne :	
Accord relatif aux paiements, signé à Madrid, le 6 janvier 1936, et accord modifiant l'article 7 dudit accord relatif aux paiements, signé à Madrid, le 6 juin 1936	283
N° 3845. — Danemark et Suède :	
Convention relative à la surveillance commune pour la répression de la contrebande des marchandises alcooliques, et protocole final. Signés à Stockholm, le 28 octobre 1935	299
N° 3846. — Allemagne et Espagne :	
Echange de notes comportant un accord complétant le Protocole additionnel du 9 février 1931 relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes aériennes régulières. Madrid, les 4 et 11 décembre 1934	311
N° 3847. — Espagne et Nicaragua :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la prohibition de la préparation, du commerce, de la circulation et de la projection de tous films dénigrant l'une ou l'autre des Parties ou l'un des pays hispano-américains. Managua, le 6 novembre 1935 ...	317
N° 3848. — Belgique et Costa-Rica :	
Convention additionnelle étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi le Traité d'extradition du 25 avril 1902 entre la Belgique et Costa-Rica. Signée à San- José-de-Costa-Rica, le 3 février 1933	325
N° 3849. — Etats-Unis d'Amérique et Belgique :	
Echange de notes comportant un arrangement en vue d'éviter la double imposition des revenus des entreprises maritimes des deux pays. Bruxelles, le 28 janvier 1936	333
N° 3850. — Bulgarie et Espagne :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Sofia, le 26 juin 1931.	341
N° 3851. — Espagne et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord relatif au paiement réciproque des indemnités pour accidents du travail. Madrid, le 29 juin 1932	355
N° 3852. — Allemagne et Espagne :	
Echange de notes validant l'accord spécial relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes régulières de navigation aérienne avec atterrissages sur le territoire des deux Etats contractants. Madrid, les 28 décembre 1934 et 7 janvier 1935	363

	Page
No. 3842. — Hungary and Italy :	
Convention for the Development of Hungarian Traffic in Transit through the Port of Fiume. Signed at Rome, November 18th, 1934	263
No. 3843. — Bulgaria and Spain :	
Payments Agreement. Signed at Sofia, November 19th, 1934	277
No. 3844. — Great Britain and Northern Ireland and Spain :	
Payments Agreement, signed at Madrid, January 6th, 1936, and Agreement modifying Article 7 of the said Payments Agreement, signed at Madrid, June 6th, 1936	283
No. 3845. — Denmark and Sweden :	
Convention for Common Supervision in order to prevent the Smuggling of Alcoholic Liquors, and Final Protocol. Signed at Stockholm, October 28th, 1935	299
No. 3846. — Germany and Spain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement supplementing the Additional Protocol of February 9th, 1931, regarding the Establishment and Operation of Regular Air Lines. Madrid, December 4th and 11th, 1934	311
No. 3847. — Spain and Nicaragua :	
Exchange of Notes constituting an Agreement prohibiting the Preparation of, Trade in and Circulation and Exhibition of All Films disparaging Either of the Parties or One of the Hispano-American Countries. Managua, November 6th, 1935	317
No. 3848. — Belgium and Costa Rica :	
Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of April 25th, 1902, between Belgium and Costa Rica. Signed at San José de Costa Rica, February 3rd, 1933	325
No. 3849. — United States of America and Belgium :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in Either Country. Brussels, January 28th, 1936	333
No. 3850. — Bulgaria and Spain :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Sofia, June 26th, 1931	341
No. 3851. — Spain and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement respecting Reciprocity in the Payment of Compensation for Industrial Accidents. Madrid, June 29th, 1932	355
No. 3852. — Germany and Spain :	
Exchange of Notes validating the Special Agreement regarding the Establishment and Operation of Regular Air Lines with Landings on the Territory of the Two Contracting States. Madrid, December 28th, 1934, and January 7th, 1935	363

- Pages
- N° 3853. — République Argentine et Espagne :**
- Echange de notes comportant un accord relatif à l'adjonction du délit d'escroquerie aux crimes énumérés à l'article II du Traité d'extradition conclu le 7 mai 1881 entre les deux pays. Madrid, les 16 et 17 février 1935 375
- N° 3854. — Espagne et Guatémala :**
- Echange de notes comportant un accord relatif à la prohibition de la préparation, du commerce, de la circulation et de la projection de tous films dénigrant l'une ou l'autre des Parties ou l'un des pays hispano-américains. Guatémala, le 14 août 1935 381
- N° 3855. — Espagne et Etat libre d'Irlande :**
- Echange de notes comportant un arrangement commercial. Madrid, les 1^{er} et 4 avril 1935 391
-

	Page
No. 3853. — Argentine Republic and Spain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Addition of the Offence of Fraud to the Crimes enumerated in Article II of the Extradition Treaty concluded on May 7th, 1881, between the Two Countries. Madrid, February 16th and 17th, 1935 ...	375
No. 3854. — Spain and Guatemala :	
Exchange of Notes constituting an Agreement prohibiting the Preparation of, Trade in and Circulation and Exhibition of All Films disparaging Either of the Parties or One of the Hispano-American Countries. Guatemala, August 14th, 1935	381
No. 3855. — Spain and Irish Free State :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Madrid, April 1st and 4th, 1935	391

N° 3825.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention relative aux assurances sociales, avec annexe, signée à Paris, le 23 août 1930, et protocole, signé à Paris, le 28 décembre 1935.

BELGIUM AND FRANCE

Convention respecting Social Insurance, with Annex, signed at Paris, August 23rd, 1930, and Protocol, signed at Paris, December 28th, 1935.

N^o 3825. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
RELATIVE AUX ASSURANCES SOCIALES. SIGNÉE A PARIS, LE
23 AOUT 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 février 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES
et le

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Egalement désireux de garantir aux salariés belges travaillant en France et aux salariés français travaillant en Belgique le bénéfice de la législation d'assurance sociale en vigueur dans l'autre Etat, ont résolu de conclure un traité et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Alain Obert DE THIEUSIES, chargé d'Affaires de Belgique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE :

M. Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Les salariés belges travaillant en France bénéficieront, au même titre que les salariés français, des dispositions de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois des 5 août 1929 et 30 avril 1930.

Si une modification vient à être apportée ultérieurement à ladite loi en ce qui concerne les assurances en cas de maladie, maternité, décès, invalidité et vieillesse, elle sera applicable aux salariés belges comme aux salariés français.

Article 2.

Les salariés français travaillant en Belgique bénéficieront, au même titre que les salariés belges, des avantages accordés par l'Etat aux affiliés des organismes mutualistes légalement reconnus,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 30 décembre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3825. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE
RESPECTING SOCIAL INSURANCE. SIGNED AT PARIS, AUGUST
23RD, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 6th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC,

Being equally desirous of guaranteeing to Belgian wage-earning employees working in France and French wage-earning employees working in Belgium the benefit of the social insurance legislation in force in the other State, have resolved to conclude a Treaty, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Alain Obert DE THIEUSIES, Chargé d'Affaires of Belgium ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

Belgian wage-earning employees working in France shall be entitled to benefit on the same footing as French wage-earning employees by the provisions of the Social Insurance Act of April 5th, 1928, as amended by the Acts of August 5th, 1929, and April 30th, 1930.

If the said Act is hereafter amended with respect to insurance against sickness, maternity, death, invalidity and old age, the amendment shall apply to Belgian wage-earning employees in the same manner as to French wage-earning employees.

Article 2.

French wage-earning employees working in Belgium shall be entitled to benefit on the same footing as Belgian wage-earning employees by the advantages granted by the State to members

¹ Traduction du Bureau international du Travail. ¹ Translation of the International Labour Office.

² The exchange of ratifications took place at Paris, December 30th, 1935.

ainsi que des dispositions des lois sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et de toute législation future éventuelle relative aux assurances en cas de maladie, maternité, décès, invalidité et vieillesse.

TITRE II

RÉGIME SPÉCIAL AUX TRAVAILLEURS FRONTALIERS.

Article 3.

Les travailleurs frontaliers, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles sis dans l'un des deux pays tout en conservant leur résidence réelle et permanente dans l'autre pays, seront affiliés, pour les différents risques visés aux articles premier et 2 de la présente convention, aux organismes d'assurance du pays dans lequel ils ont leur lieu de travail.

Article 4.

§ 1^{er}. Lorsque les prestations en nature et en argent des assurances maladie et maternité, y compris les prestations de soins aux invalides, sont dispensées au travailleur frontalier au lieu de son travail, elles le sont par les soins de l'organisme auquel il est affilié.

§ 2. Lorsque ces prestations doivent être dispensées au travailleur frontalier au lieu de sa résidence réelle et permanente, elles le sont par l'intermédiaire de l'organisme d'assurance de son pays spécialement habilité à cet effet, comme il est dit ci-après, auquel il justifie être inscrit.

Article 5.

Le Gouvernement français déclare que les organismes d'assurance français habilités au sens de l'article qui précède sont les caisses d'assurances sociales satisfaisant aux conditions des articles 26 et 44 de la loi du 5 avril 1928 modifiée.

Le Gouvernement belge déclare que les organismes d'assurance belges habilités au sens de l'article qui précède sont les associations mutualistes belges légalement reconnues et spécialement agréées.

Les deux gouvernements se communiqueront trimestriellement la liste des caisses et associations satisfaisant aux conditions qui précèdent.

Article 6.

§ 1^{er}. Les caisses et associations habilitées qui seront d'accord pour assurer l'une à l'égard de l'autre dans leurs circonscriptions respectives le service prévu par le deuxième paragraphe de l'article 4 passeront un contrat, conforme au contrat-type annexé à la présente convention, pour toutes les clauses qu'il contient et ne contenant aucune disposition contraire à ces clauses.

§ 2. Les administrations compétentes des deux pays pourront apporter d'un commun accord aux dispositions du contrat-type les modifications qu'elles jugeront utiles, et celles de ces modifications qu'elles déclareront obligatoires s'appliqueront d'office aux contrats en cours.

§ 3. Les contrats intervenus entre caisses et associations dans les conditions prévues par le § 1^{er} ci-dessus seront, dans l'un et l'autre pays, exempts de tout droit de timbre ainsi que des formalités de l'enregistrement, et les opérations auxquelles leur exécution donnera lieu seront traitées au point de vue fiscal comme les opérations desdits organismes relatives à leurs propres affiliés.

of the legally recognised mutual benefit organisations, and by the provisions of the Acts respecting insurance against old age and premature death and of any legislation hereafter enacted relating to insurance against sickness, maternity, death, invalidity and old age.

PART II.

SPECIAL ARRANGEMENTS FOR FRONTIER WORKERS.

Article 3.

Frontier workers, *i.e.* those who are employed in industrial, commercial or agricultural establishments in one of the two countries but retain their actual and permanent residence in the other country, shall be affiliated to the insurance carriers of the country in which they have their place of employment for the various risks specified in Articles 1 and 2 of this Convention.

Article 4.

§ 1. When sickness or maternity insurance benefit in money and in kind, including attendance for disabled persons, is granted to a frontier worker at his place of employment it shall be granted through the carrier to which he is affiliated.

§ 2. If such benefit must be granted to a frontier worker at his place of actual and permanent residence, it shall be granted through the insurance carrier of his country specially authorised for the purpose, as provided below, with which he proves that he is registered.

Article 5.

The French Government declares that the French insurance carriers authorised for the purpose of the last preceding Article shall be the social insurance funds which satisfy the conditions laid down in sections 26 and 44 of the Act of April 5th, 1928, as amended.

The Belgian Government declares that the Belgian insurance carriers authorised for the purpose of the last preceding Article shall be the legally recognised and specially approved Belgian mutual benefit associations.

The two Governments shall communicate to each other quarterly the list of funds and associations which satisfy the above conditions.

Article 6.

§ 1. Authorised funds and associations which agree to undertake with respect to one another within their respective districts the service specified by No. § 2 of Article 4 shall conclude a contract which shall be in conformity with the model contract appended to this Convention as regards the clauses which it contains and shall not contain any provision contrary to these clauses.

§ 2. The competent administrative departments of the two countries shall have power to make such alterations in the model contract by mutual agreement as they consider advisable, and any such alterations which they declare compulsory shall apply automatically to current contracts.

§ 3. The contracts entered into between funds and associations under the conditions specified by No. § 1 above shall be exempt in both countries from all stamp duty and registration formalities, and the operations arising out of the carrying out of such contracts shall be treated from the fiscal point of view in the same manner as operations of the said carriers with respect to their own members.

Article 7.

Les difficultés auxquelles pourront donner lieu les règlements de comptes prévus par les contrats visés à l'article 6 ci-dessus seront portées par chacun des organismes contractants à la connaissance de leurs gouvernements respectifs et examinées en commun par deux délégués mandatés pour un an, l'un par le Gouvernement français, l'autre par le Gouvernement belge.

Ces délégués établiront eux-mêmes leur procédure.

Les décisions sur lesquelles ils se mettront d'accord seront sans appel.

En cas de divergences de vues entre les délégués, l'affaire sera remise aux gouvernements, qui s'efforceront de la régler par la voie diplomatique. S'il y a accord entre eux, leur décision sera également sans appel. Dans le cas contraire, la procédure prévue par l'article 9 ci-après sera appliquée.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention prendront effet du 1^{er} juillet 1930 pour les législations visées aux articles premier et 2 et en vigueur à cette date, et pour toute législation future éventuelle visée par les mêmes articles, à la date de sa mise en application.

Toutefois, les dispositions du titre II (régime spécial aux travailleurs frontaliers) ne prendront effet qu'au fur et à mesure que les caisses et associations passeront les contrats prévus par l'article 6.

Article 9.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessus, toutes les difficultés relatives à l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, lesdites difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des Parties, au jugement d'un ou de plusieurs arbitres, qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente convention.

Un arrangement spécial réglera l'institution et les fonctionnements de l'arbitrage. Chaque Partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des bureaux ou organes internationaux compétents en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé au même titre, d'accord entre les arbitres.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, le 23 août 1930.

(S.) A. Obert DE THIEUSIES.

(S.) A. BRIAND.

Article 7.

Any difficulties which may arise in connection with the settlements of accounts provided for in the contracts specified in Article 6 above shall be brought by each of the contracting carriers to the knowledge of their respective Governments, and shall be examined jointly by two delegates appointed for a term of one year, one by the French Government and the other by the Belgian Government.

These delegates shall themselves lay down their rules of procedure.

Decisions respecting which they are agreed shall not be subject to appeal.

In the event of a difference of opinion between the delegates, the matter shall be referred to the Governments, which shall endeavour to settle the matter through diplomatic channels. If they agree, their decision shall not be subject to appeal. Otherwise the procedure specified in Article 9 below shall apply.

Article 8.

The provisions of this Convention shall take effect as from July 1st, 1930, with respect to the legislative measures referred to in Articles 1 and 2 which were in force at that date, and with respect to any legislation hereafter enacted which is covered by the same Articles shall take effect at the date of the coming into operation of such legislation.

Nevertheless, the provisions of Part II (special arrangements for frontier workers) shall take effect only as and when the funds and association conclude the contracts provided for in Article 6.

Article 9.

This Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into operation as soon as the instruments of ratification have been exchanged.

It shall remain in operation for one year, and shall be renewed by tacit consent from year to year unless it is denounced.

Denunciation shall be notified three months before the expiry of a term.

Without prejudice to the provisions of Article 7 above, all difficulties respecting the application of this Convention shall be dealt with through diplomatic channels.

If it proves impossible to arrive at a solution by this method, the said difficulties shall be submitted, even at the request of only one of the Parties, to an arbitrator or arbitrators, whose duty it shall be to settle the difficulties in question in accordance with the fundamental principles and spirit of this Convention.

A special arrangement shall be drawn up to govern the institution and operation of the arbitration procedure. Each Party shall have the right to submit, for purposes of information, the opinion of one of the international offices or organisations competent in the matter. This opinion may also be requested for the same purpose by agreement between the arbitrators.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, this 23rd day of August, 1930.

(S.) A. Obert DE THIEUSIES.

(S.) A. BRIAND.

CONTRAT-TYPE

ENTRE LES CAISSES D'ASSURANCES SOCIALES FRANÇAISES ET LES ASSOCIATIONS MUTUALISTES BELGES
 POUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION INTERVENUE LE 23 AOUT 1930
 ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET BELGE CONCERNANT LES TRAVAILLEURS
 FRONTALIERS.

La Caisse d'assurance sociale française,
 représentée par M

Et l'Association mutualiste belge,
 représentée par M

Ayant pris connaissance de la Convention intervenue le 23 août 1930 entre les Gouvernements
 français et belge, et notamment des dispositions de cette convention qui concernent les travailleurs
 frontaliers ;

Et désirant donner effet à ces dispositions pour ce qui les concerne,
 Sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

Les ouvriers frontaliers belges ou français ayant leur résidence réelle et permanente en Belgique,
 sur le territoire des communes de
 bénéficiant de la loi des assurances sociales françaises et affiliés à la caisse, seront, sur leur demande,
 inscrits à l'association en vue de recevoir éventuellement, par son intermédiaire, les prestations
 de l'assurance-maladie et de l'assurance-maternité, ainsi que les prestations de soins aux invalides,
 lorsque ces prestations devront être données au lieu de résidence réelle et permanente.

Article 2.

L'association inscrira l'assuré sur le vu de sa carte de membre de la caisse. Elle mentionnera
 l'inscription sur ladite carte et en fera notification directe à la caisse. Celle-ci informera,
 éventuellement, dans la huitaine, l'association que l'assuré l'a quittée.

Article 3.

L'assuré demandera les prestations à l'association dans les formes prévues par le règlement
 intérieur de cette dernière.

L'association en avisera immédiatement la caisse et celle-ci fera connaître à l'association si
 l'intéressé a droit aux prestations, et sur quelle base.

Article 4.

Les prestations en nature fournies par l'association seront celles auxquelles l'assuré et sa famille
 ont droit conformément à la loi et au tarif de responsabilité de la caisse.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MODEL CONTRACT.

BETWEEN THE FRENCH SOCIAL INSURANCE FUNDS AND THE BELGIAN MUTUAL BENEFIT ASSOCIATIONS FOR THE PURPOSES OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION CONCLUDED ON AUGUST 23rd, 1930, BETWEEN THE FRENCH AND BELGIAN GOVERNMENTS RESPECTING FRONTIER WORKERS.

The French Social Insurance Fund
represented by M.....
And the Belgian Mutual Benefit Association.....
represented by M.....

Having taken cognisance of the Convention concluded on August 23rd, 1930, between the French and Belgian Governments, and in particular of the provisions of that Convention respecting frontier workers ;

And being desirous of giving effect to those provisions in as far as they are concerned ;
Have agreed as follows :

Article 1.

Belgian or French frontier workers having their actual and permanent residence in Belgium in the territory of the Communes of
.....
to whom the French Social Insurance Act is applicable and who are affiliated to the Fund shall, at their request, be registered with the Association with a view to receiving through the Association, should occasion arise, sickness and maternity benefits, including attendance for disabled persons, when they would be entitled to such benefits at their place of actual and permanent residence.

Article 2.

The Association shall register the insured person on production of his Fund membership card. It shall mention the registration on the card, and shall notify the Fund thereof direct. The Fund shall inform the Association within a week if an insured person has left it.

Article 3.

Insured persons shall make application to the Association for benefits in the manner laid down in its rules of procedure.

The Association shall immediately notify the Fund of such application, and the Fund shall inform the Association whether, and on what grounds, the applicant is entitled to benefit.

Article 4.

Any benefits in kind furnished by the Association shall be those to which the insured person and his family are entitled under the Act, and shall be in accordance with the Fund's schedule of benefits.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Toutefois, ces prestations seront délivrées conformément au règlement intérieur de l'association, à l'exclusion de toute autre disposition, pour tout ce qui concerne le choix des praticiens ou fournisseurs et les modalités de paiement des honoraires ou mémoires.

Du fait de la délivrance des prestations conformément à son règlement intérieur, l'association se trouvera constituée créancière de la caisse pour la partie des dépenses qu'elle aura engagée, dans les limites du tarif de responsabilité de cette dernière, et créancière de l'assuré pour l'excédent de dépenses éventuel.

Si, toutefois, l'assuré n'a pas remboursé cet excédent à l'association dans les quinze jours de la demande par simple lettre ou avis, l'association sera fondée à l'imputer également au débit de la caisse, qui se couvrira sur l'assuré par prélèvement d'office sur ses cotisations ultérieures, sans préjudice des voies de droit.

Article 5.

L'association s'engage à exercer le contrôle sur les assurés inscrits comme sur ses propres membres.

L'association enverra à la caisse, au moins une fois par quinzaine, pour chaque assuré inscrit ayant fait appel aux prestations, le relevé des constatations le concernant, d'après la feuille de contrôle des malades.

Article 6.

Pour tout assuré inscrit à l'association, et à dater du jour de son inscription, la caisse versera à l'association une prime annuelle forfaitaire de gestion de¹ francs.

Article 7.

§ 1^{er}. Les règlements de compte entre la caisse et l'association seront, en ce qui concerne les dépenses afférentes à la délivrance des prestations, effectués dans les dix premiers jours de chaque mois pour le mois précédent.

Les comptes seront établis en francs français. S'il y a lieu de convertir en francs français les dépenses faites en francs belges, la conversion sera faite à titre forfaitaire au taux moyen de la Bourse de Bruxelles pendant le mois auquel s'applique le règlement.

§ 2. La caisse créditera l'association de la prime de gestion attribuée à cette dernière dès qu'elle se trouvera créditée elle-même de ses indemnités de gestion.

Article 8.

Si la législation belge rend obligatoire l'assurance-maladie et l'assurance-maternité ainsi que les soins aux invalides, le présent contrat sera immédiatement complété, s'il y a lieu, sur la base de la réciprocité.

Article 9.

La caisse et l'association s'engagent réciproquement à faire de leur mieux pour assurer, dans les meilleures conditions possibles et selon les principes de la plus stricte économie, l'exécution du présent contrat.

Elles déclarent accepter, pour le règlement des difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'application du présent contrat, les instances et la procédure instituées par la Convention intervenue le 23 août 1930 entre les Gouvernements français et belge.

¹ Ce chiffre ne sera pas inférieur à 3 fr. 50 c. (environ 40 p. c., en moyenne, de l'indemnité de gestion annuellement attribuée à la caisse pour l'assuré), ni supérieur à 6 fr. 50 c. (environ 70 p. c., en moyenne, de ladite indemnité).

These benefits shall, however, be furnished in accordance with the rules of procedure of the Association, exclusive of any other provision, as regards the choice of practitioners and suppliers and arrangements for the payment of fees and accounts.

Having granted benefits in accordance with its rules of procedure, the Association shall become the creditor of the Fund for such part of the expenditure as may have been incurred in respect of the Fund's schedule of benefits, and the creditor of the insured person for any expenditure over and above that amount.

Should, however, the insured person fail to refund such additional expenditure to the Association within fifteen days of being requested by letter or notification to do so, the Association shall also be entitled to charge the amount in question to the Fund, and the latter shall recover the sum due by deducting it without further procedure from the insured person's subsequent contributions, without prejudice to recourse to legal proceedings.

Article 5.

The Association undertakes to exercise the same supervision over insured persons registered with it as over its own members.

At least once a fortnight the Association shall send the Fund full particulars from the case papers of any insured persons registered with it who may have applied for benefits.

Article 6.

As from the date of his or her registration, the Fund shall send the Association an inclusive annual administrative premium of francs¹ for each insured person registered with the Association.

Article 7.

§ 1. Within the first ten days of each month, the Fund and the Association shall settle their accounts with one another in respect of benefits furnished during the previous month.

The accounts shall be kept in French francs. Should it prove necessary to convert expenditure in Belgian francs into French francs, such operation shall be effected in one transaction at the average rate quoted on the Brussels Stock Exchange during the month to which the settlement relates.

§ 2. The Fund shall credit the Association with the administrative premium payable to the latter immediately it is itself credited with its administrative grants.

Article 8.

Should sickness and maternity insurance, and attendance for disabled persons, become compulsory under Belgian legislation, any necessary clauses shall immediately be embodied in the present contract, on a basis of reciprocity.

Article 9.

The Fund and the Association undertake reciprocally to do their utmost to ensure that the present contract is executed as satisfactorily as possible and with the strictest economy.

They declare that they accept, for the settlement of any difficulties that may arise from the application of the present contract, the Courts and procedure set up under the Convention concluded between the French and the Belgian Governments on August 23rd, 1930.

¹ This figure shall be not less than fr. 3.50 (an average of about 40 % of the administrative grant payable annually to the Fund in respect of the insured person) and not more than fr. 6.50 (an average of about 70 % of the said grant).

Article 10.

La caisse et l'association apporteront, d'un commun accord, au présent contrat les modifications que les administrations compétentes des deux pays déclareraient obligatoires en vertu de l'article 6, § 2, de la Convention franco-belge du 23 août 1930.

Article 11.

Le présent contrat est conclu pour la même durée de validité que la Convention intervenue le 23 août 1930 entre les Gouvernements français et belge. Toutefois, chacune des deux Parties pourra y mettre fin à toute époque, moyennant préavis de trois mois par lettre recommandée.

Fait à _____, le _____

Pour la Caisse,

Pour l'Association,

PROTOCOLE

En vue de procéder aussitôt que possible à l'échange des ratifications de la Convention sur les assurances sociales, conclue le 23 août 1930, les deux Parties contractantes se sont fait part des difficultés que soulevait l'interprétation de l'article 8 de la convention et, conformément à l'article 9, se sont mises d'accord pour interpréter ledit article 8 comme suit :

1. Pour ce qui concerne les salariés français travaillant en Belgique :

a) La contribution de l'Etat sera accordée en raison des rentes de vieillesse et de veuve, qui auront été constituées par les versements personnels et patronaux effectués depuis le 1^{er} juillet 1930.

Toutefois, les arrérages des rentes de vieillesse ou de veuve formées par la contribution de l'Etat, ne seront, en aucun cas, payés pour la période antérieure au 1^{er} juillet 1935 ;

b) La majoration gratuite de rente de vieillesse sera accordée aux salariés français travaillant en Belgique, dans les conditions fixées pour les salariés belges, à partir du 1^{er} juillet 1935.

La majoration de rente de veuve sera attribuée dans les mêmes conditions aux veuves de salariés français.

2. Pour ce qui concerne les salariés belges travaillant en France, les avantages prévus en cas de vieillesse par la législation des assurances sociales et réservés aux assurés français seront accordés à partir du 1^{er} juillet 1935 aux assurés belges, pour les versements effectués depuis le 1^{er} juillet 1930, dans les mêmes conditions qu'aux assurés français.

Les autres avantages accordés sur le fonds de majoration de la Caisse générale de garantie aux assurés français et à leurs ayants droit seront alloués aux assurés belges et à leurs ayants droit dans les mêmes conditions qu'aux bénéficiaires français.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 28 décembre 1935.

Pour la Belgique :
(S.) Comte DE KERCHOVE.

Pour la France :
(S.) Pierre LAVAL.

Article 10.

The Fund and the Association shall by common agreement make any amendments to the present contract which the competent administrations of the two countries may declare to be obligatory in virtue of Article 6, § 2, of the Franco-Belgian Convention of August 23rd, 1930.

Article 11.

The present contract shall be concluded for the same period as the Convention concluded between the French and Belgian Governments on August 23rd, 1930. Either Party may, however, terminate it at any time by giving three months' notice by registered letter.

Done at on

For the Fund :

For the Association :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOL.

For the purpose of proceeding as soon as possible to exchange the instruments of ratification of the Convention respecting social insurance, concluded on August 23rd, 1930, the two Contracting Parties have discussed the difficulties arising from the interpretation of Article 8 of the Convention, and in conformity with Article 9 have agreed to interpret the said Article 8 as follows :

(1) With respect to French wage-earning employees working in Belgium :

(a) The State subsidy shall be granted in respect of old age pensions and widows' pensions which have been constituted by means of insured persons' contributions and employers' contributions paid since July 1st, 1930.

Nevertheless, arrears of old age pensions or widows' pensions constituted by the State subsidy shall not in any case be paid in respect of the period before July 1st, 1935.

(b) The free bonus on the old age pension shall be granted to French wage-earning employees working in Belgium, under the conditions laid down for Belgian wage-earning employees, as from July 1st, 1935.

The bonus on widows' pensions shall be granted under the same conditions to the widows of French wage-earning employees.

(2) With respect to Belgian wage-earning employees working in France, the advantages provided in case of old age by social insurance legislation, and reserved for French insured persons, shall be granted to Belgian insured persons as from July 1st, 1935, in respect of payments made since July 1st, 1930, under the same conditions as to French insured persons.

The other advantages granted from the Augmentation Fund of the general guarantee Fund to French insured persons and their dependants shall be granted to Belgian insured persons and their dependants under the same conditions as to French beneficiaries.

Done at Paris, in duplicate, this 28th day of December, 1935.

For Belgium :
(S.) Count DE KERCHOVE.

For France :
(S.) Pierre LAVAL.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

N° 3826.

BELGIQUE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord relatif au commerce ambul-
lant. Paris, le 30 décembre 1935.

BELGIUM AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an
Agreement relating to Itinerant
Trade. Paris, December 30th,
1935.

N^o 3826. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU COMMERCE AMBULANT. PARIS, LE 30 DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 février 1936.

I.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 30 décembre 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français est disposé à mettre en application les stipulations reproduites ci-après de l'Accord intervenu à Paris, le 21 décembre dernier, entre les représentants des administrations françaises et belges intéressées, au sujet du régime applicable aux commerçants ambulants dans nos deux pays :

I. AMBULANTS RÉSIDENTS:

Les ressortissants d'un des deux pays contractants ne pourront exercer sur le territoire de l'autre pays une profession, une industrie ou un commerce ambulants que s'ils y résident régulièrement et de façon continue depuis cinq ans au moins. Le temps passé au service militaire dans l'un des deux pays n'est pas considéré comme interruptif du séjour, mais il n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de celui-ci.

Sous réserve que la condition de séjour de cinq années soit observée, les intéressés ne seront pas soumis, pour l'exercice de leur activité, à des conditions autres que celles imposées aux nationaux, notamment, à des taxes ou droits différentiels ou autres conditions quelles qu'elles soient.

En vue de tenir compte de l'équivalence des intérêts et de l'analogie des législations dans les deux pays, il est entendu que les ressortissants d'un des deux pays contractants qui résident sur le territoire de l'autre pays et qui y exerçaient le commerce ambulants avant le 1^{er} décembre 1935, obtiendront la carte de commerçant ambulants, sans que la condition de séjour soit nécessairement remplie.

II. AMBULANTS FRONTALIERS.

Les ressortissants d'un des deux pays qui, domiciliés dans la zone frontalière de celui-ci où ils retournent, en principe, chaque soir, ont dans ce pays leur dépôt de marchandises ou leur magasin,

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3826. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO ITINERANT TRADE. PARIS, DECEMBER 30TH, 1935.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 6th, 1936.

I.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *December 30th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the French Government is prepared to give effect to the following stipulations of the international Agreement concluded at Paris on December 21st, 1935, between the representatives of the French and Belgian administrations concerned, with regard to the rules applicable to itinerant traders in our respective countries :

I. RESIDENT ITINERANTS.

The nationals of either contracting country may only engage, in the territory of the other country, in any itinerant occupation, industry or trade, provided they have resided there regularly and continuously for at least five years. Time spent on military service in either country shall not be regarded as interrupting the period of residence, but shall not be counted in calculating that period.

Provided the qualification of five years' residence is fulfilled, the persons concerned shall not be subject, in carrying on their activities, to conditions other than those imposed on nationals. In particular, they shall not be liable to differential taxes or charges or to any other conditions whatsoever.

With a view to securing the equivalence of interests and assimilating the legislation of the two countries, it is agreed that nationals of either contracting country who reside in the territory of the other country and were engaged there in itinerant trading before December 1st, 1935, shall be entitled to an itinerant trader's card, irrespective of the residential qualification.

II. FRONTIER ITINERANTS.

Nationals of either country who are domiciled in the frontier zone of the country and as a rule return there every night and have their stock of goods or their shop in that country shall be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 1st, 1936.

seront admis à exercer dans la zone frontalière de l'autre pays la profession, industrie ou commerce ambulants sous réserve qu'ils soient en possession d'une carte frontalière revêtue de la mention « Marchand ambulant ». Cette carte, qui leur sera délivrée pour deux ans et sans frais, sera visée gratuitement par l'autorité compétente du pays où ils doivent exercer leur activité.

Au regard du présent accord, les zones frontalières sont celles déterminées par l'Accord¹ franco-belge relatif aux travailleurs frontaliers du 9 mai 1935 et par les accords complémentaires intervenus depuis cette date ou qui interviendraient par la suite.

III. AMBULANTS NON RÉSIDENTS AUTRES QUE LES FRONTALIERS.

A titre transitoire et pendant une période de cinq ans, à dater du 1^{er} janvier 1936, les ressortissants d'un des deux pays qui résident sur le territoire de celui-ci et qui se rendent périodiquement dans l'autre pays pour y exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, en dehors de la zone frontalière, continueront à bénéficier personnellement de cette faveur, sous le couvert :

En Belgique, d'une carte de commerçant ambulant ;

En France, d'un carnet anthropométrique, portant la mention « Marchand ambulant autorisé à exercer sa profession en exécution de l'accord du... ».

Le bénéfice de ce régime transitoire sera réservé :

En Belgique, aux ressortissants français qui ont introduit une demande de carte avant le 1^{er} décembre 1935 ;

En France, aux ressortissants belges en possession à la même date d'un carnet anthropométrique.

Les intéressés devront, bien entendu, être toujours munis d'un document national officiel établissant de façon certaine leur identité et leur nationalité.

IV. Les modalités du présent accord feront l'objet d'un échange de notes entre les administrations chargées de son application dans les deux pays.

Les deux gouvernements, sous réserve des dispositions ci-dessus, entendent maintenir l'article 20 de l'Accord² commercial du 23 février 1928, qui retrouverait sa pleine application dans le cas où le présent accord cesserait ses effets.

Le présent accord, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936, est conclu pour une durée d'un an et sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

Chaque Partie se réserve le droit de le dénoncer moyennant un avis qui devra être donné trois mois avant l'expiration de l'année en cours.

Je serais très obligé à Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement royal donne son agrément aux dispositions qui précèdent et accepte d'en assurer l'application.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation,

l'Ambassadeur de France,
Secrétaire général,

(s.) Alexis LÉGER.

Son Excellence

Monsieur le comte de Kerchove de Denterghem,
Ambassadeur de Belgique,
à Paris.

¹ Vol. CLXII, page 437, de ce recueil.

² Vol. LXXII, page 61, de ce recueil.

permitted to engage in their itinerant occupation, industry or trade in the frontier zone of the other country, provided they hold frontier cards marked "hawker". Such cards, which shall be issued for two years, free of charge, shall be visaed free of charge by the competent authority of the country in which they are permitted to engage in their activities.

For the purposes of the present Agreement, the frontier zones shall be those fixed by the Franco-Belgian Agreement¹ of May 9th, 1935, relating to frontier workers and by any additional agreements which have been concluded since that date, or which may hereafter be concluded.

III. NON-RESIDENT ITINERANTS OTHER THAN FRONTIER RESIDENTS.

As a temporary measure for a period of five years as from January 1st, 1936, nationals of either country who reside in the territory of that country and visit the other country periodically to engage there in an itinerant occupation, industry or trade outside the frontier zone shall continue to benefit personally from this privilege, provided they hold :

In Belgium, an itinerant trader's card ;

In France, anthropometric record books marked "hawker authorised to engage in his occupation in pursuance of the Agreement of...".

This temporary measure shall apply only to the following :

In Belgium, French nationals who applied for cards before December 1st, 1935 ;

In France, Belgian nationals holding anthropometric record books of the same date.

The persons concerned shall, of course, always be in possession of an official national document establishing conclusively their identity and nationality.

IV. The methods of applying the present Agreement shall be settled in an exchange of notes between the administrations responsible for applying it in each country.

Subject to the above provisions, the two Governments agree to maintain Article 20 of the Commercial Agreement² of February 23rd, 1928, which would recover its full effect should the present Agreement cease to be valid.

The present Agreement, which shall come into force on January 1st, 1936, is concluded for a period of one year and shall be renewable by tacit consent from year to year.

Each Party reserves the right to denounce it by giving three months' notice before the end of any year.

I should be very much obliged if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Royal Government approves the preceding provisions and agrees to put them into effect.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs
and by delegation :

(Signed) Alexis LÉGER,

*French Ambassador,
Secretary-General.*

His Excellency
Count de Kerchove de Denterghem,
Belgian Ambassador,
Paris.

¹ Vol. CLXII, page 437, of this Series.

² Vol. LXXII, page 61, of this Series.

II.

AMBASSADE DE BELGIQUE.
PARIS.

N° 22.050/B. 35.

PARIS, le 30 décembre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En réponse à la lettre que Votre Excellence m'a adressée en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement du Roi est disposé à mettre en vigueur les stipulations de l'accord ci-après :

Les soussignés, représentants des administrations françaises et belges intéressées réunis, le 21 décembre 1935, au Ministère de l'Intérieur, en vue d'examiner le régime applicable aux commerçants ambulants dans les deux pays, se sont mis d'accord sur les points suivants qu'ils proposent à l'approbation de leurs gouvernements respectifs.

I. AMBULANTS RÉSIDENTS.

Les ressortissants d'un des deux pays contractants ne pourront exercer sur le territoire de l'autre pays, une profession, une industrie ou un commerce ambulants que s'ils y résident régulièrement et de façon continue depuis cinq ans au moins. Le temps passé au service militaire dans l'un des deux pays n'est pas considéré comme interruptif du séjour, mais il n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de celui-ci.

Sous réserve que la condition de séjour de cinq années soit observée, les intéressés ne seront pas soumis, pour l'exercice de leur activité, à des conditions autres que celles imposées aux nationaux, notamment, à des taxes ou droits différentiels ou autres conditions quelles qu'elles soient.

En vue de tenir compte de l'équivalence des intérêts et de l'analogie des législations dans les deux pays, il est entendu que les ressortissants d'un des deux pays contractants qui résident sur le territoire de l'autre pays et qui y exerçaient le commerce ambulant avant le 1^{er} décembre 1935 obtiendront la carte de commerçant ambulant, sans que la condition de séjour soit nécessairement remplie.

II. AMBULANTS FRONTALIERS.

Les ressortissants d'un des deux pays qui, domiciliés dans la zone frontalière de celui-ci où ils retournent, en principe, chaque soir, ont dans ce pays leur dépôt de marchandises ou leur magasin, seront admis à exercer dans la zone frontalière de l'autre pays, leur profession, industrie ou commerce ambulants sous réserve qu'ils soient en possession d'une carte frontalière revêtue de la mention « Marchand ambulant ». Cette carte qui leur sera délivrée pour deux ans et sans frais, sera visée gratuitement par l'autorité compétente du pays où ils doivent exercer leur activité.

Au regard du présent accord, les zones frontalières sont celles déterminées par l'Accord franco-belge relatif aux travailleurs frontaliers du 9 mai 1935 et par les accords complémentaires intervenus depuis cette date ou qui interviendraient par la suite.

III. AMBULANTS NON RÉSIDENTS AUTRES QUE LES FRONTALIERS.

A titre transitoire et pendant une période de cinq ans, à dater du 1^{er} janvier 1936, les ressortissants d'un des deux pays qui résident sur le territoire de celui-ci et qui se rendent périodiquement dans l'autre pays pour y exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, en dehors de la zone frontalière, continueront à bénéficier personnellement de cette faveur, sous le couvert :

En Belgique, d'une carte de commerçant ambulant ;
En France, d'un carnet anthropométrique, portant la mention « Marchand ambulant autorisé à exercer sa profession en exécution de l'accord du... ».

II.

BELGIAN EMBASSY,
PARIS.

No. 22.050/B. 35.

PARIS, *December 30th, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of to-day's date, I have the honour to inform you that His Majesty's Government is prepared to give effect to the stipulations of the following Agreement :

The undersigned, representatives of the French and Belgian administrations concerned, at a meeting held at the Ministry of the Interior on December 21st, 1935, for the purpose of examining the rules applicable to itinerant traders in the respective countries, reached agreement on the following points, which they put forward for the approval of their respective Governments :

I. RESIDENT ITINERANTS.

The nationals of either contracting country may only engage, in the territory of the other country, in any itinerant occupation, industry or trade provided they have resided there regularly and continuously for at least five years. Time spent on military service in either country shall not be regarded as interrupting the period of residence, but shall not be counted in calculating that period.

Provided the qualification of five years' residence is fulfilled, the persons concerned shall not be subject, in carrying on their activities, to conditions other than those imposed on nationals. In particular, they shall not be liable to differential taxes or charges or to any other conditions whatsoever.

With a view to securing the equivalence of interests and assimilating the legislation of the two countries, it is agreed that nationals of either contracting country who reside in the territory of the other country and were engaged there in itinerant trading before December 1st, 1935, shall be entitled to an itinerant trader's card, irrespective of the residential qualification.

II. FRONTIER ITINERANTS.

Nationals of either country who are domiciled in the frontier zone of the country and as a rule return there every night and have their stock of goods or their shop in that country shall be permitted to engage in their itinerant occupation, industry or trade in the frontier zone of the other country provided they hold frontier cards marked "hawker". Such cards, which shall be issued for two years, free of charge, shall be visaed free of charge by the competent authority of the country in which they are permitted to engage in their activities.

For the purposes of the present Agreement, the frontier zones shall be those fixed by the Franco-Belgian Agreement of May 9th, 1935, relating to frontier workers and by any additional agreements which have been concluded since that date or which may hereafter be concluded.

III. NON-RESIDENT ITINERANTS OTHER THAN FRONTIER RESIDENTS.

As a temporary measure for a period of five years as from January 1st, 1936, nationals of either country who reside in the territory of that country and visit the other country periodically to engage there in an itinerant occupation, industry or trade outside the frontier zone shall continue to benefit personally from this privilege, provided they hold :

In Belgium, an itinerant trader's card ;
In France, anthropometric record books marked "hawker authorised to engage in his occupation in pursuance of the Agreement of..."

Le bénéfice de ce régime transitoire sera réservé :

En Belgique, aux ressortissants français qui ont introduit une demande de carte avant le 1^{er} décembre 1935 ;

En France, aux ressortissants belges en possession à la même date d'un carnet anthropométrique.

Les intéressés devront, bien entendu, être toujours munis d'un document national officiel établissant de façon certaine leur identité et leur nationalité.

IV. Les modalités du présent accord feront l'objet d'un échange de notes entre les administrations chargées de son application dans les deux pays.

Les gouvernements, sous réserve des dispositions ci-dessus, entendent maintenir l'article 20 de l'Accord commercial du 23 février 1928, qui retrouverait sa pleine application dans le cas où le présent accord cesserait ses effets.

Le présent accord, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936, est conclu pour une durée d'un an et sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

Chaque partie se réservera le droit de le dénoncer moyennant un avis qui devra être donné 3 mois avant l'expiration de l'année en cours.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur,

(s.) Comte DE KERCHOVE DE DENTERGHEM.

Son Excellence Monsieur Laval,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

This temporary measure shall apply only to the following :

In Belgium, French nationals who applied for cards before December 1st, 1935 ;

In France, Belgian nationals holding anthropometric record books of the same date.

The persons concerned shall, of course, always be in possession of an official national document establishing conclusively their identity and nationality.

IV. The methods of applying the present Agreement shall be settled in an exchange of notes between the administrations responsible for applying it in each country.

Subject to the above provisions, the two Governments agree to maintain Article 20 of the Commercial Agreement of February 23rd, 1928, which would recover its full effect should the present Agreement cease to be valid.

The present Agreement which shall come into force on January 1st, 1936, is concluded for a period of one year and shall be renewable by tacit consent from year to year.

Each Party reserves the right to denounce it by giving three months' notice before the end of any year.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Count DE KERCHOVE DE DENTERGHEM.

His Excellency Monsieur Laval,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 3827.

FINLANDE ET SUISSE

Traité concernant le traitement des ressortissants et des sociétés, coopératives et associations de l'autre pays, et protocole additionnel. Signés à Berne, le 7 mai 1935.

FINLAND AND SWITZERLAND

Treaty concerning the Treatment of Nationals and Companies, Co-operative Societies and Associations of the Other Country, and Additional Protocol. Signed at Berne, May 7th, 1935.

N^o 3827. — TRAITÉ ¹ ENTRE LA FINLANDE ET LA SUISSE CONCERNANT LE TRAITEMENT DES RESSORTISSANTS ET DES SOCIÉTÉS, COOPÉRATIVES ET ASSOCIATIONS DE L'AUTRE PAYS. SIGNÉ A BERNE, LE 7 MAI 1935.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 février 1936.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

Animés du désir de fixer les conditions du traitement des ressortissants suisses en Finlande et des ressortissants finlandais en Suisse,

Ont résolu de conclure dans ce but un traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur R. HOLSTI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Berne ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre Partie, traités à tous égards sur un pied d'égalité avec les ressortissants de la nation la plus favorisée et auront le droit, dans les mêmes conditions que ceux-ci et sous réserve des lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, de s'y rendre librement, de s'y établir, de se livrer au commerce, à l'industrie et à tous les métiers et professions licites, d'y acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de donation, de legs, d'achats, d'échange ou par toute autre voie légale, et de posséder, détenir et aliéner ces biens.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas exiger des ressortissants de l'autre Partie le paiement d'impôts, taxes ou contributions de toute nature plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement exigés de ses propres nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurances, agricoles, de transport et autres, les coopératives et les associations économiques, qui ont leur siège sur le territoire de l'un

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 28 janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3827. — TREATY ² BETWEEN FINLAND AND SWITZERLAND CONCERNING THE TREATMENT OF NATIONALS AND COMPANIES, CO-OPERATIVE SOCIETIES AND ASSOCIATIONS OF THE OTHER COUNTRY. SIGNED AT BERNE, MAY 7TH, 1936.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 13th, 1936.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND,
Being desirous of determining the conditions for the treatment of Swiss nationals in Finland and Finnish nationals in Switzerland,

Have decided to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Monsieur R. HOLSTI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Berne ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of each Contracting Party shall, in the territory of the other Party, be placed on a footing of absolute equality with the nationals of the most-favoured nation and shall be entitled, under the same conditions as the latter, and subject to the laws and regulations at any time in force in that territory, to enter the territory freely, settle there, carry on commerce, industry and all lawful trades and professions, acquire movable and immovable property by inheritance, donation, testamentary disposition, purchase, exchange or by any other lawful means and to possess, retain and alienate such property.

Each Contracting Party undertakes not to levy on nationals of the other Party any taxes, dues or charges higher or other than those which are or may at any time be levied on their own nationals or on nationals of the most-favoured nation.

Article 2.

The legal constitution and judicial existence of commercial, industrial, financial, insurance, agricultural, transport and other companies, co-operative societies and economic associations

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, January 28th, 1936.

des deux pays et y sont légalement constituées, verront leur constitution légale et leur existence juridique reconnues dans l'autre pays. Elles pourront, si les lois de l'autre pays ne s'y opposent pas et sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités prévues par ces lois, étendre leurs opérations sur le territoire de ce dernier pays, y acquérir des droits et en jouir, ainsi qu'y exercer leur industrie. Elles y jouiront sous tous les rapports d'un traitement aussi favorable que celui accordé ou qui sera accordé aux sociétés analogues d'une tierce Puissance quelconque et elles auront le même droit que les sociétés de la nation la plus favorisée d'y acquérir, posséder, détenir et aliéner des biens meubles et immeubles.

Les impôts, taxes et contributions, quelles qu'en soient la dénomination ou la nature, ne pourront pas les frapper d'une façon plus lourde que les sociétés, coopératives ou associations de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes et les sociétés, coopératives et associations mentionnées à l'article 2 jouiront sur le territoire de l'autre Partie, pourvu qu'ils se conforment aux conditions imposées aux nationaux, de la protection et de la sécurité la plus constante et jouiront à cet égard du degré de protection requis par le droit international. Ils auront, sous les mêmes conditions que les nationaux, libre accès auprès des tribunaux et des diverses autorités de l'autre Partie. Dans l'exercice de ce droit, ils ne seront pas soumis à des charges autres ou plus élevées ou plus onéreuses que celles imposées aux nationaux ou aux sociétés, coopératives ou associations du pays.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire ainsi que du paiement en espèces ou en nature de tous impôts ou taxes de remplacement. En ce qui concerne les emprunts forcés, les réquisitions et prestations militaires qui seraient fixées en temps de guerre ou dans des circonstances extraordinaires, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. Cependant, en qualité de propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles ou d'entreprises commerciales ou industrielles, ils seront soumis, notamment en matière d'expropriation, au même traitement que les nationaux et ils auront droit aux mêmes indemnités que celles allouées aux nationaux ou aux ressortissants du pays le plus favorisé.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Berne, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et aura la durée d'une année. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le sept mai mil neuf cent trente-cinq.

(L. S.) (Signé) MOTTA.

(L. S.) (Signé) Rudolf HOLSTI.

Pour copie conforme :

Berne, le 28 janvier 1936.

Le Chancelier de la Confédération :

G. Bovet.

having their headquarters in the territory of one of the two countries and legally incorporated therein, shall be recognised in the other country. They may, unless the laws of the other country forbid and subject to compliance with all the formalities provided for by the said laws, extend their operations into the territory of the latter country, and therein acquire rights and carry on their industry. In all respects they shall be entitled to treatment as favourable as that which is at present accorded or may at any time be accorded to similar companies of any third Power and shall have the same right as companies of the most-favoured nation to acquire, possess, retain and alienate movable and immovable property in the said country.

They shall not be liable to taxes, dues and charges of any sort or character higher than those imposed on the companies, co-operative societies or associations of the most-favoured nation.

Article 3.

Nationals of each of the Contracting Parties and the companies, co-operative societies and associations mentioned in Article 2 shall, provided that they comply with the conditions imposed on nationals, be entitled on the territory of the other Party to protection and security at all times, and in that respect shall have all the protection required by international law. They shall have free access to the courts and the various authorities of the other Party under the same conditions as nationals of the said Party. When exercising this right, they shall not be liable to pay fees other or higher or more onerous than those required from the nationals or companies, co-operative societies or associations of the country in question.

Article 4.

Nationals of one Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from every form of military service and from any contribution in money or kind in lieu thereof. The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of any forced loans, requisitions and services in lieu of military service which may be imposed in time of war or in cases of exceptional emergency. Nevertheless, as owners, leaseholders or occupiers of real property or of commercial or industrial undertakings, they shall be liable to the same treatment as nationals of the country, particularly in the case of expropriation, and be entitled to the same compensation as that granted to nationals of the country or to nationals of the most-favoured nation.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berne as soon as possible.

It shall come into force on the day of the exchange of ratifications, and shall remain in force for one year. If not denounced six months before the expiry of the said period, it shall remain in force until denounced, such denunciation only to take effect after the expiry of six months.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, this 7th day of May, one thousand nine hundred and thirty-five.

(L. S.) (Signed) MOTTA.

(L. S.) (Signed) Rudolf HOLSTI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature du Traité entre la Suisse et la Finlande concernant le traitement des ressortissants et des sociétés, coopératives et associations de l'autre pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

a) Aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée pour prétendre aux faveurs que l'une ou l'autre des Parties contractantes a accordées ou pourra accorder aux ressortissants des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier.

b) L'article premier ne s'applique pas au colportage, aux métiers ambulants et à la recherche des commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, les Parties contractantes se réservant à ce sujet leur entière liberté.

c) La disposition contenue dans l'article premier, alinéa 2, quant au paiement d'impôts, taxes ou contributions sur pied égal avec les nationaux ne s'applique pas aux taxes et charges à payer du chef du séjour et de l'établissement.

d) Les Parties contractantes déclarent qu'elles sont entièrement favorables, en principe, à un arrangement ayant pour objet d'empêcher les doubles impositions et qu'elles sont disposées, le cas échéant, d'entrer en négociations afin de conclure une convention spéciale en cette matière.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le sept mai mil neuf cent trente-cinq.

(Signé) MOTTA.

(Signé) Rudolf HOLSTI.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,
Chef a. i. des Archives
au Ministère des Affaires étrangères
de Finlande.

ADDITIONAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to sign the Treaty between Switzerland and Finland concerning the treatment of nationals, companies, co-operative societies and associations of the other country, the undersigned, duly authorised for the said purpose, have agreed upon the following provisions :

(a) Neither Contracting Party shall be entitled to rely on the provisions of the present Treaty concerning most-favoured-nation treatment for the purpose of claiming the favours that either Contracting Party has accorded or may accord in the future to nationals of contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic.

(b) Article 1 shall not apply to hawking, to itinerant trades, and to the soliciting of orders from persons who do not carry on any industry or trade, the Contracting Parties reserving their full freedom with regard to these matters.

(c) The provision in Article 1, paragraph 2, concerning the payment of taxes, dues or imposts at the same rate as nationals of the country shall not apply to taxes and dues to be paid in respect of residence and permanent taking up of domicile.

(d) The Contracting Parties hereby declare that in principle they are wholly favourable to an agreement for the purpose of preventing double taxation and they are prepared, if necessary, to enter into negotiations with a view to concluding a special Convention on this matter.

Done in duplicate, at Berne, this 7th day of May, one thousand nine hundred and thirty-five.

(Signed) MOTTA.

(Signed) Rudolf HOLSTI.

N° 3828.

PAYS-BAS ET URUGUAY

Convention de commerce et de navigation, et protocole final. Signés à Montevideo, le 29 janvier 1934.

**THE NETHERLANDS
AND URUGUAY**

Convention of Commerce and Navigation, and Final Protocol. Signed at Montevideo, January 29th, 1934.

N^o 3828. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 29 JANVIER 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1936.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et l'Uruguay et voulant affermir et étendre les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Monsieur le D^r Alberto MAÑÉ, son ministre des Relations extérieures ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Monsieur Petrus Ephrem TEPPEMA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Montevideo ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes consentent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour la classification et l'interprétation des tarifs et pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Article 2.

En conséquence les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une des Parties contractantes, ne seront d'aucune manière assujettis, dans la matière susvisée, à leur importation dans l'autre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 15 janvier 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3828. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT MONTEVIDEO, JANUARY 29TH, 1934.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 14th, 1936.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, being equally desirous of strengthening the bonds of friendship which unite the Netherlands and Uruguay, and of consolidating and extending commercial and maritime relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Dr. Alberto MAÑÉ, His Minister for Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Monsieur Petrus Ephrem TEPPEMA, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Montevideo ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to grant to each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all accessory charges, the method of levying such duties, and in respect of the classification and interpretation of tariffs and any regulations, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subject.

Article 2.

In consequence, natural or manufactured products originating in the territory of one of the Contracting Parties shall be in no way subjected in respect of the matters aforesaid, when imported

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Montevideo, January 15th, 1936.

pays, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature ou similaires d'un pays tiers quelconque.

Article 3.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront pas assujettis, dans la matière susvisée, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article 4.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature ou similaires originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 5.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés dans les articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière n'excédant en général pas les 15 kilomètres des deux côtés de la frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Article 6.

Sont exceptées, également, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par une des Parties contractantes à des Etats limitrophes pour les produits naturels ou fabriqués de ces pays.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre, sous tous les rapports, un traitement aussi favorable que celui accordé à la navigation de la nation la plus favorisée.

Il est fait exception à la disposition qui précède pour le cabotage aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, laquelle matière reste exclusivement soumise aux lois et règlements en vigueur dans ces territoires.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Montevideo le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications, étant entendu qu'en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao elle entrera en vigueur trois mois après ledit échange.

into the other country, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which products of the same character or similar products of any third country are or may hereafter be subject.

Article 3.

In the same way, natural or manufactured products exported from the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall not be subjected in respect of the matters aforesaid, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which products of the same character consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

Article 4.

All advantages, special facilities, privileges, and immunities which are or may hereafter be accorded by one of the two Contracting Parties in respect of the matters aforesaid to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country shall immediately and without any compensation be accorded to products of the same nature or similar products originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of the said Party.

Article 5.

An exception to the undertakings set forth in the preceding Articles shall, however, be made in the case of special facilities which are accorded or which may hereafter be accorded to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic within a zone which, as a general rule, shall not exceed 15 kilometres on both sides of the frontier or to favours resulting from a Customs union which has been concluded or which may in the future be concluded by one of the Contracting Parties.

Article 6.

An exception shall also be made in the case of special facilities which are at present accorded or which may hereafter be accorded by one of the Contracting Parties to contiguous States in respect of the natural or manufactured products of such States.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall accord to the shipping of the other a treatment in all respects as favourable as that accorded to shipping of the most-favoured nation.

An exception to the above provision shall be made in the case of the coastwise trade in the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, to which the laws and regulations in force in the said territories shall apply exclusively.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Montevideo as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, it being understood that so far as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao it shall come into force three months after the date of the said exchange.

Article 9.

La convention est conclue pour la durée d'un an à compter du jour qu'elle entre en vigueur

Cependant si elle n'est pas dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme prolongée pour une période indéterminée. Dans ce cas elle pourra être dénoncée à tout moment moyennant préavis de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention en deux exemplaires, en langue française, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Montevideo, le vingt-neuf janvier mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) P. E. TEPPEMA.

(L. S.) A. MAÑÉ.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République orientale de l'Uruguay, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes qui constitueront partie intégrante de la convention elle-même :

Il est entendu que, pour tout ce qui concerne le fournissement de devises, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée sera réciproquement accordé par le Royaume des Pays-Bas et la République orientale de l'Uruguay, exception faite pour le traitement de faveur que l'Uruguay a concédé ou concédera à l'avenir en la matière aux Etats de l'Amérique du Sud.

Ad article 6.

Il est convenu que l'exception prévue pour les Etats limitrophes est, pour ce qui concerne l'Uruguay, applicable à l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Paraguay.

En foi de quoi, les représentants dûment autorisés des pays respectifs ont signé le présent protocole, à Montevideo, le vingt-neuf janvier mil neuf cent trente-quatre.

P. E. TEPPEMA.

A. MAÑÉ.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Article 9.

The Convention shall be concluded for the duration of one year as from the day on which it comes into force.

It shall, however, if not denounced three months before the expiry of that period, be regarded as extended indefinitely. In that case, it may be denounced at any time provided three months' notice be given.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention, in two copies in French, and have thereto affixed their seals.

Done at Montevideo, this twenty-ninth day of January, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) P. E. TEPPEMA.

(L. S.) A. MAÑÉ.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to sign the present Convention between the Kingdom of the Netherlands and the Oriental Republic of Uruguay, the Plenipotentiaries have agreed on the following provisions, which shall constitute an integral part of the Convention itself :

It is understood that in all matters connected with the supply of currency unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment shall be granted to each other by the Kingdom of the Netherlands and the Oriental Republic of Uruguay, an exception being made in respect of such specially favourable treatment as Uruguay has accorded or may accord in the future to South American States as regards to this matter.

Ad Article 6.

It is agreed that the exception in respect of contiguous States provided for shall, so far as Uruguay is concerned, apply to the Argentine, Bolivia, Brazil and Paraguay.

In faith whereof the duly authorised representatives of both countries have signed the present Protocol, at Montevideo, this twenty-ninth day of January, one thousand nine hundred and thirty-four.

P. E. TEPPEMA.

A. MAÑÉ.

N° 3829.

BULGARIE ET PAYS-BAS

Arrangement de compensation et de
clearing, avec annexe. Signé à
Sofia, le 23 septembre 1935

**BULGARIA
AND THE NETHERLANDS**

Compensation and Clearing Arran-
gement, with Annex. Signed at
Sofia, September 23rd, 1935.

N^o 3829. — ARRANGEMENT ¹ DE COMPENSATION ET DE CLEARING
ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DES
PAYS-BAS. SIGNÉ A SOFIA, LE 23 SEPTEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 février 1936.

LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS et LE GOUVERNEMENT DE BULGARIE, désirant développer et faciliter les relations économiques et commerciales entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Bulgarie, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le règlement des créances résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en Bulgarie et de marchandises bulgares aux Pays-Bas, tel qu'il est exposé ci-après, ne s'effectuera que par l'intermédiaire d'organismes centraux qui sont aux Pays-Bas le « Nederlandsch Clearing-instituut » et en Bulgarie la Banque nationale de Bulgarie.

2. Le Gouvernement néerlandais se réserve de disposer que dans des cas spéciaux l'entreposage aux Pays-Bas sera considéré comme une importation dans le sens de l'alinéa précédent.

3. Il est bien entendu qu'en tout ce qui concerne le présent arrangement les expressions « Pays-Bas » et « néerlandais » visent le territoire du Royaume en Europe aussi bien qu'en dehors de l'Europe.

Article II.

I. Seront considérées comme marchandises néerlandaises :

a) Toutes marchandises d'origine néerlandaise ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées aux Pays-Bas de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national ;

b) Toutes marchandises d'origine non néerlandaise ayant fait l'objet d'un trafic commercial régulier entre les Pays-Bas et la Bulgarie antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrangement et qui sont importées en Bulgarie par l'intermédiaire d'une maison néerlandaise établie aux Pays-Bas pourvu que cette maison ait pratiqué ce commerce aussi avant l'entrée en vigueur du présent arrangement.

2. Il sera réservé au Gouvernement néerlandais de déterminer pendant la durée du présent arrangement la proportion dans laquelle les deux catégories de marchandises susmentionnées seront admises au système de clearing conformément aux dispositions du présent arrangement.

¹ Le présent arrangement s'applique également aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3829. — COMPENSATION AND CLEARING ARRANGEMENT²
BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM
OF THE NETHERLANDS. SIGNED AT SOFIA, SEPTEMBER 23RD,
1935.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Arrangement took place February 14th, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS AND THE GOVERNMENT OF BULGARIA, being desirous of developing and facilitating economic and commercial relations between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Bulgaria, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised therefor, have agreed to the following provisions :

Article I.

1. The settlement hereinafter set forth of claims arising in connection with the import of Netherlands goods into Bulgaria and of Bulgarian goods into the Netherlands shall be effected exclusively through the medium of the "Nederlandsch Clearinginstituut" in the Netherlands and the "Blgarska Narodna Banka" in Bulgaria.

2. The Netherlands Government reserves the right to treat the bonding of goods in the Netherlands as equivalent to the import of goods within the meaning of the preceding paragraph in special cases.

3. It is understood that, for purposes of the present Arrangement, the expression "Netherlands" shall cover the oversea territories of the Kingdom of the Netherlands no less than the territory thereof in Europe.

Article II.

1. Netherlands goods shall be deemed to be :

(a) All goods of Netherlands origin, and all goods which have been processed or transformed in the Netherlands in a manner sufficiently intensive to confer upon them a specifically national character ;

(b) All goods, not being of Netherlands origin, which have been a regular object of trade between the Netherlands and Bulgaria before the entry into force of the present Arrangement, and are imported into Bulgaria through the intermediary of a Netherlands firm established in the Netherlands, which has been engaged in such trade before the entry into force of the present Arrangement.

2. The Netherlands Government shall have the right to determine, at any time during the validity of the present Arrangement, the respective amounts of the above two categories of goods which are to come under the clearing set up by the present Arrangement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The present Arrangement applies also to the Netherlands Indies, to Surinam and Curaçao.

3. Les deux gouvernements pourront arrêter de commun accord que pour certaines marchandises le paiement sera effectué en dehors du système de clearing.

Article III.

Seront considérées comme marchandises bulgares : toutes marchandises d'origine bulgare ainsi que toutes marchandises qui ont été ouvragées ou transformées en Bulgarie de manière suffisamment intensive pour donner à ces marchandises un caractère nettement national.

Article IV.

1. Les deux gouvernements favoriseront l'épuisement intégral des avoirs réservés au paiement des exportations réciproques et s'efforceront à ce que l'équilibre du système convenu ne soit ébranlé.

2. Dans ce but le Gouvernement néerlandais se réserve le droit de disposer que le règlement des créances résultant des exportations néerlandaises vers la Bulgarie sera soumis à une autorisation préalable des autorités néerlandaises compétentes, la production d'une telle autorisation étant obligatoire pour que la Banque nationale de Bulgarie accepte des versements en règlement de ces créances.

Article V.

1. Sous réserve des dispositions de l'article VII l'importation aux Pays-Bas de toute marchandise bulgare devra être réglée exclusivement moyennant le versement du prix d'achat en florins néerlandais à un compte global, non productif d'intérêts, ouvert dans ce but auprès du « Nederlandsch Clearinginstituut » et destiné au règlement des créances néerlandaises par le système de clearing.

2. L'importation en Bulgarie de toute marchandise néerlandaise devra être réglée exclusivement moyennant le versement du prix d'achat en léva à la Banque nationale de Bulgarie où il sera porté, en appliquant le cours officiel fixé par la Banque nationale de Bulgarie le jour du versement, à un compte global en florins néerlandais, non productif d'intérêts, ouvert dans ce but auprès de ladite banque et destiné au règlement des créances bulgares par le système de clearing.

3. Si la dette du débiteur est libellée en une autre monnaie que la monnaie nationale du pays de versement, il devra en verser la contre-valeur calculée pour le débiteur aux Pays-Bas en appliquant le cours officiel du jour précédant celui du versement à l'une des Bourses aux Pays-Bas et pour le débiteur en Bulgarie en appliquant le cours officiel fixé par la Banque nationale de Bulgarie le jour du versement.

4. Le « Nederlandsch Clearinginstituut » et la Banque nationale de Bulgarie échangeront réciproquement sans délai les avis des versements effectués suivant les dispositions du présent article.

Article VI.

1. Afin d'éviter des embarras indésirables il sera permis de compenser directement les frais inhérents au commerce et encourus au pays du débiteur — par exemple des frais de transports, droits d'entrée, courtages et commissions — pour autant qu'ils soient usantiers et justifiés économiquement.

2. Le « Nederlandsch Clearinginstituut » et la Banque nationale de Bulgarie devront arrêter de commun accord les modalités d'exécution desdites compensations.

3. The two Governments shall be free by common accord to exclude particular goods from the operation of the clearing.

Article III.

Bulgarian goods shall be deemed to be all goods of Bulgarian origin, and all goods which have been processed or transformed in Bulgaria in a manner sufficiently intensive to confer upon them a specifically national character.

Article IV.

1. Both Governments shall use their influence to ensure that the funds set aside to pay for their respective exports to one another are used up to the full, in such a manner as not to place undue strain on the clearing system.

2. With which object, the Netherlands Government reserves the right, in the case of all claims arising in connection with Netherlands exports to Bulgaria, to require the production of a permit previously obtained from the competent Netherlands authorities as a condition of the acceptance by the "Blgarska Narodna Banka" of payments in settlement of such claims.

Article V.

1. Save in so far as otherwise provided in Article VII, claims in connection with the import of all Bulgarian goods into the Netherlands shall be settled exclusively through the payment of the purchase price in guilders into a pooled account not carrying interest, to be opened at the "Nederlandsch Clearinginstituut" for the express purpose of the clearing of Netherlands claims.

2. Claims in connection with the import of all Netherlands goods into Bulgaria shall be settled exclusively through the payment of the purchase price in levas into the "Blgarska Narodna Banka", to be credited by the latter at the official rate, as fixed by itself on the day of payment, to a pooled account in guilders, not carrying interest, to be opened at the "Blgarska Narodna Banka" for the express purpose of the clearing of Bulgarian claims.

3. Where debts are denominated in currencies other than the national currency of the debtor country, payment shall be made of the equivalent as calculated, in the case of Netherlands debtors, at the official rate quoted on any Stock Exchange in the Netherlands on the day before the date of payment and, in the case of Bulgarian debtors, at the official rate fixed by the "Blgarska Narodna Banka" on the date of payment.

4. The "Nederlandsch Clearinginstituut" and the "Blgarska Narodna Banka" shall notify one another forthwith of all payments received under the provisions of this Article.

Article VI.

1. For greater convenience, direct compensation shall be permissible in the case of accessory costs in connection with goods transactions incurred in the country of the debtor, such as transport charges, import duties, brokerage and commissions, provided such costs are customary and reasonable.

2. The "Nederlandsch Clearinginstituut" and the "Blgarska Narodna Banka" shall concert together as to the form and manner of such direct compensation.

Article VII.

1. Le « Nederlandsch Clearinginstituut » et la Banque nationale de Bulgarie autoriseront dans la plus large mesure possible l'échange direct de marchandises néerlandaises contre des marchandises bulgares moyennant des compensations privées.

2. Dans ce but les marchandises néerlandaises énumérées à la liste I annexée au présent arrangement pourront être échangées contre les marchandises bulgares énumérées à l'article 10, tableau I, de l'ordonnance générale de la Banque nationale de Bulgarie mentionnée à l'article IX ci-dessous.

3. Les sommes dues pour le règlement des transactions de compensation privée devront être versées, sans délai, à des comptes spéciaux, ouverts dans ce but auprès du « Nederlandsch Clearinginstituut » et auprès de la Banque nationale de Bulgarie.

4. Toute transaction de compensation privée sera soumise à une autorisation préalable du « Nederlandsch Clearinginstituut » et de la Banque nationale de Bulgarie, qui se mettront d'accord tant sur ces opérations elles-mêmes que sur leurs modalités d'exécution.

Article VIII.

1. La faculté d'effectuer les versements aux comptes globaux et spéciaux mentionnés aux articles V et VII ne sera entravée d'aucune manière soit directe ou indirecte, les débiteurs respectifs ayant la complète liberté de verser sans frais les sommes dues.

2. Les paiements aux créanciers par voie de clearing auront lieu dans l'ordre chronologique des versements et dans la limite des disponibilités.

Article IX.

1. Les sommes versées au compte global mentionné à l'article V et au compte spécial mentionné à l'article VII, auprès du « Nederlandsch Clearinginstituut », seront réparties entre deux comptes A et B, respectivement C et D, non productifs d'intérêts, les sommes versées sur les comptes A et C étant à la disposition de la Banque nationale de Bulgarie et les sommes versées sur les comptes B et D étant destinées au règlement des créances résultant de l'importation de marchandises néerlandaises en Bulgarie, ayant eu lieu à partir du 1^{er} septembre 1935.

2. Il est entendu que la répartition mentionnée à l'alinéa précédent sera exécutée dans les proportions prévues à l'article 10 de l'ordonnance générale de la Banque nationale de Bulgarie régissant les exportations et les importations bulgares (*Journal Officiel* du 4 juin 1935, N^o 123) et ses suppléments, exception faite pour l'importation aux Pays-Bas par voie de clearing de l'orge dont 30 % du prix d'achat seront laissés à la disposition de la Banque nationale de Bulgarie ainsi que pour l'importation de toute autre marchandise bulgare pour laquelle il sera appliqué une diminution des pourcentages revenant à la disposition de la Banque nationale de Bulgarie.

Article X.

Le Gouvernement bulgare s'engage à payer et à transférer au « Nederlandsch Clearinginstituut », dans une période de six mois à partir du 1^{er} septembre 1935, le montant total des créances néerlandaises arriérées résultant de l'importation de marchandises en Bulgarie par une maison néerlandaise, sans tenir compte de l'origine de la marchandise, pour autant que ces importations aient été faites avant le 1^{er} septembre 1935.

Article VII.

1. The "Nederlandsch Clearinginstituut" and the "Blgarska Narodna Banka" shall give the freest possible scope to the direct exchange of Netherlands goods against Bulgarian goods by private compensation.

2. Accordingly, Netherlands goods of the kinds enumerated in Annex I to the present Arrangement may be exchanged for Bulgarian goods of the kinds enumerated in Article 10, Table I, of the General Ordinance of the "Blgarska Narodna Banka" to which Article IX relates.

3. Sums due in settlement of private compensation transactions shall be paid forthwith into special accounts to be opened for the purpose at the "Nederlandsch Clearinginstituut" and at the "Blgarska Narodna Banka".

4. All private compensation transactions shall be conditional on a permit being previously obtained from the "Nederlandsch Clearinginstituut" or the "Blgarska Narodna Banka", as the case may be, the which shall concert together both as to the transactions themselves and as to the form and manner of their execution.

Article VIII.

1. No obstacles, direct or indirect, shall be placed in the way of payments into the pooled and special accounts to which Articles V and VII relate; no charges shall be made in connection with such payments.

2. Payments out to creditors through the clearing shall be made, as and when the necessary funds are available, in the chronological order of the payments in received.

Article IX.

1. Sums paid into the pooled account to which Article V relates and into the special account to which Article VII relates, at the "Nederlandsch Clearinginstituut", shall be apportioned between accounts A and B and C and D respectively (none of which shall carry interest), in such wise that the sums credited to accounts A and C shall be at the disposal of the "Blgarska Narodna Banka", and the sums credited to accounts B and D shall be used for the settlement of claims arising in connection with the import of Netherlands goods into Bulgaria after September 1st, 1935.

2. It is understood that the apportionment aforesaid shall be effected according to the percentages laid down in Article 10 of the General Ordinance of the "Blgarska Narodna Banka" concerning Bulgarian Exports and Imports (*Drzhaven Vestnik*, No. 123, of June 4th, 1935) and the Supplements thereto, save only for imports of barley into the Netherlands through the clearing where 30 % of the purchase price is left at the disposal of the "Blgarska Narodna Banka", or other Bulgarian goods where there is a reduction in the percentages left at the disposal of the "Blgarska Narodna Banka".

Article X.

The Bulgarian Government undertakes to pay and transfer to the "Nederlandsch Clearing-instituut" within six months from September 1st, 1935, the entire amount of the arrears of Netherlands claims in connection with exports of goods to Bulgaria by Netherlands firms before September 1st, 1935, whatever the origin of such goods.

Article XI.

Par dérogation à la disposition de l'article 25 de l'ordonnance générale de la Banque nationale de Bulgarie mentionnée à l'article IX du présent arrangement, pour tout ce qui concerne l'application du présent arrangement, les autorités compétentes des deux pays respecteront les échéances contractées entre les intéressés.

Article XII.

1. Les modalités d'ordre technique du présent arrangement seront arrêtées de commun accord entre le « *Nederlandsch Clearinginstituut* » et la Banque nationale de Bulgarie.

2. Les deux gouvernements régleront par entente mutuelle les difficultés que pourrait soulever l'application du présent arrangement, par l'intermédiaire de leurs délégués désignés dans ce but.

Article XIII.

Chaque gouvernement s'engage à prendre les mesures nécessaires pour obliger ses ressortissants à observer les dispositions du présent arrangement.

Article XIV.

1. Les avoirs en faveur des exportateurs des pays contractants, se trouvant aux comptes tenus par le « *Nederlandsch Clearinginstituut* » ou par la Banque nationale de Bulgarie au moment de la résiliation du présent arrangement par l'un des deux gouvernements seront liquidés par l'application des dispositions du présent arrangement.

2. Seront réglés selon les dispositions du présent arrangement les paiements relatifs aux importations des marchandises bulgares ou néerlandaises expédiées au plus tard le lendemain du jour de la dénonciation.

Article XV.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature avec effet retroactif à partir du 1^{er} septembre 1935. Il restera en vigueur aussi longtemps que l'un des deux gouvernements n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin avec un préavis de quinze jours.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 23 septembre 1935.

Pour les Pays-Bas :

L. M. DE BRAUW,
Consul des Pays-Bas à Sofia.

Pour la Bulgarie :

K. GOUNEFF,
*Sous-Gouverneur de la Banque nationale
de Bulgarie.*

Article XI.

For the purposes of the present Arrangement, the competent authorities of both countries shall respect the commitments of the parties concerned in regard to dates of payment, notwithstanding anything to the contrary provided in Article 25 by the General Ordinance of the "Blgarska Narodna Banka" to which Article IX of the present Arrangement relates.

Article XII.

1. The "Nederlandsch Clearinginstituut" and the "Blgarska Narodna Banka" shall concert together as to technical measures in execution of the present Arrangement.

2. The two Governments shall settle by common accord, through their representatives appointed for the purpose, any difficulties arising in connection with the execution of the present Arrangement.

Article XIII.

Each Government undertakes to take the necessary steps to compel its own nationals to comply with the provisions of the present Arrangement.

Article XIV.

1. Any balances outstanding in favour of the exporters of the contracting countries in the accounts of the "Nederlandsch Clearinginstituut" or the "Blgarska Narodna Banka" on the denunciation of the present Arrangement by either one of the two Governments shall be liquidated in accordance with the provisions of the present Arrangement.

2. Payments for imports of Bulgarian or Netherlands goods consigned not later than one day after the date of denunciation shall be settled in accordance with the provisions of the present Arrangement.

Article XV.

The present Arrangement shall come into force on the date of the signature thereof, with retroactive effect as to September 1st, 1935. It shall remain in force until such time as either one of the two Governments shall signify a desire to terminate it by notice given fifteen days beforehand.

In faith whereof the undersigned have signed the present Arrangement.

Done at Sofia in duplicate, this 23rd day of September, 1935.

For the Netherlands :

L. M. DE BRAUW,
Netherlands Consul in Sofia.

For Bulgaria :

K. GOUNEFF,
*Deputy-Governor of the "Blgarska
Narodna Banka".*

LISTE I

Numéro du tarif bulgare	Numéro des répertoires statistiques bulgares	Marchandises
48, 133	87 a)	Fécule et amidon comestibles et à repasser.
48	87 b)	Fécule et amidon pour des buts industriels.
80 a)	111 a)	Graines de betteraves à sucre.
70 b), 133	121 b)	Cacao en poudre, en gâteaux, préparé sans sucre.
70 a), 133	122	Cacao en fèves (cru ou cuit).
170	207 b)	Coke pour le chauffage.
170	208	Coke métallurgique.
192 b) 2	216	Soude caustique.
192 r) 1, 2, 3	225	Salpêtres de toutes sortes.
194		
191 b)	247	Iode.
192, 193, 194, 195 b)	255 a)	Produits chimiques non dénommés spécialement.
193 r)	255 b)	Carbure de calcium.
192 k) 2	255 h) 3	Sulfite de natrium.
177	272/273	Minium, oxyde de zinc, céruse et lithopon.
177	272 b)/273 b)	Oxyde de zinc.
177	272 r)/273 r)	Lithopon.
177 b) 1	278	Outremer.
180	281	Couleurs organiques artificielles non préparées pour usage immédiat.
180	281 a)	Couleurs d'aniline.
189	285	Encres d'imprimerie.
182 b)	287	Couleurs préparées pour usage immédiat, graissées ou aquarelles.
177 d) 2	291	Couleurs minérales, spécialement non dénommées.
176, 194	293	Extraits et matières de tannage des peaux, non dénommés spécialement.
183	294	Laques et vernis.
155 b)	296	Goudron minéral.
145	301	Colophane.
143	306 b)	Résines et gommés non spécialement dénommées.
120 b)	319 a)	Huile de lin.
120 b)	319 b)	Huiles siccatives succédanées de l'huile de lin.
122	321 a)	Huiles de palme et de coco pour usage industriel.
115, 118 1, 2	326 b)	Huiles de pistaches, de graines de pavots et autres huiles végétales comestibles spécialement non dénommées.
119	327/331 a)	Huile de cacao.
122	334	Graisse de poissons, dégras et autres graisses à l'usage de la peausserie.
125	336 b) 3	Acides de graisse d'oléine et autres.
125	338	Stéarine.
193 e), 199	348	Ether sulphurique et collodium.
199	356	Quinine sulphurique et hydro-chloride.
198, 199	355 359/364, 368/369	Médicaments, spécialités médicinales et matières pour usage médical, non dénommés spécialement.
174 a), b), B	376	Huiles éthériques et aromatiques.
174 a), b)	376 a)	Huiles éthériques et aromatiques.
410	425/426	Fer brut dur ou non, en barres, en morceaux.
409 b)	427 a)	Feuilles de fer de la grosseur jusqu'à 3 mm., seulement étirées ou aplanies.
409 a)	427 b)	Feuilles de fer de la grosseur de plus de 3 mm., forgées, aplanies ou étirées.

LIST I.

Number in Bulgarian Tariff	Number in Bulgarian trade statistics	Goods
48, 133	87 (a)	Starch edible and for laundry work.
48	87 (b)	Starch for industrial purposes.
80 (a)	111 (a)	Sugar beet seeds.
70 (b), 133	121 (b)	Cocoa in powder, in cakes, prepared without sugar.
70 (a), 133	122	Cocoa beans (raw or roasted).
170	207 (b)	Coke for heating.
170	208	Metallurgical coke.
192 (b) 2	216	Caustic soda.
192 (r) I, 2, 3	225	Saltpetres of all kinds.
194		
191 (b)	247	Iodine.
192, 193, 194, 195 (b)	255 (a)	Chemical products not specially mentioned.
193 (r)	255 (b)	Calcium carbide.
192 (k) 2	255 (h) 3	Sodium sulphite.
177	272/273	Minium (white lead), oxide of zinc, white lead and lithopone.
177	272 (b) /273 (b)	Oxide of zinc.
177	272 (r) /273 (r)	Lithopone
177 (b) 1	278	Lapis lazuli.
180	281	Artificial organic colours, unprepared for immediate use.
180	281 (a)	Aniline dyes.
189	285	Printing inks.
182 (b)	287	Colours prepared for immediate use, oil or water.
177 (d) 2	291	Mineral colours, not specially mentioned.
176, 194	293	Tanning extracts and materials, not specially mentioned.
183	294	Lacquers and varnishes.
155 (b)	296	Mineral tar.
145	301	Colophon.
143	306 (b)	Resins and gums not specially mentioned.
120 (b)	319 (a)	Linseed oil.
120 (b)	319 (b)	Drying oil substitutes for linseed oil.
122	321 (a)	Palm oil and coconut oil for industrial use.
115, 118, I, 2	326 (b)	Pistachio oil, poppy seed oil and other edible vegetable oils not specially mentioned.
119	327/331 (a)	Coconut oil.
122	334	Fish fat, dubbin and other fats for skin dressing.
125	336 (b) 3	Acids of olein fat and other acids.
125	338	Stearin.
193 (e), 199	348	Sulphuric ether and collodium.
199	356	Quinine sulphate and quinine hydrochloride.
198, 199	355, 359/364, 368/369	Medicaments, medical specialities and materials for medical use, not mentioned specially.
174 (a), (b), B	376	Ethereal and aromatic oils.
174 (a), (b)	376 (a)	Ethereal and aromatic oils.
410	425/426	Crude iron, hard or other, in bars, in pieces.
409 (b)	427 (a)	Sheet iron not exceeding 3 mm. in thickness, stretched or planished only.
409 (a)	427 (b)	Sheet iron not exceeding 3 mm. in thickness, forged, planished or stretched.

Numéro du tarif bulgare	Numéro des répertoires statistiques bulgares	Marchandises
409 b) 2, 3	430 a)	Feuilles de fer de la grosseur de 3 mm., polies, laquées, zinguées, plombées ou galvanisées.
420	437	Tuyaux, tubes et canaux de fer, pièces de jonction pour les mêmes.
432 b) 1	449	Aiguilles à tricoter.
452/453	457/458	Plomb brut et en vieux morceaux ; plomb en planches et autres formes.
456/16 B	464/465	Zinc brut et en vieux morceaux ; zinc en feuilles, en plaques et en barres.
457/16 B		
458/16 B		
461, 462, 463	469/470	Étain brut et en vieux morceaux ; étain en barres, en feuilles et en plaques.
467, 468	476	Cuivre forgé ou foulé ; en planches, barres ou en plaques.
469	477 a)	Fil de cuivre plaqué ou non.
506	477 b)	Fils de cuivre entortillés avec des matières filées ; câbles.
408	490	Fonte brute.
213	521 b), 526 b)	Koroso, galalite, cellulose et autres résines en état brut, pour sculpture.
291	538 b)	Cellulose en masse.
291	538 b) 2	Articles de cellulose en masse, en planches et autres pareils.
304 a)	551 a)	Peaux de bœufs et de vaches, salées ou non.
304 a) 2	551 b)	Peaux de bœufs et de vaches séchées, salées ou non.
304 a)	552	Peaux de buffles, brutes ou séchées, salées ou non.
304 a)	553	Peaux de veaux, brutes, séchées ou non.
305	567 a)	Peaux pour empeignes de chaussures tannées minéralement (box et chevreaux) à l'exception des peaux laquées.
305	567 B	Peaux pour empeignes de chaussures spécialement non dénommées.
309, 312, 314 a) 6, B, r)	569 b)	Articles de cuir, de maroquin, spécialement non dénommés.
388 a)	580 a)	Laine en suint ordinaire.
338 a)	581	Laine ordinaire lavée.
338 b)	582 a)	Laine ordinaire peignée.
338 b)	582 b)	Laine fine peignée.
338 a)	584 a)	Laine fine (alpaca, lama, vigogne, mérinos) lavée ou non.
343	586	Fils de laine ordinaire non teints.
343	588	Fils de laine fine, teints ou non.
353 a)	627 a)	Coton écru.
595	627 b)	Déchets et rebuts de coton et de fils de coton.
354 A, 1 a), 2 a)	630	Fils de coton écrus à un bout, jusqu'au N° 12 anglais, retors ou non.
3 54	631	Fils de coton blanchis ou teints, à un bout jusqu'au N° 12 anglais, retors ou non.
354, A 1, B 2, B	632	Fils de coton écrus d'un bout, du N° 12 jusqu'au N° 24 anglais, retors ou non.
354 A, B, 2 B, 355 a)	634	Fils de coton, écrus, d'un ou deux bouts, plus minces que le N° 24 anglais, retors ou non.
354	635	Fils de coton blanchis ou teints, à un ou deux bouts, plus minces que le N° 24 anglais, retors ou non.
355	636	Fils de coton à deux ou à plusieurs bouts, écrus, blanchis ou teints, retors ; fils de coton à tricoter (crochets, tirets).
392 a), 576	652 b)	Matières de pansement.
371, 372, 373, 374	660	Fils et ficelles de jute, ramie, manille et autres matières textiles végétales, bruts, blanchis ou teints.
234 a), 374	662 b)	Ficelles et cordons de manille, de cisale et autres matières textiles non dénommées.
373, 376 a)	664	Filets à pêcher le poisson et fils à filets.
319	702	Caoutchouc, gutta-percha et balata à l'état brut, purifiés ou non.

Number in Bulgarian Tariff	Number in Bulgarian trade statistics	Goods
409 (b) 2, 3	430 (a)	Sheet iron not exceeding 3 mm. in thickness, polished, lacquered, zinked, leaded or galvanised.
420	437	Pipes, tubes and iron drains, and joints for same.
432 (b) 1	449	Knitting needles.
452/453	457/458	Crude lead and lead in old pieces; lead in sheets and other forms.
456/16 B	464/465	Crude zinc and zinc in old pieces; zinc in sheets, in plates and bars.
457/16 B		
458/16 B		
461, 462, 463	469/470	Crude tin and tin in old pieces; tin in bars, in sheets and in plates.
467, 468	476	Copper forged or pressed, copper in sheets, bars or plates.
469	477 (a)	Copper wire plated or not.
506	477 (b)	Copper wire twisted with drawn materials, cables.
408	490	Crude pig-iron.
213	521 (b), 526 (b)	Koroso, galalith, celluloid and other resins in a raw state, for moulding.
291	538 (b)	Cellulose in bulk.
291	538 (b) 2	Cellulose articles in bulk, in sheets and the like.
304 (a)	551 (a)	Hides of oxen and cows, salted or not.
304 (a) 2	551 (b)	Hides of oxen and cows, dried, salted or not.
304 (a)	552	Hides of buffaloes, raw or dried, salted or not.
304 (a)	553	Hides of calves, raw, dried or not.
305	567 (a)	Skins for uppers of shoes tanned by minerals (box and kid), other than patent leather skins.
305	567 B	Skins for uppers of boots not specially mentioned.
309, 312, 314 (a) 6, B, (r)	569 (b)	Articles in leather, and articles in morocco leather, not specially mentioned.
388 (a)	580 (a)	Wool, greasy, ordinary.
338 (a)	581	Wool, ordinary, washed.
338 (b)	582 (a)	Wool, ordinary, combed.
338 (b)	582 (b)	Wool, fine, combed.
338 (a)	584 (a)	Wool, fine (alpaca, llama, vicuna, merino), washed or not.
343	586	Woollen yarn, ordinary, not tinted.
343	588	Woollen yarn, fine, tinted or not.
353 (a)	627 (a)	Cotton, unbleached.
595	627 (b)	Cotton waste, and cotton thread waste.
354 A, 1 (a), 2 (a)	630	Cotton thread, unbleached, single, up to No. 12 English, twisted or not.
354	631	Cotton thread, bleached or tinted, single, up to No. 12 English, twisted or not.
354 A 1, B 2, B	632	Cotton thread, unbleached, single, above No. 12 and up to No. 24 English, twisted or not.
354 A, B, 2 B, 355 (a)	634	Cotton thread, unbleached, single or double, not exceeding No. 24 English, twisted or not.
354	635	Cotton thread, bleached or tinted, single or double, not exceeding No. 24 English, twisted or not.
355	636	Cotton thread of two or more strands, unbleached, bleached or tinted, twisted; cotton thread for crochet or tatting.
392 (a), 576	652 (b)	Bandages.
371, 372, 373, 374	660	Jute threads and twines, ramie, manilla hemp and other vegetable textile materials, crude, bleached or tinted.
234 (a), 374	662 (b)	Twines and twists of manilla hemp, cisale and other textile materials not mentioned.
373, 376 (a)	664	Nets for fishing and netting.
319	702	Rubber, gutta-percha and balata, crude, refined or not.

Numéro du tarif bulgare	Numéro des répertoires statistiques bulgares	Marchandises
320	703	Caoutchouc et gutta-percha en plaques, feuilles et barres.
325 a)	706 a) 2	Tuyaux en caoutchouc (chambres à air).
500 a), r)	726	Instruments et appareils chirurgiques et chimiques.
500 b) B 3,	727	Instruments et appareils astronomiques, mathématiques, physiques,
502 a)		optiques, photographiques.
503, 504,	727 b)	Appareils télégraphiques et téléphoniques; appareils électriques
505 a), b), r)		pour éclairage, mesurage, calcul et pour transmission de force;
505	727 b) 3	leurs pièces et accessoires.
		Appareils pour mesurer l'électricité, les ampères, les volts et autres
		pareils pour mesurage, calcul et transmission de l'énergie et
		leurs pièces.
503	727 b) 5	Transformateurs de toutes sortes et leurs pièces.
505 B 1, 2	727 B	Appareils électriques pour chauffage, pour cuisine et pour repassage.
505 B 2	727 B 2	Appareils électriques pour des buts hygiéniques et autres.
507	727 r)	Matériaux pour installations électriques, combinés de diverses
		matières, à l'exception des fils isolateurs et des câbles.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Number in Bulgarian Tariff	Number in Bulgarian trade statistics	Goods
320 325 (a) 500 (a) (r) 500 (b) B 3, 502 (a) 503, 504, 505 (a), (b), (r)	703 706 (a) 2 726 727 727 (b)	Rubber and gutta-percha in plaques, sheets and bars. Rubber tubes (tyres). Surgical and chemical instruments and apparatus. Astronomical, mathematical, physical, optical and photographic instruments and apparatus. Telegraphic and telephonic apparatus, electrical apparatus for lighting, measuring, calculation and power transmission, and parts and accessories of the same. Apparatus for measuring electricity, amperes, voltage and other units of measurement, calculation or power transmission, and parts of same. Transformers of all sorts and parts of same. Electric apparatus for heating, for cooking and for ironing. Electric apparatus for sanitary and other purposes. Materials for electrical plants in combination with other materials, not including insulated wire or cables.
505	727 (b) 3	
503 505 B 1, 2 505 B 2 507	727 (b) 5 727 B 727 B 2 727 (r)	

N° 3830.

FRANCE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord concernant la franchise des droits de douane sur le combustible et les lubrifiants d'aéronefs. Paris, les 17 et 19 octobre 1935.

**FRANCE
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption of Customs Duties on Aircraft Fuel and Lubricants. Paris, October 17th and 19th, 1935.

N° 3830. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD¹ CONCERNANT LA FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE SUR LE COMBUSTIBLE ET LES LUBRIFIANTS D'AÉRONEFS. PARIS, LES 17 ET 19 OCTOBRE 1935.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 février 1936.*

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES UNIONS INTERNATIONALES.

PARIS, le 17 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre lettre du 15 avril dernier ainsi qu'à la note de la Légation royale en date du 3 septembre suivant, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français est disposé sous condition de réciprocité à accorder sur son territoire métropolitain aux aéronefs de nationalité néerlandaise — aéronefs de tourisme et aéronefs assurant un service aérien international — les facilités suivantes :

1° A l'arrivée sur le territoire français métropolitain, le combustible et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de l'aéronef sont admis en franchise des droits de douane ou autres étant entendu, toutefois, qu'aucune quantité ne pourra être débarquée en franchise.

2° Au départ d'un aéronef néerlandais quittant un aéroport douanier français métropolitain pour se rendre à l'étranger, sont livrés en franchise de tous droits de douane ou autres les combustibles et les lubrifiants nécessaires au ravitaillement de l'appareil, étant entendu toutefois qu'en cas d'escale sur un autre aéroport français l'octroi de cette franchise pourra être subordonné à certaines conditions déterminées.

3° La franchise visée à l'alinéa 2 peut être accordée sous forme de restitution des droits payés.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3830. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT² REGARDING THE EXEMPTION OF CUSTOMS DUTIES ON AIRCRAFT FUEL AND LUBRICANTS. PARIS, OCTOBER 17TH AND 19TH, 1935.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 14th, 1936.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

SUB-DIRECTORATE FOR ADMINISTRATIVE AFFAIRS
AND INTERNATIONAL UNIONS.

PARIS, *October 17th, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your letter of April 15th last and the Royal Legation's note dated September 3rd of the same year, I have the honour to inform you that the French Government is prepared, subject to reciprocity, to grant the following facilities on French territory in Europe to aircraft of Netherlands nationality — touring aircraft and aircraft operating an international air service :

(1) On arrival on French territory in Europe the fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that none may be unloaded free of duty.

(2) When a Netherlands aircraft leaves a French Customs aerodrome in Europe for the purpose of proceeding to another country, the fuel and lubricants necessary for the supply of the aircraft shall be delivered free of all Customs or other duties, it being understood, however, that in the event of a landing being made at another French aerodrome the granting of such exemption may be subjected to certain specified conditions.

(3) The exemption provided for in paragraph (2) may be granted in the form of reimbursement of duty which has been paid.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 1st, 1935.

Il est entendu qu'un aérodrome douanier est un aérodrome ouvert à l'usage public où fonctionne un service de douane.

Je vous serai très obligé de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement royal accepte d'accorder les mêmes facilités aux aéronefs ayant la nationalité française, aéronefs de tourisme et aéronefs assurant un service aérien international.

Agréez, Monsieur le Ministre, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France,
Secrétaire général,
Alexis LÉGER.

Monsieur le Jonkheer J. Loudon,
Ministre des Pays-Bas,
Paris.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 3712/I.58.

PARIS, le 19 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre du 17 octobre dernier, Sous-Direction des Affaires administratives et des Unions internationales, m'informant des conditions auxquelles le Gouvernement français est disposé à accorder, sur son territoire métropolitain, certaines facilités aux aéronefs néerlandais.

En la remerciant de cette aimable communication j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, réciproquement, le Gouvernement de la Reine accepte d'accorder les mêmes facilités aux aéronefs ayant la nationalité française, aéronefs de tourisme et aéronefs assurant un service aérien international, notamment :

1° A l'arrivée sur le territoire des Pays-Bas en Europe, le combustible et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de l'aéronef sont admis en franchise des droits de douane ou autres, étant entendu, toutefois, qu'aucune quantité ne pourra être débarquée en franchise.

2° Au départ d'un aéronef français quittant un aérodrome douanier néerlandais en Europe pour se rendre à l'étranger, sont livrés en franchise de tous droits de douane ou autres, le combustible et les lubrifiants nécessaires au ravitaillement de l'appareil, étant entendu toutefois qu'en cas d'escale sur un autre aérodrome néerlandais l'octroi de cette franchise pourra être subordonné à certaines conditions déterminées.

3° La franchise visée à l'alinéa 2° peut être accordée sous forme de restitution des droits payés.

Il est entendu qu'un aérodrome douanier est un aérodrome ouvert à l'usage public où fonctionne un service de douane.

It is understood that a Customs aerodrome shall be held to mean an aerodrome open for public use at which there is a Customs service.

I should be very much obliged if you would inform me whether the Royal Government is ready to grant the same facilities to aircraft of French nationality, touring aircraft and aircraft operating an international air service.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs
and in his name :

Alexis LÉGER,
Ambassador of France,
Secretary-General.

Monsieur le Jonkheer J. Loudon,
Minister of the Netherlands,
Paris.

II.

LEGATION OF THE NETHERLANDS.

No. 3712/I.58.

PARIS, *October 19th, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of October 17th last from the Sub-Directorate for Administrative Affairs and International Unions which communicated to me the conditions on which the French Government is prepared to grant certain facilities to Netherlands aircraft on its home territory.

While expressing my thanks for this communication, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty the Queen's Government is prepared for its part to grant the same facilities to aircraft of French nationality, touring aircraft and aircraft operating an international air service, that is to say :

(1) On arrival on the territory of the Netherlands in Europe the fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties, it being understood, however, that none may be unloaded free of duty.

(2) When a French aircraft leaves a Netherlands Customs aerodrome in Europe for the purpose of proceeding to another country, the fuel and lubricants necessary for the supply of the aircraft shall be delivered free of all Customs or other duties, it being understood, however, that in the event of a landing being made at another Netherlands aerodrome the granting of such exemption may be subjected to certain specified conditions.

(3) The exemption provided for in paragraph (2) may be granted in the form of reimbursement of duty which has been paid.

It is understood that a Customs aerodrome shall be held to mean an aerodrome open for public use at which there is a Customs service.

Afin de pouvoir prévenir les services intéressés il semble que l'on pourrait fixer, sauf contre-avis de la part de Votre Excellence, au 1^{er} novembre 1935 la date de l'entrée en vigueur de cet accord.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

J. LOUDON.

Son Excellence
Monsieur Pierre Laval,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

In order that it may be possible to notify the services concerned, it would seem that, unless any intimation of dissent is received from Your Excellency, November 1st, 1935, might be taken as the date of coming into force of this Agreement.

I have the honour to be, etc.

J. LOUDON.

His Excellency Monsieur Pierre Laval,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 3831.

**ESTONIE, LETTONIE
ET LITHUANIE**

Convention concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile.
Signée à Kaunas, le 14 novembre 1935.

**ESTONIA, LATVIA
AND LITHUANIA**

Convention concerning the Reciprocal Recognition and Enforcement of Judgments in Civil Matters.
Signed at Kaunas, November 14th, 1935.

N° 3831. — CONVENTION¹ ENTRE L'ESTONIE, LA LETTONIE ET LA LITHUANIE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION RÉCIPROQUES DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CIVILE. SIGNÉE A KAUNAS, LE 14 NOVEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,

Désireux de régler à l'avenir, en partant des principes communs sur lesquels est basée la législation judiciaire en matière civile dans les pays contractants, sur les territoires de ces pays la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements rendus en matière civile et de compléter ainsi la Convention² concernant le règlement de certaines questions de droit international privé, conclue par ces pays le 12 juillet 1921, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires, à savoir :

Son Excellence Monsieur Ludvigs SĒJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Kaunas ;

Son Excellence Monsieur Johan LEPPIK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Kaunas ;

Son Excellence Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères de Lithuanie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les jugements rendus après la mise en vigueur de la présente convention en matière civile par des autorités judiciaires de l'un des pays contractants, dans les limites de leur compétence, seront exécutés sur le territoire des autres pays contractants, conformément aux dispositions suivantes.

Article 2.

Les personnes intéressées à l'exécution d'un jugement émanant d'une autorité judiciaire d'un des pays contractants, adresseront une demande de le rendre exécutoire au tribunal d'arrondissement compétent du pays où le jugement doit être exécuté. Si le jugement doit être exécuté

¹ Ratifications déposées à Riga, le 10 décembre 1935.
Entrée en vigueur le 10 janvier 1936.

² Vol. XXXVII, page 433, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3831. — CONVENTION² BETWEEN ESTONIA, LATVIA AND LITHUANIA CONCERNING THE RECIPROCAL RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL MATTERS. SIGNED AT KAUNAS, NOVEMBER 14TH, 1935.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 14th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA,
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA,

Being desirous of regulating in the future the reciprocal recognition and enforcement of judgments in civil matters in the territories of the contracting countries, on the common principles on which civil legislation is based in those countries, and thus of completing the Convention³ concerning the settlement of certain questions of private international law, concluded by the said countries on July 12th, 1921, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

His Excellency Monsieur Ludvigs SEJA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Kaunas ;

His Excellency Monsieur Johan LEPPIK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia at Kaunas ;

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs of Lithuania ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Judgments in civil matters given after the coming into force of the present Convention by the judicial authorities of one of the contracting countries and within their competence shall be enforced on the territory of the other contracting countries in accordance with the following regulations.

Article 2.

The persons concerned in the enforcement of a judgment given by a judicial authority of one of the contracting countries shall make an application for it to be made executory to the competent local court of the country in which the judgment is to be enforced. If the judgment is to be enforced

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratifications deposited at Riga, December 10th, 1935. Came into force January 10th, 1936.

Vol. XXXVII, page 433, of this Series.

en plusieurs endroits, il suffit d'en faire la demande à un seul tribunal d'arrondissement, au choix du requérant. Ces demandes sont exemptes de taxes judiciaires.

Article 3.

A la demande doivent être annexés :

1^o Une expédition du jugement motivé, rédigé dans sa forme définitive et légalisé par le tribunal l'ayant rendu, avec une pièce délivrée par ce tribunal et attestant que le jugement est passé en force de chose jugée, qu'il ne peut être l'objet ni d'une action d'appel, ni d'une action en cassation et qu'il est devenu exécutoire.

2^o Un certificat du tribunal ayant prononcé le jugement attestant que la citation a été remise, conformément aux lois du pays où le jugement a été rendu, à la partie contre laquelle le jugement a été prononcé, indiquant si ladite partie est intervenue, d'une manière quelconque, dans le procès.

3^o La traduction du jugement et du certificat (al. 1 et 2) dans la langue du pays où le jugement doit être exécuté ; la traduction doit être certifiée conforme par un traducteur assermenté ou, à défaut, par un représentant consulaire du pays où le jugement doit être exécuté, ou bien de celui où le jugement a été rendu.

4^o Des copies desdits documents en nombre correspondant à celui des défendeurs.

Article 4.

Les assignations des parties devant le tribunal qui est appelé à rendre le jugement exécutoire, seront effectuées en conformité avec les lois du pays où le jugement doit être exécuté.

Article 5.

Les autorités judiciaires ne procéderont pas à un nouvel examen quant au fond des points litigieux résolus par les autorités judiciaires de l'un des deux autres pays contractants, mais décideront seulement si le jugement contient des dispositions qui, d'après l'article 6 de la présente convention, font obstacle à son exécution dans le pays où celle-ci est demandée.

Article 6.

Les jugements des autorités judiciaires émanant des pays contractants ne seront pas rendus exécutoires dans les pays où ils doivent être exécutés :

1^o S'il s'agit d'une action ayant pour objet un droit de propriété ou un droit réel sur un immeuble situé dans l'Etat où le jugement doit être exécuté.

2^o Si la partie, contre laquelle le jugement doit être exécuté, est une institution ou une entreprise d'Etat ou une administration communale ou municipale, qu'elle soit même du pays où le jugement a été rendu.

3^o Si l'objet du jugement est un droit qui se trouve en dehors de la compétence des tribunaux du pays où le jugement doit être exécuté.

4^o Si le jugement n'a pas été exécuté dans un délai de dix ans, à compter du jour où il a été rendu.

5^o Si le jugement contient des mesures incompatibles avec l'ordre public, ou interdites par les lois de l'Etat où il doit être exécuté.

6^o Si le jugement est en contradiction avec un autre jugement rendu dans la même matière par un tribunal du pays où l'exécution du jugement est demandée.

at more than one place, the application need be made only to one local court, at the choice of the applicant. No judicial fees may be charged for such applications.

Article 3.

The following documents must be attached to the application :

(1) A copy of the judgment, stating the grounds thereof, drawn up in final form and legalised by the court which gave the judgment, together with a document delivered by that court certifying that the judgment has become final, and that it is not subject to appeal or to proceedings in cassation, and that it has become executory.

(2) A certificate from the court which gave the judgment, attesting that a summons has been served in accordance with the laws of the country in which the judgment was passed on the party against which the judgment was passed, indicating whether such party intervened in any manner in the proceedings.

(3) A translation of the judgment and of the certificate (paragraphs 1 and 2) in the language of the country in which the judgment is to be enforced ; such translation shall be certified correct by a sworn translator or, failing such, by a consular representative of the country in which the judgment is to be enforced or of that in which the judgment was passed.

(4) A number of copies of the said documents corresponding to the number of defendants.

Article 4.

Summonses to the parties to appear before the court which has to give the executory judgment shall be served in accordance with the laws of the country in which the judgment is to be enforced.

Article 5.

The judicial authorities shall not proceed to a fresh examination of the substance of the disputed points of law which have been decided by the judicial authorities of one of the other two contracting countries, but shall only decide whether the judgment contains provisions which, under Article 6 of the present Convention, prevent its enforcement in the country in which enforcement is applied for.

Article 6.

Judgments of the judicial authorities of the contracting countries shall not be made executory in the countries in which they are to be enforced :

(1) In the case of an action relating to a right of ownership or right *in rem*, in respect of buildings situated in the State in which the judgment is to be enforced.

(2) If the party against which the judgment is to be enforced is a State institution or undertaking or a communal or municipal administration, even if it belongs to the country in which the judgment has been passed.

(3) If the object of the judgment is a right which is outside the competence of the courts of the country in which the judgment is to be enforced.

(4) If the judgment has not been enforced within a period of ten years from the date on which it was passed.

(5) If the judgment involves measures incompatible with public order or forbidden by the laws of the State in which it is to be enforced.

(6) If the judgment conflicts with any other judgment passed on the same subject by a court of the country in which enforcement of the judgment is applied for.

Article 7.

Les sentences arbitrales en matière civile, prononcées en conformité avec les stipulations des lois sur la procédure civile, et rendues exécutoires par le tribunal compétent du pays où la sentence arbitrale a été prononcée, seront exécutées sur la même base que les jugements.

Article 8.

Les jugements et les sentences arbitrales prononcés sur la base susmentionnée, seront exécutés conformément aux stipulations générales des lois concernant l'exécution des décisions susvisées en vigueur dans le pays où ces décisions doivent être rendues exécutoires.

Article 9.

Sur la demande d'une des parties en litige les autorités judiciaires des pays contractants seront tenues à clore ou à suspendre l'examen des demandes en justice, introduites par les mêmes parties dans la même matière et en vertu des mêmes titres, si ces demandes ont été déjà présentées aux autorités judiciaires d'un des autres pays contractants. Si au sujet de telles demandes en justice un jugement d'un tribunal de justice ou une sentence d'un tribunal arbitral est passé en force de chose jugée dans l'un des pays contractants, l'action ne pourra être poursuivie.

Article 10.

Les dispositions de la présente convention ne seront pas appliquées aux droits d'auteurs, aux privilèges d'inventeurs, aux droits sur des marques de commerce, sur des modèles et sur des firmes.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

Cette convention entrera en vigueur un mois après la déposition des instruments de ratification par tous les pays contractants. Elle restera en vigueur pendant dix ans. Si à l'expiration de ce délai la convention n'est pas dénoncée avec un préavis de douze mois, elle restera en vigueur pour un délai indéterminé et pourra être dénoncée à tout moment avec un préavis de douze mois.

Fait le 14 novembre 1935, en trois exemplaires, dont chacune des Hautes Parties contractantes reçoit un exemplaire.

(L. S.) L. SĒJA.

(L. S.) J. LEPIK.

(L. S.) LOZORAITIS.

Article 7.

Arbitral awards at civil law given under the laws on civil procedure and made executory by the competent court of the country in which the arbitral award has been given shall be enforced in the same manner as judgments.

Article 8.

Judgments and arbitral awards given on the above-mentioned basis shall be enforced in accordance with the general legal provisions concerning the enforcement of the above-mentioned decisions in force in the country in which such decisions are to be made executory.

Article 9.

On application from one of the parties to the case, the judicial authorities of the contracting countries shall close or suspend examination of actions at law made by the same parties in the same case and on the same grounds, if such applications have already been made to the judicial authorities of one of the other contracting countries. If in respect of such applications a judgment of a court of justice or an award of a tribunal have become final in one of the contracting countries, the proceedings may not be continued.

Article 10.

The provisions of the present Convention shall not apply to authors' rights, inventors' patents or rights in respect of trade marks, models or trade names.

Article 11.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be deposited at the Latvian Ministry of Foreign Affairs.

This Convention shall come into force one month after the deposit of the instruments of ratification by all the contracting countries. It shall remain in force for ten years. If on the expiry of that period the Convention has not been denounced, twelve months' notice having been given, it shall remain in force indefinitely and may be denounced at any time provided that twelve months' notice is given.

Done this 14th day of November, 1935, in triplicate, each of the High Contracting Parties receiving a copy.

(L. S.) L. SĒJA.

(L. S.) J. LEPPIK.

(L. S.) LOZORAITIS.

N° 3832.

ESTONIE ET LETTONIE

Protocole interprétatif de la Convention du 14 novembre 1935 entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile. Signé à Kaunas, le 14 novembre 1935.

ESTONIA AND LATVIA

Protocol regarding the Interpretation of the Convention of November 14th, 1935, between Estonia, Latvia and Lithuania concerning the Reciprocal Recognition and Enforcement of Judgments in Civil Matters. Signed at Kaunas, November 14th, 1935.

N^o 3832. — PROTOCOLE¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE INTERPRÉTATIF DE LA CONVENTION² DU 14 NOVEMBRE 1935 ENTRE L'ESTONIE, LA LETTONIE ET LA LITHUANIE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION RÉCIPROQUES DES JUGEMENTS EN MATIÈRE CIVILE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 14 NOVEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 14 février 1936.

Au moment de procéder, à la date de ce jour, à la signature de la Convention concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile, les soussignés, dûment autorisés, déclarent que la convention susmentionnée ne porte aucunement atteinte aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, de la Convention³ entre la Lettonie et l'Estonie relative à la transcription des biens immeubles, signée à Riga, le 22 juillet 1927, rédigée comme suit :

« Les décisions des tribunaux de l'une des Parties contractantes, relatives aux obligations et réclamations inscrites dans les registres de transcription des deux Etats, seront appliquées dans l'autre Partie, en vertu des paragraphes 1274 à 1280 du Code de procédure civile. »

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Kaunas, le 14 novembre 1935.

(L. S.) L. SĒJA.

(L. S.) J. LEPPIK.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 10 décembre 1935.
Entré en vigueur le 10 janvier 1936.

² Voir page 75 de ce volume.

³ Vol. LXXIII, page 333, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3832. — PROTOCOL ² BETWEEN ESTONIA AND LATVIA REGARDING THE INTERPRETATION OF THE CONVENTION³ OF NOVEMBER 14TH, 1935, BETWEEN ESTONIA, LATVIA AND LITHUANIA CONCERNING THE RECIPROCAL RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL MATTERS. SIGNED AT KAUNAS, NOVEMBER 14TH, 1935.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place February 14th, 1936.

On proceeding to-day to sign the Convention concerning the reciprocal recognition and enforcement of judgments in civil matters, the undersigned, being duly authorised, declare that the above-mentioned Convention shall in no way affect the provisions of Article 3, paragraph 2, of the Convention⁴ between Estonia and Latvia regarding the registration of immovable property signed at Riga on July 22nd, 1927, which reads as follows :

“ The judgments of the courts of either of the Contracting Parties with regard to liabilities and claims entered in the registers of the two States shall be executed in the other State, in virtue of paragraphs 1274 to 1280 of the Code of Civil Procedure. ”

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Kaunas, this 14th day of November, 1935.

(L. S.) L. SĒJA.

(L. S.) J. LEPPIK.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, December 10th, 1935. Came into force January 10th, 1936.

³ See page 75 of this volume.

⁴ Vol. LXXIII, page 333, of this Series.

N° 3833.

**ESTONIE, LETTONIE
ET LITHUANIE**

Convention concernant la reconnaissance réciproque des condamnations antérieures en matière criminelle. Signée à Kaunas, le 14 novembre 1935.

**ESTONIA, LATVIA
AND LITHUANIA**

Convention regarding the Reciprocal Recognition of Former Sentences in Criminal Matters. Signed at Kaunas, November 14th, 1935.

N° 3833. — CONVENTION ¹ ENTRE L'ESTONIE, LA LETTONIE ET LA LITHUANIE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CONDAMNATIONS ANTÉRIEURES EN MATIÈRE CRIMINELLE. SIGNÉE A KAUNAS, LE 14 NOVEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,

Ayant reconnu nécessaire d'intensifier la lutte contre la criminalité, ont décidé de conclure une convention spéciale pour la reconnaissance réciproque des condamnations antérieures en matière criminelle, et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

Son Excellence Monsieur Ludvigs SEJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Kaunas ;

Son Excellence Monsieur Johan LEPPIK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Kaunas ;

Son Excellence Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères de Lithuanie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les tribunaux des pays contractants, lorsqu'ils statuent sur la récidivité et déterminent la peine, tiendront compte des condamnations antérieures dont l'inculpé aurait été l'objet dans les autres pays contractants.

Article 2.

Les autorités judiciaires des pays contractants ont le droit de s'adresser directement aux autorités compétentes des deux autres pays afin d'obtenir des informations au sujet des condamnations antérieures dont l'inculpé a été l'objet ainsi que des expéditions des jugements respectifs dans leur forme définitive.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 10 décembre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3833. — CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA, LATVIA AND LITHUANIA REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF FORMER SENTENCES IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT KAUNAS, NOVEMBER 14TH, 1935.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 14th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA,
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA,

Having recognised that it is necessary to intensify the campaign against crime, have decided to conclude a special Convention for the reciprocal recognition of former sentences for criminal offences, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

His Excellency Monsieur Ludvigs SĒJA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Kaunas ;

His Excellency Monsieur Johan LEPPIK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia at Kaunas ;

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs of Lithuania ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The courts of the contracting countries, when they determine whether previous similar offences have been committed by the accused and fix the sentence, shall take into account previous convictions of the accused in the other contracting countries.

Article 2.

The judicial authorities of the contracting countries shall be entitled to apply direct to the competent authorities of the other two countries for the purpose of obtaining information with regard to previous convictions of the accused and to obtain copies of the judgments in question in their final form.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, December 10th, 1935.

Article 3.

Les Ministères de la Justice des pays contractants effectueront directement l'échange des bulletins des condamnations, dont les modalités seront fixées de commun accord par les ministres de la Justice.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de Lettonie. La convention entrera en vigueur dès la déposition des instruments de ratification par tous les pays contractants, et restera valable pour un délai indéterminé.

La convention cessera ses effets pour le pays contractant qui aura notifié sa dénonciation, après un délai de 6 mois. Elle demeurera néanmoins valable entre les deux autres pays contractants.

Fait à Kaunas, le 14 novembre 1935, en trois exemplaires.

(L. S.) L. SEJA.

(L. S.) J. LEPPIK.

(L. S.) LOZORAITIS.

Article 3.

The Ministries of Justice of the contracting countries shall directly exchange records of sentences ; the method of effecting such exchanges shall be arranged by joint agreement between the Ministers of Justice.

Article 4.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be deposited at the Latvian Ministry of Foreign Affairs. The Convention shall come into force on the deposit of the instruments of ratification by all the contracting countries and shall remain in force for an indefinite period.

The Convention shall cease to have effect in a contracting country which has notified its denunciation after a period of six months. It shall nevertheless remain in force between the other two contracting countries.

Done at Kaunas, in three copies, this 14th day of November, 1935.

(L. S.) L. SĒJA.

(L. S.) J. LEPIK.

(L. S.) LOZORAITIS.

N° 3834.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Arrangement relatif à l'échange réciproque des marchandises, avec annexes. Signé à Riga, le 4 décembre 1935.

GERMANY AND LATVIA

Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods, with Annexes. Signed at Riga, December 4th, 1935.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 3834. — 1935. GADA 4. DECEMBRA NOLĪGUMS STARP LATVIJU
UN VĀCIJU PAR SAVSTARPĒJU' PREČU APGROZĪBU ¹.

*Textes officiels allemand et letton communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 février 1936.*

Apakšā parakstījušies LATVIJAS un VĀCIJAS VALDĪBU pilnvarnieki noslēguši sekojošo nolīgumu par savstarpēju preču apgrozību :

1. pants.

Latvijas un Vācijas valdības, vēlēdamās pēc iespējas veicināt abpusēju preču apmaiņu, vienojušās, ka sevišķu grūtību gadījumos tās ievadīs savā starpā sarunas, lai atrastu apmierinošu atrisinājumu savstarpējas saprašānās garā.

2. pants.

Latvijas valdība Vācijas zemkopības un rūpniecības ražojumu ievēšanā pienācīgi ievēros Vācijas intereses.

Vācijas valdība Latvijas zemkopības un rūpniecības ražojumu ievēšanā pienācīgi ievēros Latvijas intereses.

3. pants.

Latvijas lopu, to ķermeņa daļu un animālo ražojumu ievēšanai Vācijā un caurvešanai caur Vāciju ir spēkā pielikumā norādītie veterinārie noteikumi.

Citādi Vācijā pastāvošie veterinārie noteikumi paliek neskarti.

4. pants.

Katra no abām valdībām ieceļ valdības komisiju. Šo komisiju uzdevums ir kārtot pastāvīgā tiešā saziņā visus jautājumus, kam ir sakars ar šā nolīguma pildīšanu. Abas valdības paziņo drīzākā laikā viena otrai valdības komisiju sastāvu.

Valdības komisijas sapulcējas, kad to prasa viens no abiem priekšsēdētājiem.

Valdības komisijas var pieaicināt lietpratējus un iecelt jauktas apakškomisijas.

Savai darbībai komisijas izstrādā kopējus darba noteikumus.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 21 décembre 1935.
Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3834. — LETTISCH-DEUTSCHES ABKOMMEN ¹ ÜBER DEN GEGENSEITIGEN WARENVERKEHR. GEZEICHNET IN RIGA, AM 4. DEZEMBER 1935.

German and Latvian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 14th, 1936.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten DER LETTISCHEN und DER DEUTSCHEN REGIERUNG haben über den gegenseitigen Warenverkehr folgendes Abkommen getroffen :

Artikel 1.

Die Lettische und die Deutsche Regierung sind, geleitet von dem Bestreben, den beiderseitigen Warenaustausch nach Möglichkeit zu fördern, übereingekommen, in Fällen besonderer Schwierigkeiten miteinander in Verhandlungen zu treten, um in gegenseitiger Verständigung eine befriedigende Lösung zu suchen.

Artikel 2.

Die Lettische Regierung wird bei der Einfuhr von deutschen Boden- und Gewerbeerzeugnissen die deutschen Interessen in angemessener Weise berücksichtigen.

Die Deutsche Regierung wird bei der Einfuhr von lettischen Boden- und Gewerbeerzeugnissen die lettischen Interessen in angemessener Weise berücksichtigen.

Artikel 3.

Für die Ein- und Durchfuhr lettischer Tiere, tierischer Teile und Erzeugnisse nach und durch Deutschland gelten die in der Anlage enthaltenen veterinären Bestimmungen.

Im übrigen bleiben die deutschen veterinären Bestimmungen unberührt.

Artikel 4.

Jede der beiden Regierungen wird einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme alle Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Abkommens zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen baldigst Mitteilung machen.

Die Regierungsausschüsse treten auf Antrag eines der beiden Vorsitzenden zusammen.

Es steht den Regierungsausschüssen frei, Sachverständige zuzuziehen und gemischte Unterausschüsse einzusetzen.

Für ihre Tätigkeit stellen die Ausschüsse eine gemeinsame Geschäftsordnung auf.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 21st, 1935.
Came into force January 1st, 1936.

5. pants.

Nolīgums paliek spēkā līdz 1936. gada 31. decembrim, bet ne ilgāk kā 1926.¹ gada 28. jūnija Līgums starp Latvijas Republiku un Vācijas valsti saimniecisko attiecību nokārtošanai starp Latviju un Vāciju. Nolīgums uzskatāms par pagarinātu uz ikvienu turpmāku gadu, ja viena no abām līdzējām pusēm to neuzteic vēlākais līdz tekošā gada 30. novembrim. Ja pēc 1936. gada 31. decembra nolīgums joprojām ir spēkā, tad turpmāk to var uzteikt arī trīs mēnešus iepriekš ik gada ceturksnim izbeidzoties.

6. pants.

Šis nolīgums ir ratificējams. Ratifikācijas dokumenti apmaināmi Berlīnē līdz 1935. gada 15. decembrim. Nolīgums stājas spēkā 1936. gada 1. janvārī.

Sastādīts divos izgatavojumos, latviešu un vācu valodās.

RĪGĀ, 1935. gada 4. decembrī.

(Z. v.) (Paraksts) L. ĒĶIS.

(Z. v.) (Paraksts) E. v. SCHACK.

(Z. v.) (Paraksts) B. PAVASARS.

(Z. v.) (Paraksts) H. HEMMEN.

PIELIKUMS PIE 3. PANTA.

A. IMPORTS.

Vācijā pielaists ievest :

I. Dzīvas cūkas pa jūras ceļu uz jūras robežas kautuvēm.

Neskarot Vācijas 1909. g. 26. jūnija lopu sērgu likuma (RGBl. 519. lapp.) noteikumus, attiecībā uz drīvu Latvijas cūku ievēšanu vācu jūras robežas kautuvēs ir spēkā sekojošais :

1. Cūkas var ievest tikai ar lopu tvaikoniem, kuņģiem, Vācija uz piemērotības pārbaudes pamata to īpaši atļāvusi un kuņģi apņēmušies ievērot Vācijā pastāvošos iekraušanas noteikumus un veterināro kārtību, kā arī tīrības un dezinfekcijas priekšrakstus.

2. Ievēšanai vajadzīga īpaša veterinārās policijas atļauja, kas izbeidzas, ja tā nav izlietota 3 mēnešu laikā.

3. Par ievadamām cūkām jāuzrāda valsts veterinārārstu izcelšanās un sanitārās apliecības divās valodās saskaņā ar pievienoto a paraugu.

Apliecībās jāsniedz ziņas par lopu skaitu un par varbūtējām īpašām iezīmēm, piemēram, iezīmēm uz ausīm, iedezinājumiem ādā, krāsas iezīmēm.

Cūkām, kas iekrautas vienā kuģī, var izgatavot kopīgas apliecības.

Apliecības der 5 dienas.

Ja šis ilgums noteikts pārvadāšanas laikā, tad, lai apliecības derētu turpmākām 5 dienām, cūkas no jauna jāizmeklē veterinārārstam, kas stāv valsts dienestā vai kam valsts to uzdevusi, un šim veterinārārstam savs atzinums jāatzīmē apliecības.

¹ Vol. LVIII, page 403, de ce recueil.

Artikel 5.

Das Abkommen bleibt bis zum 31. Dezember 1936 in Geltung, jedoch nicht länger als der Vertrag¹ zwischen der Lettländischen Republik und dem Deutschen Reich zur Regelung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Lettland und Deutschland vom 28. Juni 1926. Das Abkommen gilt jeweils um ein weiteres Jahr verlängert, sofern es nicht von einem der beiden vertragschliessenden Teile spätestens bis zum 30. November des laufenden Jahres gekündigt wird. Läuft das Abkommen über den 31. Dezember 1936 hinaus weiter, so kann es künftig auch mit 3-monatiger Frist zum Ende eines jeden Vierteljahres gekündigt werden.

Artikel 6.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll bis zum 15. Dezember 1935 in Berlin stattfinden. Das Abkommen tritt am 1. Januar 1936 in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in lettischer und in deutscher Sprache.

RIGA, den 4. Dezember 1935.

(Z. v.) (Paraksts) L. ĒKIS.

(Z. v.) (Paraksts) E. v. SCHACK.

(Z. v.) (Paraksts) B. PAVASARS.

(Z. v.) (Paraksts) H. HEMMEN.

ANLAGE ZU ARTIKEL 3.

A. EINFUHR.

Zur Einfuhr nach Deutschland werden zugelassen :

I. Lebende Schweine auf dem Seewege in die Seegrenzschlachthäuser.

Unbeschadet der Vorschriften des deutschen Viehseuchengesetzes vom 26. Juni 1909 (RGBl. S. 519) gilt für die Einfuhr lebender lettischer Schweine nach den deutschen Seegrenzschlachthäusern folgendes :

1. Die Einfuhr der Schweine darf nur auf Viehdampfern erfolgen, die hierfür deutscherseits auf Grund einer Eignungsprüfung besonders zugelassen sind und die sich verpflichtet haben, die deutscherseits festgesetzten Verladebedingungen und veterinären Betriebsregelungen sowie die Reinigungs- und Desinfektionsvorschriften zu beachten.

2. Die Einfuhr bedarf einer besonderen veterinärpolizeilichen Genehmigung, die erlischt, soweit von ihr nicht binnen 3 Monaten Gebrauch gemacht worden ist.

3. Über die zur Einfuhr gelangenden Schweine sind zweisprachige amtstierärztliche Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse nach dem Wortlaut des anliegenden Musters *a* beizubringen.

Die Zeugnisse müssen über die Stückzahl der Tiere und über etwaige besondere Kennzeichen, z. B. Ohrmarke, Hautbrand, Farbzeichen, Auskunft geben.

Für die im gleichen Schiff verladenen Schweine können gemeinschaftliche Zeugnisse ausgestellt werden.

Die Zeugnisse haben 5 Tage Gültigkeit.

Läuft diese Frist während der Beförderung ab, so müssen die Schweine, damit die Zeugnisse weitere 5 Tage gelten, erneut von einem staatlich angestellten oder staatlich damit beauftragten Tierarzt untersucht, und der Befund muss von diesem in den Zeugnissen vermerkt werden.

¹ Vol. LVIII, page 403, of this Series.

Pēcizmeklēšana un apliecinājums par to nav vajadzīgi, ja brauciens pa jūru velkas ilgāki nekā parasts nepārvaramas varas dēļ.

4. Braucienā pa dzelzceļu Latvijā no iekraušanas stacijas līdz iekraušanas ostai var pārkraut, izkraut vai klāt piekraut tikai aiz satiksmes tehniskiem iemesliem vai nepārvaramas varas dēļ.

Ja ceļā vajadzīga slimu vai nobeigušos lopu izkraušana, tad piekritīgam valsts veterinārārstam jāatzīmē uz valsts veterinārārsta apliecības saslīmšanas vai nobeigšanās iemesls.

5. Izkraujot no kuģa, cūkas izmeklē valsts veterinārārsts.

Sūtījumus, kuģos atrodas ar sērgu saslimušas vai sērgā vai aplipšanā aizdomīgas cūkas, vai kuņģi neatbilst iepriekšējiem noteikumiem, neatļauj ievest.

Konstatējot atsevišķus cūku sarkanguļas gadījumus, tomēr nav noraidāms viss sūtījums.

6. Attiecībā uz apiešanos ar cūkām jūras robežas kautuvēs ir spēkā par šīm iestādēm izdotie vispārīgie Vācijas noteikumi.

Bez tam, ievērojot sekojošos noteikumus, pa jūras ceļu caur Štetīnu var ievest :

II. *Dzīvus barojamos un kaujamus mājputnus* (zosis, pīles, mājas vistas, pērļuvistas, tītarus un dūjas.)

1. Ievešanai vajadzīga īpaša veterinārās policijas atļauja, kas izbeidzas, ja tā nav izlietota 3 mēnešu laikā.

2. Par mājputniem jāurzāda valsts veterinārārstu sanitārās apliecības divās valodās saskaņā ar pievienoto b paraugu.

3. Mājputnus ievadot, tos izmeklē robežas veterinārārsts ; tie jāved uz izmeklēšanu ar īsi apgrieztām astes spalvām.

Sūtījumus, kuģos atrodas ar sērgu saslimuši vai sērgā vai aplipšanā aizdomīgi mājputni, vai kuņģi neatbilst iepriekšējiem noteikumiem, neatļauj ievest.

4. Pārvadāšana no robežpārejas vietas Štetīnā līdz nosūtāmai stacijai var notikt tikai muitnīcas vai dzelzceļa iestāžu noslēgtos vagonos, pie kuņģiem piestiprina zīmi ar uzrakstu « Ieslēgti ārzemju putni ».

Dzelzceļa vagoniem jābūt tā ierīkoti, ka lopu izkārnījumi, barība, pakaiši un taml. nevar izkrist, it sevišķi vagonu grīdām jābūt nebojātām, un sānu sienām, kas balstās uz grīdām, jābūt vismaz 15 cm augstumā noblīvētām ar dēļiem.

5. Mājputnus var ievest tikai tajās mājputnu barotavās un kautuvēs, kuņģam Vācijas valdība to īpaši atļāvusi.

III. *Svaigas cūku aknas* gaļas preču fabrikās, kuņģam Vācijas valdība īpaši atļāvusi iepirkt Latvijā cūku aknas.

1. Attiecībā uz ievēšanu ir spēkā Vācijas 1900 .g. 3. 6. (R.GBl. 547. lapp.) gaļas apskates likuma noteikumi. Tā tad ievest var tikai tik ilgi, cik to vispār atļauj Vācijas gaļas apskates noteikumi.

2. Ievešanai vajadzīga īpaša veterinārās policijas atļauja, kas izbeidzas, ja tā nav izlietota 3 mēnešu laikā.

3. Aknām jābūt no tādām cūkām, kas kautas zemāk minētās pastāvīgai veterinār-pārraudzībai pakļautās publiskās kautuvēs vai eksportkautuvēs :

publiskās kautuvēs Rīgā, Liepājā, Daugavpilī, Jelgavā un Cēsīs ; eksportkautuvēs Rīgā, Liepājā un Valmierā.

Die Nachuntersuchung und die Bescheinigung darüber sind nicht erforderlich, wenn die Seereise infolge höherer Gewalt länger als gewöhnlich dauert.

4. Auf der Bahnstrecke in Lettland vom Verladebahnhof bis zum Verschiffungshafen darf eine Um-, Ent- oder Zuladung nur aus verkehrstechnischen Gründen oder infolge höherer Gewalt erfolgen.

Wird unterwegs die Ausladung kranker oder gefallener Tiere erforderlich, so ist die Ursache der Erkrankung oder des Verendens auf dem amtstierärztlichen Zeugnis durch den zuständigen beamteten Tierarzt zu vermerken.

5. Die Schweine unterliegen bei der Ausschiffung einer amtstierärztlichen Untersuchung.

Seuchenkranke, seuchenverdächtige, ansteckungsverdächtige und solche Sendungen, die den vorstehenden Bedingungen nicht entsprechen, werden von der Einfuhr zurückgewiesen.

Wegen der Feststellung von vereinzelt Fällen von Schweinerotlauf wird jedoch eine Zurückweisung ganzer Sendungen nicht erfolgen.

6. Für die Behandlung der Schweine in den Seegrenzschlachthäusern gelten die für diese Anlagen erlassenen allgemeinen deutschen Bestimmungen.

Auf dem Seewege dürfen ferner über Stettin unter folgenden Bedingungen eingeführt werden :

II. *Lebendes Mast- und Schlachtgeflügel* (Gänse, Enten, Haushühner, Perlhühner, Truthühner und Tauben).

1. Die Einfuhr bedarf einer besonderen veterinärpolizeilichen Genehmigung, die erlischt, soweit von ihr nicht binnen 3 Monaten Gebrauch gemacht worden ist.

2. Für das Geflügel sind zweisprachige amtstierärztliche Gesundheitszeugnisse nach dem anliegenden Muster *b* beizubringen.

3. Das Geflügel unterliegt bei der Einfuhr der grenztierärztlichen Untersuchung ; hierzu ist es mit kurzgestutzten Schwanzfedern vorzuführen.

Seuchenkranke, seuchenverdächtige, ansteckungsverdächtige und solche Sendungen, die den vorstehenden Bedingungen nicht entsprechen, werden zurückgewiesen.

4. Die Abbeförderung von der Grenzeintrittsstelle Stettin nach der Bestimmungsstation darf nur in zollamtlich oder bahnamtlich verschlossenen Eisenbahnwagen erfolgen, die durch Bezettelung mit der Aufschrift „Ausländisches Sperrgeflügel“ zu versehen sind.

Die Eisenbahnwagen müssen so beschaffen sein, dass tierische Ausscheidungen, Futter, Einstreu und dgl. nicht herausfallen können, insbesondere müssen die Fußböden der Wagen unversehrt und die an die Fußböden stossenden Seitenwände in der Höhe von mindestens 15 cm mit Brettern abgedichtet sein.

5. Die Einfuhr ist nur in die von der Deutschen Regierung besonders zugelassenen Geflügelmästereien und Schlächtereien gestattet.

III. *Frische Schweinelebern* nach den von der Deutschen Regierung für den Bezug der Schweinelebern aus Lettland besonders zugelassenen Fleischwarenfabriken.

1. Für die Einfuhr gelten die Vorschriften des deutschen Reichsfleischbeschaugesetzes vom 3. 6. 1900 (RGBl. S. 547). Die Einfuhr darf mithin nur so lange erfolgen, als sie nach den deutschen Fleischbeschaubestimmungen allgemein zugelassen ist.

2. Die Einfuhr bedarf einer besonderen veterinärpolizeilichen Genehmigung, die erlischt soweit von ihr nicht binnen 3 Monaten Gebrauch gemacht worden ist.

3. Die Lebern müssen von Schweinen stammen, die in den nachgenannten, unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden öffentlichen Schlachthöfen und Exportschlächtereien geschlachtet sind :

Öffentliche Schlachthäuser in Riga, Liepaja, Daugavpils, Jelgava, Cesis,
Exportschlächtereien in Riga, Liepaja, Valmiera.

4. Par ievadamām cūku aknām jāuzrāda valsts veterinārārstu sanitārās apliecības divās valodās saskaņā ar pievienoto *c* paraugu.

5. Vācijā svaigu aknu pārvadāšanai lietojamo dzelzceļa vagonu grīdām jābūt tā noblīvētām, ka gaļas sula nevar izsūkties no vagoniem.

IV. *Kausētus cūku taukus*, saskaņā ar Vācijas 1900. g. 3. 6. (RGI. 547. lapp.) gaļas apskates likuma noteikumiem.

V. *Kautus mājputnus* var ievest tikai noplucinātus. Bez tam guzai jābūt iztīrītai un liesiem putniem arī zarnām izvilkām.

VI. Augstāk, II un III nodaļījumā minētos lopus un to ķermeņa daļas var pārvadāt pa jūras ceļu uz Štetīnu tikai ar lopu tvaikoņiem, kuņģiem Vācijā, vajadzības gadījumā uz piemērotības pārbaudes pamata, to īpaši atļāvusi un kuņģi apņēmušies ievērot Vācijā pastāvošos iekraušanas noteikumus un veterināro kārtību, kā arī tīrības un dezinfekcijas priekšrakstus.

Pārkraušanai no kuģa dzelzceļa vagonos Štetīnā ir spēkā Vācijas izdotie noteikumi.

VII. Augstāk, III līdz V nodaļījumā minētās lopu ķermeņa daļas un ražojumi raidāmi **atpakaļ**, ja tie ir no sērgā saslimušiem vai sērgā aizdomīgiem lopiem, vai ja tie neatbilst iepriekšējiem noteikumiem.

B. TRANSITS.

Dzīvus lopus, to ķermeņa daļas un animālos ražojumus var caurvest tikai caur Štetīnas robežpārejas punktu. Lopi, to ķermeņa daļas un animālie ražojumi jāpārvadā uz turieni pa jūras ceļu ar kuģiem, kuņģiem Vācijas valdība, vajadzības gadījumā uz piemērotības pārbaudes pamata, to īpaši atļāvusi un kuņģi apņēmušies ievērot Vācijā pastāvošos iekraušanas noteikumus un veterināro kārtību, kā arī tīrības un dezinfekcijas priekšrakstus.

Pārkraušanai Štetīnā no kuģa vilcienā ir spēkā Vācijas izdotie noteikumi.

Bez tam ir spēkā sekojošais :

I. Dzīvi lopi.

1. Viennadži (zirgi, ēzeļi, zirgēzeļi, mūļi).

a. Par viennadžiem jāuzrāda valsts veterinārārstu izcelšanās un sanitārās apliecības divās valodās, saskaņā ar pievienoto *d* paraugu.

b. Attiecībā uz viennadžu piekraušanas blīvumu dzelzceļa lopu vagonos, pārvadājot caur Vāciju, ir spēkā Vācijas lopu aizsardzības noteikumi.

2. Dzīvi šķeltnadži (liellopi, aitas, cūkas).

a. Transitam vajadzīga īpaša veterinārās policijas atļauja, kas izbeidzas, ja tā nav izlietota 3 mēnešu laikā.

b) Par liellopiem jāuzrāda valsts veterinārārstu izcelšanās un sanitārās apliecības divās valodās, saskaņā ar pievienoto *e* paraugu, par aitam — attiecīgās apliecības saskaņā ar *f* paraugu un par cūkām — saskaņā ar *a* paraugu.

Par liellopiem, aitam un cūkām, kas iekrauti vienā kuģī, var izgatavot kopīgas apliecības.

Apliecības der 5 dienas.

4. Über die zur Einfuhr gelangenden Schweinelebern sind zweisprachige amtstierärztliche Gesundheitszeugnisse nach dem Wortlaut des anliegenden Musters *c* beizubringen.

5. Die Fussböden der Eisenbahnwagen, die in Deutschland für die Beförderung der frischen Lebern benutzt werden, müssen so gedichtet sein, dass Fleischsaft nicht durch sie aus den Wagen heraussickern kann.

IV. *Schweineschmalz, das durch Ausschmelzen gewonnen ist*, nach Massgabe der Bestimmungen des deutschen Reichsfleischbeschaugesetzes vom 3. 6. 1900 (RGBl. S. 547).

V. *Geschlachtetes Hausgeflügel* darf nur in gerupftem Zustande eingeführt werden. Ausserdem muss der Kropf entleert, bei magerem Geflügel auch der Darm ausgezogen sein.

VI. Die Beförderung der unter II und III genannten Tiere und tierischen Teile auf dem Seewege bis Stettin darf nur auf Viehdampfern erfolgen, die hierfür deutscherseits, nötigenfalls auf Grund einer Eignungsprüfung besonders zugelassen sind und die sich verpflichtet haben, die deutscherseits festgesetzten Verladebedingungen und veterinären Betriebsregelungen sowie die Reinigungs- und Desinfektionsvorschriften zu beachten.

Für die Umladung vom Schiff in die Bahnwagen in Stettin gelten die dafür deutscherseits erlassenen Bestimmungen.

VII. Die unter den vorstehenden Ziffern III bis V genannten tierischen Teile und Erzeugnisse werden zurückgewiesen, sofern sie von seuchenkranken und seuchenverdächtigen Tieren stammen oder den vorstehenden Bedingungen nicht entsprechen.

B. DURCHFUHR.

Die Durchfuhr lebender Tiere, tierischer Teile und Erzeugnisse darf nur über den Grenzeingang Stettin erfolgen. Dorthin müssen die Tiere, tierischen Teile und Erzeugnisse auf dem Seewege mit Schiffen befördert werden, die hierfür von der Deutschen Regierung, nötigenfalls auf Grund einer Eignungsprüfung, besonders zugelassen sind und die sich verpflichtet haben, die deutscherseits festgesetzten Verladebedingungen und veterinären Betriebsregelungen sowie die Reinigungs- und Desinfektionsvorschriften zu beachten.

Für die Umladung vom Schiff auf die Eisenbahn in Stettin gelten die hierfür deutscherseits erlassenen Bestimmungen.

Im übrigen gilt folgendes :

I. Lebende Tiere.

1. Einhufer (Pferde, Esel, Maulesel, Maultiere).

a. Über die Einhufer sind zweisprachige amtstierärztliche Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse mit dem Wortlaut des anliegenden Musters *d* beizubringen.

b. Für die Dichte der Beladung der Eisenbahnviehwagen mit Einhufern bei der Beförderung durch Deutschland gelten die deutschen Tierschutzbestimmungen.

2. Lebende Klautiere (Rinder, Schafe, Schweine).

a. Die Durchfuhr bedarf einer besonderen veterinärpolizeilichen Genehmigung, die erlischt, soweit von ihr nicht binnen 3 Monaten Gebrauch gemacht worden ist.

b. Für die Rinder sind zweisprachige amtstierärztliche Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse nach dem Wortlaut des anliegenden Musters *e*, für die Schafe entsprechende Zeugnisse nach dem Muster *f* und für die Schweine nach dem Muster *a* beizubringen.

Für die im gleichen Schiff verladenen Rinder, Schafe und Schweine können gemeinschaftliche Zeugnisse ausgestellt werden.

Die Zeugnisse haben fünf Tage Gültigkeit.

Ja šis ilgums notek pārvadāšanas laikā līdz Štetinai, tad, lai apliecības derētu turpmākām 5 dienām, lopu no jauna jāizmeklē veterinārārstam, kas stāv valsts dienestā vai kam valsts to uzdevusi, un šim veterinārārstam savs atzinums jāatzīmē apliecībās.

Pēcizmeklēšana un apliecinājums par to nav vajadzīgi, ja brauciens pa jūru velkas ilgāki nekā parasts nepārvaramas varas dēļ.

Braucienā pa dzelzceļu Latvijā no iekraušanas stacijas līdz iekraušanas ostai var pārkraut, izkraut vai klāt piekraut tikai aiz satiksmes tehniskiem iemesliem vai nepārvaramas varas dēļ.

Ja ceļā vajadzīga slimu vai nobeigušos lopu izkraušana, tad piekritīgam valsts veterinārārstam jāatzīmē uz valsts veterinārārsta apliecības saslīmšanas vai nobeigšanās iemesls.

c. Lopus var vest caur Vāciju tikai īpašos vagonos, kas tā ierīkoti, ka lopu izkārņījumi, netūrumi un priekšmeti, kuŗi ņemami vērā kā pielipšanas pārnēsātāji, nevar no tiem izkrist vai izsūkties.

d. Ja Latvijā izceļas mutes un nagu sērga, tad liellopi, vai nu pirms to iekraušanas, vai Štetinā, jāpotē ar Riemeses augstvērtīgo mutes un nagu sērgas immūnserumu.

3. Vispārīgi noteikumi par dzīvīem viennadžiem un šķeltnadžiem, kas minēti 1. un 2. punktā.

a. Par lopiem jāuzrāda nosūtāmās valsts vai tūliņ pēc izvešanas no Vācijas sekojošās transitvalsts paziņojums, ka lopus saņems katrā gadījumā, tā tad arī saslīmušus ar sērgām.

b. Pārejot robežu Štetinā, lopus izmeklē valsts veterinārārsts.

Transita sūtījumus, kuŗos atrodas ar sērgu saslīmuši vai sērgā vai aplipšanā aizdomīgi lopu, vai kuŗi neatbilst iepriekšējiem noteikumiem, neatļauj caurvest.

c. Pie dzelzceļa vagoniem, ko lieto lopu pārvadāšanai caur Vāciju, piestiprina zīmi ar uzrakstu « Ieslēgti ārzemju lopu ».

d. Transits caur Vāciju notiek muitnīcas noslēgtos dzelzceļa vagonos.

e. Caurvešanas laikā caur Vāciju lopus var izlaist no vagona barošanai un dzirdīšanai tikai barojamos punktos, kuŗos Vācija šim nolūkam noteikusi, un tikai saskaņā ar paredzētiem noteikumiem.

Citādi lopu barošana un dzirdīšana caurvešanas laikā caur Vāciju atļauta tikai dzelzceļa vagonos.

Pie tam vagonos, kuŗos atrodas šķeltnadži, aizliegts ieiet.

II. Lopu ķermeņdaļas.

I. Svaiga liellopu, aitu un cūku gaļa.

a. Liellopiem, aītām un cūkām jābūt kautām zemāk minētās pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautās publiskās kautuvēs vai eksportkautuvēs :

publiskās kautuvēs Rīgā, Liepājā, Daugavpilī, Jelgavā un Cēsis ; eksportkautuvēs Rīgā, Liepājā un Valmierā.

b. Par nokautiem liellopiem un aītām jāuzrāda valsts veterinārārstu sanitārās apliecības, saskaņā ar *g* paraugu, par nokautām cūkām — attiecīgās apliecības pēc *h* parauga.

Läuft diese Frist während der Beförderung bis Stettin ab, so müssen die Tiere, damit die Zeugnisse weitere fünf Tage gelten, erneut von einem staatlich angestellten oder staatlich damit beauftragten Tierarzt untersucht und der Befund muss von diesem in den Zeugnissen vermerkt werden.

Die Nachuntersuchung und die Bescheinigung darüber sind nicht erforderlich, wenn die Seereise infolge höherer Gewalt länger als gewöhnlich dauert.

Auf der Bahnstrecke in Lettland vom Verladebahnhof bis zum Verschiffungshafen darf eine Um-, Ent- oder Zuladung nur aus verkehrstechnischen Gründen oder infolge höherer Gewalt erfolgen.

Wird unterwegs die Ausladung kranker oder gefallener Tiere erforderlich, so ist die Ursache der Erkrankung oder des Verendens auf dem amtstierärztlichen Zeugnis durch den zuständigen beamteten Tierarzt zu vermerken.

c. Durch Deutschland dürfen die Tiere nur in Spezialwagen befördert werden, die so eingerichtet sind, dass tierische Ausscheidungen, Schmutz und Gegenstände, die als Träger der Ansteckung in Betracht kommen, nicht aus ihnen herausfallen oder heraus-sickern können.

d. Wenn in Lettland die Maul- und Klauenseuche ausbricht, müssen die Rinder vor ihrer Versendung oder in Stettin mit Riemser Maul- und Klauenseuche Hochimmuns-erum geimpft werden.

3. Allgemeine Bestimmungen für die unter 1 und 2 genannten lebenden Einhufer und Klauen-tiere.

a. Für die Tiere ist eine Erklärung des Bestimmungslandes oder des beim Austritt aus Deutschland zuerst berührten weiteren Durchfuhrlandes beizubringen, nach der die Tiere in jedem Falle, mithin auch im verseuchten Zustande, übernommen werden.

b. Die Tiere unterliegen beim Grenzeintritt in Stettin einer amtstierärztlichen Untersuchung.

Seuchenkranke, seuchenverdächtige und ansteckungsverdächtige, sowie solche Sendungen die den vorstehenden Bedingungen nicht entsprechen, werden von der Durchfuhr zurückgewiesen.

c. Die für die Beförderung der Tiere durch Deutschland verwendeten Eisenbahnwagen sind durch Bezeichnung mit der Aufschrift „Ausländisches Sperrvieh“ zu versehen.

d. Die Durchfuhr durch Deutschland hat in zollamtlich verschlossenen Eisenbahn-wagen zu erfolgen.

e. Die Tiere dürfen während der Durchfuhr durch Deutschland zur Fütterung und Tränkung nur auf den deutscherseits für diesen Zweck bestimmten Verpflegungsstationen und nur unter den dafür geltenden Bestimmungen ausgeladen werden.

Im übrigen ist die Fütterung und Tränkung der Tiere während der Beförderung durch Deutschland nur im Eisenbahnwagen zulässig.

Die Eisenbahnwagen mit Klauentieren dürfen dabei nicht betreten werden.

II. Tierische Teile.

I. Frisches Rind-, Schaf- und Schweinefleisch.

a. Die Rinder, Schafe und Schweine müssen in den nachgenannten, unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden öffentlichen Schlachthöfen oder Exportschlächtereien geschlachtet sein.

Öffentliche Schlachthäuser in Riga, Liepaja, Daugavpils, Jelgava, Cesis, Exportschlächtereien in Riga, Liepaja, Valmiera.

b. Über die geschlachteten Rinder und Schafe sind zweisprachige amtstierärztliche Gesundheitszeugnisse nach dem Muster g, über die geschlachteten Schweine entsprechende Zeugnisse nach dem Muster h beizubringen.

c. Dzelzceļu vagonu grīdām, kuģos pārvadā svaigu gaļu, jābūt tā noblīvētām, ka gaļas sula nevar no vagoniem izsūkties.

d. Ja dabiskā kopsakarā ar lopu ķermeņiem ved cauri arī organus, kuņģiem, saskaņā ar Vācijas 1900. g. 3. jūnija (RGBl. 547. lapp.) gaļas apskates likuma 12. §, ievēdot jābūt klāt, tad, lai novērstu turpmāku nepieļaujamu ievēšanu Vācijā, Latvijas gaļas apskates iestādēm jāapzīmē liellopu un cūku gaļa šādi :

Liellopu ķermeņiem jāuzspiež četrstūrainis $3 \times 2,5$ cm liels iededzināms gluds spiedogs 2 līdz 3 pirkstu platumā virs abām priekškāju ceļa locītavām priekškāju iekšpusē, kur atrodas maz saišķaudu.

Cūku gaļas apzīmēšanai lietojams iededzināms spiedogs ar burtu « L » (Latvija), kas uzspiežams uz abu priekškāju iekšpusēs. Ja rastos vajadzība, abām valdībām jāvienojas arī par nokauto aitu attiecīgu apzīmēšanu.

2. Gremotāju un cūku gaļas preparāti, ieskaitot desu preces un gaļas konservus.

3. Kauti mājputni.

4. Gaisā pilnīgi izžāvētas zarnas un ādas, kā arī gaisā pilnīgi izžāvēti kauli, nagi un ragi bez mikstām daļām.

5. Pilnīgi izsālītas zarnas un ādas.

6. Pilnīgi sausa vilna, spalvas, sari un putnu spalvas, cieši iesaiņoti maisos.

7. Iepriekšējos 1. līdz 6. punktos minēto lopu ķermeņa daļu transitu noraida, ja tās ir no sērgā saslimušiem vai sērgā aizdomīgiem lopiem vai ja tās neatbilst iepriekšējiem noteikumiem.

Minēto daļu transitam caur Vāciju jānotiek muitnīcas noslēgtos dzelzceļa vagonos vai saiņos.

C. BEIGU NOTEIKUMS.

Ja Latvijā bīstama mērā izplatās lopu sērgas, tad tik ilgi, kamēr sērgu briesmas pastiprinās, Vācija var pilnīgi vai pa daļai aizliegt ievest un caurvest lopus, kas var saslimt ar attiecīgo sērgu, un tādas lopu ķermeņa daļas un animālos ražojumus, kuņģi var būt par šās sērgas iznēsātājiem.

RĪGĀ, 1935. gada 4. decembrī.

c. Die Fussböden der Eisenbahnwagen, in denen die Beförderung des frischen Fleisches erfolgt, müssen so gedichtet sein, dass Fleischsaft nicht durch sie aus den Wagen herausickern kann.

d. Werden im natürlichen Zusammenhang mit den Tierkörpern auch die Organe durchgeführt, die nach § 12 des deutschen Reichsfleischbeschaugesetzes vom 3. Juni 1900 (RGBl. S. 547) bei der Einfuhr vorhanden sein müssen, so ist das Fleisch der Rinder und Schweine zur Verhinderung einer späteren unzulässigen Einfuhr nach Deutschland von der lettischen Fleischschau folgendermassen zu kennzeichnen :

Die Tierkörper von Rindern erhalten 2 bis 3 Finger breit über den beiden Vorderfusswurzelgelenken an der Innenfläche der Vorderarmknochen, wo sich nur wenig Bindegewebe befindet, einen rechteckigen, 3×2,5 cm grossen glatten Brandstempel.

Zur Kennzeichnung des Fleisches von Schweinen dient ein Hautbrandstempel mit dem Buchstaben „L“ (Lettland), der an der Innenfläche beider Vorderarme anzubringen ist. Falls sich ein Bedürfnis dafür herausstellen sollte, werden die beiden Regierungen auch eine entsprechende Kennzeichnung der geschlachteten Schafe vereinbaren.

2. Zubereitetes Wiederkäuer- und Schweinefleisch, einschliesslich Wurstwaren und Fleischkonserven.
3. Geschlachtetes Hausgeflügel.
4. Vollkommen lufttrockene Därme und Häute sowie vollkommen lufttrockene und von Weichteilen befreite Knochen, Klauen und Hörner.
5. Völlig durchgesalzene Därme und Häute.
6. Vollkommen trockene Wolle, Haare, Borsten und Federn, in Säcken fest verpackt.
7. Die unter den vorstehenden Ziffern 1 bis 6 genannten tierischen Teile werden von der Durchfuhr zurückgewiesen, wenn sie von seuchenkranken und seuchenverdächtigen Tieren stammen oder den vorstehenden Bedingungen nicht entsprechen.

Ihre Durchfuhr durch Deutschland hat in zollamtlich verschlossenen Eisenbahnwagen oder Packstücken zu erfolgen.

C. SCHLUSSBESTIMMUNG.

Im Falle einer bedrohlichen Ausbreitung von Tierseuchen in Lettland kann deutscherseits die Ein- und Durchfuhr der für die betreffende Seuche empfänglichen Tiere und solcher tierischen Teile und Erzeugnisse, die als Überträger der fraglichen Seuche dienen können, für die Dauer der erhöhten Seuchengefahr ganz oder teilweise gesperrt werden.

RIGA, den 4. Dezember 1935.

a PARAGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA IZCEĻŠANĀS UN SANITĀRĀ APLIECĪBA DZĪVĀM CŪKĀM
(Importam un transitam.)

Derīguma ilgums 5 dienas.

Dienas grāmatas N ^o	Veterinārie rajoni.....
Kuģis	Iekraušanas osta

Nosūtītāja uzvārds un vārds
» dzīves vieta

Cūku skaits un varbūtējās īpašas iezīmes

Apliecība izdota uz cūku izceļšanās vietu piekritīgo rajonu veterinārārstu apliecinājumu pamata

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka :

1. augstāk tuvāk aprakstītās — izvešanai uz Vācijas * — transitam caur Vāciju * — nolemtās cūkas, iekraujot kuģi, izmeklējis valsts veterinārārsts un tās atrastas bez lipīgu slimību pazīmēm ;

2. izceļšanās vietā un tās apkārtnē 25 km attālumā kopš 40 dienām nav mutes un nagu sērgas ;

3. izceļšanās vietā un tās apkārtnē 10 km attālumā kopš 40 dienām nav cūku mēra un cūku sērgas ;

4. Latvijas Republikā kopš 1 gada nav liellopu mēra.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

* Nevajadzīgais izsvītrojams.

b PARAGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA SANITĀRĀ APLIECĪBA DZĪVIEM MĀJPUTNIEM.
(Importam)

Derīguma ilgums 5 dienas.

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka pirms iekraušanas kuģi esmu izmeklējis zemāk apzīmēto izvešanai uz Vāciju nolemtu barojamo un kaujamo mājputnu sūtījumu un atradis to bez lipīgu slimību pazīmēm :

.....	zosis
.....	pīles
.....	mājas vistas
.....	pērļuvistas
.....	tītarus
.....	dūjas

Nosūtītājs	no
iekrauti kuģi

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

MUSTER a.

AMTSTIERÄRZTLICHES URSPRUNGS- UND GESUNDHEITSZEUGNIS
FÜR LEBENDE SCHWEINE
(Ein- und Durchfuhr)

Gültigkeitsdauer 5 Tage.

Nr. d. Tagebuches Veterinärbezirke
Schiff Verschiffungshafen

Name und Vorname d. Versenders
Wohnort d. Versenders

Anzahl und etwaige besondere Kennzeichen der Schweine

Das Zeugnis wird auf Grund der Bescheinigungen der für die Herkunftsorte der Schweine zuständigen
Bezirkstierärzte ausgestellt.

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass :

1. die oben näher beschriebenen — zur Ausfuhr nach Deutschland * — zur Durchfuhr durch
Deutschland * — bestimmten Schweine bei der Verschiffung amtstierärztlich untersucht und frei von
Erscheinungen übertragbarer Krankheiten befunden worden sind ;
2. die Herkunftsorte und ihr Umkreis von 25 km seit 40 Tagen frei von Maul- und Klauenseuche
sind ;
3. die Herkunftsorte und ihr Umkreis von 10 km seit 40 Tagen frei von Schweinepest und
Schweineseuche sind ;
4. die Lettische Republik seit 1 Jahr frei von Rinderpest ist.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

* Unzutreffendes ist durchzustreichen.

MUSTER b.

AMTSTIERÄRZTLICHES GESUNDHEITSZEUGNIS FÜR LEBENDES GEFLÜGEL
(Einfuhr)

Gültigkeitsdauer 5 Tage.

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass die nachstehend bezeichnete zur Ausfuhr
nach Deutschland bestimmte Sendung Mast- und Schlachtgeflügel,

..... Gänse
..... Enten
..... Haushühner
..... Perlhühner
..... Truthühner
..... Tauben

Versender aus
verladen im Schiff
von mir bei der Verschiffung untersucht und frei von Erscheinungen übertragbarer Krankheiten
befunden worden ist.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

c PARAUGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA SANITĀRĀ APLIECĪBA SVAIGĀM CŪKU AKNĀM
(Importam)

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka izvešanai uz Vācijas nolemtās kg aknas ir no cūkām, kas kautas pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautā publiskā kautuvē * pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautā eksportkautuvē *, veterinārmedicīniski izmeklētas pirms un pēc kaušanas un atrastas veselas.

Cūkas nav no tādām lauku mājām, vietām un rajoniem, kas izolēti mutes un nagu sērgas, cūku mēra vai cūku sērgas dēļ.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

* Nevajadzīgais izsvitrojams.

d PARAUGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA IZCELŠANĀS UN SANITĀRĀ APLIECĪBA VIENNADŽIEM
(Transitam)

Dienas grāmatas N^o
Vagona numurs

Derīguma ilgums 5 dienas.
Veterinārais rajons

Nosūtītāja uzvārds un vārds
» dzīves vieta

Lopa škirne un apraksts.
(Dzimums, vecums, krāsa,
pazīmes, augstums pēc mērkoka)

Īpašas iezīmes

Izcelšanās vieta

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu ka augstāk tuvāk aprakstītais un transitam caur Vācijas nolemtais viennadzis :

1. oficiāli veterinārmedicīniski manis izmeklēts un atrasts bez lipīgu slimību pazīmēm ;

2. ir no tādas vietas, kurā neplosās un pēdējās 40 dienās nav plosījušās valsts apkaŗotas sērgas, kas var pielipt viennadziem.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Izcelšanās vietas piekritīgais
valsts veterinārārsts.

Augstāk apzīmēto nosūtīšanai ar kuģi nolemto viennadzi oficiāli veterinārmedicīniski izmeklēju iekraujot kuģi, un atradu to bez sērgas.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Ostas vietas piekritīgais
valsts veterinārārsts.

MUSTER c.

AMTSTIERÄRZTLICHES GESUNDHEITSZEUGNIS FÜR FRISCHE SCHWEINELEBERN
(Einfuhr)

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass die zur Ausfuhr nach Deutschland bestimmten kg Lebern von Schweinen stammen, die in dem öffentlichen unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Schlachthaus zu * der unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Exportschlächterei zu * geschlachtet, vor und nach der Schlachtung tierärztlich untersucht und gesund befunden worden sind.

Die Schweine stammen nicht aus Gehöften, Orten und Bezirken, die wegen Maul- und Klauenseuche Schweinepest oder Schweineseuche gesperrt sind.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

* Unzutreffendes ist durchzustreichen.

MUSTER d.

AMTSTIERÄRZTLICHES URSPRUNGS- UND GESUNDHEITSZEUGNIS FÜR EINHUFER
(Durchfuhr)

Nr. d. Tagebuches
Waggonnummer

Gültigkeitsdauer 5 Tage.
Veterinärbezirk

Name u. Vorname des Versenders
Wohnort

Art und Beschreibung des Tieres (Geschlecht, Alter, Farbe, Abzeichen, Grösse nach Stockmass)

Besondere Kennzeichen

Herkunftsort

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass der oben näher beschriebene zur Durchfuhr durch Deutschland bestimmte Einhufer :

1. von mir amtstierärztlich untersucht und frei von Erscheinungen übertragbarer Krankheiten befunden worden ist ;
2. aus einem Orte stammt, in dem auf Einhufer übertragbare amtlich bekämpfte Seuchen nicht herrschen und in den letzten 40 Tagen nicht geherrscht haben.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der für den Herkunftsort zuständige beamtete Tierarzt.

Den vorstehend bezeichneten, zur Versendung mit dem Schiff bestimmten Einhufer habe ich bei der Verschiffung in amtstierärztlich untersucht und seuchenfrei befunden.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der für den Hafenort zuständige beamtete Tierarzt.

e PARAUGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA IZCELŠANĀS UN SANITĀRĀ APLIECĪBA LIELLOPIEM
(Transitam)

Derīguma ilgums 5 dienas.

Dienas grāmatas N^o
Kuģis

Veterinārie rajoni
Iekraušanas osta

Nosūtītāja uzvārds un vārds
» dzīves vieta

Buļļu	skaits	cilts	krāsa
Govju	»	»	»
Vecāku vēršu	»	»	»
Jaunlopu	»	»	»
Teļu	»	»	»

Apliecība izdota uz sekojošo, liellopu izcelšanās vietu piekritīgo rajonu veterinārārstu apliecinājumu pamata :

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka :

1. augstāk tuvāk aprakstītie transitam caur Vāciju nolemtie liellopi, iekraujot kuģi, oficiāli veterinārmedicīniski izmeklēti un atrasti bez lipīgu slimību pazīmēm ;

2. izcelšanās vietās un to apkārtnē 25 km attālumā kopš 40 dienām nav mutes un nagu sērgas, un

3. Latvijas Republikā kopš 1 gada nav liellopu mēŗa un plaušu sērgas.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

f PARAUGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA IZCELŠANĀS UN SANITĀRĀ APLIECĪBA DZĪVĀM AITĀM

(Transitam)

Derīguma ilgums 5 dienas.

Dienas grāmatas N^o
Kuģis

Veterinārie rajoni
Iekraujamā osta

Nosūtītāja uzvārds un vārds
» dzīves cieta

Aitu skaits un varbūtējās
īpašas iezīmes

Apliecība izdota uz sekojošo, aitu izcelšanās vietu piekritīgo rajonu veterinārārstu apliecinājumu pamata :

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka :

1. augstāk tuvāk aprakstītās transitam caur Vāciju nolemtās aitas, iekraujot kuģi, oficiāli veterinārmedicīniski izmeklētas un atrastas bez lipīgu slimību pazīmēm ;

2. izcelšanās vietās un to apkārtnē 25 km attālumā kopš 40 dienām nav mutes un nagu sērgas un aitu baku ;

3. Latvijas Republikā kopš 1 gada nav liellopu mēŗa.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

N^o 3834

MUSTER e.

AMTSTIERÄRZTLICHES URSPRUNGS- UND GESUNDHEITSZEUGNIS FÜR RINDER
(Durchfuhr)

Gültigkeitsdauer 5 Tage.

Nr. d. Tagebuches
SchiffVeterinärbezirke
VerschiffungshafenName u. Vorname d. Versenders
Wohnort " "

Anzahl	Rasse	Farbe	
			der Bullen
"	"	"	der Kühe
"	"	"	älterer Ochsen
"	"	"	der Jungrinder
"	"	"	der Kälber

Das Zeugnis wird auf Grund der Bescheinigungen folgender für die Herkunftsorte der Rinder zuständigen Bezirkstierärzte ausgestellt :

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass :

1. die oben näher beschriebenen zur Durchfuhr durch Deutschland bestimmten Rinder bei der Verschiffung amtstierärztlich untersucht und frei von Erscheinungen übertragbarer Krankheiten befunden worden sind ;
2. die Herkunftsorte und ihre Umkreise von 25 km seit 40 Tagen frei von Maul- und Klauenseuche sind ; und
3. die Lettische Republik seit 1 Jahr frei von Rinderpest und Lungenseuche ist.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

MUSTER f.

AMTSTIERÄRZTLICHES URSPRUNGS- UND GESUNDHEITSZEUGNIS
FÜR LEBENDE SCHAFE

(Durchfuhr)

Gültigkeitsdauer 5 Tage.

Nr. d. Tagebuches
SchiffVeterinärbezirke
VerschiffungshafenName u. Vorname d. Versenders
Wohnort " "

Anzahl und etwaige besondere Kennzeichen der Schafe

Das Zeugnis wird auf Grund der Bescheinigungen folgender für die Herkunftsorte der Schafe zuständigen Bezirkstierärzte ausgestellt :

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass :

1. die oben näher beschriebenen zur Durchfuhr durch Deutschland bestimmten Schafe bei der Verschiffung amtstierärztlich untersucht und frei von Erscheinungen übertragbarer Krankheiten befunden worden sind ;
2. die Herkunftsorte und ihre Umkreise von 25 km seit 40 Tagen frei von Maul- und Klauenseuche und Schafpocken sind ;
3. die Lettische Republik seit 1 Jahr frei von Rinderpest ist.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

g PARAUGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA SANITĀRĀ APLIECĪBA KAUTIEM LIELLOPIEM UN AITĀM

(Transitam)

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka transitam caur Vāciju nolemtie un pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautā publiskā kautuvē * pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautā eksportkautuvē * kautie

(gabalū skaits vai kg) liellopi

(gabalū skaits vai kg) aitas

1. ir no tādām vietām, kur, tāpat kā to apkārtnē, 10 km attālumā neplosās valsts apkaŗotas sērgas **, kas var tiem pielipt ;

2. ir veterinārmedicīniski izmeklēti pirms un pēc kaušanas un atrasti veseli.
Latvijas Republikā nav liellopu mēŗa.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

h PARAUGS.

VALSTS VETERINĀRĀRSTA SANITĀRĀ APLIECĪBA KAUTĀM CŪKĀM

(Transitam)

Kā valsts veterinārārsts ar šo apliecinu, ka transitam caur Vāciju nolemtās un pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautā publiskā kautuvē *, pastāvīgai veterinārpārraudzībai pakļautā eksportkautuvē * kautās

(gabalū skaits vai kg) cūkas

1. nav no tādām lauku mājām, vietām un rajoniem, kas izolēti mutes un nagu sērgas, cūku mēŗa vai cūku sērgas dēļ ;

2. ir veterinārmedicīniski izmeklētas pirms un pēc kaušanas un atrastas veselas, it sevišķi bez trichinām.

....., 193... g.

(Oficiāls zīmogs)

Valsts veterinārārsts.

* Nevajadzīgais izvītojams.

** Izņemot tuberkulozi, lipīgo izmeŗanos un ļauno galvas karsoni.

MUSTER g.

AMTSTIERÄRZTLICHES GESUNDHEITSZEUGNIS FÜR GESCHLACHTETE RINDER
UND SCHAFE
(Durchfuhr)

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass die zur Durchfuhr durch Deutschland bestimmten in dem öffentlichen unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Schlachthaus zu * der unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Exportschlächterei zu

geschlachteten (Stückzahl oder kg) Rinder
(Stückzahl oder kg) Schafe

1. aus Orten stammen, in denen ebenso wie in ihrem Umkreis von 10 km amtlich bekämpfte Seuchen **, die auf sie übertragbar sind, nicht herrschen ;
2. vor und nach der Schlachtung tierärztlich untersucht und gesund befunden worden sind.
Die Lettische Republik ist frei von Rinderpest.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

MUSTER h.

AMTSTIERÄRZTLICHES GESUNDHEITSZEUGNIS FÜR GESCHLACHTETE SCHWEINE
(Durchfuhr)

Es wird hierdurch amtstierärztlich bescheinigt, dass die zur Durchfuhr durch Deutschland bestimmten in dem öffentlichen unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Schlachthaus zu * der unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Exportschlächterei zu

geschlachteten (Stückzahl oder kg) Schweine

1. nicht aus Gehöften, Orten und Bezirken stammen, die wegen Maul- und Klauenseuche, Schweinepest oder Schweineseuche gesperrt sind,
2. vor und nach der Schlachtung tierärztlich untersucht und gesund, insbesondere frei von Trichinen befunden worden sind.

....., den 193...

(Dienstsiegel)

Der beamtete Tierarzt.

* Unzutreffendes ist durchzustreichen.

** Ausgenommen Tuberkulose, Bruzellose und bösartiges Catarrhalfieber.

¹ TRADUCTION.

N° 3834. — ARRANGEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA LETTONIE
RELATIF A L'ÉCHANGE RÉCIPROQUE DES MARCHANDISES.
SIGNÉ A RIGA, LE 4 DÉCEMBRE 1935.

Les plénipotentiaires soussignés DU GOUVERNEMENT LETTON et DU GOUVERNEMENT ALLEMAND ont conclu l'arrangement suivant concernant les échanges commerciaux réciproques.

Article premier.

Le Gouvernement letton et le Gouvernement allemand, désireux de développer, dans la mesure du possible, les échanges commerciaux entre leurs deux pays, sont convenus, en cas de difficultés particulières, d'engager des négociations pour rechercher une solution satisfaisante par voie d'entente réciproque.

Article 2.

Le Gouvernement letton, lors de l'importation de produits du sol et de l'industrie allemands, tiendra dûment compte des intérêts allemands.

Le Gouvernement allemand, lors de l'importation de produits du sol et de l'industrie lettons, tiendra dûment compte des intérêts lettons.

Article 3.

Les dispositions vétérinaires contenues dans l'annexe sont applicables à l'importation et au transit d'animaux, de parties d'animaux et de produits d'origine animale lettons à destination de l'Allemagne et à travers l'Allemagne.

Sous cette réserve, aucune dérogation n'est apportée aux dispositions vétérinaires allemandes.

Article 4.

Chacun des deux gouvernements instituera une commission gouvernementale. Ces commissions sont chargées de traiter, en contact direct et permanent, toutes les questions qui se rapportent à l'application du présent arrangement. Les deux gouvernements se feront connaître réciproquement, le plus tôt possible, la composition des commissions gouvernementales.

Les commissions gouvernementales se réunissent à la demande de l'un des deux présidents. Les commissions gouvernementales ont la faculté de s'adjoindre des experts et d'instituer des sous-commissions mixtes.

Les commissions établiront un règlement intérieur commun régissant leur activité.

Article 5.

Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936, sans pouvoir toutefois rester en vigueur plus longtemps que le Traité conclu le 28 juin 1926 entre la République de Lettonie

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3834. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND LATVIA
REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF GOODS. SIGNED
AT RIGA, DECEMBER 4TH, 1935.

The undersigned Plenipotentiaries of the LATVIAN and GERMAN GOVERNMENTS have concluded the following Agreement concerning goods traffic between the two countries :

Article 1.

The Latvian and German Governments, desirous of developing commercial exchanges between their two countries as far as possible, have agreed that, in the case of special difficulties, they will enter into negotiations in order to seek a satisfactory solution by mutual agreement.

Article 2.

The Latvian Government shall take due account of German interests in connection with the import of products of German soil and industry.

The German Government shall take due account of Latvian interests in connection with the import of products of Latvian soil and industry.

Article 3.

The veterinary provisions contained in the annex shall apply to the import and transit of animals, parts of animals and animal products of Latvian origin into and through Germany.

Otherwise, the German veterinary regulations shall remain unaffected.

Article 4.

Each of the two Governments shall set up a Government Commission. These Commissions shall be required to maintain direct and permanent contact with each other for the purpose of dealing with all questions connected with the execution of the present Agreement. The two Governments shall advise each other as soon as possible of the composition of the Government Commissions.

The Government Commissions shall meet at the request of one of the two Chairmen.

The Government Commissions may call in experts and set up mixed Sub-Commissions.

The Commissions shall draw up common rules of procedure for their activities.

Article 5.

The present Agreement shall remain in force up to December 31st, 1936. It may not, however, remain in force longer than the Treaty concluded on June 28th, 1926, between the Latvian Republic

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

et le Reich allemand pour régler les rapports économiques entre la Lettonie et l'Allemagne. L'arrangement sera chaque fois considéré comme prolongé pour une nouvelle période d'une année, s'il n'a pas été dénoncé par l'une des deux Parties contractantes au plus tard le 30 novembre de l'année courante. Si l'arrangement continue à courir après le 31 décembre 1936, il pourra, par la suite, être également dénoncé moyennant préavis de trois mois pour la fin d'un trimestre quelconque.

Article 6.

Le présent arrangement sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin avant le 15 décembre 1935. L'arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Fait en double expédition, en langues lettone et allemande.

RIGA, le 4 décembre 1935.

(L. S.) (Signé) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signé) B. PAVASARS.

(L. S.) (Signé) E. v. SCHACK.

(L. S.) (Signé) H. HEMMEN.

ANNEXE A L'ARTICLE 3

A. IMPORTATIONS.

Sont admis à l'importation en Allemagne :

I. *Les porcs vivants, par la voie de mer, à destination des abattoirs de la frontière maritime.*

Sans préjudice des prescriptions de la loi allemande sur les épizooties du 26 juin 1909 (RGBl., page 519), l'importation de porcs lettons vivants dans les abattoirs allemands de la frontière maritime est régie par les dispositions suivantes :

1. L'importation des porcs ne peut avoir lieu que sur des vapeurs à bestiaux qui ont été expressément reconnus à ce service par les autorités allemandes à la suite d'un examen et qui se sont engagés à observer les conditions de chargement et les règlements vétérinaires, ainsi que les dispositions relatives au nettoyage et à la désinfection fixés par les autorités allemandes.

2. L'importation est subordonnée à une autorisation vétérinaire spéciale qui devient caduque s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de trois mois.

3. Les porcs destinés à être importés devront être accompagnés de certificats d'origine et de santé établis dans les deux langues par un vétérinaire officiel conformément au modèle *a*) ci-joint.

Les certificats devront indiquer le nombre des animaux et, le cas échéant, leurs marques distinctives spéciales, telles que marques à l'oreille, marques au fer rouge, marques en couleur.

Des certificats communs pourront être établis pour les porcs chargés sur le même navire.

Les certificats ont une validité de cinq jours.

Si ce délai expire pendant le transport, les porcs, pour que la durée des certificats soit prolongée de cinq jours, devront être examinés à nouveau par un vétérinaire de l'Etat ou par un vétérinaire chargé de ce soin par l'Etat, et le résultat de cet examen devra être inscrit par ce dernier sur les certificats.

and the German Reich for the purpose of regulating economic relations between Latvia and Germany. The Agreement shall on each successive occasion be regarded as prolonged for a further period of one year unless denounced by one of the Contracting Parties not later than November 30th of the current year. Should the Agreement continue in force after December 31st, 1936, it may thereafter also be denounced subject to three months' notice to take effect at the end of a quarter.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified. The exchange of instruments of ratification shall take place in Berlin before December 15th, 1935. The Agreement shall come into force on January 1st 1936.

Done in duplicate, in the Latvian and German languages.

RIGA, December 4th, 1935.

(L. S.) (Signed) L. ĒKIS.

(L. S.) (Signed) E. v. SCHACK.

(L. S.) (Signed) B. PAVASARS.

(L. S.) (Signed) H. HEMMEN.

ANNEX TO ARTICLE 3.

A. IMPORTS.

The following may be imported into Germany :

I. Live swine, consigned by sea to slaughter-houses on the maritime frontier.

Without prejudice to the provisions of the German law on epizootic diseases of June 26th, 1909 (RGBl. page 519), the import of live Latvian swine consigned to German slaughter-houses on the maritime frontier shall be governed by the following provisions :

1. Swine may only be imported in cattle steamers, which have been specially licensed for such service by the German authorities after being examined as to their suitability and which have undertaken to observe the regulations for loading and the veterinary regulations and the rules for cleaning and disinfection laid down by the German authorities.

2. Import shall only be allowed on the strength of a special veterinary permit, which shall lapse unless used within three months.

3. Swine consigned for import must be accompanied by certificates of origin and health drawn up in both languages by an official veterinary surgeon in accordance with the Model (a) attached hereto.

The certificates must give the number of animals together with any special distinguishing marks, such as ear-marks, brand marks or coloured signs.

Collective certificates may be made out for swine loaded on the same ship.

The certificate shall be valid for five days.

Should the period of five days expire during the journey, the swine must be re-examined by a Government veterinary officer or by a veterinary surgeon entrusted by the Government with that duty, and the result of the examination must be recorded by the veterinary surgeon on the certificates in order that their validity may be extended for a further five days.

Ce nouvel examen et l'inscription relative au résultat de cet examen ne sont pas nécessaires si le transport par mer a duré plus longtemps que de coutume par suite de force majeure.

4. Sur le parcours effectué par chemin de fer en Lettonie entre la gare de chargement et le port d'embarquement, il ne sera permis de procéder à un transbordement, à un déchargement ou à un chargement complémentaire que pour des raisons techniques de trafic ferroviaire ou par suite de force majeure.

Si, en cours de route, il est nécessaire de décharger des animaux malades ou morts, la cause de la maladie ou de la mort devra être inscrite par le vétérinaire officiel compétent sur le certificat vétérinaire officiel.

5. Lors du débarquement, les porcs devront être soumis à l'examen d'un vétérinaire officiel.

Les envois comprenant des animaux atteints d'une maladie contagieuse, soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse, soupçonnés d'être contagieux ou ne répondant pas aux conditions indiquées ci-dessus, seront refoulés.

Toutefois, aucun envoi ne sera refoulé en totalité parce qu'on aura constaté des cas isolés de rouget des porcs.

6. Dans les abattoirs de la frontière maritime, les porcs seront soumis aux dispositions générales allemandes applicables à ces établissements.

En outre, pourront être importés par la voie de mer, *via* Stettin, aux conditions suivantes :

II. *Les volailles vivantes destinées à être engraisées ou abattues* (oies, canards, poules, pintades, dindes et pigeons).

1. L'importation est subordonnée à une autorisation vétérinaire spéciale qui devient caduque s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de trois mois.

2. Les volailles devront être accompagnées de certificats de santé établis dans les deux langues par un vétérinaire officiel, conformément au modèle *b)* ci-joint.

3. A l'importation, les volailles seront soumises à l'examen vétérinaire de frontière ; elles devront être présentées à cet examen avec les plumes de la queue coupées court.

Les envois comprenant des animaux atteints d'une maladie contagieuse, soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse, soupçonnés d'être contagieux ou ne répondant pas aux conditions indiquées ci-dessus, seront refoulés.

4. Le transport entre le lieu du passage de la frontière à Stettin et la gare de destination ne pourra avoir lieu que dans des wagons de chemin de fer plombés par les soins des autorités douanières ou ferroviaires et munis d'une étiquette portant l'inscription « *Ausländisches Sperrgeflügel* ».

Les wagons de chemin de fer devront être aménagés de telle manière que les excréments animaux, la nourriture, la litière, etc., ne puissent tomber au dehors ; en particulier, le plancher des wagons devra être intact et les parois latérales contiguës au plancher être rendues étanches au moyen de planches sur une hauteur de 15 centimètres au moins.

5. Les volailles ne pourront être importées qu'à destination d'établissements d'engraissage de volailles ou d'abattoirs spécialement autorisés par le Gouvernement allemand.

III. *Les foies de porc frais* à destination de fabriques de viandes spécialement autorisées par le Gouvernement allemand à faire venir des foies de porcs de Lettonie.

1. L'importation est régie par les dispositions de la loi du Reich sur le contrôle des viandes du 3 juin 1900 (RGBl., page 547). En conséquence, l'importation ne pourra avoir lieu qu'aussi longtemps qu'elle est autorisée d'une façon générale par les dispositions allemandes relatives au contrôle des viandes.

This further examination and the record relevant thereto shall not be required if the sea journey has exceeded its usual duration owing to *force majeure*.

4. During the railway journey in Latvia between the station at which the swine are loaded and the port of embarkation no transshipment, unloading or addition to the load shall be allowed except for technical reasons connected with railway traffic or as the result of *force majeure*.

If during the journey it is necessary to unload sick or dead animals, the cause of sickness or death must be noted on the official veterinary certificate by the competent veterinary officer.

5. On disembarkation the swine must be examined by an official veterinary surgeon.

Consignments which include animals suffering from or suspected of suffering from an infectious disease, or suspected of being infectious, or which do not comply with the above conditions, shall be refused.

Nevertheless, whole consignments shall not be refused by reason of the fact that individual cases of swine erysipelas have been discovered.

6. In slaughter-houses on the maritime frontier the German general regulations governing such establishments shall apply.

Furthermore, the following may be imported by sea through Stettin under the following conditions :

II. *Live poultry for fattening or slaughtering* (geese, ducks, domestic fowls, guinea-fowls, turkeys and pigeons).

1. Imports shall only be allowed on the strength of a special veterinary permit, which shall lapse unless used within three months.

2. Poultry must be accompanied by health certificates drawn up in both languages by an official veterinary surgeon in accordance with the Model (b) attached hereto.

3. On import, poultry shall be subjected to a veterinary inspection at the frontier ; they must be submitted for such examination with the tail feathers cut short.

Consignments which include poultry suffering from or suspected of suffering from an infectious disease, or suspected of being infectious, or which do not comply with the above conditions, shall be refused.

4. Transport between the frontier station of Stettin and the station of destination may only be carried out in railway wagons sealed by the Customs or railway authorities and labelled " Ausländisches Sperrgeflügel ".

The railway wagons must be so constructed that animal excrements, food, litter, etc., cannot fall out of them ; in particular, the flooring of the wagons must be free from any defect, and the sides of the wagons in the neighbourhood of the flooring must be made impermeable by means of boards at least 15 centimetres in height.

5. Poultry may be imported only when consigned to fattening or slaughtering establishments specially licensed by the German Government.

III. *Fresh pigs' livers* consigned to meat product factories specially licensed by the German Government to import pigs' livers from Latvia.

1. Imports shall be regulated by the provisions of the Reich law on meat inspection, dated June 3rd, 1900 (RGBl. page 547). Accordingly, import may only take place so long as it is generally allowed under the German meat inspection regulations.

2. L'importation est subordonnée à une autorisation vétérinaire spéciale qui devient caduque s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de trois mois.

3. Les foies doivent provenir de porcs qui ont été abattus dans les abattoirs publics et abattoirs d'exportation désignés ci-après, qui sont soumis à un contrôle vétérinaire officiel permanent :

Abattoirs publics de Riga, Liepaja, Daugavpils, Jelgava, Cesis ;

Abattoirs d'exportation de Riga, Liepaja, Valmiera.

4. Les foies de porc destinés à être importés devront être accompagnés de certificats de santé établis dans les deux langues par un vétérinaire officiel et conformes au modèle *c*) ci-joint.

5. Les planchers des wagons de chemin de fer utilisés en Allemagne pour le transport des foies frais devront être suffisamment étanches pour que le jus de viande ne puisse pas s'écouler hors du wagon.

IV. *Le saindoux obtenu par fusion* conformément aux dispositions de la loi du Reich sur le contrôle des viandes du 3 juin 1900 (RGBl., page 547).

V. *La volaille domestique abattue* ne peut être importée que plumée. En outre, le gésier doit être vidé, et, s'il s'agit de volaille maigre, les boyaux doivent être également enlevés.

VI. Le transport des animaux et parties d'animaux visés sous II et III par la voie maritime jusqu'à Stettin ne peut avoir lieu que sur des vapeurs à bestiaux qui ont été spécialement agréés à cet effet par les autorités allemandes, le cas échéant à la suite d'un examen, et qui se sont engagés à observer les conditions de chargement et les règlements vétérinaires allemands, ainsi que les prescriptions relatives au nettoyage et à la désinfection.

Le transbordement du bateau dans les wagons de chemin de fer à Stettin est régi par les dispositions édictées par les autorités allemandes.

VII. Les parties d'animaux et produits animaux visés aux chiffres III à V ci-dessus seront refoulés s'ils proviennent d'animaux atteints d'une maladie contagieuse ou soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse, ou s'ils ne répondent pas aux conditions qui précèdent.

B. TRANSIT.

Le transit d'animaux vivants, de parties d'animaux et de produits animaux ne peut avoir lieu que par Stettin comme lieu d'entrée. Les animaux, les parties d'animaux et les produits animaux doivent être transportés à Stettin par la voie de mer au moyen de navires qui sont spécialement autorisés à cet effet par le Gouvernement allemand, le cas échéant à la suite d'un examen, et qui se sont engagés à observer les conditions de chargement et les règlements vétérinaires allemands, ainsi que les prescriptions relatives au nettoyage et à la désinfection.

Le transbordement du navire sur le chemin de fer à Stettin est régi par les dispositions édictées à cet effet par les autorités allemandes.

Pour le reste, on appliquera les dispositions suivantes :

I. Animaux vivants.

i. Solipèdes (chevaux, ânes, mulets et bardots).

a) Les solipèdes seront accompagnés d'un certificat d'origine et de santé établi dans les deux langues par un vétérinaire officiel et conforme au modèle *d*) ci-joint.

b) En ce qui concerne le nombre de solipèdes qui pourront être chargés dans les wagons à bestiaux pour être transportés en transit à travers l'Allemagne, on observera les dispositions allemandes relatives à la protection des animaux.

2. Imports shall only be allowed on the strength of a special veterinary permit, which shall lapse unless used within three months.

3. The livers must come from swine which have been slaughtered in the public slaughter-houses and export slaughter-houses under permanent official veterinary supervision that are mentioned hereafter :

Official public slaughter-houses at Riga, Liepaja, Daugavpils, Jelgava and Cesis ;

Export slaughter-houses at Riga, Liepaja and Valmiera.

4. The pigs' livers consigned for import must be accompanied by health certificates drawn up in both languages by an official veterinary surgeon in accordance with Model (c) attached hereto.

5. The flooring of the railway wagons used in Germany for transport of fresh livers must be made sufficiently watertight for the juice of the meat not to trickle out of the wagons.

IV. *Lard prepared by melting* within the meaning of the Reich law on meat inspection dated June 3rd, 1900 (RGBl. p. 547).

V. *Slaughtered domestic poultry* may only be imported plucked. Furthermore, the crop must be emptied, and in unfattened poultry the intestines must, moreover, be removed.

VI. The animals and parts of animals referred to under II and III may only be transported to Stettin by sea in cattle steamers, which have been specially licensed for such service by the German authorities, if necessary after being examined as to their suitability, and which have undertaken to observe the regulations for loading, the veterinary regulations, and the rules for cleaning and disinfection laid down by the German authorities.

The German regulations shall apply to transhipment from the ship to railway wagons in Stettin.

VII. The animal parts and products referred to under III to V above shall be rejected if they are derived from animals suffering from a contagious disease, suspected of being infectious, or if they do not comply with the above conditions.

B. TRANSIT.

Transit of live animals, parts of animals, or animal products may only take place through the frontier port of Stettin. Animals, parts of animals, and animal products must be sent to Stettin by sea on steamships which have been specially licensed for such service by the German authorities, if necessary after being examined as to their suitability, and which have undertaken to observe the regulations for loading, the veterinary regulations and the rules for cleaning and disinfection laid down by the German authorities.

The German regulations shall apply to transhipment from the ship to railway wagons in Stettin.

The following regulations shall also be applied :

I. *Live Animals.*

i. Solipeds (horses, donkeys, mules and hinnies).

(a) Solipeds shall be accompanied by certificates of origin and health drawn up in both languages by an official veterinary surgeon in accordance with Model (d) attached hereto.

(b) The German provisions for the protection of animals shall be observed in respect of the number of solipeds to be loaded in cattle wagons for transport and transit across Germany.

2. Fissipèdes vivants (bovidés, moutons et porcs).

a) Le transit est subordonné à une autorisation vétérinaire spéciale qui devient caduque s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de trois mois.

b) Les bovidés devront être accompagnés de certificats d'origine et de santé établis dans les deux langues par un vétérinaire officiel et conformes au modèle e), les moutons, de certificats analogues conformes au modèle f), et les porcs, de certificats conformes au modèle a).

Des certificats communs pourront être établis pour les bovidés, les moutons et les porcs chargés sur le même navire.

Les certificats ont une validité de cinq jours.

Si ce délai vient à expiration pendant le transport jusqu'à Stettin, les animaux, pour que la validité des certificats soit prolongée de cinq jours, devront être examinés à nouveau par un vétérinaire de l'Etat ou par un vétérinaire chargé de ce soin par l'Etat, et le résultat de cet examen devra être inscrit par ce vétérinaire sur les certificats.

Cet examen supplémentaire et l'inscription du résultat de cet examen ne sont pas nécessaires si la traversée a duré plus longtemps que de coutume par suite de force majeure.

Au cours du trajet par chemin de fer en Lettonie entre la gare de chargement et le port d'embarquement, on ne pourra procéder à un transbordement, à un déchargement ou à un chargement complémentaire que pour des raisons d'ordre technique concernant le trafic ferroviaire ou par suite de force majeure.

Si, en cours de route, il devient nécessaire de décharger les animaux malades ou morts, la cause de la maladie ou de la mort devra être inscrite sur le certificat vétérinaire officiel par le vétérinaire officiel compétent.

c) Les animaux ne pourront être transportés à travers l'Allemagne que dans des wagons spéciaux, aménagés de telle manière que les excréments animaux, les ordures et les objets qui pourraient servir de véhicule à la contagion ne puissent tomber ou filtrer au dehors.

d) Si une épidémie de fièvre aphteuse se déclare en Lettonie, les bovidés devront être vaccinés avant leur expédition ou à Stettin avec du sérum de Riems contre la fièvre aphteuse (*Riemsers Hochimmunsorum*).

3. Dispositions générales concernant les solipèdes et les fissipèdes vivants visés sous 1 et 2.

a) Les animaux doivent être accompagnés d'une déclaration du pays de destination ou du pays de transit immédiatement traversé à la sortie d'Allemagne, attestant que les animaux seront pris en charge dans tous les cas, même s'ils sont contaminés.

b) Les animaux seront soumis lors de leur entrée dans le pays à Stettin à l'examen d'un vétérinaire officiel.

Les envois comprenant des animaux atteints d'une maladie contagieuse, soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse ou soupçonnés d'être contagieux, ainsi que ceux qui ne répondent pas aux conditions qui précèdent, ne seront pas admis à transiter.

c) Les wagons de chemins de fer employés pour le transport des animaux à travers l'Allemagne devront être munis d'une étiquette portant l'inscription « Ausländisches Sperrvieh ».

d) Le transit à travers l'Allemagne devra se faire dans des wagons de chemin de fer plombés par la douane.

e) Pendant le transit à travers l'Allemagne, les animaux ne pourront être déchargés pour être nourris et abreuvés que dans les stations destinées à cette fin par les autorités allemandes et conformément aux dispositions édictées à cet effet.

En dehors de ce cas, les animaux ne peuvent être nourris et abreuvés pendant le transport à travers l'Allemagne que dans les wagons de chemin de fer.

À cette occasion, personne ne devra pénétrer dans les wagons de chemin de fer contenant des fissipèdes.

2. Live cloven-hoofed animals (cattle, sheep and swine).

(a) Transit shall only be allowed on the strength of a special veterinary permit, which shall lapse unless used within three months.

(b) Cattle shall be accompanied by certificates of origin and health drawn up in both languages by an official veterinary surgeon in accordance with Model (e), sheep by similar certificates drawn up in accordance with Model (f), and swine by certificates drawn up in accordance with Model (a).

Collective certificates may be made out for cattle, sheep and swine if loaded on the same ship.

The certificates shall be valid for five days.

Should the said period expire during the transport to Stettin, the animals must be re-examined by a Government veterinary officer or by a veterinary surgeon entrusted by the Government with that duty and the result of the examination must be recorded by the veterinary surgeon on the certificates, in order that their validity may be extended for a further five days.

This re-examination and the record relevant thereto shall not be required if the sea journey has exceeded its usual duration owing to *force majeure*.

During the railway journey in Latvia between the station at which the animals are loaded and the port of embarkation, no transshipment, unloading or addition to the load shall be allowed except for technical reasons connected with railway traffic, or as a result of *force majeure*.

If during the journey it becomes necessary to unload sick or dead animals, the cause of sickness or death must be noted on the official veterinary certificate by the competent veterinary officer.

(c) Animals may only be transported across Germany in special wagons fitted in such a way that animal excrements, litter and matter likely to convey infection may not fall or trickle out.

(d) If foot-and-mouth disease should break out in Latvia, cattle must be vaccinated with Riems high potency immunizing serum before being shipped to or on arrival at Stettin.

3. General provisions governing the live solipeds and cloven-footed animals referred to in 1 and 2.

(a) The animals must be accompanied by a declaration by the country of destination or of the first country of transit to be crossed after leaving Germany, to the effect that the animals will be taken over in any case even if diseased.

(b) The animals shall be examined on arrival at the frontier in Stettin by an official veterinary surgeon.

Consignments which include animals suffering from or suspected of suffering from an infectious disease, or suspected of being infectious, and which do not comply with the above conditions, shall not be accepted for transit.

(c) The railway wagons used for transit of animals through Germany must be labelled "Ausländisches Sperrvieh".

(d) Transit through Germany shall only be allowed in railway wagons sealed by the Customs.

(e) During transit through Germany, the animals may only be unloaded for the purpose of feeding or watering in stations designated for that purpose by the German authorities and may only be unloaded in accordance with the relevant regulations.

Otherwise animals passing through Germany in transit may only be watered and fed in the railway wagons.

On such occasions no persons may enter the wagons containing cloven-hoofed animals.

II. Parties d'animaux.

I. Viande de bœuf, de mouton et de porc fraîche.

a) Les bovidés, les moutons et les porcs devront avoir été abattus dans les abattoirs publics ou les abattoirs d'exportation désignés ci-dessous, qui sont soumis à un contrôle vétérinaire permanent :

Abattoirs publics de Riga, Liepaja, Daugavpils, Jelgava, Cesis ;
Abattoirs d'exportation de Riga, Liepaja et Valmiera.

b) Les bovidés et les moutons abattus devront être accompagnés de certificats de santé établis dans les deux langues par un vétérinaire officiel et conformes au modèle g) ; et les porcs abattus, de certificats analogues conformes au modèle h).

c) Les planchers des wagons de chemin de fer servant au transport de la viande fraîche devront être rendus suffisamment étanches pour que le jus de la viande ne puisse pas filtrer hors des wagons.

d) Si l'on transporte également en transit les organes, unis naturellement au corps des animaux, qui doivent être présents lors de l'importation aux termes du paragraphe 12 de la loi du Reich allemand sur le contrôle des viandes du 3 juin 1900 (RGBl., page 547), la viande des bovidés et des porcs, en vue d'empêcher son importation ultérieure illicite en Allemagne, devra être marquée par le Service de contrôle des viandes letton de la façon suivante :

Il sera apposé sur le corps des bovidés une marque lisse au fer rouge, ayant la forme d'un rectangle de 3 sur 2,5 cm., à 2 ou 3 épaisseurs de doigt au-dessus des deux métacarpes antérieurs, sur la surface interne des os de l'avant-bras, où il n'y a que peu de tissu conjonctif.

Pour marquer la viande de porc on se servira d'un fer rouge portant la lettre « L » (Lettonie), qui sera apposé sur la surface interne des deux avant-bras. Si le besoin s'en faisait sentir, les deux gouvernements conviendraient également d'un procédé analogue de marquage pour les moutons abattus.

2. Viande de ruminants et de porcs préparée, y compris les saucissons et les conserves de viande.

3. Volaille domestique tuée.

4. Boyaux et peaux parfaitement séchés à l'air ainsi que les os, sabots et cornes parfaitement séchés à l'air et débarrassés des parties molles.

5. Boyaux et peaux entièrement salés.

6. Laine, poils, soies et plumes parfaitement secs et solidement emballés dans des sacs.

7. Les parties d'animaux visées sous les chiffres 1 à 6 ci-dessus ne seront pas admises au transit si elles proviennent d'animaux atteints d'une maladie contagieuse ou soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse, ou si elles ne répondent pas aux conditions qui précèdent.

Leur transit à travers l'Allemagne s'effectuera en wagons de chemin de fer ou colis plombés par la douane.

C. DISPOSITION FINALE.

Au cas où une épizootie prendrait un développement inquiétant en Lettonie, les autorités allemandes pourront interdire en totalité ou en partie, aussi longtemps que durera cet état d'alarme, l'importation et le transit des animaux susceptibles de contracter la maladie contagieuse en question, ainsi que l'importation et le transit des parties d'animaux et des produits animaux capables de transmettre ladite maladie.

RIGA, le 4 septembre 1935.

II. *Parts of Animals.*

1. Fresh beef, mutton and pork.

(a) Cattle, sheep and swine must have been slaughtered in the public slaughter-houses or the export slaughter-houses under permanent veterinary supervision that are mentioned below :

Public slaughter-houses at Riga, Liepaja, Daugavpils, Jelgava and Cesis ;
Export slaughter-houses at Riga, Liepaja and Valmiera.

(b) The slaughtered cattle and sheep must be accompanied by certificates of health drawn up in both languages by an official veterinary surgeon in accordance with Model (g) and the slaughtered swine by similar certificates in accordance with Model (h).

(c) The flooring of the railway wagons used for transport of fresh meat must be made sufficiently watertight for the juice of the meat not to trickle out of the wagons.

(d) Should the organs which must be present on importation according to paragraph 12 of the Reich law on meat inspection of June 3rd, 1900 (RGBl. p. 547), also be carried in transit adhering to the carcasses by their natural connections, then, with a view to preventing subsequent illicit import into Germany, the beef and pork must be marked by the Latvian meat inspection service in the following manner :

On the carcasses of cattle a large flat rectangular brand mark measuring 3×2.5 cm. shall be affixed two or three finger-breadths above the two carpal joints on the internal surface of bone of the foreleg where there is little connective tissue.

When marking pork, a brand shall be used which bears the letter " L " (Latvia) which shall be affixed on the inner surface of the two forelegs. Should it be necessary, the two Governments shall also agree on a similar procedure for marking slaughtered sheep.

2. Prepared meat of ruminants and swine, including sausages and preserved meat.
3. Slaughtered domestic poultry.
4. Completely air-dried intestines and skins and fully air-dried bones, hooves and horns with the soft parts removed.
5. Wholly salted intestines and skins.
6. Wholly dried wools, hairs, bristles and feathers tight-packed in sacks.
7. The parts of animals referred to in Nos. 1 to 6 above shall not be accepted for transit if they are derived from animals suffering from, or suspected of suffering from, an infectious disease, or if they do not comply with the above provisions.

They shall pass through Germany in transit in railway wagons or packages sealed by the Customs authorities.

C. FINAL PROVISIONS.

Should an epizootic disease spread in a dangerous manner in Latvia, the German authorities may, whilst the danger of disease persists, wholly or partly prohibit the import and transit of animals liable to contract such disease, and of parts of animals and animal products liable to transmit the infection.

RIGA, September 4th, 1935.

MODÈLE a).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL D'ORIGINE ET DE SANTÉ POUR PORCS VIVANTS
(Importation et transit)

Durée de validité : 5 jours.

N° du journal Districts vétérinaires
Navire Port d'embarquement

Nom et prénom de l'expéditeur
Domicile de l'expéditeur

Nombre et marques éventuelles spéciales des porcs

Ce certificat est délivré sur la foi des attestations fournies par les vétérinaires de district dont relèvent les lieux de provenance des porcs.

L'autorité vétérinaire officielle atteste que :

1. Les porcs spécifiés ci-dessus et destinés à être exportés en Allemagne*, à transiter par l'Allemagne*, ont été examinés par un vétérinaire officiel lors de l'embarquement et ont été trouvés exempts de symptômes de maladies contagieuses ;

2. Les lieux de provenance ainsi que leurs environs, dans un rayon de 25 km., sont exempts de fièvre aphteuse depuis 40 jours ;

3. Les lieux de provenance ainsi que leurs environs, dans un rayon de 10 km., sont exempts de peste porcine et de péripneumonie des porcs depuis 40 jours ;

4. La République lettone est exempte de peste bovine depuis un an.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

* Biffer ce qui ne convient pas.

MODÈLE b).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL DE SANTÉ POUR VOLAILLES VIVANTES
(Importation)

Durée de validité : 5 jours.

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que l'envoi de volailles d'engraissage et de boucherie spécifiées ci-après et destinées à être importées en Allemagne :

..... oies
..... canards
..... poules
..... pintades
..... dindes
..... pigeons

expéditeur à
chargées sur le navire ont été examinées par moi lors de l'embarquement
et trouvées exemptes de symptômes de maladies contagieuses.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

N° 3834

MODEL (a).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH FOR LIVE SWINE.
(Import and Transit)

Duration of validity : 5 days.

Register No. Veterinary districts
Vessel..... Port of embarkation

Name and christian name of consignor
Domicile of consignor

Number of swine and special marks, if any

This certificate is granted on the attestations of the district veterinary authorities in whose districts the places of origin of the swine in question are situated.

The official veterinary authority hereby certifies that :

1. The swine specified above and intended for export to Germany * (for transit through Germany) * have been examined by an official veterinary surgeon at the time of embarkation and have been found free from symptoms of communicable diseases ;

2. The places from which they come and their surroundings within a radius of 25 km. round have been free from foot-and-mouth disease for the last 40 days ;

3. The places from which they come and the surroundings within a radius of 10 km. round have been free from swine fever and swine plague for the last 40 days ;

4. The Latvian Republic has been free from cattle plague for one year.

....., the 193...

(Official stamp)

Official Veterinary Surgeon.

* Strike out what does not apply.

MODEL (b).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF HEALTH FOR LIVE POULTRY.
(Import)

Duration of validity : 5 days.

The official veterinary authority hereby certifies that the following consignment of poultry for fattening and slaughtering intended for import to Germany,

..... geese
..... ducks
..... fowls
..... guinea fowls
..... turkeys
..... pigeons

shipped by of
loaded on the ship
have been examined by me on embarkation and found free from symptoms of communicable diseases.

....., the 193...

(Official stamp)

Official Veterinary Surgeon.

MODÈLE c).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL DE SANTÉ POUR FOIES DE PORCS FRAIS
(Importation)

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que les kg. de foie destinés à être exportés en Allemagne proviennent de porcs qui ont été abattus à l'abattoir public, placé sous contrôle vétérinaire permanent, de * à l'abattoir d'exportation, placé sous contrôle vétérinaire permanent, de *, et qui ont été examinés par un vétérinaire avant et après l'abattage et trouvés sains.

Les porcs ne proviennent pas de fermes, localités et districts frappés d'interdit pour cause de fièvre aphteuse, de peste porcine ou de péripneumonie des porcs.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

* Biffer ce qui ne convient pas.

MODÈLE d).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL D'ORIGINE ET DE SANTÉ POUR SOLIPÈDES
(Transit)

N° du journal
N° du wagon

Durée de validité : 5 jours.
District vétérinaire

Nom et prénom de l'expéditeur
Domicile de l'expéditeur

Espèce et signalement de l'animal (sexe, âge, couleur, marques distinctives, hauteur au garrot)

Signes spéciaux

Lieu de provenance

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que le solipède spécifié ci-dessus et destiné à transiter par l'Allemagne :

1. A été soumis par moi à un examen vétérinaire officiel et a été trouvé exempt de symptômes de maladies contagieuses ;

2. Provient d'une localité dans laquelle ne sévit pas et n'a pas sévi au cours des 40 derniers jours de maladie contagieuse transmissible aux solipèdes et combattue officiellement.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel dont relève
le lieu de provenance.

Le solipède désigné ci-dessus et destiné à être transporté par le navire a été examiné officiellement par moi lors de l'embarquement à et a été trouvé exempt de maladie contagieuse.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel
dont relève le port d'embarquement.

MODEL (c).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF HEALTH FOR FRESH PIGS' LIVERS.

(Import)

The official veterinary authority hereby certifies that the kg. of livers intended for export to Germany come from swine which were slaughtered in the public slaughter-house, under permanent veterinary supervision, at *, the slaughter-house for export, under permanent veterinary supervision, at *, and that they were examined by a veterinary surgeon before and after slaughtering and found to be in a healthy condition.

The swine do not come from farms, localities or districts which have been isolated by reason of foot-and-mouth disease, swine fever or swine plague.

....., the 193...

(Official stamp)

Official Veterinary Surgeon.

* Strike out what does not apply.

MODEL (d).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH OF SOLIPEDS.

(Transit)

Register No.
No. of wagonDuration of validity : 5 days.
Veterinary districtName and christian name of consignor
Domicile of consignor

Breed and description of the animal (sex, age, colour, distinctive marks, height at the withers)

Special marks

Place from which the animal comes

The official veterinary authority hereby certifies that the soliped specified above and intended to pass through Germany in transit :

1. Has been subjected by me to an official veterinary examination and has been found free from symptoms of communicable diseases ;

2. Comes from a place in which no contagious disease transmissible to solipeds against which official measures are taken prevails or has prevailed within the last 40 days.

....., the 193...

(Official seal)

Official Veterinary Surgeon
of the place from which the animal comes.

The soliped designated above and intended to be transported by the ship has been officially examined by me at the time of embarkation at and has been found free from contagious disease.

....., the 193...

(Official seal)

Official Veterinary Surgeon
of the port of embarkation.

MODÈLE e).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL D'ORIGINE ET DE SANTÉ POUR BOVIDÉS
(Transit)

Durée de validité : 5 jours.

N° du journal
NavireDistricts vétérinaires
Port d'embarquementNom et prénom de l'expéditeur
Domicile de l'expéditeur

Nombre	Race	Couleur	des taureaux
»	»	»	» vaches
»	»	»	» bœufs adultes
»	»	»	» génisses et bouillons
»	»	»	» veaux

Ce certificat est délivré sur la foi des attestations des vétérinaires de district dont relèvent les lieux de provenance des bovidés :

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que :

1. Les bovidés spécifiés ci-dessus et destinés à transiter par l'Allemagne ont été examinés par un vétérinaire officiel lors de l'embarquement et ont été trouvés exempts de symptômes de maladies contagieuses ;
2. Les lieux de provenance ainsi que leurs environs, dans un rayon de 25 km., sont exempts de fièvre aphteuse depuis 40 jours ; et que
3. La République lettone est exempte de peste bovine et de péripneumonie des bœufs depuis un an.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

MODÈLE f).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL D'ORIGINE ET DE SANTÉ
POUR MOUTONS VIVANTS

(Transit)

Durée de validité : 5 jours.

N° du journal
NavireDistricts vétérinaires
Port d'embarquementNom et prénom de l'expéditeur
Domicile de l'expéditeur

Nombre et marques distinctives éventuelles des moutons

Ce certificat est délivré sur la foi des attestations des vétérinaires de district dont relèvent les lieux de provenance des moutons :

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que :

1. Les moutons spécifiés ci-dessus et destinés à transiter par l'Allemagne ont été examinés officiellement lors de l'embarquement et ont été trouvés exempts de symptômes de maladies contagieuses ;
2. Les lieux de provenance ainsi que leurs environs, dans un rayon de 25 km., sont exempts de fièvre aphteuse et de la clavelée des moutons depuis 40 jours ; et que
3. La République lettone est exempte de peste bovine depuis un an.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

N° 3834

MODEL (e).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH FOR CATTLE.
(Transit)

Duration of validity : 5 days.

Register No.
Ship

Veterinary district
Port of embarkation

Name and christian name of consignor
Domicile of consignor

Number	Breed	Colour of the bulls
»	»	» » » cows
»	»	» » » adult oxen
»	»	» » » young cattle
»	»	» » » calves

This certificate is issued on attestations from the district veterinary surgeons of the places from which the cattle come :

The official veterinary authority hereby certifies that :

1. The cattle specified above and intended to pass through Germany in transit have been examined by an official veterinary surgeon at the time of embarkation and have been found free from symptoms of communicable diseases ;
2. The places from which they come and the surroundings within a radius of 25 km. have been free from foot-and-mouth disease during 40 days ; and
3. The Latvian Republic has been free from cattle plague and pleuropneumonia for one year.

....., the 193...

(Official seal)

Official Veterinary Surgeon.

MODEL (f).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH FOR LIVE SHEEP.

(Transit)

Duration of validity : 5 days.

Register No.
Ship

Veterinary district
Port of embarkation

Name and christian name of consignor
Domicile of consignor

Number and distinctive marks, if any, of the sheep

This certificate is issued on attestations from the district veterinary surgeons of the places from which the sheep come :

The official veterinary authority hereby certifies that :

1. The sheep specified above and intended to pass through Germany in transit have been officially examined by an official veterinary surgeon at the time of embarkation and have been found free from symptoms of communicable diseases ;
2. The places from which the sheep come and the surroundings within a radius of 25 km. have been free from foot-and-mouth disease and sheep pox for 40 days ; and
3. The Latvian Republic has been free from cattle plague for one year.

....., the 193...

(Official seal)

Official Veterinary Surgeon.

MODÈLE g).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL DE SANTÉ POUR BOVIDÉS ET MOUTONS ABATTUS

(Transit)

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que les :

(nombre ou kg.) bovidés
 (nombre ou kg.) moutons
 destinés à transiter par l'Allemagne et abattus à l'abattoir public, placé sous contrôle vétérinaire permanent, de * l'abattoir d'exportation, placé sous contrôle vétérinaire permanent, de * :

1. Proviennent de localités dans lesquelles et dans les environs desquelles, dans un rayon de 10 km., ne sévit pas de maladie contagieuse transmissible à ces animaux et combattue officiellement ** ;
2. Ont été examinés par un vétérinaire avant et après l'abattage et ont été trouvés sains.

La République lettone est exempte de peste des bovidés.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

* Biffer ce qui ne convient pas.

** Sauf la tuberculose, la brucellose et la fièvre catarrhale maligne.

MODÈLE h).

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE OFFICIEL DE SANTÉ POUR PORCS ABATTUS

(Transit)

L'autorité vétérinaire officielle atteste par la présente que les : (nombre ou kg.)
 porcs destinés à transiter par l'Allemagne et abattus à l'abattoir officiel placé sous le contrôle vétérinaire permanent de * l'abattoir d'exportation placé sous contrôle vétérinaire permanent de * :

1. Ne proviennent pas de fermes, de localités et de districts frappés d'interdit pour cause de fièvre aphteuse, de peste porcine ou de péripneumonie des porcs ;
2. Ont été examinés par le vétérinaire avant et après l'abattage et ont été trouvés sains et, notamment, exempts de trichine.

....., le 193...

(Cachet officiel)

Le vétérinaire officiel.

* Biffer ce qui ne convient pas.

MODEL (g).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF HEALTH FOR SLAUGHTERED CATTLE AND SHEEP.

(Transit)

The official veterinary authority hereby certifies that the :

(Number or kg.) cattle
 (Number or kg.) sheep
 intended to pass through Germany in transit and slaughtered at the public slaughter-house under permanent veterinary supervision at * the export slaughter-house placed under permanent veterinary supervision at * :

1. Come from places which, together with their surroundings within a radius of 10 km., are free from any contagious diseases transmissible to such animals against which official measures are taken ** ;
2. Have been examined by a veterinary surgeon before and after slaughtering and have been found healthy.

The Latvian Republic is free from cattle plague.

....., the 193...

(Official seal)

Official Veterinary Surgeon.

* Strike out what does not apply.

** With the exception of tuberculosis, brucellosis and malignant catarrhal fever.

MODEL (h).

OFFICIAL VETERINARY CERTIFICATE OF HEALTH FOR SLAUGHTERED SWINE.

(Transit)

The official veterinary authority hereby certifies that the : (number or kg.) of swine intended for transit through Germany and slaughtered in the official slaughter-house under permanent veterinary supervision at * the export slaughter-house under permanent veterinary supervision at * :

1. Do not come from farms, localities or districts which have been isolated by reason of foot-and-mouth disease, swine fever or swine plague ;
2. Have been examined by the veterinary surgeon before and after slaughtering and have been found healthy and, in particular, free from trichina.

....., the 193...

(Official stamp)

Official Veterinary Surgeon.

* Strike out what does not apply.

N° 3835.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Berlin, le 9 janvier 1936.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles. Berlin, January 9th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3835. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER DÄNISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG VON FÜHRERSCHEINEN UND ZULASSUNGSBESCHEINIGUNGEN FÜR PERSONENKRAFTWAGEN. BERLIN, DEN 9. JANUAR 1936.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 février 1936.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 15th, 1936.

KÖNIGLICH DÄNISCHE
GESANDTSCHAFT.

I.

VERBALNOTE.

Die Königlich Dänische Gesandtschaft beehrt sich dem Auswärtigen Amt folgendes mitzuteilen :

Kraftfahrzeugführer, die mindestens 18 Jahre alt sind und mit einem in Deutschland zugelassenen Kraftfahrzeug vorübergehend und zu nicht gewerblichen Zwecken auf dänischem Gebiet verkehren, sind von der Verpflichtung befreit, den Internationalen Zulassungsschein und den Internationalen Führerschein bei sich zu führen, wenn sie nationale Ausweise für Fahrzeug und Führer vorlegen können. Das Fahrzeug selbst muss mit dem deutschen polizeilichen Kennzeichen und dem in der Anlage C des Internationalen Abkommens¹ über Kraftfahrzeugverkehr vom 24. April 1926 für Deutschland bestimmten Unterscheidungszeichen „D“ versehen sein.

Bei der Feststellung des nicht gewerblichen Charakters des Verkehrs soll in Zweifelsfällen zugunsten der Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens entschieden werden.

Diese Regelung gilt unter der Voraussetzung, dass von der Deutschen Regierung Gegenseitigkeit gewährt wird, und dass die dänischen Fahrzeuge zugleich von der Führung des in § 2 Abs. 2 und § 6 der Verordnung über internationalen Kraftfahrzeugverkehr vom 12. November 1934 (Reichsgesetzblatt I S. 1137) vorgesehenen länglichrunden Kennzeichens für die Dauer ihres vorübergehenden Aufenthalts in Deutschland befreit sind.

Die Anerkennung der nationalen Ausweise kann aus denselben Gründen versagt werden wie die Anerkennung des Internationalen Zulassungsscheins und des Internationalen Führerscheins. Die mit dieser Verbalnote bewilligten Erleichterungen fallen weg, sobald der Verkehr eines deutschen Kraftfahrzeugs auf dänischem Gebiet nicht mehr vorübergehend ist, insbesondere, sobald der mit seinem Kraftfahrzeug auf Grund eines nationalen Führerscheins eingereiste Führer in Dänemark seinen ständigen Wohnsitz begründet.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; vol. CLVI, page 221 ; vol. CLX, page 376 ; et vol. CLXIV, page 387, de ce recueil.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; Vol. CLVI, page 221 ; Vol. CLX, page 376 ; and Vol. CLXIV, page 387, of this Series.

Die vorstehend vorgesehene Regelung bezieht sich nur auf den Verkehr von Personenkraftfahrzeugen mit Luftbereifung. Sie tritt am 1. Februar 1936 in Kraft und kann von jedem Teil mit einer Frist von 6 Monaten gekündigt werden.

BERLIN, den 9. Januar 1936.

An das Auswärtige Amt.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich der Königlich Dänischen Gesandtschaft den Empfang ihrer Verbalnote vom heutigen Tage zu bestätigen und ihr folgendes mitzuteilen :

Kraftfahrzeugführer, die mit einem in Dänemark zugelassenen Kraftfahrzeug vorübergehend und zu nicht gewerblichen Zwecken auf deutschem Gebiet verkehren, sind von der Verpflichtung befreit, den Internationalen Zulassungsschein und den Internationalen Führerschein bei sich zu führen, wenn sie die nationalen Ausweise für Fahrzeug und Führer vorlegen können. Die nationalen Ausweise müssen, soweit sie nicht auch in deutscher Sprache ausgestellt sind, mit einer amtlichen Übersetzung oder mit einer Übersetzung durch einen international anerkannten dänischen Automobil-Club verbunden sein. Das Fahrzeug selbst muss mit dem dänischen polizeilichen Kennzeichen und dem in Anlage C des Internationalen Abkommens über Kraftfahrzeugverkehr vom 24. April 1926 für Dänemark bestimmten Unterscheidungszeichen „DK“ versehen sein.

Zugleich werden die dänischen Fahrzeuge von der Führung des in § 2 Abs. 2 und § 6 der Verordnung über internationalen Kraftfahrzeugverkehr vom 12. November 1934 (Reichsgesetzblatt I S. 1137) vorgesehenen länglich-runden Kennzeichens für die Dauer ihres vorübergehenden Aufenthalts in Deutschland befreit.

Bei der Feststellung des nicht gewerblichen Charakters des Verkehrs soll in Zweifelsfällen zugunsten der Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens entschieden werden.

Diese Regelung gilt unter der Voraussetzung, dass von der Königlich Dänischen Regierung Gegenseitigkeit gewährt wird.

Die Anerkennung der nationalen Ausweise kann aus denselben Gründen versagt werden wie die Anerkennung des Internationalen Zulassungsscheins und des Internationalen Führerscheins.

Die mit dieser Verbalnote bewilligten Erleichterungen fallen weg, sobald der Verkehr eines dänischen Kraftfahrzeugs auf deutschem Gebiet nicht mehr vorübergehend ist, insbesondere, sobald der mit seinem Kraftfahrzeug auf Grund seines nationalen Führerscheins eingereiste Führer in Deutschland seinen ständigen Wohnsitz begründet.

Die vorstehend vorgesehene Regelung bezieht sich nur auf den Verkehr von Personenkraftfahrzeugen mit Luftbereifung. Sie tritt am 1. Februar 1936 in Kraft und kann von jedem Teile mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

BERLIN, den 9. Januar 1936.

An die Königlich Dänische Gesandtschaft.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 7 février 1936.

H. A. Bernhoff,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 3835. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. BERLIN, LE 9 JANVIER 1936.

No. 3835. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. BERLIN, JANUARY 9TH, 1936.

I.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

NOTE VERBALE

La Légation royale de Danemark a l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères :

Les conducteurs d'automobile, âgés d'au moins 18 ans et circulant à titre temporaire et à des fins non professionnelles sur le territoire danois avec un véhicule à moteur admis en Allemagne, sont exemptés de l'obligation d'être porteurs du permis de circulation international et du permis de conduire international s'ils peuvent présenter des papiers nationaux pour le véhicule et pour le conducteur. Le véhicule lui-même doit être muni de la plaque de police allemande et du signe distinctif « D » prévu pour l'Allemagne par l'Annexe C à la Convention internationale du 24 avril 1926 sur la circulation automobile.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

ROYAL LEGATION
OF DENMARK.

VERBAL NOTE

The Royal Legation of Denmark has the honour to make the following communication to the Ministry of Foreign Affairs :

Motor-drivers not less than eighteen years of age, driving temporarily and for non-professional purposes in Danish territory a motor vehicle licensed in Germany, shall be exempt from the obligation to carry the international certificate and the international driving permit, provided that they can produce licences issued by their own country for the vehicle and driver. The vehicle itself must bear the German police plate and the distinctive sign "D" provided for Germany in Annex C to the International Convention relative to Motor Traffic of April 24th, 1926.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

S'il y a doute quant au caractère non professionnel du voyage, il y aura lieu de faire application des dispositions du présent accord.

Le présent arrangement est subordonné à la condition que le Gouvernement allemand accorde la réciprocité et que les véhicules danois soient en outre exemptés de l'obligation d'être munis, pendant la durée de leur séjour temporaire en Allemagne, du signe distinctif ovale, prévu à l'alinéa 2 de l'article 2 et à l'article 6 de l'ordonnance du 12 novembre 1934 (*Reichsgesetzblatt I*, page 1137) concernant la circulation automobile internationale.

La reconnaissance des papiers nationaux pourra être refusée pour les mêmes motifs que la reconnaissance du permis de circulation international et du permis de conduire international. Les facilités consenties par la présente note verbale cesseront d'être accordées dès que la circulation d'une automobile allemande sur territoire danois ne sera plus temporaire et notamment dès qu'un conducteur, entré avec son automobile avec un permis de conduire national, aura élu domicile au Danemark de façon permanente.

La réglementation prévue ci-dessus ne vise que la circulation des véhicules automobiles servant au transport des personnes et munis de pneumatiques. Elle entrera en vigueur le 1^{er} février 1936 et pourra être dénoncée par chacune des deux Parties moyennant préavis de six mois.

BERLIN, le 9 janvier 1936.

Au Ministère
des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la note verbale, en date de ce jour, de la Légation royale de Dane-

No. 3835

If there is any doubt as to the non-professional character of the journey, the provisions of the present Agreement shall apply.

These regulations are subject to the condition that the German Government shall grant reciprocity and that Danish vehicles shall furthermore be exempt, during their temporary stay in Germany, from the obligation to bear the oval plate provided for in paragraph 2 of Article 2 and Article 6 of the Decree of November 12th, 1934 (*Reichsgesetzblatt I*, page 1137), relative to international motor traffic.

Recognition of papers issued by the country of origin may be refused for the same reasons as recognition of the international certificate and the international driving permit. The facilities accorded by the present Verbal Note shall cease to be accorded as soon as the movement of a German motor vehicle in Danish territory ceases to be merely temporary, particularly when a driver who has entered Denmark in his motor vehicle on a driving permit from his own country takes up his permanent residence there.

The above regulations shall apply only to passenger motor vehicles fitted with pneumatic tyres. They shall come into force on February 1st, 1936, and may be denounced by either Party at six months' notice.

BERLIN, January 9th, 1936.

To the Ministry
of Foreign Affairs.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

VERBAL NOTE.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of the Verbal Note of to-day's date from the Royal Legation

mark et de porter à sa connaissance ce qui suit :

Les conducteurs d'automobile, circulant à titre temporaire et à des fins non professionnelles sur territoire allemand avec un véhicule à moteur admis au Danemark, sont exemptés de l'obligation d'être porteurs du permis de circulation international et du permis de conduire international s'ils peuvent présenter les papiers nationaux pour le véhicule et pour le conducteur. Les papiers nationaux doivent, s'ils ne sont pas également rédigés en allemand, être accompagnés d'une traduction officielle ou d'une traduction faite par les soins d'un automobile-club danois internationalement reconnu. Le véhicule lui-même doit être muni de la plaque de police danoise et du signe distinctif « DK » prévu pour le Danemark par l'Annexe C à la Convention internationale du 24 avril 1926 sur la circulation automobile.

En outre, les véhicules danois seront, pendant la durée de leur séjour provisoire en Allemagne, exemptés de l'obligation d'être munis du signe distinctif ovale prévu à l'alinéa 2 de l'article 2 et à l'article 6 de l'ordonnance du 12 novembre 1934 (*Reichsgesetzblatt I*, page 1137) concernant la circulation automobile internationale.

S'il y a doute quant au caractère non professionnel du voyage, il y aura lieu de faire application des dispositions du présent accord.

Le présent arrangement est subordonné à la condition que le Gouvernement royal danois accorde la réciprocité.

La reconnaissance des papiers nationaux pourra être refusée pour les mêmes motifs que la reconnaissance du permis de circulation international et du permis de conduire international.

Les facilités consenties par la présente note verbale cesseront d'être accordées, dès que la circulation d'une automobile danoise sur territoire allemand ne sera plus temporaire et, notamment, dès qu'un conducteur entré avec son automobile avec un permis de conduire national, aura élu domicile en Allemagne de façon permanente.

of Denmark, and to communicate to it the following :

Motor-drivers driving temporarily and for non-professional purposes, in German territory, a motor vehicle licensed in Denmark, shall be exempt from the obligation to carry the international certificate and the international driving permit, provided that they can produce licences issued by their own country for the vehicle and driver. If German is not one of the languages in which the national licences are made out, they must be accompanied by an official translation or a translation made by an internationally recognised Danish automobile club. The vehicle itself must be provided with the Danish police plate and the distinctive sign "DK" provided for Denmark in Annex C to the International Convention relative to Motor Traffic of April 24th, 1926.

Danish vehicles shall furthermore be exempt, during their temporary stay in Germany, from the obligation to bear the oval plate provided for in paragraph 2 of Article 2 and Article 6 of the Decree of November 12th, 1934 (*Reichsgesetzblatt I*, page 1137), relative to international motor traffic.

If there is any doubt as to the non-professional character of the journey, the provisions of the present Agreement shall apply.

These regulations are subject to the condition that the Danish Government shall grant reciprocity.

Recognition of papers issued by the country of origin may be refused for the same reasons as recognition of the international certificate and the international driving permit.

The facilities accorded by the present Verbal Note shall cease to be accorded as soon as the movement of a Danish motor vehicle in German territory ceases to be merely temporary, particularly when a driver who has entered Germany in his motor vehicle on a driving permit from his own country takes up his permanent residence there.

La réglementation prévue ci-dessus ne vise que la circulation des véhicules automobiles servant au transport des personnes et munis de pneumatiques. Elle entrera en vigueur le 1^{er} février 1936 et pourra être dénoncée par chacune des deux Parties, moyennant préavis de six mois.

BERLIN, le 9 janvier 1936.

A la Légation royale
de Danemark.

The above regulations shall apply only to passenger motor vehicles fitted with pneumatic tyres. They shall come into force on February 1st, 1936, and may be denounced by either Party at six months' notice.

BERLIN, January 9th, 1936.

To the Royal
Danish Legation.

N° 3836.

ESPAGNE ET NICARAGUA

Convention relative à la propriété
littéraire, artistique et scientifique.
Signée à Managua, le 20 no-
vembre 1934.

SPAIN AND NICARAGUA

Convention regarding Literary, Ar-
tistic and Scientific Property.
Signed at Managua, November
20th, 1934.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3836. — CONVENIO ¹ DE PROPIEDAD LITERARIA, ARTÍSTICA Y CIENTÍFICA, ENTRE ESPAÑA Y NICARAGUA. FIRMADO EN MANAGUA, EL 20 DE NOVIEMBRE DE 1934.

Texte officiel espagnol communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 février 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place February 17th, 1936.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA Y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA deseosos de celebrar un Convenio sobre Propiedad Literaria, Artística y Científica entre España y Nicaragua, han nombrado por sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA :

Al Excmo. Sr. D. Fernando GONZALEZ ARNAO Y NORZAGARAY, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de España en Nicaragua ; y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA :

Al Excmo. Señor Doctor Leonardo ARGÜELLO, su Ministro de Relaciones Exteriores.

Quienes, despues de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1º.

A) Los autores de obras literarias, científicas o artísticas de cualquiera de las dos naciones que aseguren con los requisitos legales su derecho de propiedad en uno de los dos países contratantes, lo tendrán asegurado en el otro sin más formalidades que las que se fijan en el presente Convenio.

B) Para las garantías de esas ventajas, la obtención de daños y perjuicios y la persecución de los falsificadores, tendrán la misma protección y los mismos recursos legales que estén concedidos o se concedieren a los autores nacionales de cada uno de los países contratantes por las legislaciones respectivas.

C) Los derechohabientes de los autores, compositores o artistas gozarán, respectivamente, y en todas sus partes de los mismos derechos que el presente Convenio concede a los propietarios autores, traductores, compositores o artistas, siempre que aquellos acrediten su derecho con arreglo a las leyes del país donde se verificó el acto jurídico que les concedió el carácter de derechohabientes.

D) A los efectos de éste Convenio son autores españoles o nicaraguenses los que sean considerados, respectivamente, como nacionales por las leyes de uno u otro Estado.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Managua, le 6 novembre 1935.

¹ The exchange of ratifications took place at Managua, November 6th, 1935.

*Artículo 2º.*

Para determinar si una obra es literaria, científica o artística, y queda, en consecuencia, sujeta a los preceptos de éste Convenio, regirá la ley de la Parte contratante cuya legislación sea más favorable a los derechos de los autores, traductores o editores.

Queda comprendida en esa denominación toda producción del dominio literario, científico o artístico, cualquiera que sea la forma otorgada para reproducirla, como los libros, folletos o cualesquiera otros escritos; las composiciones dramáticas o lírico-dramáticas, con letra o sin ella; las composiciones musicales o con arreglo de música con o sin palabras, canciones y tonadillas; las pantomimas cuya representación en escena esté fijada por escrito o de otra manera; las obras cinematográficas y de procedimientos semejantes; las obras de dibujos, pintura, escultura y arquitectura; los grabados, fotografías, fotograbados, litografías y cromolitografías o ilustraciones y demás obtenidas por medios parecidos; las cartas y esferas geográficas; planos, croquis y obras plásticas relativas a la geografía, topografía, arquitectura, fisiología u otras ciencias y, en general, toda producción del dominio literario, científico o artístico que pudieran ser publicadas por cualquier medio de impresión o reproducción o ejecutadas por cualquier medio conocido o que se invente con posterioridad.

Artículo 3º.

Las Altas Partes contratantes se obligan a entregarse trimestralmente, por conducto de sus Legaciones u otro autorizado, una lista de las obras a favor de las cuales los autores o editores hayan asegurado, mediante las formalidades prescritas por la ley, sus propios derechos en el país respectivo.

Artículo 4º.

A) Se prohíbe en ambos países la impresión, reproducción, publicación, traducción, adaptación, representación, ejecución, instrumentación y reinstrumentación de obras musicales; arreglos de cualquier clase que sean, venta o exposición; transformación a la cinematografía u otro procedimiento de adaptación a instrumentos mecánicos de las obras literarias, científicas o artísticas hechas sin el consentimiento del autor español o nicaraguense que se haya reservado su derecho de propiedad, ya sea que las reproducciones no autorizadas provengan de uno de los dos países contratantes o de cualquiera otro extranjero, extendiéndose esta prohibición a toda reproducción hecha con procedimientos análogos a los que ahora se conocen o que en lo futuro se inventen.

B) Será lícita, recíprocamente, la publicación, en cada uno de los dos países, de fragmentos enteros acompañados de notas explicativas de las obras de un autor del otro país, siempre que se indique su procedencia y estén destinadas a la enseñanza o al estudio o sean crestomatías compuestas de fragmentos de obras de diversos autores.

C) Los escritos insertos en publicaciones periódicas cuyos derechos no hayan sido expresamente reservados podrán ser reproducidos con sus ilustraciones por cualesquiera otras publicaciones de la misma clase, a condición de que se indique el original de donde se copia.

D) No será lícita en ningún caso la reproducción de trozos musicales sin el permiso del autor de la obra.

E) Se prohíbe igualmente la publicación en folletos u hojas sueltas de argumentos de obras teatrales sin permiso de su autor.

Artículo 5º.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes contratantes que disfrutan de derechos de propiedad literaria podrán oponerse a la traducción no autorizada de sus obras durante todo el tiempo que gocen de aquellos derechos; pero si la obra ha sido publicada en un país diverso del de origen, entonces solo podrán oponerse a traducciones no autorizadas durante diez años.

Artículo 6º.

Si el autor no ha hecho reserva expresa de conservar su derecho exclusivo a la traducción de sus obras o ha otorgado a otra persona la facultad de traducirlas, el traductor tendrá los derechos del autor respecto de su traducción, pero no podrá impedir otras traducciones, a no ser que el autor le haya concedido esa facultad.

Los autores de obras escritas en idiomas o dialectos de ambos países que no sean el castellano, tendrán en el otro país el derecho exclusivo de traducción de sus obras en los mismos términos que el presente Convenio concede a las obras originales escritas en castellano aunque no hayan hecho la reserva expresa prevista en el párrafo anterior.

Artículo 7º.

Los derechos de propiedad artística, literaria o científica reconocidos por el presente Convenio les serán garantizados a los autores, traductores, compositores y artistas durante su vida y a sus derechohabientes con carácter perpetuo. A los autores de obras dramáticas y compositores musicales, los derechos de propiedad reconocidos por el presente Convenio les serán garantizados durante su vida y a sus derechohabientes durante treinta años más que comenzarán a contarse, para los que lo sean mortis causa, desde la declaración de herederos, y para los restantes desde que se participe a las autoridades en debida forma el título traslativo de dominio.

Artículo 8º.

Cuando en una de las dos naciones se deba presentar judicialmente la prueba de que el autor, traductor o editor ha asegurado sus derechos mediante las formalidades prescritas por la ley respectiva, bastará para esta prueba el certificado expedido por el Ministerio de Instrucción Pública y Bellas Artes, de España, o por el Ministerio de Instrucción Pública y Educación Física de Nicaragua, de que se han asegurado los derechos con arreglo a la legislación del país.

Artículo 9º.

Las disposiciones del presente Convenio no perjudicarán en manera alguna el derecho que corresponde a ambos Estados para vigilar o prohibir, por medio de medidas de legislación, la representación o la exposición de cualquier obra o producción con la cual las autoridades competentes puedan ejercer sus derechos por razones que ataquen a la moral, a la ley o al orden público.

Artículo 10º.

Los autores de obras dramáticas o lirico-dramáticas de ambos países tendrán derecho a exigir de las Empresas españolas o nicaraguenses la estipulación de un contrato previo con ellos o con sus representantes legales, requisito sin el cual las Empresas no podrán autorizar la representación de los autores españoles en Nicaragua ni de los nicaraguenses en España.

Artículo 11º.

No son objeto de éste Convenio las obras que hayan entrado en el dominio público cuando el Convenio deba ponerse en vigor. En cada país serán del dominio público las obras consideradas como tales según la legislación del mismo.

Artículo 12º.

Quedan prohibidas en las dos naciones contratantes las apropiaciones indirectas y no autorizadas de una obra literaria, científica o artística, tales como adaptaciones, arreglos musicales, etc., que aisladamente reproduzcan la obra original con modificaciones no esenciales. Quedan igualmente prohibidas las representaciones no autorizadas de una obra literaria, científica o artística por cualquier procedimiento, ya sea de los actualmente conocidos, como la fonografía, la telefonía inalámbrica, etc., o de los que en lo futuro se conozcan.

Artículo 13º.

En ningun caso están obligadas las Altas Partes contratantes a reconocer a los autores de la obra mayores derechos que a sus nacionales.

Artículo 14º.

El presente Convenio entrará en vigor el día en que fueren canjeadas sus ratificaciones. Su duración será de cinco años, contados desde ese día ; pero aun entonces continuará en vigor hasta que sea denunciado por una de las Partes contratantes y un año despues de la denuncia.

Ambas Partes se reservan, sin embargo, la facultad de introducir en él, de común acuerdo, cualquier modificación o mejora que la experiencia demuestra ser conveniente.

Artículo 15º.

Las ratificaciones del presente Convenio se canjearán en Managua tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos lo firman y sellan por duplicado en Managua, D. N., a veinte de noviembre de mil novecientos treinta y cuatro.

Firmado : (L. S.) Leonardo ARGÜELLO.

Firmado : (L. S.) Fernando GONZALEZ ARNAO.

Copia certificada conforme :
Madrid, 24 de enero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

¹ TRADUCTION.

N^o 3836. — CONVENTION ENTRE L'ESPAGNE ET LE NICARAGUA, RELATIVE A LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET SCIENTIFIQUE. SIGNÉE A MANAGUA, LE 20 NOVEMBRE 1934.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA, désireux de conclure une convention sur la propriété littéraire, artistique et scientifique entre l'Espagne et le Nicaragua, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence M. Fernando GONZALEZ ARNAO Y NORZAGARAY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne au Nicaragua ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA :

Son Excellence le D^r Leonardo ARGÜELLO, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

A. Les auteurs d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques de l'un des deux pays, qui auront assuré, en se conformant aux prescriptions légales, leur droit de propriété dans l'un des deux pays contractants, seront admis au bénéfice de ce droit dans l'autre pays sans autres formalités que celles que fixe la présente convention.

B. En ce qui concerne la garantie de ces avantages, l'obtention de dommages et intérêts et la poursuite des falsificateurs, ils jouiront de la même protection et des mêmes moyens de droit que ceux qui sont accordés ou qui le seraient ultérieurement aux auteurs nationaux de chacun des deux pays contractants par la législation respective de ces pays.

C. Les ayants droit des auteurs, compositeurs ou artistes jouiront respectivement et sans réserve des mêmes droits que ceux que la présente convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs ou artistes propriétaires, à condition qu'ils établissent leur droit conformément aux lois du pays où a eu lieu l'acte juridique leur conférant la qualité d'ayants droit.

D. Aux fins de la présente convention, sont réputés auteurs espagnols ou nicaraguayens ceux qui sont respectivement considérés comme nationaux par les lois de l'un ou de l'autre Etat.

Article 2.

Pour déterminer si une œuvre est littéraire, scientifique ou artistique et, partant, si elle tombe sous le coup des dispositions de la présente convention, la loi de la Partie contractante dont la législation est la plus favorable au droit des auteurs, traducteurs ou éditeurs sera applicable.

On entend par œuvre littéraire, scientifique ou artistique, toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quelle qu'en soit la forme de reproduction, telle que : livres,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3836. — CONVENTION BETWEEN SPAIN AND NICARAGUA REGARDING LITERARY, ARTISTIC AND SCIENTIFIC PROPERTY. SIGNED AT MANAGUA, NOVEMBER 20TH, 1934.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA, desirous of concluding a Convention between Spain and Nicaragua concerning literary, artistic, and scientific property, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Fernando GONZALEZ ARNAO Y NORZAGARAY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain in Nicaragua ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA :

His Excellency Dr. Leonardo ARGÜELLO, his Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

A. The authors of literary, scientific, or artistic works in either of the two countries who by complying with the requisite legal formalities secure copyright thereof in either contracting country shall have it secured in the other without further formalities there than those laid down in the present Convention.

B. As regards the safeguarding of these advantages, the obtaining of damages and compensation, and the prosecution of forgers, they shall have the same protection and the same legal remedies as are or may hereafter be granted to native authors in either contracting country by their respective laws.

C. The heirs and assigns of authors, composers, or artists shall in each case and in every respect be entitled to the same rights as the present Convention accords to the original authors, translators, composers, or artists, on condition that they establish their rights under the laws of the country in which the legal act giving them the status of heirs or assigns took place.

D. For the purposes of this Convention, Spanish or Nicaraguan authors shall be held to mean those who are deemed in each case to be nationals under the laws of one or the other State.

Article 2.

The question whether any work should be regarded as literary, scientific, or artistic, and therefore come under the provisions of this Convention, shall be decided by the law of the Contracting Party whose legislation is the more favourable to the rights of authors, translators, or publishers.

This definition shall be held to include any production in the literary, scientific, or artistic domain, whatever be the form of its reproduction, such as books, pamphlets, or any other writings ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

brochures et autres écrits ; œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, avec ou sans livret ; compositions musicales ou arrangements de musique, avec ou sans paroles, chansons et vaudevilles ; pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ; œuvres cinématographiques et similaires ; œuvres de dessin, de peinture, de sculpture et d'architecture ; gravures, photographies, photogravures, lithographies et chromolithographies ou illustrations et autres œuvres obtenues par des moyens analogues ; cartes et globes géographiques ; plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture, à la physiologie et autres sciences et, d'une façon générale, toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction, ou exécutée par un moyen quelconque connu ou découvert ultérieurement.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se remettre trimestriellement, par l'intermédiaire de leurs légations ou par quelque autre intermédiaire autorisé, une liste des œuvres à l'égard desquelles les auteurs ou éditeurs auront assuré, en observant les formalités prescrites par la loi, leurs propres droits dans leur pays respectif.

Article 4.

A. Sont interdites dans les deux pays, l'impression, la reproduction, la publication, la traduction, l'adaptation, la représentation, l'exécution, l'instrumentation et la réinstrumentation d'œuvres musicales, les arrangements de musique de toute nature, la vente ou l'exposition, la transformation pour le cinématographe ou tout autre procédé d'adaptation à des instruments mécaniques, des œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, sans le consentement de l'auteur espagnol ou nicaraguayen qui a réservé ses droits de propriété, que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays contractants ou d'un autre pays étranger quelconque ; cette interdiction est étendue à toute reproduction faite au moyen de procédés analogues à ceux qui sont actuellement connus ou qui seront découverts ultérieurement.

B. Sera réciproquement autorisée la publication, dans chacun des deux pays, de fragments entiers, accompagnés de notes explicatives, des œuvres d'un auteur de l'autre pays, à condition que leur provenance soit indiquée et qu'ils soient destinés à l'enseignement ou à l'étude, ou constituent des chrestomathies composées de fragments d'œuvres de divers auteurs.

C. Les écrits insérés dans des publications périodiques, dont les droits n'auront pas été expressément réservés, pourront être reproduits avec leurs illustrations par toute autre publication du même genre, à condition que l'on indique l'original auquel l'emprunt a été fait.

D. En aucun cas, la reproduction de fragments musicaux ne sera autorisée sans la permission de l'auteur de l'œuvre.

E. Est également interdite la publication, sous forme de brochures ou de feuilles détachées, des sujets de pièces de théâtre sans la permission de leur auteur.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes qui jouissent de droits de propriété littéraire pourront s'opposer à la traduction non autorisée de leurs œuvres pendant toute la durée de leur jouissance ; toutefois, si l'œuvre a été publiée dans un pays autre que le pays d'origine, ils ne pourront s'opposer à des traductions non autorisées que pendant dix ans.

Article 6.

Si l'auteur n'a pas fait de réserve expresse concernant le maintien de son droit exclusif à la traduction de ses œuvres, ou s'il a conféré à une autre personne le droit de les traduire, le

dramatic or dramatico-musical works, with or without libretti ; musical compositions or arrangements, with or without words, songs and interludes ; entertainments in dumb show, the acting form of which is fixed in writing or otherwise ; cinematographic and similar works ; works of drawing, painting, sculpture, and architecture ; engravings, photographs, photogravures, lithographs, and chromolithographs or illustrations, and other works produced by similar means ; geographical maps and globes ; plans, sketches, and plastic works relative to geography, topography, architecture, physiology, and other sciences ; and, in general, any production in the literary, scientific, or artistic domain which may be published by any method of printing or reproduction or executed by any means already known or hereafter invented.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to furnish each other, through their legations or some other authorised channel, with a quarterly list of works of which the authors or publishers have secured the copyright in their respective countries by complying with the formalities required by law.

Article 4.

A. The printing, reproduction, publication, translation, adaptation, representation, performance, instrumentation and re-instrumentation (of musical works), musical arrangement of any kind, sale, exhibition, or adaptation to the cinematograph or other mechanical instruments, of literary, scientific, or artistic works, without the consent of the Spanish or Nicaraguan author who has secured the copyright thereof, whether the unauthorised reproductions come from either of the two contracting countries or from any other country, shall be prohibited in both countries. This prohibition shall extend to any reproduction made by processes similar to those already known or hereafter invented.

B. The publication in each of the two countries of entire fragments, accompanied by explanatory notes, from the works of an author of the other country, shall be reciprocally allowed, provided that their origin is indicated and that they are intended for purposes of instruction or study or the formation of anthologies consisting of fragments of the works of various authors.

C. Articles in periodical publications, the copyright of which has not been expressly reserved, may be reproduced, with their illustrations, by any other publication of the same class, on condition that the original from which they have been taken is indicated.

D. The reproduction of musical pieces shall in no case be allowed without the permission of the composer.

E. The publication of the plots of plays in the form of pamphlets or loose sheets without the author's permission shall also be forbidden.

Article 5.

The nationals of either of the High Contracting Parties who have rights of literary property may refuse to permit an unauthorised translation of their works during the whole of the period during which they hold such rights ; nevertheless, if the work has been published in a country other than that of origin, they may only refuse to permit unauthorised translations for a period of ten years.

Article 6.

Should the author not have expressly reserved his exclusive rights as to translations of his works, or should he have granted the right of translation to another person, the translator shall

traducteur jouira des droits d'auteur sur sa traduction mais ne pourra s'opposer à d'autres traductions, à moins que l'auteur ne lui ait accordé cette faculté.

Les auteurs d'œuvres écrites dans des idiomes ou dialectes des deux pays, autres que le castillan, auront, dans l'autre pays, le droit exclusif de traduction de leurs œuvres dans les mêmes conditions que celles que prévoit la présente convention pour les œuvres originales écrites en castillan, même s'ils n'ont pas formulé la réserve expresse prévue au paragraphe précédent.

Article 7.

Les droits de propriété artistique, littéraire ou scientifique reconnus par la présente convention seront garantis aux auteurs, traducteurs, compositeurs et artistes pour toute la durée de leur vie et, à leurs ayants droit, à titre perpétuel. Quant aux auteurs d'œuvres dramatiques et de compositions musicales, les droits de propriété reconnus par la présente convention leur seront garantis pendant toute leur vie ; en ce qui concerne leurs ayants droit, ces droits seront garantis pour une nouvelle période de trente ans, qui commencera à courir, pour les ayants droit *mortis causa*, à la date à laquelle ils auront été déclarés héritiers et, pour les autres, à partir du moment où les autorités compétentes auront été dûment avisées du transfert de propriété.

Article 8.

Lorsque, dans l'un des deux pays, il y aura lieu d'établir en justice que l'auteur, le traducteur ou l'éditeur a assuré ses droits en accomplissant les formalités prescrites par la législation de son pays, il suffira à cet effet de présenter un certificat délivré, en Espagne, par le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ou, au Nicaragua, par le Ministère de l'Instruction publique et de l'Éducation physique, attestant que les droits ont été assurés conformément à la législation du pays.

Article 9.

Les dispositions de la présente convention n'affecteront en aucune manière le droit qui appartient aux deux États de contrôler ou d'interdire, par des mesures législatives, la représentation ou l'exposition de toute œuvre ou production à l'égard de laquelle les autorités compétentes peuvent exercer ce droit pour des raisons touchant à la morale, à la loi ou à l'ordre public.

Article 10.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales des deux pays auront le droit d'exiger des entreprises espagnoles ou nicaraguayennes la conclusion d'un contrat préalable avec eux ou avec leurs représentants légaux, condition sans laquelle lesdites entreprises ne pourront autoriser la représentation d'œuvres des auteurs espagnols au Nicaragua ni d'œuvres des auteurs nicaraguayens en Espagne.

Article 11.

Ne sont pas visées par la présente convention les œuvres tombées dans le domaine public au moment de sa mise en vigueur. Dans chaque pays, seront tombées dans le domaine public les œuvres considérées comme telles par la législation de ce pays.

Article 12.

Sont interdites dans les deux pays contractants les appropriations indirectes et non autorisées d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique, telles qu'adaptations, arrangements musicaux, etc., reproduisant isolément l'œuvre originale avec des modifications non essentielles. Sont également interdites les représentations non autorisées d'une œuvre littéraire, scientifique ou artistique par un procédé quelconque, soit actuellement connu, comme le phonographe, la téléphonie sans fil, etc., soit découvert ultérieurement.

be entitled to the copyright of his translation, but may not ask for an injunction against other translations, unless the author has empowered him to do so.

Authors of works in languages or dialects of either country other than Castilian shall hold in the other country the exclusive translation right of their works under the same conditions that the present Convention provides for original works written in Castilian, even though they have not made the express reservation provided for in the previous paragraph.

Article 7.

The artistic, literary, and scientific copyright recognised by the present Convention shall be secured to authors, translators, composers, and artists during their lifetime, and to their heirs and assigns for ever. Dramatists and composers shall be entitled to the property rights recognised by the present Convention for their lifetime, and their heirs and assigns shall be entitled to the said rights for a further period of thirty years which shall begin to run, in the case of heirs *mortis causa*, from the date on which they have been declared heirs, and in the case of assigns, as soon as the deed of transfer of ownership has been communicated in due form to the authorities.

Article 8.

Whenever, in either of the two countries, evidence has to be produced in court that the author, translator, or publisher has secured his rights by complying with the formalities laid down by the law of his country, the certificate issued by the Ministry of Education and Fine Arts of Spain or by the Ministry of Education and Physical Training of Nicaragua shall be held to be sufficient proof that such rights have been duly secured under the legislation of the country.

Article 9.

The provisions of the present Convention shall in no wise prejudice the right of both States to supervise or prohibit by legislation the representation or exhibition of any work or production in respect of which the competent authorities may exercise that right for moral reasons or in the interests of law or public order.

Article 10.

Authors of dramatic works or musical dramas of the two countries shall have the right to require from Spanish or Nicaraguan companies the conclusion of a previous contract with themselves or with their legal representatives ; otherwise the said companies may not authorise the performance of works of Spanish authors in Nicaragua or of Nicaraguan authors in Spain.

Article 11.

This Convention does not apply to works which have become common property at the time of its coming into force. In each country works shall be held to have become common property if they are deemed to be such by the legislation of the said country.

Article 12.

The indirect and unauthorised appropriation of literary, scientific or artistic works such as adaptations, musical arrangements, etc., which merely reproduce the original work with inessential modifications, shall be prohibited in the two contracting countries. The unauthorised exhibition of a literary, scientific, or artistic work by any process at present known, such as the gramophone, wireless telephony, etc., or by processes which may be invented hereafter, shall likewise be forbidden.

Article 13.

En aucun cas une Haute Partie contractante n'est tenue de reconnaître aux auteurs de l'autre des droits plus étendus qu'à ses nationaux.

Article 14.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification. Sa durée sera de cinq ans à compter de ce jour, et, à l'expiration de cette période, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une des Parties contractantes, et pendant un an après la dénonciation.

Les deux Parties se réservent néanmoins la faculté d'y introduire, d'un commun accord, toute modification ou amélioration dont l'expérience montrerait l'opportunité.

Article 15.

Les instruments de ratification de la présente convention seront échangés à Managua, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, en double expédition, à Managua, D. N., et y ont apposé leurs cachets, le vingt novembre mil neuf cent trente-quatre.

(Signé) (L. S.) Leonardo ARGÜELLO.

(Signé) (L. S.) Fernando GONZALEZ ARNAO.

Article 13.

In no case shall either High Contracting Parties be obliged to grant to authors of the other Party more extensive rights than to its own nationals.

Article 14.

The present Convention shall come into force on the day of exchange of ratifications. It shall remain in force for five years from that date, and shall thereafter continue in force until denounced by one of the Contracting Parties, the denunciation to take effect one year later.

Nevertheless, both Parties reserve the right to introduce therein, by common consent, such amendments or improvements as experience may show to be expedient.

Article 15.

The ratifications of the present Convention shall be exchanged at Managua as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in Managua, D. N., and have thereto affixed their seals, on this twentieth day of November, one thousand nine hundred and thirty-four.

(Signed) (L. S.) Leonardo ARGÜELLO.

(Signed) (L. S.) Fernando GONZALEZ ARNAO.

N° 3837.

ESPAGNE ET SUISSE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque du poinçonnage des montres et à l'égalité de régime commercial pour ces objets. Madrid, le 30 octobre 1935.

SPAIN AND SWITZERLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of the Marking of Watches and Equality of Commercial Treatment for such Goods. Madrid, October 30th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3837. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ESPAÑA Y SUIZA ESTABLECIENDO UN ACUERDO¹ RELATIVO AL RECONOCIMIENTO RECÍPROCO DE LOS CONTRASTES EN LOS RELOJES E IGUALDAD DE RÉGIMEN DE COMERCIO DE LOS MISMOS. MADRID, 30 DE OCTUBRE DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 17th, 1936.

I.

MINISTERIO DE ESTADO.

EUROPA.
Nº 83.

MADRID, 30 de octubre de 1935.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : Vista la sugestión al respecto hecha por V. E., en virtud de las instrucciones que le fueron transmitidas por su Gobierno, me es grato significar a V. E. que, en armonía con los informes emitidos por los competentes organismos de la Administración española y con lo, en principio, convenido con V. E., queda recíprocamente acordado por el presente Canje de Notas, entre los Gobiernos español y suizo, que la obra de relojería de oro, plata y platino, de procedencia suiza importada en España, y la misma obra de relojería de oro, plata y platino, de procedencia española importada en Suiza, no se someterá a nuevo contraste si la ley que garantiza la marca oficial del país de origen corresponde con la ley oficial del país importador ; quedando siempre sujeta la obra extranjera al mismo régimen de comercio que la producción nacional.

Este Acuerdo será de aplicación a partir del día 1º del próximo mes de noviembre.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Firmado) J. MARTINEZ DE VELASCO.

Excmo. Señor Karl Egger,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario
de Suiza.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} novembre 1935.

¹ In force as from November 1st, 1935.

II.

LÉGATION DE SUISSE
EN ESPAGNE.

(F. I/IX/35.)
III/VI.

MADRID, 30 de octubre de 1935.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : He tenido la honra de recibir la atenta Nota de V. E., fechada en el día de hoy (número 83), por la cual se ha dignado V. E. participarme, que, en armonía con los informes emitidos por los competentes organismos de la Administración española y con lo, en principio, convenido conmigo, queda recíprocamente acordado por el presente Canje de Notas entre los Gobiernos español y suizo, que la obra de relojería de oro, plata y platino de procedencia suiza importada en España, y la misma obra de relojería de oro, plata y platino de procedencia española importada en Suiza, no se someterá a nuevo contraste si la ley que garantiza la marca oficial del país de origen corresponde con la ley oficial del país importador, quedando siempre sujeta la obra extranjera al mismo régimen de control de comercio que la producción nacional, Acuerdo que será de aplicación a partir del 1º del próximo mes de noviembre.

Doy a V. E. las más expresivas gracias por su exquisita amabilidad, y aprovecho la oportunidad para reiterarle, Señor Ministro, las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) EGGER.

Excmo. Señor don José Martínez de Velasco,
Ministro de Estado de la República Española.

Copia certificada conforme :
Madrid, 20 de enero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

¹ TRADUCTION.

N^o 3837. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET SUISSE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DU POINÇONNAGE DES MONTRES ET A L'ÉGALITÉ DE RÉGIME COMMERCIAL POUR CES OBJETS. MADRID, LE 30 OCTOBRE 1935.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
EUROPE.
N^o 83.

MADRID, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la suggestion que vous avez bien voulu me faire à ce sujet en vertu des instructions qui vous ont été transmises par votre gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, conformément à l'avis formulé par les organismes compétents de l'administration espagnole et à l'accord de principe réalisé avec vous, il est convenu, sous condition de réciprocité, par le présent échange de notes, entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement suisse, que les articles d'horlogerie en or, argent ou platine, de provenance suisse, importés en Espagne et les mêmes articles d'horlogerie en or, argent ou platine, de provenance espagnole, importés en Suisse, ne seront pas soumis à un nouveau contrôle si la loi qui garantit la marque officielle du pays d'origine correspond à la loi officielle du pays importateur, les articles étrangers étant toujours assujettis au même régime commercial que les produits nationaux.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3837. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF THE MARKING OF WATCHES AND EQUALITY OF COMMERCIAL TREATMENT FOR SUCH GOODS. MADRID, OCTOBER 30TH, 1935.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
EUROPE.
No. 83.

MADRID, October 30th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the suggestion made thereon by Your Excellency in pursuance of instructions from your Government, I have the honour to inform Your Excellency that, in conformity with the opinion expressed by the competent departments of the Spanish administration and with the agreement on principle reached with Your Excellency, it is mutually agreed by the present exchange of notes between the Spanish Government and the Swiss Government that watches and clocks in gold, silver or platinum of Swiss origin imported into Spain and watches and clocks in gold, silver or platinum of Spanish origin imported into Switzerland shall not be submitted to a further inspection should the law guaranteeing the official mark of the country of origin correspond to the official law of the importing country, foreign articles being in all cases subject to the same commercial régime as national products.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Cet accord entrera en vigueur à partir du 1^{er} novembre prochain.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. MARTINEZ DE VELASCO.

Son Excellence
M. Karl Egger,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Suisse.

II.

LÉGATION DE SUISSE
EN ESPAGNE.
(F.I/IX/35.)
III/VI.

MADRID, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date de ce jour (N^o 83) par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que, conformément à l'avis formulé par les organismes compétents de l'administration espagnole et à l'accord de principe réalisé avec moi, il est convenu, sous condition de réciprocité, par le présent échange de notes, entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement suisse, que les articles d'horlogerie en or, argent ou platine, de provenance suisse, importés en Espagne et les mêmes articles d'horlogerie en or, argent ou platine, de provenance espagnole, importés en Suisse, ne seront pas soumis à un nouveau contrôle si la loi qui garantit la marque officielle du pays d'origine correspond à la loi officielle du pays importateur, les articles étrangers étant toujours assujettis au même régime de contrôle commercial que les produits nationaux. Cet accord entrera en vigueur à partir du 1^{er} novembre prochain.

Veillez agréer, etc.

(Signé) EGGER.

Son Excellence
M. José Martinez de Velasco,
Ministre des Affaires étrangères
de la République espagnole.

This Agreement shall come into force as from November 1st next.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. MARTINEZ DE VELASCO.

His Excellency
Monsieur Karl Egger,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Switzerland.

II.

LEGATION OF SWITZERLAND
IN SPAIN.
(F.I/IX/35.)
III/VI.

MADRID, October 30th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of to-day's date (No. 83), in which Your Excellency was good enough to inform me that, in conformity with the opinion expressed by the competent departments of the Spanish administration and with the agreement on principle reached with me, it is mutually agreed by the present exchange of notes between the Spanish Government and the Swiss Government that watches and clocks in gold, silver or platinum of Swiss origin imported into Spain, and watches and clocks in gold, silver or platinum of Spanish origin imported into Switzerland shall not be submitted to a further inspection should the law guaranteeing the official mark of the country of origin correspond to the official law of the importing country, foreign articles being in all cases subject to the same régime of commercial regulations as national products, this Agreement coming into force as from November 1st next.

I have the honour to be, etc.

(Signed) EGGER.

His Excellency
Monsieur José Martinez de Velasco,
Minister for Foreign Affairs
of the Spanish Republic.

N° 3838.

ESPAGNE ET TURQUIE

Accord commercial, avec annexes, accord de clearing et protocole de signature, signés à Madrid, le 31 décembre 1935, et échange de notes y relatif de la même date.

SPAIN AND TURKEY

Commercial Agreement, with Annexes, Clearing Agreement and Protocol of Signature, signed at Madrid, December 31st, 1935, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N^o 3838. — ACCORD COMMERCIAL ET ACCORD DE CLEARING
ENTRE L'ESPAGNE ET LA TURQUIE. SIGNÉS A MADRID, LE 31
DÉCEMBRE 1935.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne. L'enregistrement de ces accords a eu lieu le 17 février 1936.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE
d'une part
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE
d'autre part,

Désireux de ne pas entraver les relations commerciales entre les deux pays amis, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce, ont résolu de conclure un accord commercial et de clearing et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Don Joaquín URZÁIZ CADAVAL, ministre d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Tevfik Kâmil KOPERLER, ministre plénipotentiaire de Turquie à Madrid ;

M. Faik KURDOĞLU, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Économie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ACCORD COMMERCIAL

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués d'origine espagnole, énumérés dans la liste (A), annexée au présent accord, bénéficieront, à leur importation en Turquie, des droits et taxes les plus réduits résultant du traitement de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués d'origine espagnole, énumérés dans la liste (B), annexée au présent accord, bénéficieront, à leur importation en Turquie, des pourcentages de réduction qui leur sont assignés dans ladite liste.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3838. — COMMERCIAL AGREEMENT AND CLEARING AGREEMENT BETWEEN SPAIN AND TURKEY. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 31ST, 1935.

French official text communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne. The registration of these Agreements took place February 17th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC,
of the one part,
and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC,
of the other part,

Desirous of placing no obstacle in the way of commercial relations between the two friendly countries, have resolved, until such time as a commercial treaty shall be concluded, to conclude a Commercial and Clearing Agreement, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

Monsieur Joaquín URZAIZ CADAVAL, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Monsieur Tevfik Kâmil KOPERLER, Minister Plenipotentiary of Turkey at Madrid ;
Monsieur Faik KURDOĞLU, Under-Secretary of State, Ministry of National Economy ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

COMMERCIAL AGREEMENT.

Article I.

Products of the soil or of industry of Spanish origin of the kinds enumerated in List A annexed to the present Agreement shall have the benefit of the lowest duties and charges payable under most-favoured-nation treatment, on importation into Turkey.

Article II.

Products of the soil or of industry of Spanish origin of the kinds enumerated in List B annexed to the present Agreement shall have the benefit of the percentages of reduction indicated in the said List, on importation into Turkey.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Tous les autres produits naturels ou fabriqués d'origine espagnole, non mentionnés dans la liste (A), seront admis, à leur importation en Turquie, au bénéfice des droits de douane en vigueur au moment de leur dédouanement.

Article IV.

Les produits naturels ou fabriqués d'origine turque, énumérés dans la liste (C), annexée au présent accord, bénéficieront à leur importation en Espagne, territoire péninsulaire et îles Baléares, îles Canaries, Melilla, Ceuta, territoire d'Ifni, Sahara occidental espagnol, Río de Oro, Guinée espagnole, Fernando Poo, Annobón, Corisco, Elobeyes, etc., et zones du Protectorat espagnol au Maroc, des droits et taxes les plus réduits résultant du traitement de la nation la plus favorisée.

Article V.

Tous les autres produits naturels ou fabriqués d'origine turque non mentionnés dans la liste (C), seront admis à leur importation en Espagne, territoire péninsulaire et îles Baléares, au bénéfice des droits de la seconde colonne du tarif douanier espagnol en vigueur au moment de leur dédouanement.

De même, lesdits produits turcs jouiront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits d'entrée aux îles Canaries, Melilla, Ceuta, territoire d'Ifni, Sahara occidental espagnol, Río de Oro, Guinée espagnole, Fernando Poo, Annobón, Corisco, Elobeyes, etc., et zones du Protectorat espagnol au Maroc, résultant du présent accord.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits accessoires, impôts intérieurs, toutes taxes et surtaxes de consommation, de licence ou de toute autre nature, majorations ou coefficients, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement sont ou pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués de chacune des deux Hautes Parties contractantes ne seront, en aucun cas, assujettis sous les rapports susvisés, à des droits accessoires, impôts intérieurs, taxes, surtaxes, coefficients, majorations, ou toutes charges autres ou plus élevées, ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou qui seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes dans les matières susdites, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays tiers quelconque, seront immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante, sous réserve des dispositions de l'article VII.

Article VII.

Seront exceptés du traitement de la nation la plus favorisée, tous les avantages ou privilèges spéciaux en matière de tarif, ou en toute autre matière commerciale que l'Espagne applique ou appliquerait au Portugal ou à l'un quelconque des pays ibéro-américains ou, pour le trafic frontalier, à un pays limitrophe, de même que ceux que la Turquie applique ou appliquerait à l'un quelconque des pays de l'Entente balkanique et aux pays ayant fait partie de l'Empire ottoman.

Article III.

All other products of the soil or of industry of Spanish origin, not included in List A, shall have the benefit of the duties in force at the time of their clearance from Customs, on importation into Turkey.

Article IV.

Products of the soil or of industry of Turkish origin of the kinds enumerated in List C annexed to the present Agreement shall have the benefit of the lowest duties and taxes payable under most-favoured-nation treatment, on importation into Spain, that is to say, into Spanish territory in the peninsula, the Balearic Islands, the Canaries, Melilla, Ceuta, the territory of Ifni, Spanish Western Sahara, the Gold Coast, Spanish Guinea, Fernando Po, Annobón, Corisco, Elobeyes, etc., and the zones of the Spanish Protectorate in Morocco.

Article V.

All other products of the soil or of industry of Turkish origin, not included in List C, shall have the benefit of the duties of the second column of the Spanish Customs Tariff in force at the time of their clearance from Customs, on importation into Spain, that is to say, into Spanish territory in the peninsula and the Balearic Islands.

Further, the Turkish products in question shall enjoy most-favoured-nation treatment as regards the import duties for which the present Agreement provides in the Canaries, Melilla, Ceuta, the territory of Ifni, Spanish Western Sahara, the Gold Coast, Spanish Guinea, Fernando Po, Annobón, Corisco, Elobeyes, etc., and the zones of the Spanish Protectorate in Morocco.

Article VI.

The High Contracting Parties agree to accord one another unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in the matter of accessory dues, internal taxes, charges and surcharges on consumption, licences or other tolls or fees, increases or coefficients, as also in respect of all regulations, formalities and dues to which Customs clearance is or may be subject.

Accordingly, products of the soil or of industry of the two High Contracting Parties shall not in any circumstances be subject in the respects aforementioned to other or higher accessory dues, internal taxes, charges, surcharges, coefficients, increases or other charges, or to regulations or formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature from any third country are or may be subject.

Similarly, any benefits, favours, privileges or immunities in the respects aforementioned which have been, or may be, granted by either of the High Contracting Parties to products of the soil or of industry having their origin in a third country, shall be applicable immediately and without compensation to products of the same nature having their origin in the territory of the other Contracting Party, subject always to the provisions of Article VII.

Article VII.

Special benefits or privileges in the matter of Customs or other trade dues which Spain grants, or may grant, to Portugal or to any one of the Latin-American countries, or to a neighbouring country in connection with frontier traffic, and special benefits or privileges in the matter of Customs or other trade dues which Turkey grants, or may grant, to any one of the countries of the Balkan Entente or to countries formerly belonging to the Ottoman Empire, shall be excepted from most-favoured-nation treatment.

Article VIII.

Les produits d'origine espagnole ci-dessous énumérés seront admis à l'importation en Turquie dans la limite des contingents annuels indiqués vis-à-vis de chaque article :

TISSUS EN COTON.

N° du tarif douanier turc	Contingent annuel	N° du tarif douanier turc	Contingent annuel	
377 B. C. et D.	50.000 kilos	383	5.000 kilos	(seulement pour l'année 1936)
378 B.	5.000 »			
378 C. et D.	95.000 »	387	5.000 »	
379/I C. et D.	80.000 »	390	2.000 »	
379/II B.	50.000 »	394	1.000 »	
379/II C. et D.	170.000 »	400	1.000 »	(seulement pour l'année 1936)
379/III B.	10.000 »			
379/III C. et D.	320.000 »	ex 401	ceintures (seulement)	2.000 »
380	4.000 »			

AUTRES PRODUITS.

N° du tarif douanier turc		Contingent annuel
Ex 469 b)	Ciments blancs	20.000 kilos
483 a) et b)	Tuiles de carreaux en faïence et en porcelaine	25.000 »
452 a) et b)	Toiles cirées de linoleums et kamptulikans pour planchers.	10.000 »
453	Toiles cirées pour couvertures de meubles, tables, étagères et murs	5.000 »
485	Baignoires, bassins, lavabos, orinaux, accessoires de water-closet, mortiers, capsules et similaires	25.000 »
517	Fer de tous genres, en loupes et en lingots	} 3.000 tonnes
519 a) et b)	Acier véritable	
520	Fer de tous genres (carrés, ronds, ovales, barres et angles et en (I.Z.L.V.T.) y compris ceux qui sont troués)	
521	Rails pour chemin de fer et leurs pièces, telles que coussinets et crampons	
523 a) b) et c)	Tôle et plaque en fer (unie ou ondulée) et fer pour carreaux	} 300 tonnes
524 a) et b)	Fils de fer ou d'acier	
526 a) b) et c)	Fils de fer enroulés ou d'enveloppe (y compris ceux conducteurs d'électricité)	
527	Cordages et cables en fer, y compris ceux ayant à la tresse ou à l'intérieur des matières textiles	} 100 tonnes
529 b) c)	Tuyaux et pièces de raccord en fer de toutes sortes	
530	Essieux, ressorts, roues et cercles de roues de véhicules	
531	Ouvrages grossiers en fer tels que pots, creusets, piliers, plaques, etc.	} 250 tonnes
538 c) et d)	Outils et instruments à main en fer, avec ou sans manche : pelles, pioches, haches, vans en fer, bèches, fourches, enclumes, marteaux (pesant plus de 250 gr.), rateaux, truelles, pics, poinçons, ciseaux de taille, cisailles, serpes, faucilles, faux, ciseaux de ferblantier, tondeuses, etc.	
541 a) b) et c)	Objets de serrurerie tels que serrures, clefs, garnitures et ressorts de portes, de fenêtres, de meubles, de coffretes	} 10.000 kilos
544 a) et b)	Monture de parapluies et leurs pièces accessoires (les manches compris)	
539 d) et h)	Coutellerie	

Article VIII.

Products of Spanish origin of the kinds hereinunder listed shall be admitted for importation to Turkey within the limits of the annual quotas indicated opposite the several items :

COTTON TISSUES.

Number of Turkish Tariff	Annual Quota	Number of Turkish Tariff	Annual Quota
376 B. C. D.	50,000 kg.	383	5,000 kg. (for the year 1936 only)
378 B.	5,000 kg.		
378 C. D.	95,000 kg.	387	5,000 kg.
379/I C. D.	80,000 kg.	390	2,000 kg.
379/II B.	50,000 kg.	394	1,000 kg.
379/II C. D.	170,000 kg.	400	1,000 kg. (for the year 1936 only)
379/III B.	10,000 kg.		
379/III C. D.	320,000 kg.	Ex 401 belts (only)	2,000 kg.
380	4,000 kg.		

OTHER PRODUCTS.

Number of Turkish Tariff		Annual Quota
Ex 469 (b)	White cements	20,000 kg.
483 (a) (b)	Tiles in faience, or porcelain	25,000 kg.
452 (a) (b)	Linoleum and camptulicon for covering floors	10,000 kg.
453	Oil cloth for covering furniture, tables, shelves and walls.	5,000 kg.
485	Baths, basins, washstands, lavatories, chambers, W. C. accessories, mortars, capsules and the like	25,000 kg.
517	Iron of all kinds in ingots and blocks	3,000 tons
519 (a) (b)	Steel, pure	
520	Iron of all kinds (square, round, oval, bar, angle, I.Z.L.V.T., including perforated shapes)	
521	Rails, rail chairs and parts for railways	300 tons
523 (a) (b) (c)	Plate and sheet iron (plain or corrugated) and hoop iron.	
524 (a) (b)	Iron or steel wire	
526 (a) (b) (c)	Insulated iron wire (including electricity conducting wires)	100 tons
527	Iron ropes and cords (including those with fibres inside or wound round outside)	
529 (b) (c)	Iron pipes and joints for pipes, of all kinds	
530	Axles, springs, wheels and tyres for transport vehicles	250 tons
531	Heavy cast iron articles such as vats, crucibles, poles, plates, etc.	
538 (c) (d)	Hand tools and instruments of iron (with or without handle); shovels, mattocks, axes, grain-sifters, spades, forks, anvils, hammers (weighing more than 250 gr.); rakes, trowels, picks, pincers, shears and scrapers, bill-hooks, scythes, sickles, tinsmith's shears, mowers, etc.	
541 (a) (b) (c)	Locksmith's articles, such as locks, keys, springs and fittings for doors, windows and furniture, and trunk-maker's articles	10,000 kg.
544 (a) (b)	Umbrella frames and parts thereof (including handles)	
539 (d) (h)	Cutlery	

N° du tarif douanier turc		Contingent annuel
552 a) b) et c)	Ouvrages et articles de quincaillerie en fer non dénommés ailleurs au tarif, tels que batteries de cuisine, services de table, services de café et de thé, lampes et accessoires, fers à repasser, robinets, etc., etc.	10.000 kilos
569 h)	Ouvrages en aluminium et ses alliages combinés ou non avec d'autres matières.	5.000 »
570 b) et d)	Plomb et alliages (en lingot, en loupe, en plaque, en barre) tuyaux, fils (y compris ceux galvanisés)	700 tonnes
664	Machines agricoles de toutes sortes, outils et instruments employés à l'agriculture et leurs pièces (Ces machines, outils et pièces ne peuvent être importés qu'avec l'autorisation préalable du Ministère turc de l'Agriculture à demander avant la commande.)	600 »

Les produits espagnols admis à l'importation sans limite de contingents en Turquie seront ceux contenus dans les listes libres des décrets turcs de contingentement en vigueur au moment du dédouanement en Turquie.

La Turquie convient de consolider seulement la liberté d'importation de la position de 305 (liège et articles en liège) pour toute la durée du présent accord.

Les produits naturels ou fabriqués d'origine espagnole et spécifiés dans les positions du tarif douanier turc sous les numéros 2,635 à 641 inclusivement, 650, 678, 682, 683 et 686 ne pourront être admis à l'importation en Turquie qu'avec le consentement des deux Hautes Parties contractantes en ce qui concerne le règlement par voie de clearing général ou privé.

Article IX.

Les produits d'origine turque ci-dessous seront admis à l'importation en Espagne, territoire péninsulaire et îles Baléares, dans la limite des contingents annuels vis-à-vis de chaque article :

N° du tarif douanier espagnol		Contingent annuel
1432	Œufs frais	50.000 quintaux métriques
102	Bois	1.000 m ³

Les produits turcs admis sans contingentement à l'importation en Espagne, sont ceux non contingentés en Espagne au moment de leur dédouanement.

Article X.

Tant que le régime espagnol actuel de la répartition des licences d'importation en plusieurs périodes continuera en vigueur, les licences restant inemployées à la fin d'une période seront reportées à la suivante et ainsi de suite.

Il est entendu que si la Turquie adopte un système semblable elle accordera à l'Espagne les mêmes facilités.

Article XI.

Au cas où quelques-uns des contingents prévus dans les articles VIII et IX seraient épuisés avant la fin de la période pour laquelle ils ont été accordés, chacune des Hautes Parties contractantes

Number of Turkish Tariff		Annual Quota
552 (a) (b) (c)	Hardware and ironmongery not elsewhere mentioned in the tariff, such as kitchen and table utensils, coffee and tea sets, lamps and parts of lamps, flat irons, taps, etc.	10,000 kg.
569 (h)	Articles of aluminium or aluminium alloys combined or not with other materials	5,000 kg.
570 (b) (d)	Lead and lead alloys (ingots, blocks, sheets and bars), pipes and wire (including those galvanised)	700 tons
664	Machines, tools and instruments of all kinds used in agriculture, and parts thereof (These machines, tools and parts thereof can only be imported on authorisation of the Turkish Ministry of Agriculture, to be applied for before ordering.)	600 tons

Quota-free Spanish products shall be such products as are enumerated in the free lists of the Turkish quota decrees in force in Turkey at the time of the clearance of the said products from Customs.

The only item in respect of which Turkey agrees to free importation for the entire duration of the present Agreement shall be item 305 (cork and cork wares).

Products of the soil or of industry of Spanish origin, which are listed under items 2,635-641 inclusive, 650, 678, 682, 683 and 686 of the Turkish tariff, may not be imported into Turkey without the consent of both High Contracting Parties to the clearing payments involved, whether public or private.

Article IX.

The following products of Turkish origin may be imported into Spain, that is to say, into Spanish territory in the peninsula and the Balearic Islands within the limits of the annual quotas indicated opposite the several items :

Number of Spanish Customs Tariff		Annual Quota
1432	Fresh eggs	50,000 metric quintals.
102	Timber	1,000 cubic metres

Quota-free Turkish products shall be such products as are not subject to quotas in Spain at the time of their clearance from Customs.

Article X.

For such time as the current Spanish system of import licences over a number of periods continues to be in force, licences remaining unused at the end of a period shall hold good for the following period and, if still unused, for subsequent periods successively.

It is understood that, in the event of Turkey adopting a similar system, the same facilities shall be accorded to Spain.

Article XI.

In the event of particular quotas of those listed in Articles VIII and IX being exhausted before the end of the period for which they have been accorded, each of the High Con-

prendra en considération, avec bienveillance, toutes demandes que l'autre Partie lui adressera pour obtenir des contingents supplémentaires.

De même, au cas où après la mise en vigueur du présent accord, quelques-unes des marchandises non contingentées intéressant l'une des Hautes Parties contractantes, seraient soumises au régime de contingentement, les deux Hautes Parties contractantes s'accorderont mutuellement des contingents calculés avec la plus grande bienveillance, en tenant compte des possibilités d'exportation de ces marchandises.

Article XII.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne la navigation et le transit des marchandises à travers leurs territoires.

Article XIII.

Le paiement des produits originaires de chacune des Hautes Parties contractantes et importés effectivement sur le territoire de l'autre, en payant les droits et taxes y afférents, sera effectué conformément aux dispositions de l'Accord de clearing signé en date d'aujourd'hui.

Les exportateurs des deux pays conservent les droits de réclamer le paiement direct de la contre-valeur des marchandises en transit, respectivement dans les deux pays sous réserve des dispositions de l'article XIV.

Article XIV.

Les produits originaires des pays avec lesquels la Turquie n'a pas conclu de convention commerciale ou d'accord de clearing ou un autre arrangement partiel, et qui sont admis en Turquie dans les conditions du régime général d'importation, pourront faire l'objet d'une compensation privée à 100 % à condition que ces produits aient transité par l'Espagne. Toutefois, ces compensations seront soumises à l'agrément préalable des deux gouvernements.

Article XV.

Les marchandises qui seront exportées de part et d'autre après la mise en vigueur du présent accord devront être accompagnées de certificats d'origine émis, en double exemplaire, selon le modèle ci-annexé, par les Chambres de commerce et d'industrie ou autres organismes compétents du pays exportateur. Ces certificats porteront la valeur f.o.b. de la marchandise au port d'expédition.

Le duplicata « B » de ces certificats sera estampillé par le bureau de douane d'entrée et expédié à la banque à laquelle l'importateur effectuera le paiement selon les dispositions de l'Accord de clearing en date d'aujourd'hui.

Article XVI.

La Turquie se réserve le droit de modifier ou d'annuler à tout moment, les pourcentages mentionnés dans l'article II moyennant un préavis de 15 jours. Il est entendu que lesdites modifications ne seront pas applicables :

a) Aux marchandises espagnoles qui seront dédouanées au cours dudit délai de 15 jours.

b) Aux marchandises espagnoles qui, pour être expédiées en Turquie, auront été mises à bord dans un port espagnol jusqu'à la date inclusivement de la notification du Gouvernement turc au Gouvernement espagnol à Madrid.

c) Aux marchandises espagnoles qui auraient été mises à bord dans un port espagnol, pour être expédiées en Turquie, au cours de la journée qui suit la notification du Gouvernement turc au Gouvernement espagnol à Madrid.

tracting Parties shall consider favourably all applications by the other Party for supplementary quotas.

Similarly, in the event of quotas being established after the present Agreement comes into force in the case of particular quota-free goods, in which one of the High Contracting Parties is interested, the two High Contracting Parties shall accord one another the most favourable quotas possible having regard to the possibilities of exporting the goods in question.

Article XII.

The two High Contracting Parties shall accord one another unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in all cases in which shipping and the transport of goods across their territories are concerned.

Article XIII.

Payment for products having their origin in the territory of either of the High Contracting Parties, which are actually imported into the territory of the other High Contracting Party on payment of the duties and charges attaching thereto, shall be made in accordance with the provisions of the Clearing Agreement signed this day.

Exporters of either country shall retain the right to claim direct payment for transit consignments through the other country, subject always to the provisions of Article XIV.

Article XIV.

Products having their origin in countries with which Turkey has not concluded any commercial treaty, clearing agreement or other special arrangement, which are subject on import into Turkey to the ordinary import regulations, may be imported on a private compensation basis against equivalent exports (100 % private compensation), if they have passed through Spain in transit, provided always such private compensation arrangements have been submitted to the two Governments beforehand for their approval.

Article XV.

Goods exported by either Party after the entry into force of the present Agreement must be accompanied by certificates of origin issued in duplicate, in the form hereto annexed, by the Chambers of Commerce and Industry or other competent organisations of the exporting country. The certificates shall show the value of the goods f. o. b. at the port of export.

The duplicates "B" of these certificates shall be stamped by the Customs office of entry and forwarded to the bank through which the importer is to make payment under the provisions of the Clearing Agreement of to-day's date.

Article XVI.

Turkey reserves the right at any time to alter or cancel the percentages to which Article II relates at 15 days' notice. It is understood that no such changes shall apply :

(a) To Spanish goods cleared from Customs within the said period of 15 days ;

(b) To Spanish goods shipped from a Spanish port for consignment to Turkey on or before the date of the Turkish Government's notification to the Spanish Government at Madrid ;

(c) To Spanish goods shown to have been shipped from a Spanish port for consignment to Turkey in the course of the day following the Turkish Government's notification to the Spanish Government at Madrid.

Il est également entendu que les marchandises indiquées dans les paragraphes *b) c)* ci-dessus ne pourront profiter des anciens pourcentages de réduction que si elles sont dédouanées au cours des premiers soixante jours de leur arrivée au port de destination en Turquie.

Article XVII.

L'Espagne, dans le cas de modification ou d'annulation visée à l'article XVI, et les deux Hautes Parties contractantes dans le cas de changement du régime d'importation ou des droits d'entrée et ses accessoires, à savoir taxes, surtaxes, coefficients, auxquels les opérations de dédouanement sont soumises, auront le droit de demander l'ouverture des négociations dans un délai de 15 jours en vue d'obtenir, s'il y a lieu, une compensation équitable.

Si ces conversations n'aboutissent pas dans un mois à un résultat satisfaisant pour la Partie qui s'estime lésée, celle-ci pourra, dans un délai de 20 jours à partir de la fin du délai d'un mois ci-haut cité, dénoncer le présent accord avec un préavis d'un mois ou prendre des mesures qu'elle estimera opportunes.

Dans ce dernier cas, l'autre Partie aura la faculté de dénoncer le présent accord dans un délai de 20 jours, à compter de l'application des mesures en question avec un préavis d'un mois.

Article XVIII.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936 et aura une durée de deux ans. Il sera renouvelé par tacite reconduction pour une période de même durée, si l'une des deux Parties ne l'a pas dénoncé trois mois avant la date de son expiration.

Fait en double exemplaire à Madrid le 31 décembre 1935.

(L. S.) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

(L. S.) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(L. S.) Faik KURDOĞLU.

LISTE A (voir l'article premier).

Produits espagnols bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarifs.

N° du tarif douanier turc	N° du tarif douanier turc	N° du tarif douanier turc
2	501	617
111	516	632
180	517 à 532 inclus	635 à 641 inclus
215	536 à 539 »	642 à 646 »
299	541	648 à 651 »
305	544	664
316	548	670
364 à 376 inclus	550	678
377 à 390 »	552	679 <i>a), c)</i>
394 à 396 »	558	681 à 683 inclus
401 à 402 »	562	686
446	565	729
450 à 455 inclus	569	814
469 <i>b)</i>	570	853
483	573	854
485	576	858
490	579	859
495	602 à 603 inclus	

It is further understood that the goods to which paragraphs (b) and (c) above relate shall not be entitled to the benefit of the former percentages of reduction, unless they are cleared from Customs within sixty days of their arrival at the port of destination in Turkey.

Article XVII.

In the event of alteration or cancellation of the percentages to which Article XVI relates, Spain shall be entitled to demand the opening of negotiations within 15 days with a view to such equitable compensation as the circumstances may indicate. Similarly, in the event of changes of import regulations or import duties or accessory dues such as charges, surcharges or coefficients to which the process of clearance from Customs is subject, both High Contracting Parties shall be entitled to demand the opening of negotiations within 15 days with a view to such equitable compensation as the circumstances may indicate.

Should such negotiations not lead within a month to a result satisfactory to the Party deeming itself injured, the said Party shall be entitled within a period of twenty days from the end of the said month to denounce the present Agreement at one month's notice, or alternatively to take whatever measures it may see fit.

In the latter alternative, the other Party shall be entitled within a period of twenty days from the application of the measures in question to denounce the present Agreement at one month's notice.

Article XVIII.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1936, and shall remain in force for two years. It shall be renewed by tacit agreement for a like period, provided neither of the Parties has denounced it three months before the date of its expiry.

Done at Madrid, in duplicate, this 31st day of December, 1935.

(L. S.) Joaquín URZAIZ CADAVAL.

(L. S.) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(L. S.) Faik KURDOĞLU.

LIST A (see Article I).

Spanish products having the benefit of most-favoured-nation treatment as regards tariffs.

Number of Turkish Tariff	Number of Turkish Tariff	Number of Turkish Tariff
2	501	617
111	516	632
180	517 to 532 inclusive	635 to 641 inclusive
215	536 to 539 inclusive	642 to 646 inclusive
299	541	648 to 651 inclusive
305	544	664
316	548	670
364 to 376 inclusive	550	678
377 to 390 inclusive	552	679 (a), (c)
394 to 396 inclusive	558	681 to 683 inclusive
401 to 402 inclusive	562	686
446	565	729
450 to 455 inclusive	569	814
469 (b)	570	853
483	573	854
485	576	858
490	579	859
495	602 to 603 inclusive	

LISTE B (voir article II).

Liste contenant les pourcentages de réduction accordés.

N° du tarif douanier turc	Pourcentages de réduction	N° du tarif douanier turc	Pourcentages de réduction
Ex 377 <i>c</i>)	10 %	Ex 379/II <i>c</i>)	25 %
Ex 378 <i>c</i>)	10 %	Ex 379/II <i>d</i>)	25 %
Ex 378 <i>d</i>)	10 %	Ex 379/III <i>b</i>)	20 %
Ex 379/I <i>c</i>)	20 %	Ex 379/III <i>c</i>)	30 %
Ex 379/I <i>d</i>)	20 %	Ex 379/III <i>d</i>)	30 %
Ex 379/II <i>b</i>)	15 %		

Note : Les réductions prévues ci-haut pour les sous-positions de 379/II et 379/III, devront s'effectuer sur le montant des droits de douane résultant de l'application des majorations prévues pour les sous-positions 379/II et 379/III à ceux des sous-positions correspondantes de la position 377, conformément à la Loi turque du 30 mai 1933 N° 2255.

LISTE C (voir article IV).

Les produits turcs bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarif douanier.

N° du tarif douanier espagnol	N° du tarif douanier espagnol
I et 2	1014
16	1016 à 1020 inclus
ex 18 magnésites	1102
22	1179 à 1182 inclus
51 à 53 inclus	1214 à 1226 inclus
55 à 57 inclus	1243
97	ex 1252 à 1255 inclus (seulement les tissus et les couvertures en mohair)
100 à 102 inclus	1279 et 1280
180	1282 à 1287 inclus
192 à 197 inclus	1323
198	1337 à 1349 inclus
215 à 217 inclus	1370
478 et 487	1372
802 à 806 inclus	1373 (y compris les pistaches et les cœurs de pistaches)
826	1401
831 et 832	1405
855	1420
859	1432 et 1433
997	1455 et 1456
999 <i>b</i>)	1460
1002 et 1003	
1009 à 1012 inclus	

LIST B (see Article II).

List containing percentages of reduction granted.

Number of Turkish Tariff	Percentages of reduction	Number of Turkish Tariff	Percentages of reduction
Ex 377 (c)	10 %	Ex 379/II (c)	25 %
Ex 378 (c)	10 %	Ex 379/II (d)	25 %
Ex 378 (d)	10 %	Ex 379/III (b)	20 %
Ex 379/I (c)	20 %	Ex 379/III (c)	30 %
Ex 379/I (d)	20 %	Ex 379/III (d)	30 %
Ex 379/II (b)	15 %		

Note : The above reductions in the case of sub-items of 379/II and 379/III shall apply to the sum-total of Customs duties resulting from the application of the increases provided in the case of sub-items 379/II and 379/III to the duties on the corresponding sub-items of item 377 under the Turkish Law No. 2255 of May 30th, 1933.

LIST C (see Article IV).

Turkish products having the benefit of most-favoured-nation treatment as regards tariffs.

Number of Spanish Tariff	Number of Spanish Tariff
1 and 2	1014
16	1016 to 1020 inclusive
ex 18 magnesites	1102
22	1179 to 1182 inclusive
51 to 53 inclusive	1214 to 1226 inclusive
55 to 57 inclusive	1243
97	ex 1252 to 1255 inclusive (mohair fabrics and rugs only)
100 to 102 inclusive	1279 and 1280
180	1282 to 1287 inclusive
192 to 197 inclusive	1323
198	1337 to 1349 inclusive
215 to 217 inclusive	1370
478 and 487	1372
802 to 806 inclusive	1373 (including pistachio nuts and kernels)
826	1401
831 and 832	1405
855	1420
859	1432 and 1433
997	1455 and 1456
999 (b)	1460
1002 and 1003	
1009 to 1012 inclusive	

(Voir l'article XV de l'Accord commercial et l'article 5 de clearing.)

Ce certificat sera en double portant l'indication l'original A et le duplicata B.

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur :

Destinataire ¹ :

Nom Nom
 Domicile Domicile
 Rue ¹ Indiquer le nom du souscripteur de la déclaration d'importation destinée à l'organisme de compensation.

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque N° :

Poids { Brut kg.
 Net kg.

Valeur { f.o.b. :
 c.i.f. :

Voie d'expédition :

Conformément aux dispositions de l'Accord commercial du 31 décembre 1935 entre la République turque et la République espagnole et de l'Accord de clearing de même date, la Chambre de commerce de certifie que les marchandises spécifiées ci-dessus sont d'origine { turque.
 espagnole.

A le

Les employés soussignés du bureau { turc
 espagnol } des douanes de certifient que les marchandises indiquées ci-dessus ont été effectivement { importées
 mises à la consommation.

(Date,

Signature,

Cachet)

ACCORD DE CLEARING

Afin de faciliter le règlement des échanges commerciaux entre les deux pays, le Gouvernement de la République turque et le Gouvernement de la République espagnole ont convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

Article premier.

Le règlement des créances résultant d'opérations commerciales entre les deux pays se fera par voie de clearing.

Ce règlement, ayant effet libératoire pour les intéressés, s'effectuera en Turquie à la Banque centrale de la République de Turquie et en Espagne, à la Banque extérieure d'Espagne, selon les dispositions ci-après :

Article 2.

La contre-valeur des marchandises d'origine turque importées en Espagne sera payée par l'importateur espagnol moyennant le versement pour les 80 % en pesetas et pour les 20 % restants en francs français à la Banque extérieure d'Espagne.

La possibilité de ces versements ne sera entravée, ni indirectement ni directement, ni soumise à aucun frais.

La Banque extérieure d'Espagne créditera des 80 % versés en pesetas un compte spécial « A », non productif d'intérêts et des 20 % restants le compte « B » en francs français non productif d'intérêts qu'elle ouvrira sur ses livres au nom de la Banque centrale de la République de Turquie.

Les sommes portées au compte spécial « A » seront utilisées pour les paiements des marchandises d'origine espagnole importées en Turquie.

Les sommes portées au compte spécial « B » seront tenues à l'entière disposition de la Banque centrale de la République de Turquie, et transférables à tout moment en francs français.

Article 3.

Les créances résultant de l'importation de marchandises d'origine espagnole en Turquie seront réglées moyennant le versement par l'importateur turc de la contre-valeur en livres turques de la marchandise à la Banque centrale de la République de Turquie, qui en créditera un compte spécial en livres turques non productif d'intérêts ouvert sur ses livres au nom de la Banque extérieure d'Espagne.

Les sommes portées à ce compte seront utilisées pour les paiements des marchandises d'origine turque importées en Espagne.

Article 4.

Les fournitures de matériel espagnol faites à l'Etat, aux administrations municipales, à des services publics et aux sociétés concessionnaires turcs, soit directement soit en vertu des contrats passés, seront réglées conformément au présent accord de clearing.

Article 5.

La Banque centrale de la République de Turquie et la Banque extérieure d'Espagne s'aviseront réciproquement et au jour le jour des versements effectués auprès d'elles et se transmettront les duplicata « B » des certificats d'origine mentionnés à l'article XV de l'Accord commercial hispano-turc en date de ce jour.

CLEARING AGREEMENT.

With a view to facilitating payments in connection with goods transactions between the two countries, the Government of the Turkish Republic and the Government of the Spanish Republic have agreed to the following provisions :

Article 1.

Payments in connection with goods transactions between the two countries shall be made by clearing.

Payments shall be made in Turkey to the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi (Central Bank of the Turkish Republic) and in Spain to the Banco Exterior de España (Foreign Bank of Spain) in the manner hereinafter provided, and shall constitute a discharge to the debtors for the corresponding amount of the debt.

Article 2.

Payment for goods of Turkish origin imported into Spain shall be made by the Spanish importer, as to 80 % of the total value in pesetas, and as to the remaining 20 % in French francs, to the Banco Exterior de España.

No hindrance, direct or indirect, shall be placed in the way of such payments, nor shall they be subjected to charges of any kind.

The Banco Exterior de España shall credit the 80 % paid in pesetas to a special clearing Account "A" not carrying interest, and the remaining 20 % to a special clearing Account "B" in French francs, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi.

Sums credited to Account "A" shall be used for payment for goods of Spanish origin imported into Turkey.

Sums credited to Account "B" shall be held at the free disposal of the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi, and shall be transferable at any time in French francs.

Article 3.

Claims in connection with imports of goods of Spanish origin into Turkey shall be settled by payment by the Turkish importer of the value of the goods in Turkish pounds into the Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi, which shall credit the sum to a special account in Turkish pounds, not carrying interest, to be opened in its books in favour of the Banco Exterior de España.

Sums credited to this account shall be used for payment for goods of Turkish origin imported into Spain.

Article 4.

Payment for Spanish goods supplied to the Turkish State, or to Turkish municipal administrations or public services, or to Turkish concessionary companies, whether directly or under contracts concluded, shall be made in accordance with the provisions of the present Clearing Agreement.

Article 5.

The Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi and the Banco Exterior de España shall advise one another from day to day of all payments received, and shall forward to one another the duplicates "B" of the certificates of origin to which Article XV of the Commercial Agreement between Spain and Turkey of to-day's date relates.

Chaque avis d'encaissement devra porter toutes mentions nécessaires pour permettre le paiement aux vendeurs intéressés.

Le paiement aux ayants droit turcs par la Banque centrale de la République de Turquie et aux ayants droit espagnols par la Banque extérieure d'Espagne, sera effectué dans l'ordre chronologique des versements aux comptes spéciaux mentionnés aux articles 1^{er} et 2 du présent accord et dans les limites des disponibilités desdits comptes.

Article 6.

La conversion en Turquie des livres turques en pesetas et des pesetas en livres turques sera effectuée aux taux officiels de la Banque centrale de la République de Turquie et la conversion en Espagne des pesetas en francs français sera effectuée par la Banque extérieure d'Espagne aux taux officiels de la cotation du Centro Oficial de Contratación de Moneda.

Dans le cas où les factures seraient libellées en d'autres monnaies leur conversion sera effectuée suivant la cotation officielle du jour antérieur à celui du versement.

Article 7.

A l'expiration du présent accord, les importateurs du pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de la Banque de clearing de l'autre pays, devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations à la Banque chargée de la gestion du clearing jusqu'à la liquidation complète des créances correspondant à ce solde.

De même, la contre-valeur des marchandises importées à crédit continuera à être réglée, en cette circonstance, conformément aux dispositions du présent accord.

Article 8.

Si dans les relations d'affaires entre une maison espagnole et une maison turque, se présentait la possibilité de compensation privée résultant d'une opération d'achat et de vente, les deux organismes de clearing autoriseront autant que possible, et d'un commun accord, cette compensation, tout en appliquant les dispositions de l'article 2 en ce qui concerne le 20 %.

Article 9.

Les créanciers espagnols pourront rentrer en possession de leurs créances sans être assujettis à l'ordre chronologique, par l'importation en Espagne : de coton, de mohair, et de couvertures en mohair, tabac en feuilles, et des cigarettes turques, gomme adragante, essence de rose, tout en se conformant aux dispositions de l'article 2 de l'Accord de clearing hispano-turc de ce jour, c'est-à-dire qu'ils verseront les 20 % du montant de leurs importations toujours en francs français à la Banque extérieure d'Espagne qui les portera au compte « B » de clearing.

De même, les créanciers turcs pourront entrer en possession de leurs créances sans être assujettis à l'ordre chronologique, par l'importation en Turquie des produits cités dans l'article VIII de l'Accord commercial hispano-turc de ce jour.

Les opérations ci-dessus indiquées ne pourront être réalisées que par le consentement commun de la Banque centrale de la République de Turquie et du Centro Oficial de Contratación de Moneda.

Article 10.

Seront considérés comme marchandises espagnoles :

Les produits naturels ou fabriqués d'origine espagnole, à savoir : territoire péninsulaire, îles Baléares, îles Canaries, possessions, colonies et protectorats espagnols. De même, seront considérés comme marchandises turques les produits naturels et fabriqués d'origine turque.

All advices of payments received shall contain the requisite information to enable payment to be made to the creditors concerned.

Payments to Turkish creditors by the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi and payments to Spanish creditors by the Banco Exterior de España shall be made in the chronological order of the payments into the special accounts to which Articles 1 and 2 of the present Agreement relate, as and when the necessary funds are available in the said accounts.

Article 6.

The conversion in Turkey of Turkish pounds into pesetas and of pesetas into Turkish pounds shall be effected at the official rates of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi, and the conversion in Spain of pesetas into French francs shall be effected by the Banco Exterior de España at the official rates quoted by the Centro Oficial de Contratación de Moneda.

Where invoices are made out in other currencies, their conversion shall be effected at the official rate quoted on the day preceding the payment.

Article 7.

On the expiry of the present Agreement, the importers of whichever of the two countries has a balance in its favour at the clearing bank of the other country shall continue to make payment for their imports to the clearing bank concerned, until such time as the whole of the claims corresponding to the balance in question are liquidated.

Similarly, payment for goods imported on credit shall continue to be made in such circumstances in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 8.

Where business relations between Spanish and Turkish firms afford opportunity for private compensation in connection with purchases and sales of goods, the two clearing banks shall authorise such compensation, wherever possible, by common accord, provided always that the provisions of Article 2 shall apply to the 20 % payable in French francs.

Article 9.

Spanish creditors shall be entitled to payment of their claims out of chronological order, if they import into Spain cotton, mohair, mohair rugs, leaf tobacco, Turkish cigarettes, Tragacanth gum or attar of roses, provided they comply with the provisions of Article 2 of the present Clearing Agreement, that is to say, provided they pay 20 % of the value of such imports in French francs to the Banco Exterior de España for credit of Clearing Account "B".

Similarly, Turkish creditors shall be entitled to payment of their claims out of chronological order, if they import into Turkey products of the kinds listed in Article VIII of the Commercial Agreement between Spain and Turkey of to-day's date.

The transactions to which the two preceding paragraphs relate shall require the joint assent of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi and the Centro Oficial de Contratación de Moneda.

Article 10.

Spanish goods shall be deemed to be products of the soil or of industry of Spanish origin, that is to say, having their origin in Spanish territory in the Peninsula, the Balearic Islands, the Canaries, or the Spanish possessions, colonies or protectorates.

Turkish goods shall be deemed to be products of the soil or of industry of Turkish origin.

Article 11.

Les modalités d'application de caractère technique du présent accord seront fixées de commun accord entre le Centro Oficial de Contratación de Moneda et la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 12.

Le présent accord entrera en vigueur le même jour que l'Accord commercial hispano-turc de ce jour et aura la même durée.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 31 décembre 1935.

(L. S.) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

(L. S.) Tevfik KÂmil KOPERLER.

(L. S.) Faik KURDOĞLU.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Le Gouvernement de la République espagnole et le Gouvernement de la République turque, animés du désir de liquider le passé dans un cadre amiable et d'assurer aux commerces réciproques des deux pays la possibilité d'une expansion rationnelle, conformément aux dispositions des Accords hispano-turcs de commerce et de clearing, ont convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

1^o Dès la mise en vigueur de l'Accord commercial hispano-turc et celui de clearing de ce jour, toutes les marchandises en souffrance dans les douanes des deux pays seront admises à l'importation réciproquement, à condition qu'elles aient été arrivées aux douanes des deux pays jusqu'à la date du 8 juin 1935 inclusivement et qu'elles soient dédouanées dans 60 jours à compter de la mise en vigueur des Accords hispano-turcs de commerce et de clearing de ce jour.

Parmi les produits ainsi dédouanés, les quantités de ceux contingentés dans l'Accord commercial hispano-turc de ce jour, excepté le bois, seront décomptées des contingents accordés pour 1936.

Si le Gouvernement espagnol ne se trouve pas en état d'accorder, pour l'année 1937, un contingent global de 20.000 m³ de bois rentrant dans la position tarifaire espagnole 102, la Turquie ne sera pas tenue de renouveler, pour ladite année, les contingents vis-à-vis desquels se trouve l'inscription « seulement pour l'année 1936 ».

2^o La contre-valeur des produits espagnols et celle des produits turcs ainsi dédouanés, feront l'objet de comptes spéciaux auprès de la Banque extérieure d'Espagne et de la Banque centrale de la République de Turquie, conformément aux dispositions suivantes :

a) La Banque extérieure d'Espagne affectera les avoirs turcs, retenus en Espagne jusqu'ici, aux paiements des produits espagnols qui seront dédouanés conformément au paragraphe 1^o de ce protocole.

Ces paiements seront effectués par la Banque extérieure d'Espagne, sur l'ordre de paiement qu'elle recevra de la Banque centrale de la République turque, conformément au système prévu dans l'Accord de clearing hispano-turc de ce jour.

A la fin de ce règlement, s'il reste un solde en faveur de la Banque centrale de Turquie, il sera porté pour le 80 % sur le compte A, et pour le 20 % sur le compte B, qui seront établis auprès de la Banque extérieure d'Espagne, conformément à l'Accord de clearing hispano-turc de ce jour.

Article 11.

Technical details in connection with the application of the present Agreement shall be determined by the Centro Oficial de Contratación de Moneda and the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası by common accord.

Article 12.

The present Agreement shall come into force on the same day as the Commercial Agreement between Spain and Turkey of to-day's date and shall remain in force for the same period as the latter.

Done at Madrid, in duplicate, this 31st day of December, 1935.

(L. S.) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

(L. S.) Tefrik Kâmil KOPERLER.

(L. S.) Faik KURDOĞLU.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

The Government of the Spanish Republic and the Government of the Turkish Republic, desirous of reaching a settlement by friendly agreement with a view to rational expansion of mutual trade between the two countries in accordance with the provisions of the Commercial and Clearing Agreements between the two countries, have agreed to the following provisions:

(1) As from the entry into force of the Commercial and Clearing Agreements between the two countries of to-day's date, all goods awaiting delivery in the Customs offices of the two countries shall be admitted to import by both countries, provided they reached the Customs offices of the two countries not later than June 8th, 1935, and are cleared from Customs within 60 days of the entry into force of the Commercial and Clearing Agreements between the two countries of to-day's date.

The quantities of goods so cleared from Customs (other than timber), which are subject to quotas under the Commercial Agreement between the two countries of to-day's date, shall be deducted from the quotas accorded for 1936.

In the event of the Spanish Government not being in a position to accord for the year 1937 an aggregate quota of 20,000 cubic metres of timber of the kinds to which item 102 of the Spanish tariff relates, Turkey shall be under no obligation to renew for the year 1937 those Turkish quotas to which the note "For the year 1936 only" is appended.

(2) Sums due in respect of Spanish and Turkish goods so cleared from Customs shall be debited to special accounts at the Banco Exterior de España and the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası in accordance with the following provisions:

(a) The Banco Exterior de España shall use Turkish credit balances hitherto retained in Spain for payment for Spanish products cleared from Customs in accordance with paragraph (1) of the present Protocol.

Such payments shall be made by the Banco Exterior de España on the instructions of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası in accordance with the clearing system for which the Clearing Agreement between Spain and Turkey of to-day's date provides.

In the event of a balance remaining after such payments are completed in favour of the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankası it shall be credited, as to 80 % to Account A, and as to 20 % to Account B, at the Banco Exterior de España (see Clearing Agreement between Spain and Turkey of to-day's date).

b) Si les avoirs turcs retenus jusqu'ici n'étaient pas suffisants pour couvrir les paiements nécessités par les marchandises espagnoles citées dans le paragraphe 1 de ce protocole, le solde débiteur sera porté par la Banque centrale de la République, sur le compte à ouvrir dans ses livres en faveur de la Banque extérieure d'Espagne conformément à l'Accord de clearing hispano-turc signé en date d'aujourd'hui.

3° La contre-valeur des produits turcs qui seront dédouanés conformément au paragraphe 1° du présent protocole, sera portée par la Banque extérieure d'Espagne sur les comptes à ouvrir dans ses livres conformément aux dispositions de l'Accord de clearing hispano-turc signé aujourd'hui.

4° Les avoirs espagnols retenus à la Banque centrale de la République de Turquie jusqu'ici, seront portés sur le compte à ouvrir conformément aux dispositions de l'Accord de clearing hispano-turc signé en date d'aujourd'hui.

5° Pour les marchandises mentionnées dans le paragraphe 1 du présent protocole, il ne sera pas exigé de nouveaux certificats d'origine et les anciens continueront à être valables.

6° Les deux banques s'aviseront réciproquement de la situation et tâcheront de terminer cette liquidation le plus vite possible.

7° Les lettres annexées à l'Accord commercial hispano-turc de ce jour en font partie intégrante.

Signé à Madrid, en double exemplaire, le 31 décembre 1935, pour faire partie intégrante des Accords commercial et de clearing hispano-turcs de ce jour.

(L. S.) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

(L. S.) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(L. S.) Faik KURDOĞLU.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTERIO DE ESTADO.

Ministère des Affaires étrangères.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de signer l'Accord commercial hispano-turc de ce jour, et en me référant à l'article premier de celui-ci j'ai l'honneur de vous confirmer que les droits d'entrée des produits turcs en Espagne durant l'Accord commercial hispano-turc de ce jour ne seront pas l'objet de coefficients ou surtaxes de monnaies dépréciées et que les sommes dues à titre de coefficients et non encore perçues ne seront plus exigibles.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

(Firmado) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

A Son Excellence
Tevfik Kâmil Koperler,
Madrid.

(b) Should the Turkish credit balance hitherto retained in Spain not prove sufficient to pay for the Spanish goods to which paragraph (1) of the present Protocol relates, the debit balance shall be carried by the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi to the account to be opened in its books in favour of the Banco Exterior de España under the Clearing Agreement between Spain and Turkey of to-day's date.

(3) Sums due in respect of Turkish goods cleared from Customs in accordance with paragraph (1) of the present Protocol shall be carried by the Banco Exterior de España to the accounts to be opened in its books under the provisions of the Clearing Agreement between Spain and Turkey of to-day's date.

(4) Spanish credit balances hitherto retained at the Türkiye Cümhuriyet Merkez Bankasi shall be credited to the account to be opened under the provisions of the Clearing Agreement between Spain and Turkey of to-day's date.

(5) The old certificates of origin shall continue to be valid for the goods to which paragraph (1) of the present Protocol relates, so that no new certificates will be required.

(6) The two banks shall advise one another as to the current position, and shall use their best efforts to complete the liquidation at the earliest possible date.

(7) The letters annexed to the Commercial Agreement between Spain and Turkey of to-day's date shall form an integral part thereof.

Signed at Madrid, in duplicate, this 31st day of December, 1935, being an integral part of the Commercial and Clearing Agreements between Spain and Turkey of the same date.

(L. S.) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

(L. S.) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(L. S.) Faik KURDOĞLU.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In proceeding to sign the Commercial Agreement between Spain and Turkey of to-day's date, I have the honour to confirm to you with reference to Article I of the same that import duties on Turkish products imported into Spain will not be liable for the duration of the said Agreement to coefficients or depreciated currency surcharges, and that any amounts due in respect of coefficients, not being yet collected, will cease to be chargeable.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

His Excellency
Monsieur Tevfik Kâmil Koperler,
Madrid.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence, de sa lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Au moment de signer l'Accord commercial hispano-turc de ce jour, et en me référant à l'article premier de celui-ci, j'ai l'honneur de vous confirmer que les droits d'entrée des produits turcs en Espagne durant l'Accord commercial hispano-turc de ce jour ne seront pas l'objet de coefficients ou surtaxes de monnaies dépréciées et que les sommes dues à titre de coefficients et non encore perçues ne seront plus exigibles. »

J'ai pris acte de la présente et je me déclare au nom de mon gouvernement, d'accord sur son contenu.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

(Firmado) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(Firmado) Faik KURDOĞLU.

A Son Excellence
Don Joaquín Urzáiz Cadaval,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc.

III.

MINISTERIO DE ESTADO.
Ministère des Affaires étrangères.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement espagnol, animé du désir sincère d'augmenter les relations commerciales entre les deux pays amis, a l'honneur de proposer ce qui suit :

Un accord de principe pour étudier réciproquement avec bienveillance les demandes qui pourraient être faites d'un pays à l'autre au sujet :

- a) De l'établissement réciproque des tarifs spécifiques, pour les articles intéressant les échanges des deux pays.
- b) De porter sur les listes A et C respectivement certains produits non compris dans ces listes.
- c) D'encourager les désirs manifestés par les producteurs des deux pays visant une collaboration rationnelle sur les marchés extérieurs et sur la politique du marché, en ce qui concerne les noisettes, le sel, les olives et huiles d'olive, les raisins secs.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma parfaite considération.

(Firmado) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

A Son Excellence
Tevfik Kâmil Koperler,
Madrid.

II.

TURKISH LEGATION.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in the following terms :

“ In proceeding to sign the Commercial Agreement between Spain and Turkey of to-day's date, I have the honour to confirm to you with reference to Article I of the same that import duties on Turkish products imported into Spain will not be liable for the duration of the said Agreement to coefficients or depreciated currency surcharges, and that any amounts due in respect of coefficients, not being yet collected, will cease to be chargeable. ”

I have taken note of the same, and on behalf of my Government am in agreement therewith.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(Signed) Faik KURDOĞLU.

His Excellency,
Don Joaquín Urzáiz Cadaval,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Spanish Government, sincerely desirous of extending commercial relations between the two friendly countries, has the honour to propose :

The conclusion of an agreement of principle with a view to the favourable consideration by both Parties of any requests which may be made by either country to the other concerning :

(a) Establishment by either country of special tariff rates in the case of objects of trade between the two countries ;

(b) Inclusion in Lists A and C respectively of particular products not therein included ;

(c) Encouragement of the desires expressed by producers in both countries in regard to rational co-operation in foreign markets, as also in regard to trade policy in the case of hazel nuts, salt, olives and olive oils, and raisins.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

His Excellency
Monsieur Tevfik Kâmil Koperler,
Madrid.

IV.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Le Gouvernement espagnol, animé du désir sincère d'augmenter les relations commerciales entre les deux pays amis, a l'honneur de proposer ce qui suit :

» Un accord de principe pour étudier réciproquement avec bienveillance les demandes qui pourraient être faites d'un pays à l'autre au sujet :

» a) De l'établissement réciproque des tarifs spécifiques, pour les articles intéressant les échanges des deux pays.

» b) De porter sur la liste A et C respectivement certains produits non compris dans ces listes.

» c) D'encourager les désirs manifestés par les producteurs des deux pays visant une collaboration rationnelle sur les marchés extérieurs et sur la politique du marché, en ce qui concerne les noisettes, le sel, les olives et huiles d'olive, les raisins secs. »

J'ai pris acte de ladite lettre et je me déclare, au nom de mon gouvernement, d'accord sur son contenu.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

(Firmado) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(Firmado) Faik KURDOĞLU.

A Son Excellence
Don Joaquín Urzáiz Cadaval,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc.

V.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la question que Votre Excellence avait bien voulu me poser sur l'interprétation donnée au mot « façonné » par les douanes turques, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit :

Les tissus considérés façonnés sont ceux qui ont une surface non lisse, par suite du jeu de fils de diverses armures, apporté par la chaîne ou par la trame.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

(Firmado) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(Firmado) Faik KURDOĞLU.

A Son Excellence
Don Joaquín Urzáiz Cadaval,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc.

IV.

TURKISH LEGATION.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in the following terms :

“ The Spanish Government, sincerely desirous of extending commercial relations between the two friendly countries, has the honour to propose :

“ The conclusion of an agreement of principle with a view to the favourable consideration by both Parties of any requests which may be made by either country to the other concerning :

“ (a) Establishment by either country of special tariff rates in the case of objects of trade between the two countries ;

“ (b) Inclusion in Lists A and C respectively of particular products not therein included ;

“ (c) Encouragement of the desires expressed by producers in both countries in regard to rational co-operation in foreign markets, as also in regard to trade policy in the case of hazel nuts, salt, olives and olive oils, and raisins. ”

I have taken note of the same, and on behalf of my Government am in agreement therewith.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(Signed) Faik KURDOĞLU.

His Excellency
Don Joaquín Urzáiz Cadaval,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

V.

TURKISH LEGATION.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Your Excellency's enquiry as to the interpretation placed upon the word “ figured ” by the Turkish Customs, I have the honour to inform you as follows :

Tissues are considered “ figured ” if their surface is not smooth owing to the use of threads of different weaves (warp or weft).

I have the honour to be, etc.

(Signed) Tevfik Kâmil KOPERLER.

(Signed) Faik KURDOĞLU.

His Excellency
Don Joaquín Urzáiz Cadaval,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

VI.

MINISTERIO DE ESTADO.

Ministère des Affaires étrangères.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date de ce jour ainsi conçue :

« Me référant à la question que Votre Excellence avait bien voulu me poser sur l'interprétation donnée au mot « façonné » par les douanes turques, j'ai l'honneur de vous faire savoir ce qui suit :

Les tissus considérés façonnés sont ceux qui ont une surface non lisse, par suite du jeu de fils de diverses armures, apporté par la chaîne ou par la trame. »

Je vous remercie de votre communication.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

(Firmado) Joaquín URZÁIZ CADAVAL.

A Son Excellence
Tevfik Kâmil Koperler,
Madrid.

Copia certificada conforme :
Madrid, 25 de enero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

VI.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of to-day's date in the following terms :

“ With reference to Your Excellency's enquiry as to the interpretation placed upon the word ' figured ' by the Turkish Customs, I have the honour to inform you as follows:

“ Tissues are considered ' figured ' if their surface is not smooth owing to the use of threads of different weaves (warp or weft). ”

I thank you for your communication.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Monsieur Tevfik Kâmil Koperler,
Madrid.

(Signed) Joaquín URZAIZ CADAVAL.

N° 3839.

**ALBANIE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Traité d'extradition. Signé à Tirana,
le 1^{er} mars 1933.

**ALBANIA AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Treaty of Extradition. Signed at
Tirana, March 1st, 1933.

No. 3839. — TREATY¹ OF EXTRADITION BETWEEN THE KINGDOM OF ALBANIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA. SIGNED AT TIRANA, MARCH 1ST, 1933.

English and Albanian official texts communicated by the Chargé d'Affaires of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place February 20th, 1936.

THE UNITED STATES OF AMERICA and ALBANIA, desiring to promote the cause of justice, have resolved to conclude a Treaty for the extradition of fugitives from justice between the two countries and have appointed for that purpose the following Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Hermann BERNSTEIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to Albania ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency M. Djafer VILA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles :

Article I.

It is agreed that the Government of the United States and the Government of Albania shall, upon requisition duly made as herein provided, deliver up to justice any person who may be charged with, or may have been convicted of, any of the crimes or offenses specified in Article II of the present Treaty committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties, and who shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other ; provided that such surrender shall take place only upon such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offense had been there committed.

Article II.

Persons shall be delivered up according to the provisions of the present Treaty who shall have been charged with or convicted of any of the following crimes or offenses :

- (1) Murder, (including crimes designated by the terms parricide, poisoning, and infanticide) ; manslaughter, when voluntary.
- (2) Malicious wounding or inflicting grievous bodily harm with premeditation.
- (3) Rape, abortion, carnal knowledge of children under the age of 15 years.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, November 14th, 1935.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 3839. — TRAKTAT¹ EKSTRADIMI MIDIS SHTETEVEVE TË BASHKUAR T'AMERIKËS EDHE MBRETERISË SHQUIPETARE. NENSHKRUE NË TIRANË ME NJË MARS 1933.

Textes officiels anglais et albanais communiqués par le chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 février 1936.

SHTETET E BASHKUAR T'AMERIKËS edhe SHQIPËRIA, dyke dashur të vijnë në ndihmë të drejtësisë, kanë vendosur të lidhin midis të dy Shteteveve një traktat për ekstradimin e t'aratisurve që u shmangen drejtësisë dhe kanë emëruar për këtë qëllim Fuqiplotët që vijojnë :

PRESIDENTI I SHTETEVEVE TË BASHKUAR T'AMERIKËS :

Ekselencën e Tij Z. Herman BERNSTEIN, i Dërguar i Jashtëzakonshëm dhe Ministër Fuqiplotë i Shteteveve të Bashkuar t'Amerikës në Shqipëri ;

NALT-MADHËRIA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVE :

Ekselencën e Tij Z. Djafer VILA, Ministër i Púnëvet të Jashtme ;

Të cilët, pasi i-a komunikuan njërijatrit fuqit' e plota të tyre përkátëse, që u-gjентnë në formë të mirë dhe të duhur, ranë n'ujdi dhe përfunduan artikujt që vijojnë :

Artikull I.

Qeveria e Shteteveve të Bashkuar dhe Qeveria e Shqipërisë pranojnë që t'i dorëzojnë drejtësisë, mbi kërkimin e bërë regullisht sikundër parashifet këtë, cilindó person që munt të jetë akuzuar osé munt të jetë dënuar për cilindó prej delikteve të caktuar në Artikullin II të këti Traktati, kryer mbrenda jurisdiksionit të njërës nga Palët e Nalta Kontraktúese, dhe që ka për të kërkuar strehë osé ka për t'u ndodhur mbrenda tokës së tjetrës ; me konditë që ky dorëzim do të bëhet vetëm pas asish provash fajtorije që si mbas ligjevet të shtetit ku i aratisuri osé personi i akuzuar si i këtillë ndodhet, munt të justifikojnë zënien dhe dorëzimin e tij për t'u gjykuar po t'ish që delikti t'ish kryer atjë.

Artikull II.

Do të dorëzohen atá persona që, si mbas këti Traktati, do të jenë akuzuar osé dënuar për cilindó prej delikteve që vijojnë :

1. Vrasje, (dyke përfshirë edhe deliktet e caktuar prej térmeve prindvrasje, helmím, dhe foshnjëvrasje) ; vrasje me qëllím.
2. Plagosje me qëllím osé lezió i rëndë trupór me paramendím.
3. Turpërim me violencë, dështím, turpërim fëmijësh nën moshën 15 vjetsh.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 14 novembre 1935.

- (4) Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.
- (5) Bigamy.
- (6) Arson.
- (7) Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, which endangers human life.
- (8) Crimes committed at sea :
 - (a) Piracy, as commonly known and defined by the law of nations, or by statutes ;
 - (b) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so ;
 - (c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such vessel, or by fraud or violence taking possession of such vessel ;
 - (d) Assault on board ship upon the high seas with intent to do bodily harm.
- (9) Burglary ; house-breaking.
- (10) The act of breaking into and entering the offices of the Government or public authorities, or other buildings not dwellings with intent to commit a felony therein.
- (11) Robbery.
- (12) Forgery or the utterance of forged papers.
- (13) The forgery or falsification of the official acts of the Government or public authorities, including Courts of Justice, or the uttering or fraudulent use of any of the same.
- (14) The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of public debt, created by National, State, Provincial, Territorial, Local or Municipal Governments, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and marks of State or public administrations, and the utterance, circulation or fraudulent use of the above-mentioned objects.
- (15) Embezzlement.
- (16) Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of a person or persons, in order to exact money from them, their families or any other person or persons, or for any other unlawful end.
- (17) Larceny, defined to be the theft of effects, personal property, or money, of the value of twenty-five dollars or more, or Albanian equivalent.
- (18) Obtaining money, valuable securities or other property by false pretenses, or receiving any money, valuable securities or other property knowing the same to have been unlawfully obtained, where the amount of money or the value of the property so obtained or received exceeds two hundred dollars, or Albanian equivalent.
- (19) Perjury.
- (20) Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or officer of any company or corporation, or by any one in any fiduciary position, where the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds two hundred dollars, or Albanian equivalent.
- (21) Crimes and offenses against the laws of both countries for the suppression of slavery and slave trading.

4. Rëmbím osé mbajtje grash osé vajzash për qëllime luksuri.
5. Bigamí.
6. Vënje zjarri me paramendím.
7. Prishje osé pengím me dashje dhe i pa-lijshëm i hekurudhave, që ve në rezík jetën njerëzore.
8. Delikte të kryer në det :
 - (a) Piratësi, sikundër njihet zakonisht dhe sikundër është caktuar prej të drejtës nërkombëtare osé prej ligjevet ;
 - (b) Fundosje osé prishje pa të drejtë e një aníeje në det osé tentativë për gjë të këtillë ;
 - (c) Rebelím osé konspirím prej dy osé më shumë pjesëtarësh të ekipazhit osé personash të tjerë që ndodhen mbi një anie në det të hapët, me qëllím që të rebelojnë kundër autoritetit të Kapitenit osé Komandantit të kësáj aníeje, osé me mashtrím osé violencë të shtjenë në dorë këtë anie ;
 - (d) Msymje mbrenda në anie në det të hapët me qëllím lesioni trupór.
9. Hyrje dyke thyer osé hyrje me çdo mënyrë tjetër në godinë osé banesë për vjedhje.
10. Hyrja dyke thyer dhe hyrja me çdo mënyrë tjetër në zyrat qeveritare osé t'autoritétevet publike, osé në të tjera ndërtesa që nuk janë banesa, me qëllím për të kryer një delíkt aty mbrenda.
11. Vjedhje me violencë a frikësim.
12. Kontrafaqím dhe vumje në qarkullím letrash të kontrafaquara.
13. Kontrafaqím osé falsifikím i ákteve zyrtare qeveritare osé t'autoritétevet publike, dyke përfshirë edhe të Gjykatórevet të Drejtësisë, osé vumje në qarkullím osé përdorím me qëllím mashtrimi i një akti të tillë.
14. Fabrikim monedhash të kontrafaquara, si metalike ashtú edhe karte, titujsh osé kuponash të kontrafaquara të dettës publike, të emettuara prej Qeverivet Kombëtare, Shtetënore, Provinciale, Teritoriale, Lokale osé Bashkiake, bank-notash osé instrumentash të tjera të kredisë publike, vulash, timbrash, kallëpesh monedhe dhe shenjash të kontrafaquara të administrátavet shtetënore osé publike, dhe nxjerja, qarkullímí osé përdorímí me qëllím mashtrimi i objektevet të sipërpërmendur.
15. Pervetím (keqpërdorím besimi).
16. Grabitje e të míturve osé e adultve, do me thënë rëmbím osé robërim i një personi osé personash, për të nxjerë pare prej tyre, prej famílieve të tyre osé prej nonjë personi tjetër osé personash të tjerë, osé për çfarëdó qëllím të pa-ligjshëm tjetër.
17. Vjedhje, do me thënë vjedhje teshash, sendesh personale, osé padesh, me vjeftë prej njëzét e pesë dollarësh osé më tepër, osé me aqevleftë në monedhë shqiptare.
18. Obtením padesh, titujsh me vleftë osé pasunirash të tjera me dinakëri, osé marrje e çfarëdó páreje, titujsh me vleftë osé pasunirash të tjera dyke ditur se kété kanë qënë shtënë në dorë me mënyra të pa-ligjëshme, kur shuma e páreve osé vlefta e séndevet të obtenueme osé të marruna me këtë mënyrë kalón dy-qint dollarët osé nj'atë vleftë në monedhë shqiptare.
19. Dëshmím i remë.
20. Mashtrím osé keqpërdorím besimi nga ana e një depozitari, bankieri, agjenti, komisionari, të besúari (trustee), ekzekutori testamentar, administratori, tutori, drejtori osé zyrtari të çdo shoqërie osé korporate, osé nga ana e çfarëdó personi që mban një pozitë besimi (fiduciare), kur shuma e páreve osé vlefta e pasurisë së përvetuar kalón dy-qint dollarët osé ekuivalencën në monedhë shqiptare.
21. Delikte kundër lígjevet të të dy Shtétevet për shdukjen e skllavërisë dhe kundër tregëtimit të skllévëve.

(22) Wilful desertion or wilful non-support of minor or dependent children, or of other dependent persons, provided that the crime or offense is punishable by the laws of both countries.

(23) Bribery.

(24) Crimes or offenses against the bankruptcy laws.

(25) Crimes or offenses against the laws for the suppression of traffic in narcotics.

(26) Extradition shall also take place for participation in any of the crimes or offenses before mentioned as an accessory before or after the fact, or in any attempt to commit any of the aforesaid crimes or offenses.

Article III.

The provisions of the present Treaty shall not import a claim of extradition for any crime or offense of a political character, nor for acts connected with such crimes or offenses ; and no person surrendered by or to either of the High Contracting Parties in virtue of this Treaty shall be tried or punished for a political crime or offense committed before his extradition. The State applied to, or courts of such State, shall decide whether the crime or offense is of a political character. When the offense charged comprises the act either of murder or assassination or of poisoning, either consummated or attempted, the fact that the offense was committed or attempted against the life of the Sovereign or Head of the State of one of the High Contracting Parties, or against the Sovereign or Head of a foreign State, or against the life of any member of his family, shall not be deemed sufficient to sustain that such crime or offense was of a political character, or was an act connected with crimes or offenses of a political character.

Article IV.

No person shall be tried for any crime or offense, committed prior to his extradition, other than that for which he was surrendered, unless he has been at liberty for one month after having been tried, to leave the country, or, in case of conviction, for one month after having suffered his punishment or having been pardoned.

Article V.

A fugitive criminal shall not be surrendered under the provisions hereof when, from lapse of time or other lawful cause, according to the laws of the demanding country, the criminal is exempt from prosecution or punishment for the offense for which the surrender is asked.

Article VI.

If a fugitive criminal whose surrender may be claimed pursuant to the stipulations hereof be actually under prosecution, out on bail or in custody, for a crime or offense committed in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be determined, and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article VII.

If a fugitive criminal claimed by one of the two Parties hereto shall be also claimed by one or more Powers pursuant to treaty provisions, on account of crimes or offenses committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered to that State whose demand is first received unless the demand is waived.

This Article shall not affect such treaties as have previously been concluded by one of the Contracting Parties with other States.

22. Neveritje dëshasi osé mospërkujdesje dëshasi fëmijësh të mitun osé të pa-zotë të shikojnë veten osé personash të tjerë të këtillë, me konditë që delikti të jetë i ndëshkueshëm prej ligjevet të të dy shtétevet.

23. Mitë.

24. Delikte kundër ligjeve të bankrutës.

25. Delikte kundër ligjeve për të shdukur trafikun e narkotíkeve.

26. Gjith ashtú ekstradimi ka për t'u bërë edhe për bashkpuním në cilindó prej delikteve të nalt-permendur si komplic para osé pas ngjarjes osé në çfarëdó tentativë për të kryer cilindó prej deliktevet të sipërpërmendura.

Artikull III.

Dispozitat e këtij Traktati nuk japin të drejtë të kërkohet ekstradimi për ndonjë delikt me karakter politik, as për vepra që kanë lidhje me kësish delikte ; dhe asnjë person i dorëzuar nga njëra Palë e Naltë Kontraktúese tjetrës Palë në themél të këtij Traktati nuk do të gjykohet osé ndëshkohet për ndonjë delikt politik të kryer përpara ekstradimit të tij. Shteti prej të cilit kërkohet ekstradimi, osé Gjykatoret e këtij Shteti, do të vendosin nëse delikti ka karakter politik. Kur faji i ngarkuar është osé vrasje osé asasiním osé helmím, qoftë i kryer qoftë i tentuar, fakti që faji është kryer osé tentuar kundër jetës së Sovranit osé Shefit të Shtetit të njëres nga Palët e Nalta Kontraktúese, osé kundër Sovranit osé Shefit të një Shteti te huaj, osé kundër jetës së ndonjanit prej anëtarëve të families së tij, mjaftón për të mos i dhënë këtij delikti karakter politik as për t'a lidhur këtë me delikte me karakter politik.

Artikull IV.

Askúsh nuk do të gjykohet për ndonjë delikt të kryer përpara ekstradimit të tij, veç se për deliktin për të cilin është dorëzuar, posë rastit kur ky ka qënë i lirë për një muaj resht të dalë jashtë shtetit passí të ketë qënë gjykuar, osé në rast dënimi, të ketë vúajtur ndëshkimin osé të jetë falur.

Artikull V.

Një kriminál i aratisur nuk do të dorëzohet në mbështetje të dispozítavet të këtij Traktati, kur, për shkak parashkrimi osé për arsye ligjore tjetër, si mbas ligjevet të Shtetit kërkues, kriminali përjashtohet nga ndjekja osé ndëshkimi për deliktin për të cilin kërkohet ekstradimi.

Artikull VI.

Kur një kriminál i aratisur, ekstradimi i të cilit kërkohet si mbas stipulátavet të këtij Traktati, ndodhet nën ndjekje, është i liruar me garanci, osé mhahet i burgosur, për ndonjë delikt të kryer në shtetin ku ka kërkuar strehë, osé ka qënë dënuar për atë delikt, ekstradimi i tij munt të shtyhet deri sa ndjekjet në fjalë të jenë përfunduar, dhe áy të jetë liruar si mbas dispozítavet ligjore.

Artikull VII.

Kur një kriminál i aratisur që reklamohet prej njëres nga të dy palët e kësaj marrëveshjeje, kërkohet edhe prej një osé më tepër shtéteve në bazë dispozítash të traktáteve, për delikte të kryer mbrenda jurisdiksíoneve të tyre, ky kriminál do t'i dorëzohet atí Shteti, kërkesa e të cilit ka arrijtur e para, veç kur hiqet dorë nga kërkesa.

Ky artikull nuk do të çënojë traktatet që janë lidhur qysh më parë prej njëres osé tjetrës nga Palët Kontraktúese me Shtete të tjerë.

Article VIII.

Under the stipulations of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to deliver up its own citizens, except in cases where such citizenship has been obtained after the perpetration of the crime for which extradition is sought. The State appealed to shall decide whether the person claimed is its own citizen.

Article IX.

The expense of transportation of the fugitive shall be borne by the Government which has preferred the demand for extradition. The appropriate legal officers of the country where the proceedings of extradition are had shall assist the officers of the Government demanding the extradition before the respective judges and magistrates, by every legal means within their power; and no claim other than for the board and lodging of a fugitive prior to his surrender, arising out of the arrest, detention, examination and surrender of fugitives under this Treaty, shall be made against the Government demanding the extradition; provided, however, that any officer or officers of the surrendering Government giving assistance, who shall in the usual course of their duty receive no salary or compensation other than specific fees for services performed, shall be entitled to receive from the Government demanding the extradition the customary fees for the acts or services performed by them in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the laws of the country of which they are officers.

Article X.

Everything found in the possession of the fugitive criminal at the time of his arrest, whether being the proceeds of the crime or offense, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall so far as practicable, according to the laws of either of the High Contracting Parties, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of a third party with regard to the articles referred to shall be duly respected.

Article XI.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to either of the High Contracting Parties or in the occupancy and under the control of either of them, during such occupancy or control.

Requisitions for the surrender of fugitives from justice shall be made by the respective diplomatic agents of the High Contracting Parties. In the event of the absence of such agents from the country or where extradition is sought from territory included in the preceding paragraphs, other than the United States or Albania, requisitions may be made by superior consular officers.

The arrest of the fugitive shall be brought about in accordance with the laws of the respective countries, and if, after an examination, it shall be decided, according to the law and the evidence, that extradition is due pursuant to this Treaty, the fugitive shall be surrendered in conformity to the forms of law prescribed in such cases.

The person provisionally arrested, shall be released, unless within two months from the date of arrest in Albania, or from the date of commitment in the United States, the formal requisition for surrender with the documentary proofs hereinafter prescribed be made as aforesaid by the diplomatic agent of the demanding Government, or, in his absence, by a consular officer thereof.

If the fugitive criminal shall have been convicted of the crime or offense for which his surrender is asked, a copy of the sentence of the court before which such conviction took place, duly authenticated, shall be produced. If, however, the fugitive is merely charged with crime, a duly authenticated copy of the warrant of arrest in the country where the crime was committed shall be produced, together with the evidence of criminality mentioned in Article I hereof.

Artikull VIII.

Si mbas stipulátavet te këtij Traktati, as njëra nga Palët e Nalta Kontraktúese nuk do të jetë e detyruar të ekstradojë shtëtasët e vetë, veç kur shtetësia është marrë pas kryerjes së deliktit për të cilin kërkohet ekstradimi. Shteti prej të cilit kërkohet ekstradimi ka me vendosë nëse personi i reklamuar është shtetas i tij.

Artikull IX.

Shpenzimet e transportimit të të aratisurit do të paguhen prej qeverisë që paraqet kërkesën për ekstradim. Nën-púnësët kompetentë të drejtësisë së shtetit ku janë dyke u kryer vepërimet e ekstradimit, do të ndihmojnë nën-púnësët e qeverisë që kërkón ekstradimin përpara gjykatësve dhe magjistrátëve përkatës, me të gjitha mjetet ligjore që disponojnë ; dhe asnjë shpenzim nuk do të kërkohet nga qeveria që reklamón ekstradimin përveç shpenzimevet për ushqimin dhe fjetjen e të aratisurit përpara dorëzimit të tij, të shkakëtúara prej arrestimit, burgimit, hetimit dhe ekstradimit të të aratisurit si mbas këtij Traktati ; por me konditë që, nën-púnësi osé nën-púnësët e qeverisë dorëzúese që ndihmojnë, të cilët në vazhdim të rëgulltë të detyrës së tyre nuk kanë për të marrë asnjë rrogë osé shpërblim veç táksave specifike për shërbime të kryera, do të kenë të drejtë të marrin nga qeveria që kërkón ekstradimin, táksat e zakónëshme për vepërimet osé shërbimet e kryera prej tyre në mënyrën dhe në sasinë sikúr këtó vepërime osé shërbime të ish-in kryer në proceset penale ordinare si mbas ligjevet të Shtetit në shërbimin e të cilit ndodhen si nën-punës.

Artikull X.

Çdo send që gjendet në posedimin e kriminalit të aratisur në kohën e arrestimit të tij, qoftë se këtó sende rjedhin nga delikti, qoftë se munt të përdoren si materiál prove në provimin e deliktit, me sa të jetë e mundur, si mbas ligjevet të seicilës nga Palët e Nalta Kontraktúese, do të dorëzohen së bashku me personin në kohën e ekstradimit të tij. Sidó qoftë, të drejtat e një personi të tretë përsá u përkét sëndeve të naltpërmëndura, do të respektohen duhësisht.

Artikull XI.

Stipulatat e këtij Traktati do të jenë t'aplikúeshme në të gjitha tokat kudó që të ndodhen, që janë nën zotërimin e njëres osé tjetres nga Palët e Nalta Kontraktúese osé nën okupimin dhe nën kontrollimin e njëres osé tjetres prej tyre, sa kohë që vazhdón ky okupim osé kontrollim.

Kërkesat për ekstradimin e të aratisurve nga drejtësia do të bëhen me anën e agjéntëve diplomatikë përkatës të Pálëvet të Nalta Kontraktúese. Në rast të mos-ndodhjes së agjéntëve të tillë në Shtet osé kur ekstradimi kërkohet nga ndonjë tokë e përfshirë në paragrafet e parakaluem, posë Shtétevet të Bashkuar osé Shqipërisë, kërkesat munt të bëhen me anën e zyrtárëve eprorë konsullorë.

Arrestimi i të aratisurit do të bëhet në konformitët me ligjet e Shtétevet respektive, dhe nëse, pas një shqyrtimi, do të vendoset, si mbas ligjës dhe provavet, që ekstradimi duhet të akordohet në bazë të këtij Traktati, i aratisuri do të dorëzohet në konformitët me format e ligjës që disponojnë për kësish raste.

Personi i arrestuar përkohësisht, do të lirohet, veç në rastin kur mbrenda dy muajve nga data e arrestimit në Shqipëri osé në Shtetet e Bashkuar, kërkesa formale për dorëzim bashkë me dokumentat provúese të përshkrúara këtú poshtë do të jenë paraqitur sikundër që përmendet këtú sipër prej agjentit diplomatik të Qeverisë kërkúese, osé, në mungesë të tij, prej një nën-púnësi konsullor të asáj Qeverie.

Në rast se kriminali i aratisur do të jetë dënuar për deliktin për të cilin kërkohet ekstradimi i tij, duhet të paraqitet një kópie, duhësisht e autentikuar, a vendimit të gjykatores që ka caktuar këtë dënim. Por, kur i aratisuri është vetëm akuzuar me delikt, do të paraqitet një kópie, duhësisht e autentikuar, e mandatit t'arrestimit të Shtetit ku është kryer delikti, së bashku me provën e fajësisë të përmendur në Artikullin I të këtij Traktati.

Article XII.

The present Treaty, of which the English and Albanian texts are equally authentic, shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Washington as soon as possible.

Article XIII.

The present Treaty shall remain in force for a period of five years, and in case neither of the High Contracting Parties shall have given notice one year before the expiration of that period of its intention to terminate the Treaty, it shall continue in force until the expiration of one year from the date on which such notice of termination shall be given by either of the High Contracting Parties.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Tirana, this first day of March, nineteen hundred and thirty-three.

(Seal) Herman BERNSTEIN.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Artikull XII.

Ky Traktát, tekstet anglisht dhe shqip të të cilit janë njësisht autentike, do të ratifikohet prej Pälëvet të Nalta Kontraktúese në konformitet me rëgullat konstitucionale respektive dhe do të hyjë në fuqí ditën e shkëmbimit të ratifikímevet që do të bëhet në Wáshington sa më shpejt që të jetë e mundur.

Artikull XIII.

Ky Traktát do të mbetet në fuqí për një periudë prej pesë vjetsh, dhe në rast se as njëra nga Palët e Nalta Kontraktúese nuk do të ketë njoftuar një vjet para mbarimit të asáj periude qëlimin e vetë për t'i dhënë funt Traktatit, ky do të vazhdojë të mbesë në fuqí deri në mbarimin e një vjeti prej datës në të cilën të jetë dhënë një njoftim i tillë prej njëres osé tjatrës nga Palët e Nalta Kontraktúese.

Në dëshmi të të cilëvet Fuqíplotët e përmendur sipër e kanë nënshkruar këtë Traktát dhe kanë vënë vulat e tyre mbi 'të.

Bërë në duplikatë në Tiranë sot të parën ditë të Marsit, një mij' e nëntë qint e tridhjet' e tre.

(Seal) Djafer VILA.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3839. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LE ROYAUME D'ALBANIE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. SIGNÉ A TIRANA, LE 1^{ER} MARS 1933.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et L'ALBANIE, désirant servir la cause de la justice, ont décidé de conclure entre eux un traité pour l'extradition des personnes qui se sont dérobées à l'action de la justice, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Herman BERNSTEIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique en Albanie ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE :

Son Excellence M. Djafer VILA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il est convenu que le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement d'Albanie livreront à la justice, sur demande adressée conformément aux prescriptions du présent traité, toute personne accusée ou reconnue coupable de l'un des crimes ou délits mentionnés à l'article II du présent traité et commis dans le ressort judiciaire de l'une des Hautes Parties contractantes, si ladite personne a cherché refuge ou a été trouvée sur le territoire de l'autre Partie. Toutefois, l'extradition n'aura lieu qu'autant qu'il existera des preuves de culpabilité suffisantes pour justifier une arrestation et une mise en jugement d'après la loi du lieu où le fugitif ou l'inculpé aura été trouvé, si le crime ou délit y avait été commis.

Article II.

Seront extradés, en vertu des dispositions du présent traité, les personnes accusées ou reconnues coupables de l'un quelconque des crimes ou délits ci-après :

- 1° Meurtre (y compris les crimes qualifiés de parricide, empoisonnement et infanticide); homicide volontaire.
- 2° Coups et blessures ayant causé une lésion corporelle grave, avec préméditation.
- 3° Viol, avortement et rapports sexuels avec des enfants de moins de quinze ans.
- 4° Enlèvement ou séquestration de femmes ou de jeunes filles pour des fins immorales.
- 5° Bigamie.
- 6° Incendie volontaire.
- 7° Destruction et obstruction volontaire et illicite des voies ferrées, entraînant un danger de mort.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

8° Crimes commis en mer :

a) Piraterie, dans l'acception courante du terme et telle qu'elle est définie par le droit international ou par la loi ;

b) Envoi par le fond ou destruction illicite d'un navire en mer ou tentative à cet effet ;

c) Mutinerie ou entente délictueuse de deux ou plusieurs membres de l'équipage ou autres personnes à bord d'un navire en haute mer, en vue de provoquer une révolte contre l'autorité du capitaine ou commandant de ce navire, ou en vue de s'emparer du navire par ruse ou par force ;

d) Agression commise à bord d'un navire en haute mer dans l'intention de causer une lésion corporelle.

9° Cambriolage ; pénétration avec effraction dans une maison.

10° Pénétration avec effraction dans les bureaux du gouvernement ou des autorités publiques ou dans d'autres locaux qui ne sont pas utilisés pour l'habitation, dans l'intention d'y commettre un acte criminel.

11° Vol à main armée.

12° Faux ou émission de faux.

13° Contrefaçon ou falsification des documents officiels du gouvernement ou des autorités publiques, y compris les tribunaux, ou émission ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus.

14° Fabrication de fausse monnaie de métal ou de papier, de faux titres ou coupons de la dette publique, émis par le gouvernement national, par celui d'un Etat, par des autorités provinciales, territoriales, locales ou municipales, de billets de banque ou autres instruments de crédit public, de faux sceaux, timbres, poinçons et marques des administrations de l'Etat ou des services publics, et émission, mise en circulation ou usage frauduleux des objets susmentionnés.

15° Détournements.

16° Enlèvement de mineurs ou d'adultes, c'est-à-dire rapt ou séquestration d'une ou de plusieurs personnes afin d'extorquer de l'argent à celles-ci, à leur famille ou à toutes autres personnes, ou dans une autre intention illicite.

17° Vol simple, c'est-à-dire soustraction d'effets, meubles ou espèces d'une valeur d'au moins vingt-cinq dollars ou de l'équivalent en monnaie albanaise.

18° Le fait d'obtenir la remise d'espèces, valeurs, titres ou autres biens par des moyens frauduleux, ou de recevoir des espèces, valeurs, titres ou autres biens sachant qu'ils ont été obtenus d'une manière illicite, si la somme d'argent ou la valeur des objets ainsi obtenus ou reçus dépasse deux cents dollars ou l'équivalent en monnaie albanaise.

19° Faux témoignage.

20° Manœuvres frauduleuses ou abus de confiance commis par un administrateur de biens, banquier, mandataire, commissionnaire, fideicommissaire, exécuteur testamentaire, administrateur d'hoirie, tuteur, administrateur ou membre du bureau d'une société ou personne morale ou par toute autre personne occupant un poste de confiance, lorsque les deniers ou les biens appropriés d'une manière illicite ont une valeur dépassant deux cents dollars ou l'équivalent en monnaie albanaise.

21° Crimes et délits commis contre les lois des deux pays relatives à l'abolition de l'esclavage et de la traite des esclaves.

22° Abandon volontaire ou refus de pourvoir à l'entretien d'enfants mineurs ou incapables de subvenir à leurs besoins ou d'autres personnes à charge, à la condition que ce crime ou délit soit punissable par les lois des deux pays.

23° Corruption.

24° Crimes ou délits en infraction aux lois sur les faillites.

25° Crimes ou délits en infraction aux lois visant la répression du trafic des stupéfiants.

26° L'extradition sera également accordée pour complicité dans l'un des crimes et délits susmentionnés, avant ou après leur perpétration, ou dans toute tentative de perpétration de l'un quelconque desdits crimes ou délits.

Article III.

Les dispositions du présent traité n'impliquent pas le droit de réclamer l'extradition pour un crime ou délit de caractère politique, ou pour des actes connexes à des crimes ou délits de cette nature ; de plus, aucune personne livrée par ou à une des Hautes Parties contractantes, en vertu du présent traité, ne pourra être jugée ou punie pour un crime ou délit politique commis avant son extradition. L'Etat requis ou ses tribunaux décideront si le crime ou le délit a, ou non, un caractère politique. Lorsque le crime ou délit imputé comporte un meurtre, un assassinat, un empoisonnement, consommé ou tenté, le fait qu'il aura été commis ou tenté contre la vie du souverain ou du chef de l'Etat d'une des Hautes Parties contractantes ou contre le souverain ou le chef d'un Etat étranger, ou contre la vie d'un membre de sa famille, ne sera pas réputé suffisant pour établir que ce crime ou délit a un caractère politique ou est connexe à un crime ou délit de caractère politique.

Article IV.

Aucune personne ne pourra être mise en jugement pour un crime ou délit commis antérieurement à son extradition, autre que celui pour lequel elle aura été extradée, à moins que ladite personne n'ait eu, pendant un mois, la faculté de quitter le pays, à partir de la date de son jugement, ou, en cas de condamnation, de la date de l'expiration de sa peine ou de l'obtention de sa grâce.

Article V.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé en vertu du présent traité lorsque, pour cause de prescription ou pour tout autre motif légal, selon la législation du pays requérant, il échappe aux poursuites ou à la peine qu'entraîne le délit pour lequel l'extradition est demandée.

Article VI.

Si la personne dont l'extradition est demandée en vertu du présent traité se trouve, au moment où la demande d'extradition est formulée, sous le coup de poursuites, en liberté sous caution ou en prison, pour un crime ou délit commis dans le pays où elle s'est réfugiée, ou si elle a été reconnue coupable du crime ou délit en question, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa liberté, conformément à la loi.

Article VII.

Si l'extradition d'un criminel en fuite, requise par l'une des deux Parties au présent traité, est également requise par une ou plusieurs Puissances, en vertu de dispositions de traités, pour des crimes ou délits commis dans le ressort de leur juridiction, le criminel sera livré à l'Etat dont la demande sera parvenue la première, à moins que cette demande n'ait été retirée.

Le présent article n'affecte en rien les traités déjà conclus avec d'autres Etats par l'une des Parties contractantes.

Article VIII.

Aux termes du présent traité, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'extrader ses propres ressortissants, sauf dans les cas où la qualité de ressortissant de ces pays

a été obtenue après la perpétration du crime pour lequel l'extradition est demandée. L'Etat requis décidera si la personne réclamée est un de ses ressortissants.

Article IX.

Les frais de transport des inculpés sont à la charge du gouvernement requérant. Les officiers de police judiciaire compétents du pays où doit s'accomplir la procédure d'extradition devront assister les fonctionnaires du gouvernement requérant devant les juges et magistrats respectifs pas tous les moyens légaux en leur pouvoir. Il ne sera pas réclamé au gouvernement requérant de frais autres que les frais d'entretien et de logement de l'inculpé antérieurement à son extradition, qui résultent de l'arrestation, de la détention, de l'interrogatoire et de la remise de l'individu en question, en vertu du présent traité. Toutefois, le ou les fonctionnaires du gouvernement requis qui prêteront leur concours, seront fondés, lorsque, dans l'exercice normal de leurs fonctions, ils ne reçoivent pas d'émoluments ou d'indemnités autres que les taxes spéciales afférentes aux services rendus, à recevoir du gouvernement requérant les taxes d'usage pour les actes ou services exécutés par eux, dans les mêmes conditions et au même taux que si ces actes ou services avaient été exécutés au cours de poursuites criminelles ordinaires, en vertu des lois du pays dont ils sont fonctionnaires.

Article X.

Tout objet trouvé en la possession du criminel en fuite au moment de son arrestation, que cet objet soit le fruit du crime ou délit, ou qu'il puisse servir de pièce à conviction, sera remis, dans la mesure où cela est possible, suivant les lois des Hautes Parties contractantes, en même temps que le coupable, au moment de l'extradition. Toutefois, les droits des tiers sur les objets en question seront dûment respectés.

Article XI.

Les dispositions du présent traité seront applicables à tous les territoires, quelle que soit leur situation géographique, appartenant à l'une ou l'autre des deux Parties contractantes, ou occupés par elle et placés sous son autorité, pendant toute la durée de cette occupation ou de l'exercice de cette autorité.

Les demandes d'extradition de criminels en fuite seront présentées par les agents diplomatiques respectifs des Hautes Parties contractantes. Au cas où ces agents seraient absents du pays ou lorsque l'extradition est demandée d'un des territoires visés aux paragraphes précédents, autres que les Etats-Unis ou l'Albanie, les demandes pourront être présentées par des fonctionnaires consulaires supérieurs.

L'arrestation du fugitif sera opérée conformément aux lois des Etats respectifs, et si, à la suite d'un examen, il est décidé, d'après les dispositions légales et les témoignages, que l'extradition doit être accordée aux termes du présent traité, l'individu réclamé sera livré selon la procédure prescrite en pareil cas.

Toute personne arrêtée provisoirement sera remise en liberté si, dans les deux mois qui suivront la date de l'arrestation en Albanie ou la date de l'emprisonnement aux Etats-Unis, la demande régulière d'extradition, accompagnée des pièces justificatives spécifiées ci-après, n'a pas été présentée, comme il est dit ci-dessus, par l'agent diplomatique du gouvernement requérant, ou, en son absence, par un fonctionnaire consulaire dudit gouvernement.

Si le criminel en fuite a été condamné pour le crime ou délit en raison duquel son extradition est demandée, il sera produit une copie, dûment certifiée conforme, du jugement du tribunal qui a prononcé la condamnation. Si, par contre, le criminel en fuite est simplement inculpé d'un crime, il sera produit une copie dûment certifiée conforme du mandat d'arrêt délivré dans le pays où le crime a été commis, ainsi que les moyens de preuve mentionnés à l'article premier du présent traité.

Article XII.

Le présent traité, dont les textes anglais et albanais font également foi, sera ratifié par les Hautes Parties contractantes dans les formes prévues par leurs constitutions respectives, et prendra

effet à partir de la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Washington aussitôt que possible.

Article XIII.

Le présent traité restera en vigueur pendant cinq ans, et, si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'a dénoncé un an avant l'expiration de cette période, il continuera à avoir effet jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Tirana, le premier mars mil neuf cent trente-trois.

(Sceau) Herman BERNSTEIN.

(Sceau) Djafer VILA.

N° 3840.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BRÉSIL

Accord commercial, avec listes annexées, signé à Washington, le 2 février 1935, échange de notes relatif à l'interprétation de l'article VI dudit accord, Washington, le 2 février 1935, et échange de notes modifiant l'article 282 du nouveau tarif brésilien, mentionné dans la liste I annexée à l'accord susmentionné, Rio de Janeiro, le 17 avril 1935.

UNITED STATES OF AMERICA
AND BRAZIL

Trade Agreement, with Schedules, signed at Washington, February 2nd, 1935, Exchange of Notes concerning the Interpretation of Article VI of the above-mentioned Agreement, Washington, February 2nd, 1935, and Exchange of Notes modifying Article 282 of the New Brazilian Tariff mentioned in Schedule I to the above Trade Agreement, Rio de Janeiro, April 17th, 1935.

No. 3840. — TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED STATES OF BRAZIL. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 2ND, 1935.

English and Portuguese official texts communicated by the Chargé d'Affaires of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place February 20th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, desiring to strengthen the traditional bonds of friendship between the two countries ; to give effect to the principles embodied in the resolution on economic, commercial and tariff policies approved on December 16th, 1933, by the Seventh International Conference of American States ; and to supplement the principle of equality embodied in the Exchange of Notes signed October 18th, 1923, by granting mutual and reciprocal advantages for the promotion of trade between the two countries, as well as for the expansion of international trade, have resolved to conclude a Trade Agreement, and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries, as follows :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Senhor Oswaldo ARANHA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of the United States of Brazil to the Government of the United States of America ;

Who, after having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The United States of America and the United States of Brazil will grant each other unconditional and unrestricted most-favored-nation treatment in all matters concerning Customs duties and subsidiary charges and in the method of levying duties, and, further, in all matters concerning the rules, formalities, and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in the United States of America or the United States of Brazil shall in no case be subject in the other country, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products of any third country are or may hereafter be subject.

¹ The exchange of the instrument of approval and confirmation and of the instrument of ratification took place at Rio de Janeiro, December 2nd, 1935.
The Treaty came into force January 1st, 1936.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3840. — TRATADO¹ COMMERCIAL ENTRE OS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA E OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL. ASSINADO EM WASHINGTON, EM 2 DE FEVEREIRO DE 1935.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 février 1936.

O PRESIDENTE DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA E O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRAZIL, animados do desejo de fortalecer os tradicionaes laços de amizade que unem os dois paizes ; de levar a effeito os principios incorporados na Resolução sobre a politica economica, commercial e tarifaria, approvada em 16 de Dezembro 1933, pela Setima Conferencia internacional americana ; e de ampliar o principio de igualdade constante das notas trocadas em 18 de Outubro 1923, pela concessão de vantagens mutuas e reciprocas para o desenvolvimento do commercio entre os dois paizes, assim como para o aumento do commercio internacional ; resolveram celebrar um Tratado commercial, e, para esse fim, nomearam seus plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA :

Ao Senhor Cordell HULL, Secretario de Estado dos Estados Unidos da America ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS DO BRAZIL :

Ao Senhor Oswaldo ARANHA, Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario da Republica dos Estados Unidos do Brazil junto ao governo dos Estados Unidos da America ;

Os quaes, depois de haverem trocado seus plenos poderes, achados em bôa e devida forma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo I.

Os Estados Unidos do Brazil e os Estados Unidos da America concederão um ao outro o tratamento incondicional e sem restricções da nação mais favorecida em relação a tudo quanto se referir a direitos alfandegarios e a encargos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, e em relação ás regras, formalidades e encargos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

Os productos naturaes ou fabricados originarios dos Estados Unidos do Brazil ou dos Estados Unidos da America, não serão, consequentemente, em caso algum, sujeitos, no outro paiz, e nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

¹ L'échange de l'instrument d'approbation et de confirmation et de l'instrument de ratification a eu lieu à Rio de Janeiro, le 2 décembre 1935.

Le traité est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of the United States of America or the United States of Brazil and consigned to the territory of the other country shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes, or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favor, privilege, or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or the United States of Brazil in regard to the above-mentioned matters to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of the United States of Brazil or the United States of America, respectively.

Article II.

1. No prohibitions, import or Customs quotas, import licenses or any other form of quantitative restriction or control shall be imposed by the United States of Brazil on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, nor by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of Brazil enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof: Provided, That the foregoing provision shall not apply to prohibitions or restrictions (a) related to public security; (b) imposed on moral or humanitarian grounds; (c) designed to protect human, animal, or plant life, subject to the provisions of Article X; (d) related to prison-made goods; (e) related to the enforcement of police or revenue laws; or (f) permitted by paragraph 2 of this Article.

2. The provisions of the first paragraph of this Article shall not apply to any quantitative restriction imposed by the United States of America or the United States of Brazil on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply, or prices of like domestic articles: Provided, That before any quantitative restriction on importation under the foregoing provisions of this paragraph is established, or having been established, is materially changed, the Government of the country which proposes to establish or materially change such restriction shall give notice thereof in writing to the other Government and shall accord the latter Government thirty days from the receipt of such notice to examine such proposed restriction or change; and Provided further, That in the event such other Government objects to such proposed restriction or change, and if an agreement is not reached by the end of the thirtieth day following receipt of the notice of the intention to establish or change such restriction, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after the imposition of such restriction or change to terminate this Agreement on thirty days' notice.

3. The present Agreement being based on the principle of unconditional most-favored-nation treatment, the United States of America and the United States of Brazil agree that, if either Government should establish or maintain any form of quantitative restriction or control of the importation of any article or of the sale of any imported article the growth, produce or manufacture of the other country, it will give the widest possible application to the most-favored-nation principle and will administer any such prohibition or restriction in such a way as not to discriminate against the commerce of the other country. To this end it is agreed:

(a) That neither the United States of America nor the United States of Brazil shall establish or maintain any prohibition or quantitative restriction on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country which

Os productos naturaes ou fabricados exportados dos Estados Unidos do Brazil ou dos Estados Unidos da America, com destino ao territorio do outro paiz, não serão, da mesma forma, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos differentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades differentes ou mais onerosas, do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

Todas as vantagens, favores, privilegios ou immunidades já concedidos ou que venham a ser concedidos, de futuro, pelos Estados Unidos do Brazil ou pelos Estados Unidos da America, nas supracitadas materias, aos productos naturaes ou fabricados, originarios de qualquer outro paiz, ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios do territorio dos Estados do Brazil ou dos Estados Unidos da America, respectivamente.

Artigo II.

1. Nenhuma prohibição, quota de importação ou alfandegaria, licença de importação ou outra qualquer forma de restricção quantitativa ou de regulamentação, será imposta pelos Estados Unidos do Brasil, relativamente á importação ou venda de qualquer artigo cultivado, produzido ou fabricado nos Estados Unidos da America, entre os enumerados e descriptos na tabella I, annexa a este tratado, e do qual faz parte integrante, nem pelos Estados Unidos da America, relativamente á importação ou venda de qualquer artigo cultivado, produzido ou fabricado nos Estados Unidos do Brasil, entre os enumerados e descriptos na tabella II, annexa a este tratado, e do qual faz parte integrante; convindo-se, entretanto, em que a precedente disposição não se applicará a prohibições ou restricções: *a)* que se relacionem com a segurança publica; *b)* impostas por motivos Moraes ou humanitarios; *c)* destinadas á protecção da vida humana, animal ou vegetal, resalvadas as disposições do artigo X; *d)* referentes a artigos feitos nas prisões; *e)* referentes á execução das leis policiaes ou fiscaes; ou *f)* permittidas pelo paragrapho no. 2 deste artigo.

2. As disposições do paragrapho no. 1 deste artigo não terão applicação a nenhuma restricção quantitativa imposta pelos Estados Unidos do Brasil ou pelos Estados Unidos da America á importação ou venda de qualquer artigo cultivado, produzido ou fabricado no outro paiz, em conformidade com medidas administrativas destinadas a regulamentar a produção, abastecimento dos mercados ou preços de artigos nacionaes semelhantes; convindo-se, entretanto, em que, antes de se estabelecer qualquer restricção quantitativa de importação, de accôrdo com as precedentes disposições deste paragrapho, ou, estabelecida a restricção, antes de ser ella substancialmente alterada, o governo do paiz que desejar estabelecer ou modificar de maneira substancial a referida restricção deverá notifica-lo ao outro governo, facultando-lhe trinta dias, contados da data do recebimento da notificação, para examinar a restricção ou modificação proposta; convindo-se tambem em que, se o outro governo não concordar com a restricção ou modificação proposta, e, caso não se chegue a accôrdo, decorrido o prazo de trinta dias após o recebimento da nota em que se der a conhecer a intenção de estabelecer ou modificar a referida restricção, o governo que pretender tomar essa medida poderá fazê-lo em qualquer tempo depois desse prazo, podendo o outro governo, dentro de quinze dias depois de adopção da referida restricção ou modificação, denunciar este tratado mediante notificação de trinta dias.

3. Baseando-se o presente tratado no principio do tratamento incondicional da nação mais favorecida, os Estados Unidos do Brasil e os Estados Unidos da America convêm em que, se um ou o outro governo estabelecer ou mantiver qualquer forma de restricção quantitativa ou de regulamentação da importação de qualquer artigo, ou da venda de qualquer artigo importado, que seja cultivado, produzido ou fabricado no outro paiz, dará a mais ampla applicação ao principio da nação mais favorecida, regulando essa prohibição ou restricção de modo que não se façam discriminações desfavoraveis ao commercio do outro paiz. Com este fim concordam:

a) em que nem os Estados Unidos do Brasil nem os Estados Unidos da America venham a estabelecer ou manter prohibição ou restricção quantitativa quanto á importação ou venda de qualquer artigo cultivado, produzido ou fabricado no outro paiz, que não

is not applied to the importation or sale of any like article the growth, produce or manufacture of any third country ;

(b) That, in the event of a quantitative restriction being established by the United States of America or the United States of Brazil, on the importation or sale of any article with respect to which the other country has an interest, the total permitted importation of such article, unless otherwise mutually agreed, shall be allotted among exporting countries, and in such allotment the United States of America or the United States of Brazil, as the case may be, will grant to the other country a share of the permitted importation equivalent to the proportion of the total importation of such article which the other country supplied during a previous representative period ;

(c) That, in the event that the United States of America or the United States of Brazil shall impose a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified amount of any article with respect to which the other country has an interest than that applied to importations in excess of such amount, the total importation permitted at such lower duty or charge, unless otherwise mutually agreed, shall be allotted among exporting countries, and in such allotment the United States of America or the United States of Brazil, as the case may be, will grant to the other country a share equivalent to the proportion of the total importation of the article in question which the latter country supplied during a previous representative period.

4. Neither the United States of America nor the United States of Brazil shall regulate by import licenses or permits issued to individuals or organizations the quantity of importations into its territory or sales therein of any article the growth, produce or manufacture of the other country, unless the quantity of permitted imports of such article, during a quota period of not less than three months, shall have been previously established, and unless the regulations covering the issuance of such licenses or permits shall be made public before they are put into force.

5. In the event of a quantitative restriction being established by the United States of America or the United States of Brazil for the importation into or sale in its territory of any article the growth, produce or manufacture of the other country, or in the event that either country shall impose a lower duty or charge on a specified amount of any such article than that applied to importations in excess of such amount, it is agreed that the United States of America or the United States of Brazil, as the case may be :

(a) Shall give public notice of the total amount of such article permitted to be imported or sold, or the amount of such article to which such lower duty or charge is applied ;

(b) Shall give public notice of the allotments to exporting countries, in the event that the total quantity of such article permitted to be imported or sold, or permitted entry or sale at such lower duty or charge, is allotted among exporting countries, and shall at all times upon request advise the Government of the other country of the amount of any such article the growth, produce or manufacture of each exporting country which has been imported or sold or for which licenses or permits for importation or sale have been granted ;

(c) Shall at all times give sympathetic consideration to any representations which the Government of the other country shall make to the effect that such restriction or imposition of duty or charge, or the administration thereof, is prejudicial to its trade.

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of Brazil, if now free of duty, continue to be exempt from ordinary Customs duties or, if now dutiable, shall be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. All of the said articles enumerated and described in Schedule I shall be exempt also from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in

seja tambem applicada á importação ou venda de artigo semelhante cultivado, produzido ou fabricado em qualquer outro paiz ;

b) em que, se os Estados Unidos do Brazil ou os Estados Unidos da America impuzerem uma restricção quantitativa á importação ou venda de algum artigo em relação ao qual o outro paiz estiver interessado, a importação total que se permittir do referido artigo, a menos que se convenha em contrario, sera distribuida entre os paizes exportadores, e nessa distribuição os Estados Unidos do Brazil ou os Estados Unidos da America, conforme o caso, concederão ao outro paiz uma parte da importação permittida equivalente á proporção da importação total do referido artigo que o outro paiz tiver fornecido durante um periodo normal anterior ;

c) em que, se os Estados Unidos do Brazil ou os Estados Unidos da America vierem a estabelecer sobre a importação ou venda de determinada quantidade de qualquer artigo, em relação ao qual o outro paiz estiver interessado, um direito de importação ou imposto mais baixo do que o que for applicado ás importações que excederem a referida quantidade, a importação total permittida e sujeita a esse direito ou imposto inferior, a menos que se convenha em contrario, será distribuida entre os paizes exportadores, e nessa distribuição os Estados Unidos do Brazil ou os Estados Unidos da America, conforme o caso, concederão ao outro paiz uma parte equivlente á proporção da importação total do artigo em questão que o ultimo paiz tiver fornecido durante um periodo normal anterior.

4. Nem os Estados Unidos do Brazil nem os Estados Unidos da America virão a regulamentar, por meio de licenças ou autorizações de importação conferidas a individuos ou organizações, a quantidade das importações no seu territorio, ou os vendas dentro do mesmo, de qualquer artigo cultivado, produzido ou fabricado no outro paiz, a não ser que estabeleçam previamente a quantidade das importações autorizadas de tal artigo para um periodo de quota nunca inferior a tres mezes ; e a menos que os regulamentos relativos á expedição de taes licenças ou autorizações sejam publicados antes de entrar em vigor.

5. No caso de vir a ser estabelecida pelos Estados Unidos do Brazil ou pelos Estados Unidos da America restricção quantitativa para a importação ou venda, em seu territorio, de qualquer artigo cultivado, produzido ou fabricado no outro paiz, ou no caso de um dos paizes impor sobre certa e determinada quantidade desse artigo direitos ou impostos inferiores aos que forem applicados ás importações que excederem tal quantidade, convem-se em que os Estados Unidos do Brazil ou os Estados Unidos da America, conforme o caso :

a) farão publicar a quantidade total do referido artigo cuja importação ou venda tenha sido autorizada, ou a quantidade do referido artigo a que se applicarem os direitos ou taxas inferiores ;

b) farão publicar as quotas distribuidas aos paizes exportadores, no caso de ser distribuida entre elles a quantidade total do referido artigo cuja importação ou venda tenha sido autorizada, ou cujo despacho ou venda tenha sido autorizado mediante o pagamento de direitos ou impostos inferiores, e prestarão, em qualquer tempo, a pedido do governo do outro paiz, informação sobre a quantidade dos artigos cultivados, produzidos ou fabricados em cada paiz exportador, que tenha sido importada ou vendida, ou para cuja importação ou venda tenham sido concedidas licenças ou autorizações ;

c) acolherão em qualquer tempo, com sympathia, quaesquer representações feitas pelo governo do outro paiz tendentes a mostrar que a referida restricção ou imposição de direitos ou encargos, ou o respectivo modo de applicação, prejudicam o seu commercio.

Artigo III.

Os artigos cultivados, produzidos ou fabricados nos Estados Unidos da America, enumerados e descriptos na tabella I, annexa a este tratado, e do qual faz parte integrante, quando importados nos Estados Unidos do Brazil, se actualmente livres de direitos, continuarão isentos de direitos alfandegarios ordinarios, e se actualmente sujeitos a direitos, ficarão isentos de direitos alfandegarios ordinarios em excesso dos que são estipulados na referida tabella. Todos os artigos enumerados e descriptos na tabella I ficarão tambem isentos de quaesquer outros direitos, taxas, custas, encargos

connection with importation, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the United States of Brazil in effect on the day of the signature of this Agreement.

Article IV.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of Brazil, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, if now free of duty, continue to be exempt from ordinary Customs duties or, if now dutiable, shall be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. All of the said articles enumerated and described in Schedule II shall be exempt also from all other duties, taxes, fees, charges, or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed or required to be imposed by laws of the United States of America in effect on the day of the signature of this Agreement.

Article V.

In the event that either the United States of America or the United States of Brazil establishes or maintains an official monopoly or centralized agency for the importation of or trade in a particular commodity, the Government establishing or maintaining such monopoly or centralized agency will give sympathetic consideration to all representations that the other Government may make with respect to alleged discriminations against its commerce in connection with purchases by such official monopoly or centralized agency.

Article VI.

The two Governments agree that if they shall establish or maintain a control of the foreign exchanges, they will accord to the nationals and commerce of each other the most general and complete application of the unconditional most-favored-nation principle.

The provisions of this Article may be terminated by either Government on sixty days' written notice.

Article VII.

All articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the United States of Brazil shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin, except as required by laws of either country in effect on the day of the signature of this Agreement.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the United States of Brazil enumerated and described in Schedules I and II, respectively, after importation into the other country, shall be exempt from any national or federal internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those imposed or required to be imposed by laws of the United States of Brazil and the United States of America, respectively, in effect on the day of the signature of this Agreement, subject to constitutional requirements.

Article VIII.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of the United States of America and the United States of Brazil, respectively, pertaining to the classification of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly so that traders may become acquainted with them.

No administrative ruling by the United States of America or the United States of Brazil effecting advances in rates of duties or charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territory of the other country, or imposing any new requirement

ou exacções, referentes á importação, que excederem os estabelecidos ou previstos nas leis dos Estados Unidos do Brasil, em vigor no dia da assignatura do tratado.

Artigo IV.

Os artigos cultivados, produzidos ou fabricados nos Estados Unidos do Brasil, enumerados e descriptos na tabella II, annexa a este tratado, e do qual faz parte integrante, quando importados nos Estados Unidos da America, se actualmente livres de direitos, continuarão isentos de direitos alfandegarios ordinarios, e se actualmente sujeitos a direitos, ficarão isentos de direitos alfandegarios ordinarios em excesso dos que são estipulados na referida tabella. Todos os artigos enumerados e descriptos na tabella II ficarão tambem isentos de quaesquer outros direitos, taxas, custas, encargos ou exacções, referentes á importação, que excederem os estabelecidos ou previstos nas leis dos Estados Unidos da America, em vigor no dia da assignatura deste tratado.

Artigo V.

Se os Estados Unidos do Brasil ou os Estados da America mantiverem ou vierem a estabelecer algum monopolio official ou agencia central para a importação ou o commercio de um determinado producto, o governo que estabelecer ou mantiver tal monopolio ou agencia central acolherá com sympathia todas as representações que o outro governo possa fazer com referencia a discriminações que allegue serem desfavoraveis ao seu commercio, no que respeite a compras feitas pelo referido monopolio ou agencia central.

Artigo VI.

Os dois governos convêm em que, se mantiverem ou vierem a estabelecer uma regulamentação de cambio estrangeiro, concederão aos nacionaes e ao commercio de um e outro paiz a applicação mais geral e completa do principio incondicional da nação mais favorecida.

Este ertigo poderá ser denunciado por qualquer dos governos mediante notificação de sessenta dias.

Artigo VII.

Todos os artigos cultivados, produzidos ou fabricados nos Estados Unidos do Brasil ou nos Estados Unidos da America, ficarão, depois de importados no outro paiz, isentos de quaesquer taxas, custas, exacções ou encargos internos, que sejam differentes ou mais elevados do que os que forem cobrados sobre artigos semelhantes de origem nacional ou de qualquer outra origem estrangeira, com excepção do que estiver previsto nas leis de um e outro paiz em vigor no dia da assignatura deste tratado.

Os artigos cultivados, produzidos ou fabricados nos Estados Unidos do Brasil ou nos Estados Unidos da America, enumerados e descriptos nas tabellas I e II, respectivamente, ficarão, depois de importados no outro paiz, isentos de quaesquer taxas, custas, exacções ou encargos internos, nacionaes ou federaes, que sejam differentes ou mais elevados do que os estabelecidos ou previstos, respectivamente, nas leis dos Estados Unidos do Brasil e dos Estados da America, em vigor no dia da assignatura deste tratado, resalvadas as disposições constitucionaes.

Artigo VIII.

As leis, os regulamentos das autoridades administravas e as decisões das autoridades administrativas ou judiciaes dos Estados Unidos do Brasil e dos Estados Unidos da America, respectivamente, referentes á classificação de artigos para fins aduaneiros ou aos direitos alfandegarios, serão publicados promptamente para que delles tomem conhecimento os commerciantes.

Nenhuma disposição administrativa dos Estados Unidos do Brasil ou dos Estados Unidos da America, que determine augmento de direitos ou encargos applicaveis de accôrdo com a pratica estabelecida e uniforme ás importações provenientes do outro paiz, ou que estabeleça nova exigencia

with respect to such importations, shall be effective retroactively or with respect to articles either entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of official publication of notice of such ruling. The provisions of this paragraph do not apply to administrative orders imposing anti-dumping duties, or relating to sanitation or public safety, or giving effect to judicial decisions.

Article IX.

The United States of America and the United States of Brazil retain the right to apply such measures as they respectively may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, of other material needed in war.

Article X.

The Government of the United States of America or the Government of the United States of Brazil, as the case may be, will accord sympathetic consideration to such representations as the other Government may make regarding the operation of Customs regulations, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

In the event that the Government of either country makes representations to the Government of the other country in respect of the application of any sanitary law or regulation for the protection of human, animal, or plant life, and if there is disagreement with respect thereto, a committee of technical experts on which each Government shall be represented shall, on the request of either Government, be established to consider the matter and to submit recommendations to the two Governments.

Whenever practicable each Government, before applying any new measure of a sanitary character, will consult with the Government of the other country with a view to insuring that there will be as little injury to the commerce of the latter country as may be consistent with the purpose of the proposed measure. The provisions of this paragraph do not apply to actions affecting individual shipments under sanitary measures already in effect or to actions based on pure food and drug laws.

Article XI.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or the United States of Brazil to other adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either country may become a party shall be excepted from the operation of this Agreement; and this Agreement shall not, subject to the provisions of Article X, apply to police or sanitary regulations or to the commerce of the United States of America with the Republic of Cuba, or to commerce between the United States of America and the Panama Canal Zone, the Philippine Islands, or any territory or possession of the United States of America, or to the commerce of the territories and possessions of the United States of America with one another.

Except as otherwise provided in the third paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America and the United States of Brazil, respectively, to the commerce of the other country shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

Subject to the reservations set forth in the first paragraph of this Article, the provisions of Article I and the provisions for most-favored-nation treatment in Articles II and VI shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any area under the sovereignty or authority of either country imported from or exported to any area under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

em relação a taes importações, poderá ter efeito retroactivo, ou estender-se a artigos despachados ou retirados para consumo, antes da expiração do prazo de trinta dias, a contar da data da publicação official dessa disposição. O que neste paragrapho se estatue não é applicavel ás ordens administrativas que impoham direitos contra o " dumping ", nem ás relativas á saúde ou segurança publica, nem ás destinadas a dar cumprimento a sentenças judiciaes.

Artigo IX.

Os Estados Unidos do Brasil e os Estados Unidos da America reservam-se o direito de applicar as medidas que respectivamente considerarem convenientes á regulamentação da exportação, ou venda para exportação, de armas, munições ou instrumentos de guerra, e, em circumstancias excepcionaes, de outros materiaes necessarios para a guerra.

Artigo X.

O governo dos Estados Unidos do Brasil ou o governo dos Estados Unidos da America, conforme o caso, acolherá com sympathia as representações feitas pelo outro governo relativamente á execução dos regulamentos aduaneiros, ao cumprimento das formalidades alfandegarias, e á applicação das leis e regulamentos sanitarios destinados á protecção da vida humana, animal ou vegetal.

Se o governo de um dos paizes fizer representações ao do outro quanto á applicação de qualquer lei ou regulamento sanitario, destinado á protecção da vida humana, animal ou vegetal, e, se houver desaccôrdo a esse respeito, constituir-se-á, a pedido de qualquer delles, uma commissão technica, na qual ambos serão representados, e que terá por fim examinar a materia e submeter recommendações aos referidos governos.

Sempre que for isso realizavel, o governo de um ou outro paiz, antes de applicar uma medida nova de character sanitario, consultará, a esse respeito, o do outro paiz para que, tanto quanto for compativel com o objectivo da medida projectada, se reduza ao minimo possivel o prejuizo que da sua adopção possa advir ao commercio do outro paiz. As disposições deste paragrapho não se applicarão a acções relativas aos embarques que incidam em medidas sanitarias em vigor, ou a acções que se baseiem na legislação sobre productos alimenticios e pharmaceuticos.

Artigo XI.

As vantagens ora concedidas ou que vierem a ser concedidas pelos Estados Unidos do Brasil ou pelos Estados Unidos da America aos paizes limitrophes com o fim de se facilitar o trafego de fronteiras, assim como os favores resultantes de uma união aduaneira, da qual um ou outro paiz venha a fazer parte, ficam exceptuadas da applicação deste tratado, que tambem não se applicará aos regulamentos policiaes ou sanitarios (salvo o disposto no artigo X), ao commercio dos Estados Unidos da America com a Republica de Cuba, ao commercio entre os Estados Unidos da America e a zona do Canal do Panamá, ilhas Philippinas ou qualquer territorio ou possessão dos Estados Unidos da America, nem ao commercio dos territorios ou possessões dos Estados Unidos da America entre si.

Com excepção do previsto no paragrapho no. 3 deste artigo, as disposições deste tratado relativas ao tratamento a ser concedido pelos Estados Unidos do Brasil e pelos Estados Unidos da America, respectivamente, ao commercio do outro paiz, não se applicarão ás ilhas Philippinas, ás ilhas Virgens, á Samôa americana, á ilha de Guam, nem á zona do Canal do Panamá.

As disposições do artigo I e as relativas ao tratamento da nação mais favorecida, contidas nos artigos II e VI, applicar-se-ão, sob as reservas constantes do paragrapho no. 1, desde artigo, aos artigos cultivados, produzidos ou fabricados em qualquer região sujeita á soberania ou autoridade de um ou outro paiz, e que sejam impotados de qualquer região sujeita á soberania ou autoridade do outro paiz ou exportados para qualquer das referidas regiões. Fica subentendido, comtudo, que o disposto neste paragrapho não se applicará zona do Canal do Panamá.

Article XII.

The present Agreement shall, from the date on which it comes into force, supplant the Agreement by exchange of notes signed by the United States of America and the United States of Brazil on October 18th, 1923.

Article XIII.

The United States of America and the United States of Brazil, animated by their traditions of amity and by the spirit which impelled them to enter into this Agreement, declare their intention of studying the possibility of concluding other agreements designed to improve and strengthen their present relations, their trade interchange, their maritime, aerial and postal connections, with a view to bringing still closer together the peoples of the two nations. With this end in view, the competent branches of the two Governments will, on the first opportunity, exchange ideas on the most rapid and efficient ways of increasing trade interchange between the two countries through mutual and reciprocal concessions by each country to the products of the other or through transport, credit, or other facilities, with a view to developing the relations between them, and will endeavor to carry into effect to the greatest possible extent the recommendations and suggestions which will have been found suitable to this purpose.

Article XIV.

The present Agreement shall be approved and confirmed by the President of the United States of America by virtue of the Act of the Congress of the United States of America approved June 12th, 1934, entitled " An Act to amend the Tariff Act of 1930 ", and shall be ratified by the President of the Republic of the United States of Brazil in accordance with the constitutional requirements of that country. It shall enter into full force thirty days after the exchange of the instrument of approval and confirmation and the instrument of ratification, which shall take place in the city of Rio de Janeiro, as soon as possible, and shall continue in force for two years, unless terminated in accordance with the provisions of Article II.

Unless at least six months before the expiration of the above-mentioned term of two years the Government of either country shall denounce the Agreement, it shall continue in full force until denounced by either Government with six months' previous notice, or unless terminated in accordance with the provisions of Article II.

In witness thereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement in duplicate, each in the English and Portuguese languages, and have affixed their seals hereto.

Done at the City of Washington, this second day of February, one thousand nine hundred and thirty-five.

(Seal) Cordell HULL.

(Seal) Oswaldo ARANHA.

Artigo XII.

A partir da data de sua entrada em vigor, o presente tratado revogará o accôrdo por troca de notas assignado pelos Estados Unidos do Brasil e pelos Estados Unidos da America em 18 de Outubro de 1923.

Artigo XIII.

Os Estados Unidos do Brasil e os Estados Unidos da America, animados pela sua tradição de amizade e pelo espirito que dictou este tratado, declaram a sua intenção de estudar a possibilidade da conclusão de outros accôrds que visem melhorar e intensificar as suas relações actuaes, o intercambio de ambos os paizes, as suas ligações maritimas, aereas e postaes, a fim de aproximar, ainda mais, os povos das duas nações. Tendo em vista esse objectivo, os órgãos competentes dos dois governos trocarão ideias, na primeira oportunidade, sobre os meios mais rapidos e efficientes de augmentar o intercambio de mercadorias entre os dois paizes, mediante concessões mutuas e reciprocas em favor dos productos de um e outro paiz, facilidades de transporte e de credito, no intuito de desenvolver as relações entre elles, e procurarão realizar da melhor forma possivel as recommendações e suggestões que forem achadas mais opportunas para o fim proposto.

Artigo XIV.

O presente tratado será ratificado pelo Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil, de accôrdo com preceitos constitucionaes brasileiros, e será approved e confirmado pelo Presidente dos Estados Unidos da America, por força da lei do Congresso dos Estados Unidos da America approvada a 12 de Junho de 1934 e intitulada " An Act to amend the Tariff Act of 1930 ". Entrará em vigor trinta dias após a troca do instrumento de ratificação e do instrumento de approvação e confirmação, a effectuarse na cidade do Rio de Janeiro, dentro do prazo mais breve possivel, e continuará vigente durante dois annos, salvo se for denunciado de conformidade com o disposto no artigo II.

A não ser que, pelo menos seis mezes antes da expiração do supracitado prazo de dois annos, o governo de um dos dois paizes denuncie o tratado, continuará este em vigor até ser denunciado por um dos governos, com seis mezes de antecedencia ou de conformidade com o disposto no artigo II.

Em fé do que, os plenipotenciarios acima indicados assignaram este tratado, em dois exemplares, ceda um dos quaes nas linguas ingleza e portugueza, e lhes appuzeram os seus respectivos sellos.

Feito na cidade de Washington, em dois de Fevereiro de mil novecentos e trinta e cinco.

(Seal) Cordell HULL.

(Seal) Oswaldo ARANHA.

SCHEDULE I.

NOTE : The provisions of this Schedule shall apply on and after the day on which the Agreement comes into force to articles then lying in Customs warehouses and warehouses of the " Mesas de Rendas " and bonded depots or docks, on which the duties have not then been paid in full, as well as to articles imported thereafter, in accordance with the provisions of Article 7 of Decree No. 24343 of June 5th, 1934.

ABBREVIATIONS :

Kg. — Kilogram.
T. — Ton (metric).
NW — Net weight.
LW — Legal weight.
GW — Gross weight.

Brazilian Tariff Item No.	Description of Articles	Unit	Rate of Duty
37	Hides and Skins : Prepared or tanned, not specified : colored or greased . . .	Kg. LW	11\$440
	Patent leather, grained or not	Kg. LW	15\$600
98	Milk : In powder, tablets or other state, with or without sugar .	Kg. LW	2\$600
106	Fish : Preserved by any process : Sardines, sprats, brislings or slids, " chicharros ", " jurelos " and other small fish, herrings, and salmon, white, red or others	Kg. LW	3\$120
225	Fruit : Plums, cherries, quinces, figs, apples, melons, strawberries, peaches, pears, grapes, and similar, fresh or green . . .		Free
230	Preserved Fruits : Any other fruits : in alcohol, sugar sirup, or honey (jams), solid pack, jelly or pulp	Kg. LW	6\$240
240	Cereals, Garden Produce and Vegetables : Preserved asparagus	Kg. LW	2\$600
	All others, preserved in any manner, with or without mixture of fruits, in solid pack, except tomatoes, or prepared in any other manner	Kg. LW	4\$160
245	Flours : Of oats.	Kg. LW	\$780
	Note : Note No. 51 of the Brazilian Tariff is maintained in its entirety.		
	Gums, Gum-resins, Natural Resins and Balsams :		
282	Turpentine : Bordeaux or common	Kg. GW	\$780
468	Cotton Oilcloth : In the piece	Kg. LW	6\$930
	In galloons or strips, cut or not	Kg. LW	8\$320

TABELLA I.

NOTA : As taxas e as disposições contidas nesta tabella serão applicadas, a partir do dia em que entrar em vigôr o tratado, aos artigos existentes nos armazens das alfandegas e mesas de rendas, entrepostos ou trapiches, cujos direitos ainda não tiverem sido satisfeitos integralmente, bem como aos artigos importados depois dessa data, de accordo com o disposto no art. 7 do decreto n. 24.343, de 5 de junho de 1934.

ABREVIACÕES :

K^o — kilogramma.
 Ton. — tonelada.
 PR — peso real.
 PL — peso legal.
 PB — peso bruto.

N ^o na tarifa brasileira	Discriminação dos artigos	Unidade	Taxas conven- cionadas
37	Pelles e Couros : Preparados ou curtidos, não especificados : tintos ou engraxados	K ^o PL	11\$440
	Envernizados, graneados ou não	K ^o PL	15\$600
98	Leite : Em pó, tabloides ou outro estado, com ou sem assucar . .	K ^o PL	2\$600
106	Peixes : Em conserva, de qualquer modo preparada : sardinhas, sprats, brislings ou slids, chicharos, jurelos e outros pequenos, arenques e salmão, branco, rosado ou outros	K ^o PL	3\$120
225	Frutas : Ameixas, cerejas, damascos, figos, maçãs, melões, morangos, peçegos, peras, uvas e semelhantes, frescas ou verdes		Isento
230	Em Conserva : Quaesquer outras frutas : em alcool, calda de assucar, ou mel (compotas), em massa, geléa ou em polpa	K ^o PL	6\$240
240	Cereaes, Hortaliças e Legumes : Espargos em conserva	K ^o PL	2\$600
	Quaesquer outros, em conserva de qualquer qualidade, com ou sem mixtura de frutos, em massa, excepto de tomates, ou de outro modo preparados	K ^o PL	4\$160
245	Farinhas : De aveia	K ^o PL	\$780
	Nota : Mantida integralmente a nota n. 51 da tarifa brasileira.		
282	Gommas, Gommas-Resinas, Resinas, Resinas e Balsamos Naturaes : Terebenthina : De Bordeaux ou commum	K ^o PB	\$780
468	Oleados de Algodão : Em peças	K ^o PL	6\$930
	Em galões ou tiras, recortados ou não	K ^o PL	8\$320

Brazilian Tariff Item No.	Description of Articles	Unit	Rate of Duty
474	Ready Made Clothing (of Cotton) : Shirts, for both sexes, of any fabric (other than knitted or netted), plain or with pleats	Each	7\$800
582	Cements : The second and third subclassifications are combined as follows : Of magnesium, white or magnesian, Portland or Roman	T. NW	104\$000
851	Iron and Steel : Manufactures : Furniture and furnishings, not classified, and parts therefor	Kg. LW	2\$600
977	Soaps, Sapolios, Soapy Substances and Similar : Common, ordinary or hard, for domestic use, in bars, blocks, flakes, or in sheets, white such as Marseilles, variegated, or colored	Kg. LW	2\$080
982	Paints : Prepared with oil : liquid, ready for use, producing on the painted surface an ordinary opaque or not very brilliant finish, with a maximum of 2% of natural or artificial resin Prepared with a base of varnish or resins, known as enamels, liquid, ready for use, producing a brilliant or lustrous finish	Kg. LW	1\$170
	Prepared with a base of pyroxylin (nitrocellulose) or acetylcellulose (acetate of cellulose) : In mass or paste, dark or opaque, for undercoat, known as "Preparation", "Surfacer", "Putty" and the like Liquid, to be applied by machinery (pistols or sprayers), opaque or brilliant, of any color, containing pigments or mineral lacquers	Kg. LW	2\$340
		Kg. LW	2\$400
984	Varnishes : With a base of ethers of cellulose (nitro or acetocellulose), transparent, colored or not	Kg. LW	5\$200
1583	Radio, Telegraphic, Telephonic, and Television Apparatus : Receiving or transmitting apparatus for telephones, telegraphs, radio-telephones, radio telegraphs or television, including radio-victrolas and any of their appurtenances and parts not classified : Weighing up to 10 kilos Weighing more than 10 up to 50 kilos Weighing more than 50 up to 100 kilos Weighing more than 100 up to 250 kilos Weighing more than 250 up to 500 kilos Weighing more than 500 kilos	Kg. LW	12\$700
		Kg. LW	10\$200
		Kg. LW	7\$050
		Kg. LW	6\$800
		Kg. LW	5\$400
		Kg. LW	4\$100
1601	Films, Cinematographic : Developed : Up to 16 millimeters wide Same, more than 16 millimeters wide Unexposed	Kg. LW	28\$500
		Kg. LW	56\$990
		Kg. LW	5\$700

Nº na tarifa brasileira	Discriminação dos artigos	Unidade	Taxas conven- cionadas
474	Roupa Feita (de Algodão) : Camisas para ambos os sexos, de qualquer tecido (com excepção de tecido de ponto de meia ou de malharia), lisas ou com prégas	UMA	7\$800
582	Cimentos : Reunidas as 2º e 3º alíneas na seguinte : De magnésio, branco ou magnésiano, Portland ou romano	Ton. PR	104\$000
851	Ferro e Aço : Em obras : Mobílias e moveis não classificados e respectivas peças avulsas	Kº PL	2\$600
977	Sabões, Sapolios, Saponáceos e Semelhantes : Communs, ordinarios ou duros, para uso domestico, em barras, blocos, escamas ou em placas, brancos como o de Marselha, marmorizados ou coloridos	Kº PL	2\$080
982	Tintas : Preparadas a oleo : liquidas, promptas para uso, produzindo sobre a superficie pintada um acabamento commum, opaco ou de pouco brilho, podendo conter até 2 % de resina natural ou artificial Preparadas a base de verniz ou resinas, denominadas esmaltes, liquidas, promptas para uso, produzindo sobre a superficie pintada um acabamento lustroso ou brilhante Preparadas a base de pyroxylina (nitro-cellulose) ou acetyl-cellulose (acetato de cellulose) : Em massa ou pasta, foscas ou opacas, para primeiras mãos, denominadas " Preparation ", " Surfacer ", " Putty " e semelhantes Liquidas, para serem applicadas por meio de machinas (pistolas ou pulverizadoras), opacas ou brilhantes, de qualquer côr, contendo pigmentos ou laccas mineraes	Kº PL Kº PL Kº PL	1\$170 2\$600
984	Vernizes : A base de ethers de cellulose (nitro ou aceto-cellulose), transparentes, coloridos ou não	Kº PL	2\$340 2\$400
1583	Apparelhos : Receptores ou transmissores de telephonia, telegraphia, radio-telephonia, radio-telegraphia ou televisão, inclusive radio-victrolas, qualquer de seus pertences e partes não classificados : Pesandos até 10 ks. Mais de 10 até 50 ks. Mais de 50 até 100 ks. Mais de 100 até 250 ks. Mais de 250 até 500 ks. Mais de 500 ks.	Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL	5\$200 12\$700 10\$200 7\$650 6\$800 5\$400 4\$100
1601	Films Cinematographicos : Impressos, até 16 mm. de largura Idem, de mais de 16 mm. Virgens.	Kº PL Kº PL Kº PL	28\$500 56\$990 5\$700

Brazilian Tariff Item No.	Description of Articles	Unit	Rate of Duty
1632	Electric Batteries, Dry : Separate or assembled in batteries : Weighing up to 50 grams Weighing more than 50 up to 100 grams Weighing more than 100 up to 500 grams Weighing more than 500 up to 1 kilo Weighing more than 1 kilo	Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW	3\$000 2\$600 2\$500 2\$400 1\$900
1654	Radio Valves or Tubes : For radio-receiving and radio-transmitting apparatus : Weighing up to 100 grams Weighing more than 100 grams	Kg. LW Kg. LW	30\$660 38\$000
1673	Surgical Dressings : Gauze, plain or with antiseptic or medical substance, in strips or in pieces and bandages of any cloth	Kg. LW	6\$740
1779	Automobiles : Assembled or unassembled, complete ; operated by gasoline, naphtha, benzine or other essence, by alcohol, oil or electricity : For passengers, such as landaulets, limousines, phaetons, double phaetons, sedans, roadsters, and others : Weighing up to 900 kilos Weighing more than 900 up to 1,400 kilos Weighing more than 1,400 up to 1,900 kilos Weighing more than 1,900 up to 2,200 kilos Weighing more than 2,200 kilos For passengers or freight delivery of merchandise, including ambulances, trucks, hearses, busses, and others : Weighing up to 2,000 kilos Weighing more than 2,000 up to 4,000 kilos Weighing more than 4,000 kilos	Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW Kg. LW	1\$712 1\$984 3\$080 4\$712 6\$344 1\$456 1\$704 2\$184
1781	Motorcycles : Assembled or unassembled, complete : Two-wheeled, with one or more seats, with or without facilities for the transportation of packages, equipped with pneumatic tires Three-wheeled, with one or more seats, with or without basket or box, for the transportation of persons or goods, including three-wheeled automobiles and sidecars	Kg. LW Kg. LW	3\$090 2\$560
1782	Automotive Parts, Accessories and Appurtenances : Of automobiles : Chassis or trucks, without body, assembled or unas- sembled, complete with motor and its appurtenances, front and rear wheels, equipped with pneumatic tires, running boards, fenders, bumpers and all other parts necessary for functioning, including horn, lights and signals ; for ambulances, trucks, omnibuses, and any others	Kg. LW	1\$270

Nº na tarifa brasileira	Discriminação dos artigos	Unidade	Taxas conven- cionadas
1632	Pilhas Electricas Seccas : Avulsas ou em baterias : Pesando até 50 grs. Mais de 50 até 100 grs. Mais de 100 até 500 grs. Mais de 500 grs. até 1 kilo Mais de 1 kilo	Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL	3\$000 2\$600 2\$500 2\$400 1\$900
1654	Valvulas ou Tubos : Para aparelhos radio-receptores e radio-transmissores : Pesando até 100 grs. Idem mais de 100 grs.	Kº PL Kº PL	30\$660 38\$000
1673	Curativos Cirurgicos : Gaze, simples ou com substancia antiseptica ou medican- mentosa, em tiras ou em peças e ataduras de qualquer tecido	Kº PL	6\$740
1779	Carros : Montados ou desmontados, completos ; automoveis a gazolina, naphta, benzina ou outra essencia, a alcool, oleo ou a electricidade : Proprios para passageiros, taes como landaulets, limou- sines, phaetons, double-phaetons, sedans, spiders e outros : Até 900 ks. Mais de 900 até 1400 kilos Mais de 1400 até 1900 kilos Mais de 1900 até 2200 kilos Mais de 2200 kilos Proprios para passageiros ou carga, entrega de encom- mendas, soccorros pessoases, serviço funerario e fins semelhantes, taes como : ambulancias, caminhões, omnibus e outros : Até 2000 kilos Mais de 2000 até 4000 kilos Mais de 4000 kilos	Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL	1\$712 1\$984 3\$080 4\$712 6\$344 1\$456 1\$704 2\$184
1781	Velocipedes, taes como : Bicycles e Tricycles : Montados ou desmontados, completos : A motor : Bicycles de um ou mais assentos, com ou sem dispo- sitivo para transporte de encommendas, providos de pneumaticos Tricycles de um ou mais assentos, com cesta ou caixa, ou sem ellas, para transporte de pessoas ou merca- dorias, idem, comprehendidos os automoveis de tres rodas e os " sidecars "	Kº PL Kº PL	3\$090 2\$560
1782	Partes, Accessorios e Pertences : De carros automoveis : Chassis ou trucks, sem caixa de carro (carrosserie), montados ou desmontados, completos com motor e seus pertences, rodagens dianteira e trazeira, guarne- cidas de pneumaticos, estribos, para-lamas, para- choques e todas as demais peças necessarias ao seu funcionamento, inclusive buzina, lanternas e signaes : — propios para ambulancias, caminhões, omnibus e quaesquer outros	Kº PL	1\$270

Brazilian Tariff Item No.	Description of Articles	Unit	Rate of Duty
	<i>Scales (continued) :</i>		
1792 (cont.)	Spring, with cylinders, suspension, with or without pan	Kg. LW	10\$400
	Same, with stands of iron or marble, with only one pan	Kg. LW	5\$200
	Same, not specified	Kg. LW	4\$160
	<i>Pumps :</i>		
1794	For gasoline or motor alcohol, simple or with indicator, propelled by whatever means, assembled or unassembled, and any of their parts, unclassified	Kg. LW	3\$120
	<i>Electrical Refrigeration Apparatus :</i>		
1822 / 1831	Ice boxes, refrigerators, and similar of ordinary metal, with refrigeration apparatus :		
	Weighing up to 10 kilos	Kg. LW	1\$860
	Weighing more than 10 up to 50 kilos	Kg. LW	1\$550
	Weighing more than 50 up to 100 kilos	Kg. LW	1\$240
	Weighing more than 100 up to 250 kilos	Kg. LW	1\$120
	Weighing more than 250 up to 500 kilos	Kg. LW	\$990
	Weighing more than 500 up to 1,000 kilos	Kg. LW	\$750
	Weighing more than 1,000 up to 5,000 kilos	Kg. LW	\$620
	Weighing more than 5,000 up to 10,000 kilos	Kg. LW	\$500
	Weighing more than 10,000 kilos	Kg. LW	\$370
	<i>Agricultural Machinery and Implements, such as :</i>		
1825	Transplanters, plows, stump or tubercle pullers, reapers, cultivators, scarifiers, eradicators, harrows with stiff or flexible teeth, planters, Crowskill, Cambridge and similar rollers, sowing machines, sulky, tractors and similar	Free	
	<i>Steel Files :</i>		
1828	Not specified :		
	Weighing up to 300 grams per dozen	Kg. LW	3\$900
	Weighing over 300 up to 1,500 grams per dozen	Kg. LW	2\$730
	Weighing over 1,500 grams per dozen	Kg. LW	1\$950
	<i>Machinery :</i>		
1831	For grinding knives and tools, sharpening pencils, for embroidering or sewing, cutting meats, paper, bread, cork or cloth, for threshing or crushing corn, for separating cream, up to a capacity of 10 liters, for bottling, ironing, making ice or sherbets, for washing glasses, bottles and dishes, for washing and wringing clothes, for cleaning knives, chopping meat, tobacco or vegetables, for shredding and similar uses, small, for domestic use, for offices, small stores and similar	Kg. GW	\$930
	<i>Machines, for calculating and for accounting or statistics, Hollorith system and others :</i>		
	Weighing up to 10 kilos	Kg. LW	6\$190
	Same, weighing from 10 to 50 kilos	Kg. LW	4\$950
	Same, weighing from 50 to 100 kilos	Kg. LW	3\$710
	Same, weighing from 100 to 250 kilos	Kg. LW	2\$470
	Same, weighing from 250 to 500 kilos	Kg. LW	1\$860
	Same, weighing over 500 kilos	Kg. LW	1\$240
	<i>Typewriting machines :</i>		
	With keyboard	Kg. LW	7\$960
	Machines : for registering payments, passengers in vehicles, and similar	Kg. LW	5\$700
	Machines : for typography : Linotypes, monotypes, autoplates, semi-autoplates	Kg. LW	\$750

Nº na tarifa brasileira	Discriminação dos artigos	Unidade	Taxas conven- cionadas
1792 (cont.)	Balanças (<i>continuação</i>) : Com móla : De canudo, de suspender, com ou sem concha Com sócco de ferro ou marmore, de uma só concha Não especificadas	Kº PL Kº PL Kº PL	10\$400 5\$200 4\$160
1794	Bombas : Para gasolina ou para alcool-motor, simples ou com mostrador, de qualquer modo acionadas, armadas ou desarmadas e qualquer de suas partes não classificadas	Kº PL	3\$120
1822/ 1831	Geladeiras, Redrigeradores e Semelhantes, de Metal Ordinario : Com aparelhagem frigorifica : Pesando até 10 kilos Mais de 10 até 50 kilos Mais de 50 até 100 kilos Mais de 100 até 250 kilos Mais de 250 até 500 kilos Mais de 500 até 1000 kilos Mais de 1000 até 5000 kilos Mais de 5000 até 10000 kilos Mais de 10000 kilos	Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL	1\$860 1\$550 1\$240 1\$120 \$990 \$750 \$620 \$500 \$370
1825	Instrumentos e Machinas Agricolas taes como : Abaceladeiras, arados, arrancadores de tocos ou de tuber- culos, carpideiras, ceifadeiras, charruas, cultivadeiras, escarificadeiras, extirpadeiras, grades com dentes rigidos ou flexiveis, plantadeiras, rolos Croskill, Cambridge e semelhantes, semeadeiras, tractores, transplantadores e semelhantes.	Isento	
1828	Limas : Não especificadas : Pesando até 300 grs. por duzia Idem mais de 300 até 1500 gr. Idem mais de 1500 grs.	Kº PL Kº PL Kº PL	3\$900 2\$730 1\$950
1831	Machinas : Para amolar facas e ferramentas, aparar lapis, bordar ou costurar, cortar fiambre, pão, papel, rolhas ou tecidos, debulhar ou quebrar milho, desnatar leite, até a capaci- dade de 10 litros, engarrafar ; engommar, fazer gelo ou sorvetes, lavar copos, garrafas ou pratos, lavar e espre- mer roupa, limpar facas, picar carne, fumo ou legumes, ralar e semelhantes, paquenas, de uso domestico, escrip- torio, mercearia e semelhantes	Kº PB	\$930
	Machinas para calcular e para contabilidade ou estatistica, systema Hollerith e outros : Pesando até 10 kilos Mais de 10 até 50 kilos Mais de 50 até 100 kilos Mais de 100 até 250 kilos Mais de 250 até 500 kilos Mais de 500 kilos	Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL Kº PL	6\$190 4\$950 3\$710 2\$470 1\$860 1\$240
	Machinas de escrever ou estenographar : com teclado . . .	Kº PL	7\$960
	Machinas para registrar pagamentos, passagens em vehi- culos e semelhantes	Kº PL	5\$700
	Machinas para typographia : linotipo, monotipo, auto- plates e semi-autoplates	Kº PL	\$750

Brazilian Tariff Item No.	Description of Articles	Unit	Rate of Duty
1856	Spark Plugs for Motors :		7\$900
	Rubber and Gutta Percha, Vulcanized or not, Ebanite or Ebonite, and Similar :		
1866	Rubber hose and tubes, covered or not with wire, with or without interior or exterior cloth :		
	Weighing over 250 grams up to 1 kilo per lineal meter	Kg. LW	5\$850
	Weighing over 1 kilo up to 5 kilos per lineal meter	Kg. LW	3\$900
	Belting for machinery	Kg. LW	9\$360
	Confectionery, Sweets, Bonbons, Pastilles, etc. :		
1871	Add special subclassification for : " Chewing gum "	Kg. LW	5\$000
	Linoleum, Congoleum, and Similar :		
1885	In pieces and strips		1\$360
	In discs and carpets		1\$300

SCHEDULE II.

NOTE : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
10	Copaiba balsam, natural and uncompounded, and not containing alcohol	5 % <i>ad valorem</i>
35	Ipecac, natural and uncompounded, but advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, not containing alcohol	5 % <i>ad valorem</i>
35	Maté, natural and uncompounded, but advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, not containing alcohol	5 % <i>ad valorem</i>
302(a)	Manganese ore (including ferruginous manganese ore) or concentrates, and manganiferous iron ore, all the foregoing containing in excess of 10 percentum of metallic manganese	1/2 cent per pound on the metallic manganese con- tained therein.
757	Cream or Brazil Nuts : Not shelled Shelled	3/4 cent per pound. 2 1/4 cents per pound.

Nº na tarifa brasileira	Discriminação dos artigos	Unidade	Taxas convencionadas
1856	Vélas para Motores :	Kº PL	7\$900
	Borracha e Gutta-Percha, Vulcanizadas ou Não, Ebanite ou Ebonite e Semelhantes :		
1866	Tubos vestidos ou não de arame, com ou sem tecido interior ou exterior :		
	Pesando mais de 250 grs. até 1 kilo por metro corrente	Kº PL	5\$850
	Idem mais de 1 kilo até 5 kilos	Kº PL	3\$900
	Correias para machinas	Kº PL	9\$360
	Confeitos, Balas, Bonbons, Pastilhas, etc. :		
1871	Accrescentar uma alinea especial para : " Chewing gum "	Kº PL	5\$000
	Linoleum, Congoleum e Semelhantes :		
1885	Em peças e passadeiras	Kº PL	1\$360
	El discos e tapetes	Kº PL	1\$300

TABELLA II.

NOTA : Tanto quanto possível, as disposições desta tabella serão interpretadas, e terão o mesmo effeito, como se cada item figurasse no paragrapho respectivo da tarifa de 1930, assignalado á esquerda da discriminação dos artigos, o mesmo se dando quanto á applicação das disposições accessorias das leis aduaneiras dos Estados Unidos da America, com relação ao que se acha estipulado na mesma tabella.

Paragragho da tarifa de 1930	Discriminação dos artigos	Direitos
10	Balsamo de copahyba, natural e sem mistura, não contendo alcool	5 % <i>ad valorem</i>
35	Ipecacuanha natural e sem mistura, beneficiada por corte, trituração, moagem ou quaesquer outros processos de tratamento, alem dos que forem essenciaes a um acondicionamento apropriado e á prevenção contra deteriorações ou estragos até ser o artigo manufacturado ; bão contendo alcool	5 % <i>ad valorem</i>
35	Mate natural e sem mistura, beneficiado por corte, trituração, moagem ou quaesquer outros processos de tratamento, alem dos que forem essenciaes a um acondicionamento apropriado e á prevenção contra deteriorações ou estragos até ser o artigo manufacturado ; não contendo alcool	5 % <i>ad valorem</i>
302(a)	Minerio de manganéz (inclusive minerio ferruginoso de manganéz) ou concentrados, e minerio de ferro manganifero, contendo manganéz metallico excedente a 10 %	½ centavo por libra sobre o conteúdo em manganéz metallico.
757	Castanhas do Pará :	
	Com casca	¾ centavo por libra
	Descascadas	2 ¼ centavos por libra

Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Rate of Duty
762 1602	Castor beans	¼ cent per pound.
	Ipecac, natural and uncompounded and in a crude state, not advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, not containing alcohol . .	Free
1602	Maté, natural and uncompounded and in a crude state, not advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, not containing alcohol . . .	Free
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free
1654	Coffee, except coffee imported into Puerto Rico	Free
1697	Gutta balata	Free
1719	Zirconium ores or concentrates	Free
1727	Babassu nuts and kernels	Free
1732	Babassu-nut oil, expressed or extracted	Free
1765	Deerskins, raw	Free
1796	Carnauba wax	Free
1796	Beeswax, not specially provided for	Free
1803	Cabinet woods in the log	Free

Paragrapho da tarifa de 1930	Discriminação dos artigos	Direitos
762	Bagas de mamona	¼centavo por libra
1602	Ipecacyanha, natural e sem mistura, em estado bruto, sem beneficiamento por corte, trituração, moagem ou quaesquer outros processos de tratamento, alem dos que forem essenciaes a um acondicionamento apropriado e á prevenção contra deteriorações ou estragos até ser o artigo manufacturado ; não contendo alcool	Livre
1602	Mate, natural e sem mistura, em estado bruto, sem beneficiamento por corte, trituração, moagem ou quaesquer outros processos de tratamento, alem dos que forem essenciaes a um acondicionamento apropriado e á prevenção contra deteriorações ou estragos até ser o artigo manufacturado ; não contendo alcool	Livre
1653	Cacao ou favas de cacao, inclusive cascas	Livre
1654	Café, exclusive café importado em Porto Rico	Livre
1697	Balata	Livre
1719	Minerios ou concentrados de zirconio	Livre
1727	Amendoas e caroços de babassú	Livre
1732	Oleo de babassú	Livre
1765	Couros de veado, crús	Livre
1796	Cera de carnauba	Livre
1796	Cera de abelhas, não classificada especialmente	Livre
1803	Madeiras para marcenaria, em toras	Livre

TROCA DE NOTAS

RELATIVA   INTERPRETA O DO ARTIGO VI DO
TRATADO ACIMA REFERIDO. WASHINGTON,
2 DE FEVEREIRO DE 1935.

I.

EMBAIXADA
DOS ESTADOS UNIDOS
DO BRASIL
No. II.

WASHINGTON, em 2 Fevereiro de 1935.

SENHOR SECRETARIO DE ESTADO,

Animado do proposito de esclarecer a perfeita
intelligencia do artigo VI do tratado de com-
mercio firmado hoje entre o Brasil e os Estados
Unidos da America, o meu Governo autorizou-
me a declarar a Vossa Excellencia que, emquanto
tiver necessidade de manter o actual *contrôle*
cambial, interpreta a promessa contida no
referido artigo pela seguinte forma :

I) O Banco do Brasil dará cambio
sufficiente para o pagamento, a medida
que se tornar devido, de todas as futuras
importa es no Brasil de productos norte-
americanos ; alem disso, o Banco do Brasil
fornecer  cambio bastante para liquida o
gradual das dividas commerciaes norte-
americanas actualmente em atraso, ficando
entendido que o Banco do Brasil estabe-
lecer  um systema de pagamento segundo
o qual a importancia de cambio necessaria
para os referidos fins não será inferior a
uma percentagem calculada de accôrdo
com a parte representada pelas mercadorias
norte-americanas na importa o total do
Brasil durante os ultimos dez annos, mas
ligeiramente augmentada para se alcan-
carem as finalidades visadas pelo novo
tratado de commercio ;

II) Quanto às remessas de lucros e
dividendos de companhias norte-americanas
que funcionam no Brasil, não pode o
meu Governo, até que se normalise a

¹ Traduction du Gouvernement des Etats Unis
d'Amérique.

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE INTERPRETATION OF ARTICLE
VI OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT.
WASHINGTON, FEBRUARY 2nd, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF BRAZIL
No. II.

WASHINGTON, February 2nd, 1935.

MR. SECRETARY OF STATE,

Animated with the purpose of making Article
VI of the trade Agreement between Brazil
and the United States of America, signed
to-day, perfectly clear, my Government has
authorized me to advise Your Excellency that,
so long as there may be any need for it to
maintain the present control over foreign
exchange, it interprets the promise contained
in the said Article as follows :

I. The Bank of Brazil will furnish
sufficient exchange for the payments, as
they become due, for all future importa-
tions of American products into Brazil ;
moreover, the Bank of Brazil will provide
sufficient foreign exchange for the gradual
liquidation of the American commercial
debts now in arrears, it being understood
that the Bank of Brazil will establish a
system of payment under which the amount
of foreign exchange required for the pur-
poses mentioned shall not be less than a
percentage calculated in accordance with
the share represented by American goods in
total Brazilian imports during the past
10 years, but slightly increased in order
that the purposes contemplated by the
new trade Agreement may be accomplished ;

II. With respect to transfers of profits
and dividends of American companies
operating in Brazil, my Government cannot,
until the situation becomes normal, do

¹ Translation of the Government of the United
States of America.

situação, senão prometter que taes companhias receberão tratamento nunca menos favoravel do que aquelle de que gozam ou vierem a gozar quaesquer companhias estrangeiras estabelecidas no paiz ;

III) O meu Governo suggere a cooperação do Banco do Brasil com o " Federal Reserve Board " de Nova York (ou outra instituição que o Governo dos Estados Unidos da America vier a indicar), no sentido de ser inaugurado um serviço de informações em materia cambial, capaz de melhorar o conhecimento da situação de cada um dos dois paizes em relação ao outro e, dessa forma, intensificar entre elles a troca de productos ;

IV) Se, como espera, chegarem a uma feliz conclusão as negociações em curso para obtenção de creditos bancarios, reservará o Governo brasileiro de sua disponibilidade de cambio o necessario para attender ao pagamento aos portadores de titulos de emprestimos negociados nos Estados Unidos da America das quantias fixadas pelo plano de pagamento de dividas de 5 de Fevereiro de 1934.

Desejo accrescentar que o Banco do Brasil continuará, como até agora, a pagar as obrigações contrahidas em Junho de 1933 para a consolidação das dividas commerciaes em atrazo, existentes naquella data.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

Oswaldo ARANHA.

A Sua Excellencia
o Senhor Cordell Hull,
Secretario de Estado
dos Estados Unidos
da America.

more than promise that such companies will receive treatment never less favorable than that which is enjoyed or which may be enjoyed by any foreign companies established in the country ;

III. My Government suggests the co-operation of the Bank of Brazil with the Federal Reserve Board of New York (or any other institution which the Government of the United States of America may indicate), in the sense of inaugurating a foreign exchange information service, affording greater knowledge of the situation of each of the two countries with relation to the other and, in this way, intensifying the exchange of products between them ;

IV. If, as it hopes, the negotiations in progress for obtaining banking credits should come to a happy conclusion, the Brazilian Government will reserve from the foreign exchange at its disposal that necessary to meet the payment, to the holders of bonds of loans negotiated in the United States of America, of the sums fixed by the plan of February 5th, 1934, for payment of debts.

I wish to add that the Bank of Brazil will continue to meet, as hitherto, the obligations assumed in June 1933 for the refunding of the deferred commercial debts in arrears existing at that time.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Oswaldo ARANHA.

His Excellency
Mr. Cordell Hull,
Secretary of State
of the United States
of America.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

EXCELLENCY,

WASHINGTON, *February 2nd*, 1935.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of this date. My Government welcomes the declaration of the Government of Brazil contained in Your Excellency's note under acknowledgment in connection with the arrangements for the development

of trade between the United States and Brazil embodied in the new Commercial Agreement between the two countries and has taken note of the determination of the Government of Brazil to resolve in so satisfactory and orderly a manner matters involving foreign exchange between the two countries.

The security in exchange matters these assurances will give to trade between the two countries should greatly assist in the development of that trade. They appear to this Government to be both reasonable and moderate and in no way to obstruct such plans or efforts as the Brazilian Government may wish to carry forward in furthering a liberal exchange policy.

Your Excellency will, of course, appreciate that the proffer by Your Excellency's Government of these assurances as contained in Your Excellency's note above referred to is not construed by this Government as modifying or affecting in any way the rights of American holders of Brazilian bonds issued in the United States.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

His Excellency
Mr. Oswaldo Aranha,
Ambassador of Brazil.

TROCA DE NOTAS

MODIFICANDO O ARTIGO 282 DA NOVA TARIFA BRASILEIRA ESTIPULADA NA TABELLA I ANEXA AO ACORDO ACIMA REFERIDO. RIO DE JANEIRO, 17 DE ABRIL DE 1935.

I.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

RIO DE JANEIRO, em 17 de Abril 1935.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

Tenho a honra de informar a Vossa Senhoria que, em additamento ás reduções aduaneiras estipuladas na Tabella I, anexa ao tratado de commercio assignado, em Washington, entre os Estados Unidos da America e os Estados Unidos do Brasil, a 2 de Fevereiro ultimo, o Governo Brasileiro, attendo ao compromisso formal que havia assumido por occasião das negociações do referido tratado, resolveu taxar nas suas alfandegas o producto denominado colophônia do mesmo modo que o é, na nova tarifa aduaneira, o breu ou resina de pinho negra e de qualquer outra qualidade, permanecendo unicamente a resina denominada « de

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

EXCHANGE OF NOTES

MODIFYING ARTICLE 282 OF THE NEW BRAZILIAN TARIFF MENTIONED IN SCHEDULE I TO THE ABOVE AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, APRIL 17th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN RELATIONS.

RIO DE JANEIRO, April 17th, 1935.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honor to advise Your Excellency that in addition to the Customs reductions provided for in Schedule I annexed to the trade Agreement signed at Washington between the United States of America and the United States of Brazil on February 2nd, last, the Brazilian Government, in accordance with the formal obligation which it assumed at the time of the negotiation of the said Agreement, has resolved to tax, at its Customhouses, the product designated "colophony" in the same way as pitch or black pine resin or that of any other quality now is taxed in the new Customs tariff, only the resin called "Burgundy" remain-

¹ Translation of the Government of the United States of America.

bourgogne » como os direitos que a mesma tarifa cobra, tanto para a « de bourgogne » como para a colophónia.

2. Para clareza do assumpto, lembro a Vossa Senhoria que se trata do artigo 282 da nova tarifa Brasileira, discriminado nas duas alíneas seguintes :

De bourgogne e colophónia KG.P.L. \$530.

Negra (breu) e de qualquer outra qualidade, ton.P.B. 132\$730.

3. De acôrdo com a alteração que o Governo Brasileiro estabelece por esta troca de notas, essas alíneas ficarão assim modificadas na nossa lei aduaneira :

De bourgogne KG.P.L. \$530.

Colophónia, negra (breu) e de qualquer outra qualidade, ton.P.B.132\$730.

4. Esta modificação começará a vigorar nas mesmas condições estabelecidas para a entrada em vigor do tratado de comércio acima referido, no seu artigo XIV e na nota que esclarece as disposições e taxas contidas na Tabella I do mesmo tratado do qual será parte integrante.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Senhoria os protestos da minha mui distinta consideração.

José Carlos DE MACEDO SOARES.

ing subject to the same rates which are levied by the said tariff both on "Burgundy" resin and on colophony.

2. For the sake of clarity in the matter, I recall to Your Excellency that it is a question of Article 282 of the new Brazilian tariff, divided into the two following paragraphs :

Burgundy and colophony . . . Kg.—P. L.... \$530

Pitch, black or of any other quality Ton—P. B... 132\$730

3. In accordance with the change which the Brazilian Government establishes by this exchange of notes, those paragraphs will be thus modified in our Customs law :

Burgundy . . . Kg.—P. L... \$530

Colophony, black pitch, or of any other quality . Ton—P. B... 132\$730

4. This modification will enter into force under the same conditions as those established for the entry into force of the trade Agreement referred to above in its Article XIV and in the note which clarifies the provisions and rates contained in Schedule I of the said Agreement, of which it will form an integral part.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my most distinguished consideration.

José Carlos DE MACEDO SOARES.

II.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

RIO DE JANEIRO, April 17th, 1935.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of April 17th, 1935, setting forth that in accordance with the formal obligation which the Brazilian Government assumed at the time of the negotiation of the trade Agreement signed in Washington between the United States of America and the United States of Brazil on February 2nd, 1935, the Brazilian Government has resolved to modify Article 282 of the present Brazilian Customs tariff, in that part thereof which reads :

"Burgundy and colophony (common resin or rosin) K. G. P. L. 530 reis
Black (pitch) and any other kind ton P. B. 132,730 reis "

so as to read as follows :

"Burgundy K. G. P. L. 530 reis.
Colophony, black (pitch) and any other kind ton P. B. 132,730 reis "

Your Excellency's note further sets forth that this modification will enter into force under the same conditions as established for the entry into force of the trade Agreement in Article XIV and in the note to Schedule I of the said Agreement, of which it will form an integral part.

I have the honor to inform Your Excellency that my Government is in agreement with the modification to the Brazilian Customs tariff and the provisions as to the entry into force thereof above set forth.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

George A. GORDON,
Chargé d'Affaires ad interim.

Certified to be true and complete textual copies of the original Agreement and Supplementary Agreement and of interpretative Notes in all the languages in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3840. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 2 FÉVRIER 1935.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié unissant les deux pays, de donner effet aux principes énoncés dans la résolution sur la politique économique, commerciale et douanière, approuvée le 16 décembre 1933 par la septième Conférence internationale des États américains, et d'étendre l'application du principe d'égalité formulé dans l'échange de notes du 18 octobre 1923, en accordant des avantages mutuels et réciproques en vue de développer le commerce entre les deux pays et d'assurer en même temps l'expansion du commerce international, sont convenus de conclure un accord commercial et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Oswaldo ARANHA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République des États-Unis du Brésil auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Brésil s'accorderont réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et les charges accessoires et leur mode de perception, ainsi que les règles, formalités et charges applicables à l'occasion du dédouanement des marchandises.

En conséquence, les produits naturels ou manufacturés, originaires des États-Unis d'Amérique ou des États-Unis du Brésil, ne seront assujettis en aucun cas, dans l'autre pays et dans les domaines susmentionnés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels les produits similaires, originaires d'un tiers pays, sont ou pourront être assujettis.

De même, les produits naturels ou manufacturés exportés du territoire des États-Unis d'Amérique ou des États-Unis du Brésil à destination du territoire de l'autre pays, ne seront assujettis en aucun cas, en matière d'exportation et dans les domaines susmentionnés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels les produits similaires expédiés à destination du territoire d'un tiers pays sont ou pourront être assujettis.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou pourra être accordé à l'avenir par les États-Unis d'Amérique ou les États-Unis du Brésil, dans les domaines susmentionnés, à un produit naturel ou manufacturé, originaire d'un tiers pays ou expédié à destination du territoire

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'un tiers pays, sera accordé immédiatement et sans compensation à tout produit similaire originaire ou expédié à destination du territoire des Etats-Unis du Brésil ou des Etats-Unis d'Amérique, respectivement.

Article II.

1. Aucune prohibition, aucun contingent d'importation ou contingent douanier, aucune licence d'importation ni aucune autre forme de restriction quantitative ou de contrôle ne sera établi par les Etats-Unis du Brésil à l'égard de l'importation ou de la vente de tout article récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis d'Amérique qui figure parmi ceux qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier, ni par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'importation ou de la vente de tout article récolté, produit ou manufacturé aux Etats-Unis du Brésil qui figure parmi ceux qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier. Toutefois, la disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux prohibitions ou restrictions : *a)* ayant trait à la sécurité publique ; *b)* édictées pour des raisons de moralité ou d'humanité ; *c)* destinées à protéger la vie des hommes, des animaux ou des végétaux, sous réserve des stipulations de l'article X ; *d)* visant les marchandises fabriquées dans les prisons ; *e)* ayant trait à l'application de lois de police ou de lois fiscales ; ou *f)* autorisées par l'alinéa 2 du présent article.

2. Les dispositions de l'alinéa premier du présent article ne s'appliqueront pas aux restrictions quantitatives édictées par les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article quelconque récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, parallèlement à des mesures administratives visant à réglementer ou à contrôler la production, l'approvisionnement du marché ou les prix d'articles nationaux similaires. Toutefois, avant d'établir une restriction quantitative quelconque en matière d'importation, en vertu des dispositions ci-dessus du présent alinéa, ou avant d'apporter une modification substantielle à une telle restriction, le gouvernement du pays qui a l'intention d'établir ou de modifier substantiellement une restriction de ce genre en avisera par écrit l'autre gouvernement et fournira à ce dernier l'occasion d'examiner la restriction ou la modification envisagée dans un délai de trente jours à dater de la réception dudit avis. En outre, si l'autre gouvernement soulève des objections contre la restriction ou la modification envisagée, et si aucun accord n'est intervenu à la fin du trentième jour suivant la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui envisage de prendre cette mesure aura la faculté de le faire ensuite à n'importe quel moment ; dans les quinze jours qui suivront l'établissement de cette restriction ou modification, il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin au présent accord moyennant un préavis de trente jours.

3. Le présent accord étant fondé sur le principe du traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée, les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil conviennent qu'au cas où l'un ou l'autre gouvernement établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle à l'égard de l'importation d'un article ou de la vente d'un article importé, qui a été récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, il s'inspirera dans la mesure la plus large possible du principe de la nation la plus favorisée et appliquera ladite prohibition ou restriction de façon à ne soumettre à aucune discrimination le commerce de l'autre pays. A cet effet, il est convenu :

a) Que ni les Etats-Unis d'Amérique ni les Etats-Unis du Brésil n'édicteront ou ne maintiendront une prohibition ou restriction quantitative quelconque à l'égard de l'importation ou de la vente de tout article récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, qui ne s'appliquerait pas à l'importation ou à la vente de tout article similaire, récolté, produit ou manufacturé dans un tiers pays ;

b) Qu'au cas où les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil soumettraient l'importation ou la vente d'un article quelconque intéressant l'autre pays à des restrictions quantitatives, le contingent total d'importation dudit article, sauf convention contraire, sera réparti entre les pays exportateurs, et, lors de cette répartition, les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil, selon le cas, accorderont à l'autre pays une part

du contingent d'importation proportionnelle à la fraction de la quantité totale des importations dudit article que l'autre pays aura fournie pendant une période normale antérieure ;

c) Qu'au cas où les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil soumettraient l'importation ou la vente d'une quantité déterminée d'un article intéressant l'autre pays à un droit d'importation ou à une taxe inférieurs au droit ou à la taxe qui frappe les importations excédant cette quantité, le contingent total des importations bénéficiant de ce droit réduit ou de cette taxe réduite sera, sauf convention contraire, réparti entre les pays exportateurs, et, lors de cette répartition, les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil, selon le cas, accorderont à l'autre pays une part proportionnelle à la fraction de la quantité totale des importations de l'article en question que ce dernier pays a fournie pendant une période normale antérieure.

4. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni les Etats-Unis du Brésil ne réglementeront par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des organisations la quantité des importations dans leur territoire ou la vente dans ce dernier de tout article récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, à moins que la quantité des importations autorisées dudit article, pendant une période de contingentement qui ne sera pas inférieure à trois mois, n'ait été préalablement établie et que les règlements concernant la délivrance de ces licences ou permis n'aient été publiés avant leur entrée en vigueur.

5. Pour le cas où les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil soumettraient à des restrictions quantitatives l'importation dans leur territoire ou la vente sur ce dernier de tout article récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, ou dans le cas où l'un ou l'autre pays soumettrait une quantité déterminée d'un tel article à un droit ou à une taxe inférieurs au droit ou à la taxe qui frappe les importations excédant cette quantité, il est convenu que les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil, selon le cas :

a) Porteront à la connaissance du public la quantité totale de cet article dont l'importation ou la vente sera autorisée ou la quantité dudit article à laquelle ce droit réduit ou cette taxe réduite est applicable ;

b) Porteront à la connaissance du public les contingents accordés aux pays exportateurs, dans le cas où la quantité totale de cet article dont l'importation ou la vente est autorisée ou qui peut être importée ou vendue en bénéficiant de ce droit réduit ou de cette taxe réduite serait répartie entre les pays exportateurs ; en outre, ils informeront à tout moment, sur demande, le gouvernement de l'autre pays de la quantité de tout article de ce genre récolté, produit ou manufacturé dans chacun des pays exportateurs qui a été importée ou vendue ou pour laquelle des licences ou des permis d'importation ou de vente ont été accordés ;

c) Examineront à tout moment avec bienveillance toutes représentations que le gouvernement de l'autre pays pourra formuler pour montrer que ces restrictions ou l'établissement de droits ou de taxes ou encore leur mode d'application sont préjudiciables à son commerce.

Article III.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier, à leur importation aux Etats-Unis du Brésil, continueront, s'ils sont actuellement exempts de droits, à bénéficier de cette exemption des droits de douane ordinaires, ou, s'ils sont actuellement passibles de droits, seront exemptés des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Tous les articles énumérés et désignés dans la liste I seront également exemptés de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou contributions frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette dernière, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés ou prévus par les lois des Etats-Unis du Brésil en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article IV.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis du Brésil qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord et faisant partie intégrante de ce dernier, à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, continueront, s'ils sont actuellement exempts de droits, à bénéficier de cette exemption des droits de douane ordinaires, ou, s'ils sont actuellement passibles de droits, seront exemptés des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Tous les articles énumérés et désignés dans la liste II seront également exempts de tous autres droits, taxes, redevances, charges ou contributions frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette dernière, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés ou prévus par les lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Article V.

Dans le cas où les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil établiraient ou maintiendraient un monopole officiel ou un organisme central pour l'importation ou le commerce d'une marchandise déterminée, le gouvernement qui établira ou maintiendra un tel monopole ou un tel organisme central examinera avec bienveillance toutes les représentations que l'autre gouvernement pourra formuler relativement à de prétendues discriminations dont ferait l'objet son commerce lors des achats effectués par ledit monopole ou organisme central.

Article VI.

Les deux gouvernements conviennent que dans le cas où ils établiraient ou maintiendraient un système de contrôle des changes, ils appliqueront aux ressortissants et au commerce de l'autre pays, de la manière la plus générale et la plus complète, le traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée.

Les dispositions du présent article pourront être dénoncées par chaque gouvernement moyennant un préavis de soixante jours.

Article VII.

Tous les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou aux Etats-Unis du Brésil seront exempts après leur importation dans l'autre pays de toutes taxes, redevances, charges ou contributions intérieures autres ou plus élevées que celles qui frappent les articles similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays étranger, exception faite de celles qui sont prévues respectivement par les lois de l'un ou l'autre pays en vigueur à la date de la signature du présent accord.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou aux Etats-Unis du Brésil qui sont énumérés et désignés dans les listes I et II respectivement seront, après leur importation dans l'autre pays, exempts de toutes taxes, redevances, charges ou contributions intérieures, nationales ou fédérales, autres ou plus élevées que celles qui sont ou doivent être établies d'après les lois des Etats-Unis du Brésil et des Etats-Unis d'Amérique, respectivement, en vigueur à la date de la signature du présent accord, sous réserve des prescriptions constitutionnelles.

Article VIII.

Les lois, les règlements d'autorités administratives et les décisions d'autorités administratives ou judiciaires des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil, respectivement, concernant la classification d'articles pour les besoins des douanes ou les taux des droits, seront publiés avec toute la célérité nécessaire pour que les commerçants puissent en avoir connaissance.

Aucun règlement administratif des Etats-Unis d'Amérique ou des Etats-Unis du Brésil augmentant le taux des droits ou les charges applicables, d'après une pratique consacrée et uniforme, aux importations en provenance du territoire de l'autre pays, ou établissant des exigences nouvelles quelconques relativement à ces importations, n'aura effet rétroactif ou ne s'appliquera aux articles déclarés en douane ou retirés de la douane en vue de la consommation avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de la publication officielle de l'avis relatif à ce règlement. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux arrêtés administratifs établissant des droits antidumping ou concernant des mesures d'hygiène et de sécurité publique, ni à ceux qui ont pour objet de donner effet à des décisions judiciaires.

Article IX.

Les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil se réservent le droit d'appliquer toutes mesures qu'ils pourront respectivement juger utiles pour assurer le contrôle des exportations ou de la vente aux fins d'exportation d'armes, munitions ou matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, d'autres matières nécessaires à la guerre.

Article X.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, selon le cas, examineront avec bienveillance les représentations que l'autre gouvernement pourra formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, de l'observation des formalités douanières et de l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux.

Dans le cas où le gouvernement de l'un des deux pays ferait des représentations au gouvernement de l'autre pays au sujet de l'application d'une loi ou d'un règlement sanitaire concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux, et s'il y a désaccord à ce sujet, une commission d'experts techniques, au sein de laquelle chaque gouvernement sera représenté, sera instituée à la demande de l'un ou de l'autre gouvernement pour examiner la question et soumettre des recommandations aux deux gouvernements.

Avant d'appliquer une nouvelle mesure sanitaire, chaque gouvernement se concertera, autant que possible, avec le gouvernement de l'autre pays afin que le préjudice causé au commerce de ce dernier pays soit aussi limité que le permet le but de la mesure envisagée. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux décisions concernant des envois tombant sous le coup de mesures sanitaires déjà en vigueur, ni aux décisions prises en vertu des lois sur le contrôle des denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques.

Article XI.

Les avantages qui ont été ou pourront être accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou les Etats-Unis du Brésil à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle l'un ou l'autre des deux pays pourra devenir partie, sont exclus de l'application du présent accord, qui, sous réserve des dispositions de l'article X, ne s'appliquera ni aux règlements de police, ni aux règlements sanitaires, ni au commerce des Etats-Unis d'Amérique avec la République de Cuba, ni au commerce entre les Etats-Unis d'Amérique et la zone du canal de Panama, les îles Philippines ou tout territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, ni au commerce des territoires et possessions des Etats-Unis d'Amérique entre eux.

Sauf disposition contraire du troisième alinéa du présent article, les stipulations du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé par les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil, respectivement, au commerce de l'autre pays ne s'appliqueront pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam ni à la zone du canal de Panama.

Sous réserve des dispositions du premier alinéa du présent article, les stipulations de l'article premier et les dispositions des articles II et VI concernant le traitement de la nation la plus favorisée s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'un ou de l'autre pays et importés en provenance ou exportés à destination de tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'autre pays. Il est entendu toutefois que les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas à la zone du canal de Panama.

Article XII.

A partir de la date à laquelle le présent accord entrera en vigueur, il se substituera à l'Accord résultant des notes échangées entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil le 18 octobre 1923.

Article XIII.

Les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil, s'inspirant de leurs traditions d'amitié et de l'esprit qui les a amenés à conclure le présent accord, déclarent qu'il entre dans leurs intentions d'étudier la possibilité de conclure d'autres accords destinés à améliorer et à développer leurs relations actuelles, leurs échanges commerciaux, leurs communications maritimes, aériennes et postales, en vue de resserrer encore les liens entre les deux nations. A cet effet, les organes compétents des deux gouvernements échangeront à la première occasion leurs idées sur les moyens qui permettraient d'accroître de la façon la plus rapide et efficace les échanges commerciaux entre les deux pays par des concessions mutuelles et réciproques accordées par chaque pays aux produits de l'autre ou par des facilités de transport, de crédit ou autres visant à développer les relations entre eux ; ils s'efforceront de donner effet, dans la plus large mesure possible, aux recommandations et aux suggestions qui auront été jugées opportunes à cette fin.

Article XIV.

Le présent accord sera approuvé et confirmé par le président des Etats-Unis d'Amérique conformément à la loi que le Congrès des Etats-Unis d'Amérique a approuvée le 12 juin 1934 et qui est intitulée « loi portant amendement au tarif douanier de 1930 » ; il sera ratifié par le président de la République des Etats-Unis du Brésil conformément aux prescriptions constitutionnelles de ce pays. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange de l'instrument d'approbation et de confirmation et de l'instrument de ratification, qui aura lieu à Rio de Janeiro aussitôt que possible, et il demeurera en vigueur pendant deux ans, à moins qu'il ne soit dénoncé conformément aux dispositions de l'article II.

Si l'accord n'est pas dénoncé par le gouvernement de l'un ou de l'autre pays six mois au moins avant l'expiration du délai susmentionné de deux ans, il demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre gouvernement, moyennant un préavis de six mois ou conformément aux dispositions de l'article II.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord, fait en double exemplaire, chacun en langue anglaise et en langue portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le deux février mil neuf cent trente-cinq.

(Sceau) Cordell HULL.

(Sceau) Oswaldo ARANHA.

LISTE I

NOTE : Les dispositions de la présente liste s'appliqueront, à partir de la date à laquelle l'accord entrera en vigueur, aux articles qui, à ce moment, se trouveront dans les entrepôts douaniers et « Mesas de Rendas », ainsi que dans les dépôts ou docks sous contrôle douanier, et qui n'auront pas encore acquitté les droits intégralement, de même qu'aux articles importés ultérieurement, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret N° 24343 du 5 juin 1934.

ABRÉVIATIONS :

Kg. : Kilogramme.
T. : Tonne (métrique).
PN : Poids net.
PL : Poids légal.
PB : Poids brut.

Numéro du tarif brésilien	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane
37	Peaux et cuirs : Préparés ou tannés, non spécifiés : teints ou cirés	Kg. PL	11\$440
	Vernis, grainés ou non	Kg. PL	15\$600
98	Lait : En poudre, tabloïdes, ou sous une autre forme, avec ou sans sucre.	Kg. PL	2\$600
106	Poissons : Conservés d'une manière quelconque : sardines et esprotts, brislings ou slids, « chicharros », « jurelos » et autres petits poissons, harengs et saumon blanc, rouge ou autres	Kg. PL	3\$120
225	Fruits : Prunes, cerises, coings, figues, pommes, melons, fraises, pêches, poires, raisins et similaires, frais ou crus		exempts
230	Fruits conservés : Tous autres fruits : à l'alcool, au sirop de sucre ou au miel (confitures), sous forme de compote, gelée ou pulpe	Kg. PL	6\$240
240	Céréales, plantes potagères et légumes : Asperges en conserve	Kg. PL	2\$600
	Tous autres, conservés d'une manière quelconque, avec ou sans mélange de fruits, en pâte, à l'exception des tomates, ou préparés d'une autre manière	Kg. PL	4\$160
245	Farines : D'avoine	Kg. PL	\$780
	<i>Note</i> : La note N° 51 du tarif brésilien est maintenue intégralement.		
282	Gommes, gommes-résines, résines et baumes naturels : Térébenthine : De Bordeaux ou ordinaire	Kg. PB	\$780
468	Toiles cirées de coton : En pièces	Kg. PL	6\$930
	Sous forme de galons ou bandes, découpées ou non	Kg. PL	8\$320
474	Confection (de coton) : Chemises pour hommes ou femmes, de n'importe quelle matière textile (autres que les articles en tricot ou bonneterie), unies ou plissées	Pièce	7\$800

Numéro du tarif brésilien	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane
582	Ciments : Le deuxième et le troisième alinéa sont combinés comme suit : De magnésie, blanc ou magnésien, de Portland ou romain	T. PN	104\$000
851	Fer et acier : Ouvrages : Mobilier et meubles, non dénommés ailleurs, et leurs pièces détachées	Kg. PL	2\$600
977	Savons, sapolios, produits saponages et similaires : Communs, ordinaires ou durs, pour usages domestiques, en barres, blocs, écailles ou plaques, blancs comme le savon de Marseille, marbrés ou colorés	Kg. PL	2\$080
982	Couleurs : Préparées à l'huile : liquides, prêtes à l'emploi, produisant sur la surface peinte un fini ordinaire, opaque ou de peu d'éclat, pouvant contenir jusqu'à 2 % de résine naturelle ou artificielle	Kg. PL	1\$170
	Préparées à base de vernis ou de résines, dites émaux, liquides, prêtes à l'emploi, produisant sur la surface peinte un fini lustré ou brillant	Kg. PL	2\$600
	Préparées à base de pyroxyline (nitrocellulose) ou d'acétyl-cellulose (acétate de cellulose) : En masse ou en pâte, sombres ou opaques, pour premières couches dites « Préparation », « Surfacier », « Putty » et similaires	Kg. PL	2\$340
	Liquides, pour être appliquées au moyen de machines (pistolets ou pulvérisateurs), opaques ou brillantes, de toute couleur, contenant des pigments ou laques minéraux.	Kg. PL	2\$400
984	Vernis : A base d'éthers de cellulose (nitrocellulose ou acétocellulose), transparents, colorés ou non	Kg. PL	5\$200
1583	Appareils radiophoniques, télégraphiques, téléphoniques, et appareils de télévision : Récepteurs ou émetteurs de téléphonie, télégraphie, radio-téléphonie, radiotélégraphie ou télévision, y compris les radios-phonos, tous leurs accessoires et parties non dénommés ailleurs, pesant : Jusqu'à 10 kg. Plus de 10 jusqu'à 50 kg. Plus de 50 jusqu'à 100 kg. Plus de 100 jusqu'à 250 kg. Plus de 250 jusqu'à 500 kg. Plus de 500 kg.	Kg. PL	12\$700
		Kg. PL	10\$200
		Kg. PL	7\$650
		Kg. PL	6\$800
		Kg. PL	5\$400
		Kg. PL	4\$100
1601	Films cinématographiques : Impressionnés : Ayant jusqu'à 16 mm. de largeur Ayant plus de 16 mm. de largeur Vierges.	Kg. PL	28\$500
		Kg. PL	56\$990
		Kg. PL	5\$700
1632	Piles électriques, sèches : Détachées ou en batteries, pesant : Jusqu'à 50 gr. Plus de 50 jusqu'à 100 gr. Plus de 100 jusqu'à 500 gr. Plus de 500 gr. jusqu'à 1 kg. Plus de 1 kg.	Kg. PL	3\$000
		Kg. PL	2\$600
		Kg. PL	2\$500
		Kg. PL	2\$400
		Kg. PL	1\$900

Numéro du tarif brésilien	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane
1654	Valves ou tubes : Pour appareils récepteurs et émetteurs de T. S. F. : Pesant jusqu'à 100 gr. Pesant plus de 100 gr.	Kg. PL Kg. PL	30\$660 38\$000
1673	Accessoires chirurgicaux : Gaze simple ou avec substance antiseptique ou médica- menteuse, en bandes ou en pièces et ligatures, en tout tissu.	Kg PL	6\$740
1779	Automobiles : Montées ou démontées, complètes ; automobiles à gazo- line, naphte, benzine, ou autre essence, à alcool, à huile ou à l'électricité : Pour voyageurs, tels que landaulets, limousines, phaé- tons, doubles phaétons, sedans, spiders et autres, pesant : Jusqu'à 900 kg. Plus de 900 jusqu'à 1.400 kg. Plus de 1.400 jusqu'à 1.900 kg. Plus de 1.900 jusqu'à 2.200 kg. Plus de 2.200 kg. Pour voyageurs ou marchandises, y compris les ambu- lances, camions, corbillards, autobus et autres, pesant : Jusqu'à 2.000 kg. Plus de 2.000 jusqu'à 4.000 kg. Plus de 4.000 kg.	Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL	1\$712 1\$984 3\$080 4\$712 6\$344 1\$456 1\$704 2\$184
1781	Motocyclettes : Montées ou démontées, complètes : A deux roues, à un ou plusieurs sièges, avec ou sans dispositif pour le transport de commandes, pourvues de pneumatiques A trois roues, à un ou plusieurs sièges, avec ou sans panier ou caisse, pour le transport de personnes ou de marchandises, y compris les automobiles à trois roues et les sidecars	Kg. PL Kg. PL	3\$090 2\$560
1782	Parties, accessoires et pièces : D'automobiles : Châssis ou trucks, sans carrosserie, montés ou démontés, complets avec moteur et ses parties, roues d'avant et d'arrière garnies de pneumatiques, marchepieds, garde-boue, pare-chocs et toutes autres pièces néces- saires à leur fonctionnement, y compris l'avertisseur, les lanternes et les signaux ; pour ambulances, camions, autobus et tous autres Pièces détachées : cadre de châssis (longerons, traverses, brides et pièces de fixation similaires), carters, chaînes antidérapantes, essieux et freins des roues et de la transmission, pare-chocs, garde-boue, radiateur et réservoir respectif, roues, coffres ou porte-bagages, réservoir à essence et accessoires, tuyau et pot d'échappement Leviers de changement de vitesse et de frein, amortis- seurs, tige de direction et volant respectif, bouchons (<i>bujões</i>) de réservoir et de boîte à graisse, boîte des vitesses, contrôles et tirants des freins, différentiel, embrayage, étriers et protecteurs, joint universel, cadre de radiateur, tiges de lubrification, tableau	Kg. PL Kg. PL	1\$270 2\$180

Numéro du tarif brésilien	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane
1782 (suite)	Parties, accessoires et pièces (suite) : D'automobiles (suite) : des instruments, supports, ventilateur et courroie respective, ainsi qu'autres pièces non dénommées du chassis, même si elles se rattachent au moteur	Kg. PL	3\$400
	Capotes complètes avec armature, rideaux et housse respective, pare-brise avec armature ou seulement les glaces, portières, sièges rembourrés ou non, glaces pour fenêtres, portières ou vues, biseautées ou non, dont la forme indique l'application, miroirs de direction et de rétrovision, ainsi qu'autres pièces non dénommées de carrosserie	Kg. PL	8\$520
	Distributeurs de courant, magnétos, moteurs de démarrage et autres pièces électriques non dénommées du moteur	Kg. PL	7\$190
	Ampèremètres, manomètres, thermostats, indicateurs de vitesse et autres instruments de physique	Kg. PL	9\$470
	Avertisseurs :		
	En métal ordinaire, simple, peint ou nickelé	Kg. PL	7\$000
	En métal ordinaire, doré ou argenté	Kg. PL	14\$900
	Pneumatiques et chambres à air et leurs parties, pesant :		
	Jusqu'à 5 kg.	Kg. PL	8\$880
	Plus de 5 jusqu'à 20 kg.	Kg. PL	5\$460
	Plus de 20 jusqu'à 50 kg.	Kg. PL	3\$750
	Plus de 50 kg.	Kg. PL	2\$895
	Balances :		
	A plateforme (bascules) avec tablier en fer, en bois ou en bois et fer, pouvant peser :		
	Jusqu'à 100 kg.	pièce	130\$000
	Plus de 100 jusqu'à 200 kg.	pièce	208\$000
	Plus de 200 jusqu'à 500 kg.	pièce	312\$000
	Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg.	pièce	457\$600
	Plus de 1.000 jusqu'à 2.000 kg.	pièce	759\$200
	Plus de 2.000 jusqu'à 5.000 kg.	pièce	832\$000
	Plus de 5.000 kg.	pièce	1.664\$000
	Automatiques et semi-automatiques, enregistreuses avec ou sans plateforme, types Dayton, Berkel et similaires, pouvant peser :		
	Jusqu'à 10 kg.	pièce	130\$000
	Jusqu'à 20 kg.	pièce	156\$000
	Jusqu'à 50 kg.	pièce	182\$000
	Jusqu'à 100 kg.	pièce	234\$000
	Jusqu'à 200 kg.	pièce	312\$000
	A ressort : à cylindre, à suspension, avec ou sans plateau	Kg. PL	10\$400
	Avec socle en fer ou marbre, à un seul plateau	Kg. PL	5\$200
	Non dénommées	Kg. PL	4\$160
	Pompes :		
	A gazoline ou à alcool à moteur, simples ou avec cadran, actionnées de toute manière, montées ou démontées, ainsi que l'une quelconque de leurs parties non dénommées .	Kg. PL	3\$120
	Appareils de réfrigération électriques :		
	Glacières, réfrigérateurs et similaires, en métal ordinaire, avec appareillage frigorifique, pesant :		
	Jusqu'à 10 kg.	Kg. PL	1\$860
	Plus de 10 jusqu'à 50 kg.	Kg. PL	1\$550
	Plus de 50 jusqu'à 100 kg.	Kg. PL	1\$240
	Plus de 100 jusqu'à 250 kg.	Kg. PL	1\$120
	Plus de 250 jusqu'à 500 kg.	Kg. PL	\$990

Numéro du tarif brésilien	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane
1822 à 1831 (suite)	Appareils de réfrigération électriques (suite) : Glacières, réfrigérateurs et similaires, etc., pesant (suite) : Plus de 500 jusqu'à 1.000 kg. Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg. Plus de 5.000 jusqu'à 10.000 kg. Plus de 10.000 kg.	Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL	\$750 \$620 \$500 \$370
1825	Instruments et machines agricoles tels que : Transplanteurs, charrues, arracheuses de souches et de tubercules, moissonneuses, cultivateurs, scarificateurs, extirpateurs, herses à dents rigides ou flexibles, planeuses, rouleaux ou cylindres Croskill, Cambridge et similaires, semeuses, sillonneuses, tracteurs et similaires	Exempts	
1828	Limes : Non dénommées, pesant par douzaine : Jusqu'à 300 gr. Plus de 300 jusqu'à 1.500 gr. Plus de 1.500 gr.	Kg. PL Kg. PL Kg. PL	3\$900 2\$730 1\$950
1831	Machines : A aiguiser les couteaux et les outils, tailler les crayons, broder ou coudre, couper les viandes, le papier, le pain, les bouchons ou les tissus, décortiquer ou broyer le maïs, écrémer le lait, d'une capacité non supérieure à 10 litres, mettre en bouteilles, repasser, fabriquer la glace ou les sorbets, laver les verres, les bouteilles ou les assiettes, laver et tordre le linge, nettoyer les couteaux, hacher la viande, le tabac ou les légumes, râper, et usages similaires, petites, pour usages domestiques, bureaux, magasins et similaires A calculer et pour la comptabilité ou la statistique, système Hollorith et autres, pesant : Jusqu'à 10 kg. Plus de 10 jusqu'à 50 kg. Plus de 50 jusqu'à 100 kg. Plus de 100 jusqu'à 250 kg. Plus de 250 jusqu'à 500 kg. Plus de 500 kg. A écrire ou sténographier : A clavier Machines à enregistrer les paiements, les passagers à bord de véhicules, et similaires. Machines pour la typographie, linotypes, monotypes, autoplates, semi-autoplates	Kg. PB Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL Kg. PL	\$930 6\$190 4\$950 3\$710 2\$470 1\$860 1\$240 7\$960 5\$700 \$750 7\$900
1856	Bougies pour moteurs Caoutchouc, gutta-percha, vulcanisés ou non, ébonite et similaires :	Kg. PL Kg. PL	7\$900
1866	Tuyaux recouverts ou non de fil métallique, avec ou sans tissu intérieur ou extérieur, pesant : Plus de 250 gr. jusqu'à 1 kg. par mètre courant Plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg. par mètre courant Courroies pour machines	Kg. PL Kg. PL Kg. PL	5\$850 3\$900 9\$360
1871	Confiserie, gâteaux, bonbons, pastilles, etc. : Ajouter une rubrique spéciale pour le « Chewing gum »	Kg. PL	5\$000
1885	Linoléum, congoléum et similaires : En pièces et bandes En disques et tapis	Kg. PL Kg. PL	1\$360 1\$300

LISTE II

NOTE : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et prendront effet, et l'application des dispositions complémentaires des lois douanières des Etats-Unis à celles de la présente liste sera déterminée, autant que faire se pourra, comme si chacune des dispositions de la présente liste figurait respectivement dans le paragraphe du tarif de 1930 indiqué dans la colonne qui se trouve à gauche de la désignation des articles :

Paragraphe du tarif de 1930	Désignation des marchandises	Droit de douane
10	Baume de copaïba, naturel et non mélangé, ne contenant pas d'alcool	5 % <i>ad valorem</i>
35	Ipéca, à l'état naturel et non mélangé, mais dont on a augmenté la valeur ou amélioré la qualité en le coupant, en le broyant, en le hachant, en l'écrasant ou par tout procédé ou traitement autre que celui qui est indispensable à l'emballage approprié ou indispensable pour prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	5 % <i>ad valorem</i>
35	Maté, naturel et non mélangé, mais dont on a augmenté la valeur ou amélioré la qualité en le coupant, en le broyant, en le hachant, en l'écrasant ou par tout procédé ou traitement autre que celui qui est indispensable à l'emballage approprié ou indispensable pour prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	5 % <i>ad valorem</i>
302 a)	Minerai de manganèse (y compris le minerai de manganèse ferrugineux), brut ou concentré, ainsi que le minerai de fer manganésifère, tous ces articles contenant plus de 10 % de manganèse métallique	5 % <i>ad valorem</i> ½ cent par livre sur la teneur en manganèse métallique.
757	Noix du Brésil : Sans coques En coques	¾ cent par livre 2 ¼ cents par livre
762	Graines de ricin	¼ cent par livre
1602	Ipéca, naturel et non mélangé, à l'état brut, et dont on n'a ni augmenté la valeur ni amélioré la qualité en le coupant, en le broyant, en le hachant, en l'écrasant ou par tout procédé ou traitement autre que celui qui est indispensable à l'emballage approprié ou indispensable pour prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	exempt
1602	Maté naturel et non mélangé, à l'état brut, dont on n'a ni augmenté la valeur ni amélioré la qualité en le coupant, en le broyant, en le hachant, en l'écrasant, ou par tout procédé ou traitement autre que celui qui est indispensable à l'emballage approprié ou indispensable pour prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	exempt
1653	Cacao ou fèves de cacao, y compris les pellicules de cacao	exempts
1654	Café, à l'exception du café importé à Porto-Rico	exempt
1697	Balata	exempt
1719	Minerai de zirconium, brut ou concentré	exempt
1727	Noix et graines de babassu	exemptes
1732	Huile de noix de babassu, exprimée ou extraite	exempte
1765	Peaux de daim, brutes	exemptes
1796	Cire de Carnauba	exempte
1796	Cire d'abeilles, non spécialement dénommée	exempte
1803	Bois de menuiserie, en billes	exempt

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE VI DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ.
WASHINGTON, LE 2 FÉVRIER 1935.

I.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS
DU BRÉSIL.

N^o II.

WASHINGTON, le 2 février 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Dans l'intention de préciser nettement le sens de l'article VI de l'Accord commercial entre le Brésil et les Etats-Unis d'Amérique signé ce jour, mon gouvernement m'a autorisé à vous informer qu'aussi longtemps qu'il pourra être nécessaire de maintenir le contrôle actuel des changes, il interprétera la promesse formulée dans ledit article comme suit :

I. La Banque du Brésil fournira des devises suffisantes pour assurer, au fur et à mesure des échéances, les paiements afférents à toutes les importations futures de produits des Etats-Unis au Brésil ; en outre, la Banque du Brésil fournira des devises étrangères en quantité suffisante pour la liquidation progressive des créances commerciales arriérées des Etats-Unis, étant entendu que la Banque du Brésil établira un régime des paiements comportant, pour les fins mentionnées, un montant de devises étrangères qui ne sera pas inférieur au pourcentage correspondant à la part du total des importations brésiliennes que représentaient les marchandises des Etats-Unis au cours des dix dernières années, ledit pourcentage devant être légèrement accru pour permettre d'atteindre les buts visés par le nouvel accord commercial.

II. En ce qui concerne le transfert des bénéfices et des dividendes des sociétés des Etats-Unis exerçant leur activité au Brésil, mon gouvernement, aussi longtemps que la situation ne sera pas devenue normale, ne peut que se borner à promettre que le traitement dont bénéficieront ces sociétés ne sera pas moins favorable que celui qui est ou pourra être accordé à une société étrangère quelconque établie dans le pays.

III. Mon gouvernement suggère que la Banque du Brésil coopère avec le « Federal Reserve Board » de New-York (ou toute autre institution que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourra désigner) en vue de créer un service d'informations en matière de change, ce qui permettrait de mieux connaître la situation de chacun des deux pays par rapport à l'autre et d'intensifier ainsi les échanges commerciaux entre eux.

IV. Au cas où les négociations en cours en vue d'obtenir des crédits bancaires seraient couronnées de succès, comme l'espère le Gouvernement brésilien, ce dernier réservera sur les devises étrangères mises à sa disposition le montant nécessaire pour verser aux porteurs d'obligations des emprunts placés aux Etats-Unis d'Amérique les sommes fixées par le plan du 5 février 1934 concernant le règlement des dettes.

Je désire ajouter que la Banque du Brésil continuera, comme par le passé, à faire face aux engagements qu'elle a assumés en juin 1933 relativement à la consolidation des dettes commerciales arriérées qui existaient à cette époque.

Je saisis cette occasion, etc.

Oswaldo ARANHA.

Son Excellence
Monsieur Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des
Etats-Unis d'Amérique.

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 2 février 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour.

Mon gouvernement se félicite de la déclaration du Gouvernement brésilien formulée dans votre note dont il est accusé réception par la présente et relative aux arrangements en vue du développement des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Brésil stipulés dans le nouvel accord commercial entre les deux pays, et il a pris note de la volonté du Gouvernement brésilien de résoudre d'une manière aussi satisfaisante et régulière les questions soulevant des problèmes de change entre les deux pays.

La sécurité en matière de changes que ces assurances fourniront au commerce entre les deux pays devrait largement contribuer au développement de ce commerce. Le Gouvernement des Etats-Unis les juge à la fois raisonnables et modérées et estime qu'elles sont de nature à n'entraver en aucune manière les plans ou les efforts que le Gouvernement brésilien pourrait désirer appliquer ou déployer en vue d'encourager une politique libérale en matière de changes.

Vous reconnaîtrez certainement que les assurances formulées par votre gouvernement dans la note de Votre Excellence mentionnée ci-dessus ne sont pas interprétées par le Gouvernement des Etats-Unis comme modifiant ou affectant d'une manière quelconque les droits des porteurs américains d'obligations brésiennes émises aux Etats-Unis.

Je saisis cette occasion, etc.

Cordell HULL.

Son Excellence

Monsieur Oswaldo Aranha,
Ambassadeur du Brésil.

ÉCHANGE DE NOTES

MODIFIANT L'ARTICLE 282 DU NOUVEAU TARIF BRÉSILIEN, MENTIONNÉ DANS LA LISTE I
ANNEXÉE A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. RIO DE JANEIRO, LE 17 AVRIL 1935.

I.

MINISTÈRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RIO DE JANEIRO, le 17 avril 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer qu'outre les réductions douanières prévues dans la liste I qui est annexée à l'Accord commercial conclu à Washington entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil le 2 février dernier, le Gouvernement brésilien, conformément à l'engagement formel qu'il a pris lors de la négociation dudit accord, a décidé d'appliquer, dans ses bureaux de douane, au produit dénommé « colophane » les mêmes droits que ceux qui sont prévus dans le nouveau tarif douanier pour le brai ou résine de pin noire ou de toute autre qualité, la résine dite « de Bourgogne » étant la seule à laquelle continueront à s'appliquer les taux que ledit tarif prévoit à la fois pour la résine dite « de Bourgogne » et la colophane.

2. Pour plus de clarté, je vous rappelle qu'il s'agit de l'article 282 du nouveau tarif brésilien comportant les deux alinéas ci-après :

Résine de Bourgogne et colophane	kg.	— P.L.	\$530
Résine (brai) noire ou de toute autre qualité	tonne	— P.B.	132\$730

3. Conformément à la modification que le Gouvernement brésilien introduit par le présent échange de notes, ces alinéas seront modifiés comme suit dans notre loi douanière :

Résine de Bourgogne	kg.	— P.L.	\$530
Colophane, résine (brai) noire ou de toute autre qualité	tonne	— P.B.	132\$730

4. La présente modification entrera en vigueur dans les mêmes conditions que celles qui règlent l'entrée en vigueur de l'accord commercial susmentionné, dans son article XIV et dans la note qui précise les dispositions et les taux de la liste I dudit accord dont elle formera partie intégrante.

Je saisis cette occasion, etc.

José Carlos DE MACEDO SOARES.

II.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

RIO DE JANEIRO, le 17 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 17 avril 1935 portant que, conformément à l'engagement formel que le Gouvernement brésilien a pris lors de la négociation de l'accord commercial conclu à Washington le 2 février 1935 entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Brésil, le Gouvernement brésilien a décidé de modifier la partie de l'article 282 du tarif douanier actuel du Brésil qui est libellée comme suit :

Résine de Bourgogne et colophane (résine commune)	kg.	P.L.	530 reis
Résine noire (brai) et de toute autre qualité	tonne	P.B.	132,730 reis

en rédigeant cet article comme suit :

Résine de Bourgogne	kg.	P.L.	530 reis
Colophane noire (brai) et de toute autre qualité	tonne	P.B.	132,730 reis

Votre note indique, en outre, que cette modification entrera en vigueur dans les mêmes conditions que celles qui règlent l'entrée en vigueur de l'accord commercial dans l'article XIV et dans la note à la liste I dudit accord dont elle formera partie intégrante.

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement accepte la modification au tarif douanier brésilien et les dispositions susmentionnées concernant l'entrée en vigueur de cette modification.

Je saisis cette occasion, etc.

George A. GORDON,
Chargé d'Affaires p. i.

N° 3841.

**FINLANDE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Deuxième protocole additionnel à la
Convention de commerce et de
navigation du 2 mars 1927 entre
les deux pays. Signé à Praha, le
28 janvier 1936.

**FINLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Second Additional Protocol to the
Convention of Commerce and
Navigation of March 2nd, 1927,
between the Two Countries.
Signed at Prague, January 28th,
1936.

N° 3841. — DEUXIÈME PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 2 MARS 1927 ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAHA, LE 28 JANVIER 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 2 mars 1936.*

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus d'apporter à la Convention² de commerce et de navigation, en date du 2 mars 1927, les modifications et additions ci-après :

La Liste B annexée à la Convention de commerce et de navigation entre la Finlande et la Tchécoslovaquie, signée le 2 mars 1927, sera complétée comme suit :

N° du tarif douanier tchécoslovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč par 100 kg.
ex 285	Carton, même tapis de pied de carton : ex a) Ordinaire, pesant 300 grammes et plus par mètre carré :	
	Carton plus épais de 6 mm.	60.— du poids brut
	ex b) Carton comprimé, carton-ardoise, carton lustré : ex 2. Autres :	
	Carton plus épais de 4 mm.	60.— du poids brut

Le présent protocole sera ratifié et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification. Toutefois, les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise anticipée en application provisoire, si leurs législations respectives les y autorisent.

Il restera valable jusqu'à la fin de l'année 1936 et sera prolongé par voie de tacite reconduction avec faculté de dénonciation trimestrielle.

Fait en double exemplaire et en langue française à Praha, le 28 janvier 1936.

A. YÖNTILÄ.

D^r Jul. FRIEDMANN.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,

*Chef a. i. des Archives
du Ministère des Affaires étrangères
de Finlande.*

¹ Entré en vigueur le 16 février 1936.

² Vol. LXVI, page 385, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 384I. — SECOND ADDITIONAL PROTOCOL ² TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 2ND, 1927, BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, JANUARY 28TH, 1936.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations. The registration of this Protocol took place March 2nd, 1936.

The undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorised for the purpose hereby, declare that they have agreed to introduce into the Convention³ of Commerce and Navigation dated March 2nd, 1927, the following modifications and additions:

List B annexed to the Convention of Commerce and Navigation between Finland and Czechoslovakia signed on March 2nd, 1927, shall be supplemented as follows:

No. in the Czechoslovak Customs Tariff	Description of goods	Duties in Kronen per 100 kgs.
ex 285	Cardboard, including pasteboard : ex (a) Ordinary, weighing 300 grammes or more per square metre : Cardboard more than 6 millimetres thick ex (b) Pressing boards, slate boards, glazed boards : ex 2. Other : Cardboard more than 4 millimetres thick	60.— of the gross weight 60.— of the gross weight

The present Protocol shall be ratified and shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification. Nevertheless, the two Governments may jointly arrange for its provisional application in advance of that date if the laws of their respective countries permit of such a course.

It shall remain valid until the end of 1936 and shall be prolonged automatically, subject to denunciation at three months' notice.

Done in duplicate, in the French language, at Prague, the 28th day of January, 1936.

A. YÖNTILÄ.

Dr. Jul. FRIEDMANN.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 16th, 1936.

³ Vol. LXVI, page 385, of this Series.

N° 3842.

HONGRIE ET ITALIE

Convention pour le développement
du trafic hongrois en transit par le
port de Fiume. Signée à Rome, le
18 novembre 1934.

HUNGARY AND ITALY

Convention for the Development
of Hungarian Traffic in Transit
through the Port of Fiume. Signed
at Rome, November 18th, 1934.

[TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.]

N^o 3842. — MAGYAR-OLASZ EGYEZMÉNY¹ A FIUMEI KIKÖTŐN ÁT IRÁNYULÓ MAGYAR ÁTMENŐ ÁRUFORGALOM FEJLESZTÉSE TÁRGYÁBAN. ALÁÍRATOTT ROMÁBAN, 1934 NOVEMBER 18, AN.

Textes officiels hongrois et italien communiqués par le chef de la délégation hongroise près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mars 1936.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA és Ő FELSÉGE OLASZORSZÁG KIRÁLYA attól az óhajtól áthatva, hogy Magyarországnak Fiume kikötőjén átmenő áruforgalmát fejlesszék, elhatározták, hogy e célból egyezményt kötnek és meghatalmazottaikként megnevezték :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA :

VILLANI Frigyes Bárá Ő Nagyméltóságát, rendkívüli követet és meghatalmazott minisztert Ő Felsége Olaszország Királyánál ;

Ő FELSÉGE OLASZORSZÁG KIRÁLYA :

MUSSOLINI Benito lovag kormányelnök, első államminiszter és külügyminiszter Ő Nagyméltóságát,

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik közlése után megállapodtak a következő cikkekben :

I. cikk.

A Fiume kikötőn átmenő Magyarországból származó, vagy magyarországi rendeltetésű áruk a nevezett kikötőben a közterhek és a forgalmi könnyítések tekintetében, valamint minden egyéb tekintetben ugyanolyan elbánásban fognak részesülni, mint az Olaszországból származó vagy olaszországi rendeltetésű hasonló áruk és mindenesetre nem kevésbé kedvező módon fognak kezeltetni, mint bármely más országból származó, vagy más országba rendelt azonos áruk.

E tekintetben nem tétetik különbség olasz lobogót vagy magyar lobogót viselő hajókon fuvarozott áruk között.

2. cikk.

Az olasz kormány beleegyezik abba, hogy e tekintetben kötendő részletesebb megállapodásoktól feltételezetten, a magyar kormány a fiumei kikötőt a magyar lobogót viselő kereskedelmi hajók felszerelési kikötőjéül használhassa.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 4 juin 1935.

La convention est entrée provisoirement en vigueur le 28 janvier 1935.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N^o 3842. — CONVENZIONE¹ UNGHERESE-ITALIANA PER LO SVILUPPO DEL TRAFFICO UNGHERESE IN TRANSITO PER IL PORTO DI FIUME. FIRMATA A ROMA, IL 18 NOVEMBRE 1934.

Hungarian and Italian official texts communicated by the Head of the Hungarian Delegation to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 3rd, 1936.

SUA ALTEZZA SERENISSIMA IL REGGENTE DEL REGNO DI UNGHERIA e SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, animati dal desiderio di sviluppare il traffico dell'Ungheria in transito per il porto di Fiume, hanno deciso di concludere a tale scopo una convenzione e nominato come loro Plenipotenziari :

SUA ALTEZZA SERENISSIMA IL REGGENTE DEL REGNO DI UNGHERIA :

Sua Eccellenza il Barone Federico VILLANI, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re d'Italia ;

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Cavaliere Benito MUSSOLINI, Capo del Governo Primo Ministro, Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;

i quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i loro rispettivi pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto nei seguenti articoli :

Art. 1.

Le merci transitanti per il porto di Fiume, provenienti dall'Ungheria o ivi destinate, saranno trattate nel porto suddetto, per quanto si riferisce agli oneri pubblici ed alle facilitazioni di traffico, nonchè sotto qualsiasi altro aspetto, come le merci similari provenienti dall'Italia o ivi destinate ed in ogni caso in maniera non meno favorevole delle stesse merci di altra provenienza od aventi altra destinazione qualsiasi.

Non sarà fatta alcuna differenza a questo riguardo tra merci trasportate da navi battenti bandiera italiana e merci trasportate da navi battenti bandiera ungherese.

Art. 2.

Il Governo italiano consente che, salvo più precisi accordi da prendersi a tale riguardo, il Governo ungherese si serva del porto di Fiume come porto di armamento delle navi mercantili battenti bandiera ungherese.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, June 4th, 1935.
The Convention came into force provisionally on January 28th, 1935.

Az engedély a magyar hajókat nem fogja az alól mentesíteni, hogy a hajók kikötői tartózkodását szabályozó általános és külön rendelkezéseket megtartsák és pedig a kikötőnek úgy a kereskedelmi műveletek számára fentartott részeiben, mint azokban a részeiben, amelyek a javítás, a felszerelés, vagy a leszerelés alatt álló hajók részére kijelöltettek.

3. cikk.

Abban az esetben, ha magyar részről Fiume végállomással magyar hajózási vonalak létesítenének, amelyeknek jobb kihasználása érdekében célszerűnek látszanék az áruk csoportosítása, a Közraktár Vállalat egy rakparti raktár vagy raktárrész használatát ugyanolyan feltételek mellett fogja engedélyezni, mint amelyek az olasz hajózásra nézve alkalmaztatnak, a kikötői kapitányság pedig meg fogja engedni, hogy a rendszeres szolgálatra alkalmazott hajók a rakparton a kikötést illetően elsőbbségben részesülhessenek.

4. cikk.

A magyar kormány az olasz kormánnyal egyetértően az egyezmény érvénybelépésétől számított három hónapon belül a fiumei kikötőben magyar vámhivatali kirendeltséget fog létesíteni az 1927. évi július hó 25.¹ napján aláírt magyar-olasz Jegyzőkönyvnek a magyar vámkirendeltségnek a fiumei kikötőben való felállítására vonatkozólag felvett rendelkezése szerint. Az említett Jegyzőkönyv azonban a lehető legrövidebb időn belül ki fog egészíttetni, hogy az ebben az Egyezményben foglalt rendelkezéseknek jobban megfeleljen.

A Magas Szerződő Felek tanulmányozni fogják a lehetőséget, hogy a két ország kiviteli és behozatali kereskedői a hivatal működéséből származó megtakarításokban gyakorlatilag részesüljenek.

A Magas Szerződő Felek olyan rendszabályokat fognak életbeléptetni, amelyek alkalmasak arra, hogy a vámkezelés a legnagyobb idő- és költségmegtakarítással lebonyolítható legyen.

A Magas Szerződő Felek között létesítendő külön megegyezések értelmében a Közraktár Vállalat a magyar Vámhivatalnak a szükséges hivatali helyiségeket rendelkezésére fogja bocsátani.

5. cikk.

Az Egyezmény életbelépésétől számított három hónapon belül a Magas Szerződő Felek állandó szakértői bizottságot fognak kinevezni, amelynek feladata lesz, hogy tanulmányozza a Fiumén keresztül történő magyar forgalom előmozdítására legalkalmasabb eszközöket, avégből, hogy az átmenő forgalom számára a szükséges előnyök biztosíttassanak és hogy a szállítmányoknak más irányba terelése elkerültesse.

A fenti bizottságnak csupán tanácsadói hatásköre lesz.

6. cikk.

A Magas Szerződő Felek egyetértően fogják azokat a díjtételeket megállapítani, amelyeket a fiumei Közraktárak a Magyarországból származó vagy oda rendelt átmerő árukra alkalmazni fognak.

7. cikk.

A Magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy az Egyezmény 5. cikkében említett állandó szakértői bizottság által előterjesztett javaslatokat, amelyeknek célja, hogy a Magyarországból származó, vagy oda rendelt búzának és általában gabonaneműeknek Fiumében beraktározását és Fiumén keresztül átvitelét biztosítsák, tanulmány tárgyává fogják tenni.

¹ Vol. LXXIV, page 67, de ce recueil.

La concessione non dispenserà le navi ungheresi dall'osservanza delle norme generali e speciali che regolano la dimora delle navi nel porto, tanto nelle zone riservate alle operazioni commerciali, quanto in quelle destinate a ricevere le navi in riparazione, in armamento o in disarmo.

Art. 3.

Nel caso che venissero istituite, da parte ungherese, linee di navigazione ungheresi, facenti capo a Fiume, per la cui migliore utilizzazione apparisse opportuno un raggruppamento delle merci, l'Azienda dei Magazzini Generali concederà, alle stesse condizioni applicate ai riguardi della navigazione nazionale, l'uso di un magazzino o parte di magazzino in riva e la Capitaneria del porto consentirà alle navi adibite ai servizi regolari la precedenza di approdo alla riva.

Art. 4.

D'accordo con il Governo italiano, il Governo ungherese istituirà nel porto di Fiume, entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente Convenzione, un proprio ufficio (Sezione) doganale, in conformità delle disposizioni contenute nel Protocollo italo-ungherese del 25 luglio 1927¹, concernente l'istituzione di una sezione doganale ungherese del detto porto. Tale Protocollo sarà tuttavia emendato nel più breve tempo possibile, affinché meglio corrisponda alle disposizioni contenute nella presente Convenzione.

Le Alte Parti contraenti esamineranno la possibilità di far beneficiare in via pratica gli esportatori e gli importatori dei due Paesi dell'economia derivante dal funzionamento di tale ufficio.

Le Alte Parti contraenti adotteranno dei provvedimenti atti a realizzare la massima economia di tempo e di spesa nell'esecuzione delle pratiche doganali.

Mediante speciali accordi da prendersi tra le Alte Parti contraenti, l'Azienda dei Magazzini Generali provvederà a mettere a disposizione dell'Ufficio doganale ungherese i locali d'ufficio occorrenti.

Art. 5.

Entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente Convenzione le Alte Parti contraenti procederanno alla nomina di una Commissione permanente di esperti, che avrà il compito di studiare i mezzi più appropriati da adottare per favorire il traffico ungherese attraverso Fiume, per assicurare a questo transito i vantaggi necessari e per evitare che i relativi trasporti sieno fatti deviare.

La Commissione di cui sopra avrà funzioni unicamente consultive.

Art. 6.

Le Alte Parti contraenti determineranno di comune accordo le tariffe che i Magazzini Generali di Fiume applicheranno alle merci in transito da e per l'Ungheria.

Art. 7.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a prendere in esame le proposte concrete che saranno presentate dalla Commissione permanente di esperti di cui all'art. 5 della presente Convenzione, nell'intento di assicurare il deposito e il transito in Fiume del frumento e dei cereali in genere in esportazione da e per l'Ungheria.

¹ Vol. LXXIV, page 67, of this Series.

8. cikk.

A Közraktár Vállalat vagy az Olasz Államvasutak a magyar származású gabona és hüvelyesek kiviteli kereskedőinek a fiumei közraktárakban rendelkezésre bocsátható hely mértékéig, a nevezett termények tisztításához szükséges helyet rendelkezésre fogják bocsátani.

Ha az Egyezmény lejárta előtt Fiume város megszűnnék szabad zóna lenni, a fentnevezett raktárakat — feltéve, hogy körül vannak határolva — vámszabadraktárakként fogják kezelni és azokra az olasz törvények rendelkezései fognak alkalmazást nyerni. Ellenkező esetben a fenti műveleteket a vámközegek ellenőrzése mellett lehet végezni.

Az e cikk első bekezdésében említett raktárhelyiségek rendelkezésre bocsátásának és használatának módozatait az illetékes hatóságok fogják megállapítani, szükség esetében a fiumei Magyar Vámhivatallal létesített előzetes megállapodás alapján.

9. cikk.

Ez az Egyezmény az 1927.¹ évi július hó 25.-én a Fiume kikötőn át történő magyar átviteli forgalom tárgyában létesített Egyezmény helyébe lép.

Az Egyezmény meg fog erősíteni és a megerősítési okmányok lehetőleg mielőbb Rómában fognak kicseréltetni. A Magas Szerződő Felek azonban abban állapodnak meg, hogy az Egyezményt lehető rövid időn belül történő jegyzékváltás útján ideiglenesen érvénybe léptetik. Az egyezmény az érvénybelépésétől számított két évig marad hatályban és ha a lejárta előtt három hónappal fel nem mondják, további egy év tartamára marad érvényben és így tovább évről-évre meghosszabbítatik, amikor is a felek mindegyikének módjában fog állani, hogy azt három hónappal az év lejárta előtt bejelentett felmondással megszüntesse.

10. cikk.

A Magas Szerződő Felek, a Közép- és Délolaszország, valamint Magyarország közötti csereforgalom kimélyítése céljából az anconai, valamint a többi Anconától délre fekvő olasz kikötőből származó, vagy oda irányuló, a fiumei kikötőn át lebonyolódó olasz-magyar forgalom szolgálatára, hajójáratokkal kapcsolatos vasuti összeköttetések létesítését elő fogják segíteni.

Az említett összeköttetések létesítésének módozatait és feltételeit, ugyanzintén a vonatkozó fuvardíjak fizetésének módozatait is külön egyezmény fogja megállapítani.

Az említett járatok a lehető legrövidebb időn belül meg fognak indulni.

Ennek hiteléül a fent megnevezett meghatalmazottak a jelen Egyezményt, amely magyar és olasz nyelven készült, eltérések esetében az olasz szöveg irányadásával, aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kelt Rómában, ezerkilencszázharmincnégy november 18.-án.

(P. H.) VILLANI.

(P. H.) MUSSOLINI.

¹ Vol. LXXIV, page 53, de ce recueil.

Art. 8.

L'Azienda dei Magazzini Generali o le Ferrovie dello Stato Italiano metteranno a disposizione degli esportatori di cereali e legumi ungheresi, nei limiti delle disponibilità dei Magazzini di Fiume, lo spazio necessario per la pulitura dei detti prodotti.

Qualora prima della scadenza della presente Convenzione venga a cessare la condizione di zona franca di cui beneficia la città di Fiume, i Magazzini suddetti, se recintati, saranno sottoposti al regime di deposito franco e regolati a norma delle disposizioni di legge italiane. In caso diverso, le operazioni di cui sopra potranno essere effettuate sotto la vigilanza doganale.

Le modalità nel mettere a disposizione e le condizioni di utilizzazione degli spazi nei Magazzini citati al primo capoverso del presente articolo saranno stabilite dalle Autorità competenti, previ accordi — se necessario — con l'Ufficio doganale ungherese di Fiume.

Art. 9.

La presente Convenzione sostituisce quella del 25 luglio 1927¹, avente per oggetto lo sviluppo del traffico ungherese in transito per il porto di Fiume.

Essa sarà ratificata e lo scambio delle ratifiche avrà luogo a Roma, quanto prima sarà possibile. Le Alte Parti contraenti convengono tuttavia di metterla in vigore a titolo provvisorio, mediante scambio di note da effettuarsi al più presto. La Convenzione stessa rimarrà in vigore per due anni a partire dalla data in cui avrà esecuzione e se non sarà denunciata tre mesi prima della sua scadenza rimarrà prorogata per il periodo di un altro anno, e così di seguito di anno in anno, con facoltà a ciascuna delle Alte Parti contraenti di farla decadere mediante denuncia da notificare tre mesi prima della scadenza di ciascuno di tal periodi annuali.

Art. 10.

Allo scopo di dare maggiore impulso ai traffici di scambio fra l'Italia centrale e meridionale e l'Ungheria, le Alte Parti contraenti faciliteranno l'istituzione di servizi ferroviari combinati con quelli marittimi per il traffico tra l'Italia e l'Ungheria attraverso il porto di Fiume da e per il porto di Ancona e per i porti italiani al sud di Ancona.

Le modalità e condizioni dei servizi medesimi saranno definite con separati accordi anche nei riguardi della liquidazione dei noli relativi.

I servizi stessi avranno inizio entro il più breve termine possibile.

In fede di che, i Plenipotenziari anzidetti hanno firmato la presente Convenzione, redatta in italiano ed in ungherese, il testo italiano facendo fede in caso di divergenza, e vi hanno apposto il rispettivo sigillo.

Fatto a Roma, il 18 novembre millenovecentotrentaquattro.

(L. S.) VILLANI.

(L. S.) MUSSOLINI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

¹ Vol. LXXIV, page 53, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 3842. — CONVENTION ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TRAFIC HONGROIS EN TRANSIT PAR LE PORT DE FIUME. SIGNÉE A ROME, LE 18 NOVEMBRE 1934.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, animés du désir de développer le trafic de la Hongrie en transit par le port de Fiume, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le baron Frédéric VILLANI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les marchandises transitant par le port de Fiume, en provenance ou à destination de la Hongrie, seront traitées dans ledit port, en ce qui concerne les charges publiques et les facilités de trafic, ainsi que sous tout autre rapport, comme les marchandises similaires en provenance ou à destination de l'Italie et, en tout cas, d'une manière non moins favorable que les mêmes marchandises ayant une autre provenance ou une autre destination, quelle qu'elle soit.

Il ne sera fait aucune différence à cet égard entre les marchandises transportées par des navires battant pavillon italien et les marchandises transportées par des navires battant pavillon hongrois.

Article 2.

Le Gouvernement italien consent à ce que, sous réserve d'accords plus précis à conclure en cette matière, le Gouvernement hongrois utilise le port de Fiume comme port d'armement pour les navires marchands battant pavillon hongrois.

Cette concession ne dispensera pas les navires hongrois de l'obligation de se conformer aux dispositions générales et spéciales qui régissent le séjour des navires dans le port, tant dans les zones réservées aux opérations commerciales que dans celles qui sont destinées à recevoir les navires pour réparation, armement ou désarmement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3842. — CONVENTION BETWEEN HUNGARY AND ITALY FOR THE DEVELOPMENT OF HUNGARIAN TRAFFIC IN TRANSIT THROUGH THE PORT OF FIUME. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 18TH, 1934.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of developing Hungarian traffic in transit through the port of Fiume, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Baron Frederic VILLANI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Italy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Secretary of State, Minister Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Goods coming from or proceeding to Hungary and passing in transit through the port of Fiume shall be treated in the said port as regards public dues and traffic facilities, and in every other respect, in the same way as like goods coming from or proceeding to Italy, and in any case not less favourably than the same goods coming from or proceeding to any other place.

No distinction shall be made in this respect between goods conveyed in vessels flying the Italian flag and those conveyed in vessels flying the Hungarian flag.

Article 2.

The Italian Government agrees that the Hungarian Government shall, subject to more detailed agreements which shall be concluded to this effect, use the port of Fiume as the home port for merchant vessels flying the Hungarian flag.

This concession shall not exempt the Hungarian vessels from the obligation to observe the general and special provisions regulating the stay of vessels in the port, both in the commercial basins and in the areas set apart for vessels undergoing repairs, being fitted out or laid up.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Au cas où il serait institué des lignes de navigation hongroises avec leur point de départ ou d'arrivée à Fiume, pour la meilleure exploitation desquelles il apparaîtrait opportun de procéder à un groupement des marchandises, l'Administration des magasins généraux concédera à ces lignes, aux mêmes conditions que pour la navigation nationale, l'usage d'un magasin ou d'une partie de magasin sur le quai, et la Capitainerie du port accordera aux navires affectés à un service régulier un droit de priorité d'accostage audit quai.

Article 4.

D'accord avec le Gouvernement italien, le Gouvernement hongrois créera dans le port de Fiume, dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention, un bureau (section) hongrois de douane, conformément aux dispositions du Protocole italo-hongrois du 25 juillet 1927 relatif à la création d'une section des douanes hongroises dans ledit port. Ce protocole sera toutefois amendé dans le plus bref délai possible pour qu'il concorde mieux avec les dispositions contenues dans la présente convention.

Les Hautes Parties contractantes examineront la possibilité de faire bénéficier d'une façon pratique les exportateurs et les importateurs des deux pays de l'économie qui résultera du fonctionnement de ce bureau.

Les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour réaliser la plus grande économie de temps et de dépense dans l'exécution des formalités douanières.

Par voie d'accords spéciaux à conclure entre les Hautes Parties contractantes, l'Administration des magasins généraux mettra à la disposition du bureau de douane hongrois les locaux nécessaires.

Article 5.

Dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention, les Hautes Parties contractantes nommeront une commission permanente d'experts qui sera chargée d'étudier les mesures les plus appropriées à adopter pour favoriser le trafic hongrois par le port de Fiume, pour assurer à ce transit les avantages nécessaires et pour éviter tout déroutement des transports en cause.

Ladite commission aura des attributions uniquement consultatives.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes arrêteront, d'un commun accord, les tarifs que les magasins généraux de Fiume appliqueront aux marchandises en transit en provenance et à destination de la Hongrie.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à examiner les propositions concrètes qui leur seront soumises par la commission permanente d'experts prévue à l'article 5 de la présente convention, en vue d'assurer le dépôt et le transit à Fiume du froment et, en général, des céréales exportées en provenance et à destination de la Hongrie.

Article 8.

L'Administration des magasins généraux ou les chemins de fer de l'Etat italien mettront à la disposition des exportateurs de céréales et de légumes hongrois, dans les limites des disponibilités des magasins de Fiume, l'emplacement nécessaire au nettoyage desdits produits.

Au cas où la situation de zone franche dont bénéficie la ville de Fiume viendrait à cesser avant l'expiration de la présente convention, les magasins susdits, s'ils sont entourés d'une enceinte, seront

Article 3.

Should Hungarian shipping lines be established with Fiume as port of departure or arrival, for the more efficient working of which it would seem advisable to grant facilities for collecting goods in a warehouse, the Administration of the Magazzini Generali shall allow such lines the use of a warehouse or of part of a warehouse on the wharf, on the same terms as those granted to national shipping lines, and the Port Authority shall allow vessels belonging to a regular service priority in mooring alongside the above wharf.

Article 4.

The Hungarian Government, in agreement with the Italian Government, shall establish a Hungarian Customs Office (Section) in the port of Fiume within three months of the coming into force of the present Convention, in conformity with the provisions of the Italo-Hungarian Protocol of July 25th, 1927, regarding the establishment of a Hungarian Customs Section in the said port. The above Protocol shall, however, be amended as soon as possible in order to bring it into accordance with the provisions of the present Convention.

The High Contracting Parties shall enquire into the best means of enabling exporters and importers in both countries to derive practical advantage from the economies which will result from the working of this office.

The High Contracting Parties shall take steps to achieve the greatest possible saving of time and expense in the carrying out of Customs formalities.

The Administration of the Magazzini Generali shall provide the Hungarian Customs Office with the necessary premises by means of special agreements to be concluded between the High Contracting Parties.

Article 5.

Within three months of the coming into force of the present Convention, the High Contracting Parties shall appoint a permanent commission of experts to study the measures most likely to develop Hungarian traffic through the port of Fiume, to ensure that this transit traffic shall enjoy the necessary advantages and to avoid any diversion of consignments.

The said commission shall have merely advisory powers.

Article 6.

The High Contracting Parties shall draw up, by agreement, the tariffs to be applied by the Magazzini Generali of Fiume to goods in transit, whether coming from or consigned to Hungary.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake to examine any concrete proposals submitted to them by the permanent commission of experts provided by Article 5 of the present Convention, with a view to ensuring the storing and transit at Fiume of wheat, and, in general, of exported cereals, whether coming from or consigned to Hungary.

Article 8.

The Administration of the Magazzini Generali or the Administration of the Italian State Railways shall place at the disposal of Hungarian exporters of cereals and vegetables, in so far as the warehouses at Fiume are available, the necessary space for cleaning the said products.

In the event of the City of Fiume losing the rights as a free zone which it now enjoys before the expiration of the present Convention, the above-mentioned warehouses, if surrounded by an

soumis au régime du dépôt franc et aux règles contenues dans la législation italienne. S'il en est autrement, les opérations indiquées plus haut pourront être effectuées sous surveillance douanière.

Les modalités de la mise à disposition et les conditions d'utilisation des emplacements des magasins mentionnés au premier alinéa du présent article seront fixées par les autorités compétentes, d'accord, le cas échéant, avec le bureau de douane hongrois de Fiume.

Article 9.

La présente convention remplace celle du 25 juillet 1927 relative au développement du trafic hongrois en transit par le port de Fiume.

Elle sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Rome, dans le plus bref délai possible. Les Hautes Parties contractantes conviennent toutefois de la mettre en vigueur, à titre provisoire, par un échange de notes qui aura lieu aussitôt que possible. Cette convention restera en vigueur pendant deux ans à compter de la date à laquelle elle prendra effet, et, sauf dénonciation trois mois avant son expiration, elle sera prorogée pour une nouvelle année, et ainsi de suite d'année en année, avec faculté pour chacune des Hautes Parties contractantes de la dénoncer, moyennant préavis de trois mois avant l'expiration de chacune desdites périodes annuelles.

Article 10.

Afin de développer encore les échanges entre l'Italie centrale et méridionale et la Hongrie, les Hautes Parties contractantes faciliteront la création de services ferroviaires combinés avec les services maritimes, pour le trafic entre l'Italie et la Hongrie par le port de Fiume, en provenance et à destination du port d'Ancône et à destination des ports italiens au sud d'Ancône.

Les modalités et conditions desdits services seront arrêtés dans des accords séparés, portant également sur le règlement des frets relatifs à ces services.

Les services en question commenceront à fonctionner dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, établie en langue italienne et en langue hongroise, le texte italien faisant foi en cas de divergence, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, le dix-huit novembre mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) VILLANI.

(L. S.) MUSSOLINI.

enclosure, shall be deemed to be bonded warehouses, subject to the provisions of Italian law. Otherwise, the above operations may be carried out under Customs supervision.

The procedure for allotting the warehouse space mentioned in paragraph 1 of the present Article, and the conditions for the use of this space, shall be fixed by the competent authorities, by agreement, if necessary, with the Hungarian Customs Office in Fiume.

Article 9.

The present Convention shall take the place of that signed on July 25th, 1927, relating to the development of Hungarian traffic in transit through the port of Fiume.

It shall be ratified and the instruments of ratification exchanged in Rome as soon as possible: The High Contracting Parties agree, however, to put it provisionally into force by means of an exchange of notes to take place at the earliest opportunity. The present Convention shall remain in force for two years from the date of its taking effect, and if not denounced three months before its expiration, it shall be prolonged for a further year, and similarly thereafter, either of the High Contracting Parties having power to denounce it, subject to three months' notice being given before the expiration of any of the said annual periods.

Article 10.

In order further to promote trade between central and southern Italy and Hungary, the High Contracting Parties shall provide facilities for the establishment of railway services to be run in conjunction with maritime services for traffic between Italy and Hungary through the port of Fiume, coming from and bound for the port of Ancona and bound for Italian ports to the south of Ancona.

The working arrangements and conditions of the said services shall be drawn up in separate agreements, which shall also regulate transport charges in connection with these services.

The above services shall come unto operation as soon as possible.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, drawn up in the Italian and Hungarian languages, the Italian text to be taken as authentic in case of divergence, and have thereto affixed their seals.

Done at Rome, the eighteenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) VILLANI.

(L. S.) MUSSOLINI.

N° 3843.

BULGARIE ET ESPAGNE

Convention relative aux paiements.
Signée à Sofia, le 19 novembre
1934.

BULGARIA AND SPAIN

Payments Agreement. Signed at
Sofia, November 19th, 1934.

N^o 3843. — CONVENTION RELATIVE AUX PAIEMENTS ENTRE LA BULGARIE ET L'ESPAGNE. SIGNÉE A SOFIA, LE 19 NOVEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mars 1936.

Dans le but de faciliter le règlement des créances provenant des échanges commerciaux entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BULGARIE conviennent de ce qui suit :

Article premier.

La contre-valeur de toutes les marchandises de provenance bulgare, importées en Espagne, devra être acquittée au moyen de versements dans le « Banco Exterior de España ».

Les 70 % des paiements seront versés en pesetas et portés à l'avoir d'un compte que le « Banco Exterior de España » établira au nom de la Banque nationale de Bulgarie.

Ce compte ne produira pas d'intérêts et les sommes y versées seront nécessairement appliquées au paiement des exportations espagnoles en Bulgarie.

Les 30 % restants seront versés dans la monnaie convenue pour chaque opération et mis par le « Banco Exterior de España » à la libre disposition de la Banque nationale de Bulgarie chez ses correspondants à l'étranger.

Article 2.

Le « Banco Exterior de España » notifiera journellement les versements effectués, d'accord avec l'article premier, à la Banque nationale de Bulgarie, et chaque avis de versement devra contenir tous les renseignements nécessaires afin de permettre le paiement aux vendeurs intéressés.

Article 3.

La conversion des créances bulgares créées en monnaie étrangère s'effectuera pour la partie devant être versée en pesetas au change officiel, identique à celui servant de base pour le paiement de la partie à verser en monnaie étrangère.

Article 4.

Les importateurs bulgares acquitteront leurs dettes provenant d'achats de marchandises d'origine et de provenance espagnoles, quelle que soit la date où l'importation aurait lieu, par l'intermédiaire de la Banque nationale de Bulgarie, laquelle devra se rembourser partiellement sur les disponibilités de son compte au « Banco Exterior de España », en faveur des exportateurs espagnols respectifs, suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les importateurs bulgares.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3843. — PAYMENTS AGREEMENT BETWEEN BULGARIA AND SPAIN.
SIGNED AT SOFIA, NOVEMBER 19TH, 1934.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place March 3rd, 1936.

With a view to facilitating the settlement of claims arising in connection with goods transactions between the two countries, THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BULGARIA have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Payment for all goods of Bulgarian provenance imported into Spain shall be made to the Banco Exterior de España.

The payments in question shall be made, as to 70 % of the total, in pesetas into an account to be opened by the Banco Exterior de España in favour of the Blgarska Narodna Banka.

The said account shall not carry interest. The whole of the sums paid into it shall be used in payment for Spanish exports to Bulgaria.

The remaining 30 % shall be made in a currency to be determined separately in each case, and shall be placed by the Banco Exterior de España at the free disposal of the Blgarska Narodna Banka with the foreign correspondents of the latter.

Article 2.

The Banco Exterior de España shall advise the Blgarska Narodna Banka daily of all payments under the provisions of Article 1, with the requisite particulars in each case to enable payment to be made to the creditors concerned.

Article 3.

Where Bulgarian claims are made out in foreign currency, the official rate of conversion for the purpose of the part payable in pesetas shall be the same as the rate adopted for the purpose of the part payable in foreign currency.

Article 4.

Bulgarian importers shall meet their obligations in connection with purchases of goods of Spanish origin and provenance (whatever the date on which the importation of the goods takes place) through the intermediary of the Blgarska Narodna Banka. The Blgarska Narodna Banka shall draw on its account at the Banco Exterior de España in favour of the Spanish exporters concerned, as and when the necessary funds are available, in the chronological order of the payments received from the Bulgarian importers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Dans le cas où les importations espagnoles en Bulgarie surpasseraient les 70 % de la valeur des importations bulgares en Espagne, la Bulgarie paiera en devises cet excédent en utilisant les devises que le « Banco Exterior de España » mettra à la disposition de la Banque nationale de Bulgarie, selon le dernier paragraphe de l'article premier.

Article 6.

Les deux gouvernements publieront les conditions requises pour bénéficier de la présente convention et adopteront les dispositions nécessaires pour assurer la liquidation des opérations d'échange, conformément aux stipulations convenues.

Article 7.

Seront considérés comme marchandises espagnoles :

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la République espagnole (territoire péninsulaire, îles Baléares, îles Canaries et Possessions).

De la même façon seront considérés comme marchandises bulgares :

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Royaume de Bulgarie.

Article 8.

Si dans les relations d'affaires entre une maison exportatrice de produits bulgares et une maison d'exportation de produits espagnols se présentait l'opportunité d'une compensation comme suite d'une opération d'achat et vente, les deux organismes de compensation intéressés — le « Centro Oficial de Contratación de Moneda » et la Banque nationale de Bulgarie — autoriseront autant que possible et d'un commun accord, lesdites opérations. Il est bien entendu que les marchandises dont cet accord fait mention devront être d'origine et de provenance respectivement de Bulgarie et d'Espagne et devront être importées effectivement en ces deux pays, suivant la justification documentaire qu'on établira entre les deux Parties contractantes.

Article 9.

Dans le cas où il resterait à l'expiration de la présente convention un solde dans le compte en faveur de la Banque nationale de Bulgarie, celle-ci devra continuer à en disposer pour régler les exportations espagnoles en Bulgarie, jusqu'à son extinction totale.

Article 10.

Le présent accord entrera en vigueur le 20.XI.1934 pour un délai de six mois et sera prorogé par tacite reconduction tous les trois mois, hors le cas où l'une des Hautes Parties contractantes procéderait à sa dénonciation, avec un mois de préavis, à l'expiration de la période de trois mois en cours.

Fait en double expédition à Sofia, le 19 novembre 1934.

Copia certificada conforme :
Madrid, 10 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

(L. S.) Manuel LLOPIS CASARES.
(L. S.) C. BARTOLOFF.

Article 5.

In the event of Bulgarian imports of Spanish goods exceeding 70 % of the value of Spanish imports of Bulgarian goods, Bulgaria shall pay for the balance in foreign exchange, and shall draw for the purpose on the foreign exchange placed at the disposal of the Blgarska Narodna Banka by the Banco Exterior de España under the last paragraph of Article 1.

Article 6.

The two Governments shall publish the conditions to be fulfilled by parties coming under the present Agreement, and shall take the necessary steps with a view to the completion of the transactions to which it relates in accordance with the procedure provided.

Article 7.

Spanish goods shall be deemed to be :

Natural or manufactured products originating in and coming from the Spanish Republic, that is to say, from Spanish territory in the Iberian peninsula, the Balearic Islands, the Canaries and the Spanish possessions.

Bulgarian goods shall likewise be deemed to be :

Natural or manufactured products originating in and coming from the Kingdom of Bulgaria.

Article 8.

Where business relations between firms exporting Bulgarian products of the one part and firms exporting Spanish products of the other part afford opportunity for arrangements whereby sales and purchases are set off one against the other (private compensation), the two Compensation authorities concerned — that is to say, the Centro Oficial de Contratación de Moneda and the Blgarska Narodna Banka — shall authorise such arrangements wherever possible and shall concert together for the purpose. It is understood that the goods to which such arrangements relate must be of Bulgarian and Spanish origin and provenance respectively in each case, and must be shown to have been actually imported into the two countries concerned by the production of such documentary evidence as the two Contracting Parties may determine.

Article 9.

Any balance outstanding on the expiry of the present Agreement in the account in favour of the Blgarska Narodna Banka shall be used by the latter in payment for Spanish exports to Bulgaria, until the balance is exhausted.

Article 10.

The present Agreement shall come into force on November 20th, 1934, and shall remain in force for six months. It shall be extended for successive periods of three months by tacit agreement unless denounced by either of the High Contracting Parties at one month's notice on the expiry of the current three-months' period.

Done in duplicate at Sofia, this 19th day of November, 1934.

(L. S.) Manuel LLOPIS CASARES.

(L. S.) C. BARTOLOFF.

N° 3844.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ESPAGNE**

Accord relatif aux paiements, signé
à Madrid, le 6 janvier 1936, et
accord modifiant l'article 7 dudit
accord relatif aux paiements, signé
à Madrid, le 6 juin 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SPAIN**

Payments Agreement, signed at
Madrid, January 6th, 1936, and
Agreement modifying Article 7 of
the said Payments Agreement,
signed at Madrid, June 6th, 1936.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3844. — CONVENIO DE PAGOS ENTRE EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO ESPAÑOL. FIRMADO EN MADRID, EL 6 DE ENERO DE 1936.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mars 1936.

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA Y EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA Y NORTE DE IRLANDA, deseando facilitar los pagos entre España y el Reino Unido, han convenido las disposiciones siguientes :

Artículo 1.

1. Para todos los casos en que se haya solicitado del Centro Oficial de Contratación de Moneda, llamado en este Convenio « el Centro », la transferencia de cantidades en libras esterlinas u otras monedas a personas residentes en el Reino Unido y la transferencia no se haya efectuado completamente antes de la puesta en vigor de este Convenio, y para cuantas solicitudes se hagan con posterioridad a la puesta en vigor del mismo para los fines indicados en el párrafo (2) de este artículo, el Centro dispondrá inmediatamente que todos los Bancos establecidos en España que hayan cursado solicitudes ingresen las pesetas correspondientes en una cuenta sin interés, a la que en este Convenio se la da el nombre de « Cuenta de pesetas », que se abrirá en el Banco Exterior de España a nombre del Centro.

Las monedas que no sean pesetas se convertirán a pesetas para su ingreso en la « Cuenta de pesetas » al cambio en Madrid el último día hábil precedente a la fecha del ingreso.

(2) Con posterioridad a la puesta en vigor de este Convenio, se autorizarán las transferencias, previa justificación, para los fines que siguen :

a) pagos que se refieran a precios de mercancías producidas o manufacturadas en el Reino Unido e importadas en España. Respecto a las exportaciones del Reino Unido posteriores a la vigencia de este Convenio, irán acompañadas de un certificado expedido por una Cámara de Comercio u otra entidad autorizada por el Gobierno del Reino Unido que demuestre que las mercancías están producidas o manufacturadas en el mismo.

b) pagos que se refieran a precios de reexportaciones desde el Reino Unido a España, de carácter y cantidades normales, sujetos a los límites y condiciones que periódicamente sean aceptadas entre la « Oficina de Londres » a que se refiere el art. 4 y el Centro. No se comprenden en estas reexportaciones las de mercancías que sean originarias de países con los que España tenga o tuviere en lo sucesivo acuerdos de compensación o análogos.

No. 3844. — PAYMENTS AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE SPANISH GOVERNMENT. SIGNED AT MADRID, JANUARY 6TH, 1936.

Spanish and English official texts communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 3rd, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, desiring to facilitate payments between Spain and the United Kingdom, have agreed as follows :

Article I.

(i) In all cases where application has been made to the Centro Oficial de Contratación de Moneda (hereinafter called the Centro) for the transfer of amounts in sterling or other currencies to persons in the United Kingdom and the transfer has not been fully effected before the coming into force of this Agreement, and in all cases where for the purposes set out in paragraph (ii) of this Article such application is made after the coming into force of this Agreement, the Centro will immediately instruct all Banks in Spain through which such applications have been or shall be made to deposit the amounts corresponding to such applications in a non-interest-bearing account (hereinafter called the Peseta Account) which will be opened at the Banco Exterior de España in the name of the Centro.

Currencies other than pesetas will for the purpose of deposit in the Peseta Account be converted at the rate of exchange in Madrid on the working day preceding the day of deposit.

(ii) The purposes for which, after the coming into force of this Agreement, applications for transfer will be authorised (subject to the necessary verification of the facts) shall be :

(a) Payments in respect of the price of goods produced or manufactured in the United Kingdom and imported into Spain : provided that goods exported from the United Kingdom after the coming into force of this Agreement are accompanied by a Certificate of a Chamber of Commerce (or other body authorised by the United Kingdom Government) to the effect that the goods were produced or manufactured in the United Kingdom.

(b) Payments in respect of the price of re-exports from the United Kingdom to Spain of a normal character and quantity, subject to such limits and conditions as may be agreed from time to time between the London Office referred to in Article 4 and the Centro. Such re-exports shall not include goods originating in countries with which Spain has, or shall have, Clearing or similar Agreements.

c) envíos por fletes, intereses, dividendos, beneficios, gastos de oficinas en el Reino Unido, rentas, seguros y reaseguros, participaciones, honorarios, comisiones y otras finalidades y necesidades que sean objeto de convenio entre la «Oficina de Londres» y el Centro.

Artículo 2.

Las pesetas que, según lo dispuesto en el art. 1 se ingresen en la «Cuenta de pesetas», continuarán bloqueadas hasta que se reembolsen a los interesados por medio de la «Cuenta de libras esterlinas» a que se refiere el art. 5, y cualquiera diferencia de cambio que existiere entre el día anterior al del ingreso y el día o días de la transferencia será de cuenta del deudor en España, quien pagará la cantidad completa debida en libras, y cuando la deuda se exprese en otra moneda distinta de la libra pagará el equivalente completo en libras sobre la base del tipo de cambio del día del reembolso.

Cuando se deban legalmente intereses de una deuda de que se haga o se haya hecho ingreso en la «Cuenta de pesetas», el total de dichos intereses, calculado hasta la fecha en que se verificó el ingreso del principal en la «Cuenta de pesetas», se pagarán por el deudor en España, haciendo, si fuere necesario, un ingreso adicional en pesetas para que se puedan transferir por medio de la «Cuenta de libras esterlinas», tanto el principal como el dicho interés que correspondan a la deuda original.

Artículo 3.

El Centro enviará sin demora al Banco Exterior de España todos los detalles de las peticiones a que se refiere el art. 1, por orden cronológico, con el fin de que puedan comprobarse con los ingresos que se verifiquen.

Artículo 4.

El Gobierno del Reino Unido establecerá una Oficina especial, llamada en este Convenio «Oficina de Londres», a la que el Banco Exterior de España comunicará diariamente todos los ingresos que haya recibido a los efectos de este Convenio, indicando en hoja aparte el nombre y dirección del deudor español, el nombre y dirección del acreedor en el Reino Unido, la fecha, serie y número del ingreso, el nombre y dirección de cualquier Banco del Reino Unido que haya enviado los documentos para el cobro, el importe de la deuda en moneda extranjera y el correspondiente importe en pesetas, así como el tipo de conversión. Cuando se necesite un certificado con arreglo a la letra a) del párrafo (2) del art. 1, el Banco Exterior de España lo requerirá de los interesados y lo enviará a la «Oficina de Londres».

Artículo 5.

(1) Todas las sumas debidas y pendientes de pago en la fecha de entrada en vigor de este Convenio y todas las deudas que vencieren con posterioridad a esta fecha referentes a precio de mercancías españolas importadas en el Reino Unido, serán pagadas en libras esterlinas por medio de una cuenta sin interés en el Banco de Inglaterra a nombre de la «Oficina de Londres», la que comunicará diariamente los ingresos que reciba al Banco Exterior de España en forma y con detalles análogos a los expresados en el art. 4. Cuando la deuda se pague por un agente o representante de los exportadores, dicho agente o representante quedará autorizado con respecto a cada transacción para retener los desembolsos razonables y efectivos por aduanas, fletes, gastos y comisiones que deban pagarse en el Reino Unido, comunicándose a la «Oficina de Londres» detalles de los mismos.

(2) La «Oficina de Londres» podrá, por especial acuerdo con el «Centro», asignar para finalidades convenidas a las Compañías establecidas en el Reino Unido que realicen negocios mineros en España, parte de las sumas pagadas a la «Oficina de Londres» que correspondan a los minerales producidos por dichas Compañías o por sus filiales en España e importados en el Reino Unido.

(3) Cuando se exprese que una deuda debe abonarse en pesetas, la cantidad total debida en pesetas se pagará al acreedor en España por medio de la «Cuenta de pesetas». El deudor en este caso

(c) Remittances for freight, interest, dividends, profit, office expenses in the United Kingdom, rent, insurance and re-insurance, royalties, fees, commission and such other purposes as may be agreed between the London Office and the Centro.

Article 2.

The pesetas deposited in the Peseta Account in accordance with Article 1 will remain blocked until such time as transfer to the respective transferees is effected through the Sterling Account referred to in Article 5, and any difference of exchange between the day preceding the day of deposit and the day or days of transfer will be credited or debited to the debtor in Spain, who will thus pay the full sterling amount due, or, where the debt is expressed in a currency other than sterling, the full sterling equivalent on the basis of the rate of exchange on the day of transfer.

Where interest is legally due on a debt in respect of which a deposit is, or has been, made in the Peseta Account, the total of that interest, calculated to the date on which the deposit of the principal sum in the Peseta Account was made, shall be paid by the debtor in Spain by deposit, if necessary, of further pesetas, so that there may be transferred through the Sterling Account both principal and such interest in respect of the original debt.

Article 3.

The Centro will without delay send to the Banco Exterior de España all the details relating to the applications referred to in Article 1 in their chronological order so that they may be checked with the deposits made.

Article 4.

A special office (in this Agreement called the London Office) will be set up by the United Kingdom Government, and the Banco Exterior de España will advise that Office daily of all the deposits which it has received in accordance with this Agreement, showing on a separate sheet the name and address of the Spanish debtor, the name and address of the United Kingdom creditor, the date, series and number of the deposit, the name and address of any Bank in the United Kingdom which has sent documents for collection, the amount of the debt in foreign currency and the corresponding amount in pesetas, and the rate of conversion. Where a Certificate is required under Article 1 (ii) (a) the Banco Exterior de España will obtain such Certificate from the importer concerned and transmit it to the London Office.

Article 5.

(i) All debts which were due and owing on the date of the coming into force of this Agreement, and all debts falling due after that date, in respect of the price of Spanish goods imported into the United Kingdom shall be paid in sterling to a non-interest-bearing account at the Bank of England in the name of the London Office, which will advise daily all such payments to the Banco Exterior de España, giving details similar to those set out in Article 4. Where such payment is made by an agent or representative of the exporter, such agent or representative shall be entitled in respect of each transaction to retain actual and reasonable disbursements for Customs, freight, charges and commission payable in the United Kingdom, particulars of which shall be furnished to the London Office.

(ii) The London Office may, by special agreement with the Centro, assign, for approved purposes, to companies incorporated in the United Kingdom and carrying on mining business in Spain, part of the sums paid to the London Office in respect of minerals produced by such companies or their branches in Spain and imported into the United Kingdom.

(iii) Where a debt is expressed to be payable in pesetas the full peseta amount due shall be paid to the creditor in Spain from the Peseta Account. In this case the debtor will pay to the

pagará a la « Oficina de Londres » la cantidad correspondiente en libras esterlinas al tipo de cambio en Londres el mismo día en que se efectúe el pago en la « Oficina de Londres ». Cuando se exprese que una deuda se pagará en moneda distinta de la peseta o de la libra esterlina, el deudor pagará a la « Oficina de Londres » la suma equivalente en libras esterlinas que corresponda a la cantidad debida en la moneda de que se trate al tipo de cambio en Londres de dicha moneda el día del pago.

Artículo 6.

El Banco Exterior de España, al recibir el aviso de los pagos hechos en la « Oficina de Londres », pagará de la « Cuenta de pesetas » al acreedor en España, debidamente autorizado, la cantidad equivalente en pesetas, de acuerdo con lo dispuesto en el art. 5.

Artículo 7.

Las libras esterlinas recibidas por la « Oficina de Londres » con arreglo al art. 5, serán aplicadas a la transferencia de cantidades con respecto a las cuales se haya formulado solicitud al « Centro » cuando las correspondientes sumas en pesetas hayan sido pagadas a la « Cuenta de pesetas », de acuerdo con este Convenio.

El método detallado de aplicación de las libras esterlinas recibidas por la « Oficina de Londres » para las finalidades anteriores, será el que en cada momento tuviere establecido el Gobierno del Reino Unido, siempre que las deudas contraídas por precios de productos tengan prioridad sobre otras deudas y pagos.

La « Oficina de Londres » tendrá derecho a cargar a personas en el Reino Unido y deducir de las sumas a ellas transferidas aquellos honorarios que puedan ser establecidos por el Gobierno del Reino Unido.

Artículo 8.

Cuando las solicitudes de transferencias de cantidades a personas en el Reino Unido, de acuerdo con este Convenio, sean cumplimentadas sin demora, el Gobierno del Reino Unido anulará los preceptos a que se refiere el art. 5 y permitirá que las deudas como consecuencia de precios de mercancías españolas importadas en el Reino Unido sean directamente pagadas al acreedor español.

Artículo 9.

Las cuestiones técnicas y administrativas, incluyendo las referentes a letras de cambio y transmisión de créditos, serán resueltas de acuerdo entre el « Centro » y la « Oficina de Londres ».

Artículo 10.

Para los efectos de este Convenio, España comprende el territorio peninsular y los de las islas Canarias y Baleares, Ceuta y Melilla.

Este Convenio, excepto el art. 5, será de aplicación a Terranova como si formase parte del Reino Unido y como si las mercancías producidas o manufacturadas en Terranova fuesen mercancías producidas o manufacturadas en el Reino Unido.

Artículo 11.

Este Convenio entrará en vigor el trece de enero de mil novecientos treinta y seis y permanecerá vigente hasta la fecha indicada en el art. 8.

London Office the corresponding amount in sterling at the rate of exchange in London on the day of payment to the London Office. Where the debt is expressed to be payable in a currency other than pesetas or sterling, the debtor will make to the London Office a payment in sterling corresponding to the amount due in such other currency, at the rate of exchange in London for that currency on the day of payment.

Article 6.

The Banco Exterior de España will, on being advised of the payments made to the London Office, pay from the Peseta Account the equivalent amount in pesetas to the creditor in Spain entitled thereto in accordance with the provisions of Article 5.

Article 7.

The sterling received by the London Office under Article 5 will be applied to the transfer of amounts in respect of which application has been made to the Centro and the corresponding sums in pesetas have been paid to the Peseta Account in accordance with this Agreement.

The detailed method of applying the sterling received by the London Office for the above purpose shall be such as the United Kingdom Government may from time to time prescribe: provided that debts in respect of the price of goods shall have priority over other debts and payments.

The London Office shall be entitled to charge to persons in the United Kingdom and to deduct from the sums transferred to them in accordance with this Article such fees as may be prescribed by the United Kingdom Government.

Article 8.

When all applications for transfer of amounts to persons in the United Kingdom, in accordance with this Agreement, are met without delay the United Kingdom Government will withdraw the provisions referred to in Article 5 and permit debts in respect of the price of Spanish goods imported into the United Kingdom to be remitted direct to the creditor in Spain.

Article 9.

Technical and administrative questions, including those relating to Bills of Exchange and the assignment of debts, shall be settled in agreement by the Centro and the London Office.

Article 10.

For the purpose of this Agreement "Spain" shall include the territories of the Peninsula, the Canary Isles and the Balearic Isles, Ceuta and Melilla.

This Agreement, other than Article 5, shall apply to Newfoundland as if it were a part of the United Kingdom and as if goods produced or manufactured in Newfoundland were goods produced or manufactured in the United Kingdom.

Article 11.

This Agreement shall come into force on the 13th January, 1936, and shall remain in force until the date referred to in Article 8.

En testimonio de lo cual, los que subscriben, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Convenio estampando en él sus sellos.

Dado en Madrid a seis de enero de mil novecientos treinta y seis, por duplicado, en español e inglés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(Por el Gobierno del Reino Unido
de Gran Bretaña e Irlanda del Norte :)

(L. S.) H. G. CHILTON.

Por el Gobierno de la República Española :

(L. S.) Joaquín DE URZÁIZ.

Copia certificada conforme :

Madrid, 4 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

ACUERDO ¹

MODIFICANDO EL ARTÍCULO 7 DEL CONVENIO DE PAGOS FIRMADO EN MADRID EL 6 DE ENERO DE 1936 ENTRE EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO ESPAÑOL. FIRMADO EN MADRID, EL 6 DE JUNIO DE 1936.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le chargé d'Affaires d'Espagne à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 juillet 1936.

EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA Y NORTE DE IRLANDA Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ESPAÑOLA, deseando facilitar todavía más, los pagos entre el Reino Unido y España, han decidido modificar algunas disposiciones del Convenio firmado en Madrid al 6 de enero de 1936 (que llamaremos Convenio de Pagos Anglo-Español) y, con este fin, han convenido lo siguiente :

Artículo 1^o.

A partir del día 6 de junio 1936 el párrafo siguiente substituirá al segundo párrafo del artículo séptimo del Convenio de Pagos Anglo-Español.

« El método detallado de aplicación de las libras esterlinas recibidas por la « Oficina de Londres » para las finalidades anteriores, será el que en cada momento tuviere establecido el Gobierno del Reino Unido siempre que, las deudas contraídas por precios de productos y respecto a fletes por transporte de productos o pasajeros en buques británicos, tengan prioridad sobre otras deudas y pagos, y, se sometan entre sí en el orden de prioridad que prescribirá el Gobierno del Reino Unido ».

¹ Entré en vigueur le 6 juin 1936.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Madrid, this 6th day of January, 1936, in duplicate, in Spanish and English, both texts being equally authentic.

Por el Gobierno de la República Española :
(For the Government of the Spanish Republic :)

(L. S.) Joaquín DE URZÁIZ.

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(L. S.) H. G. CHILTON.

Copia certificada conforme :
Madrid, 4 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

AGREEMENT¹

MODIFYING ARTICLE 7 OF THE PAYMENTS AGREEMENT SIGNED IN MADRID ON THE SIXTH DAY OF JANUARY, 1936, BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM AND THE SPANISH GOVERNMENT. SIGNED AT MADRID, JUNE 6TH, 1936.

English and Spanish official texts communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 10th, 1936.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC, desiring still further to facilitate payments between the United Kingdom and Spain, have decided to amend certain provisions of the Agreement signed at Madrid on the 6th day of January 1936 (hereinafter referred to as " the Anglo-Spanish Payments Agreement ") and to that end have agreed as follows :

Article 1.

As from the sixth day of June 1936 the following paragraph shall be substituted for the second paragraph of Article VII of the Anglo-Spanish Payments Agreement :

" The detailed method of applying the sterling received by the London Office for the above purpose shall be such as the United Kingdom Government may from time to time prescribe ; provided that debts in respect of the price of goods and in respect of freight for the carriage of goods or passengers on British ships shall have priority over other debts and payments and shall rank as between themselves in such order of priority as may be prescribed by the United Kingdom Government. "

¹ Came into force June 6th, 1936.

En testimonio de lo cual, los que suscriben, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Convenio estampando en él sus sellos.

Dado en Madrid a seis de junio de mil novecientos treinta y seis, por duplicado, en inglés y en español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

*(Por el Gobierno del Reino Unido
de Gran Bretaña e Irlanda del Norte :)*
(L. S.) George Ogilvie FORBES.

Por el Gobierno de la República Española :
(L. S.) Augusto BARCIA.

Copia certificada conforme :
Madrid, 20 de junio de 1936.

El Subsecretario,
R. de Ureña.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Madrid, this sixth day of June 1936, in duplicate, in English and Spanish, both texts being equally authentic.

Por el Gobierno de la República Española :
(For the Government of the Spanish Republic :)

(L. S.) Augusto BARCIA.

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(L. S.) George Ogilvie FORBES.

Copia certificada conforme :
Madrid, 20 de junio de 1936.

El Subsecretario,
R. de Ureña.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3844. — ACCORD RELATIF AUX PAIEMENTS ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL. SIGNÉ A MADRID, LE 6 JANVIER 1936.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, désireux de faciliter les paiements entre l'Espagne et le Royaume-Uni, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Dans tous les cas où une demande aura été faite au « Centro Oficial de Contratación de Moneda » (dénommé ci-après le « Centro ») pour le transfert de sommes en livres sterling ou autres monnaies au compte de personnes résidant dans le Royaume-Uni et dans tous les cas où le transfert n'aura pas été effectué entièrement avant l'entrée en vigueur de la présente convention ; dans tous les cas où, en vue des fins indiquées au paragraphe 2 du présent article, une demande de ce genre aura été faite après l'entrée en vigueur de la présente convention, le « Centro » donnera immédiatement ordre à toutes les banques d'Espagne, par l'intermédiaire desquelles ces demandes ont été ou seront faites, d'en verser la contre-valeur à un compte non porteur d'intérêts (dénommé ci-après « compte en pesetas ») que l'on ouvrira à la « Banco Exterior de España » au nom du « Centro ».

Les monnaies autres que la peseta, avant d'être versées au « compte en pesetas » seront converties en pesetas au cours du change à Madrid le jour ouvrable précédant le jour du versement.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente convention, les demandes de transfert (sous réserve de toutes vérifications nécessaires des faits) seront autorisées pour les fins suivantes :

a) Paiements relatifs à des marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni et importées en Espagne. Toutefois, les marchandises exportées du Royaume-Uni après l'entrée en vigueur de la présente convention devront être accompagnées d'un certificat délivré par une Chambre de commerce (ou tout autre organisme habilité à cet effet par le Gouvernement du Royaume-Uni) attestant que ces marchandises ont été produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni.

b) Paiements relatifs aux marchandises réexportées du Royaume-Uni à destination de l'Espagne, de nature normale et en quantité normale, sous réserve des limitations et conditions dont pourront convenir de temps à autre le « Bureau de Londres » mentionné à l'article 4 et le « Centro ». Dans ces réexportations, ne seront pas comprises les marchandises originaires des pays avec lesquels l'Espagne a conclu ou conclura des traités de compensation ou des accords analogues.

c) Paiements afférents aux frets, intérêts, dividendes, bénéfices, frais de bureau dans le Royaume-Uni, aux loyers, assurances et réassurances, aux redevances, honoraires, commissions et à tous les autres objets dont pourront convenir le « Bureau de Londres » et le « Centro ».

Article 2.

Les pesetas versées au « compte en pesetas », conformément à l'article premier, demeureront bloquées jusqu'à ce que le virement au compte des intéressés ait été effectué par l'intermédiaire du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

« compte en sterling » mentionné à l'article 5. Toute différence de change entre le jour précédant le jour de versement et le ou les jours de transfert sera portée au crédit ou au débit du débiteur en Espagne, qui paiera ainsi la totalité de la dette en livres sterling, ou bien, si la dette est exprimée en une monnaie autre que la livre sterling, il paiera la contre-valeur intégrale en livres sterling calculée au cours du change du jour de transfert.

Si des intérêts sont légalement dus sur une dette pour laquelle un versement au « compte en pesetas » est ou a été effectué, le montant des intérêts calculés jusqu'à la date de versement de la somme principale au « compte en pesetas » devra être payé par le débiteur en Espagne, qui fera, si cela est nécessaire, un nouveau versement en pesetas de manière que la somme principale, aussi bien que lesdits intérêts sur le montant primitif de la dette, puisse être transférée par l'intermédiaire du « compte en sterling ».

Article 3.

Le « Centro » enverra sans retard à la « Banco Exterior de España » tous les détails relatifs aux demandes mentionnées à l'article premier, dans l'ordre chronologique, de manière qu'on puisse les vérifier par comparaison avec les versements effectués.

Article 4.

Le Gouvernement du Royaume-Uni établira un bureau spécial (dénommé ci-après le « Bureau de Londres ») et la « Banco Exterior de España » avisera chaque jour ce bureau de tous les versements reçus par elle, conformément à la présente convention, en indiquant sur une feuille séparée le nom et l'adresse du débiteur espagnol, le nom et l'adresse du créancier dans le Royaume-Uni, la date, la série et le numéro du versement, le nom et l'adresse de toute banque du Royaume-Uni qui aura envoyé des effets pour encaissement, le montant de la dette exprimée en monnaie étrangère et la contre-valeur en pesetas, de même que le taux de conversion. Lorsque la présentation d'un certificat sera prescrite, conformément à l'article premier, paragraphe 2 a), la « Banco Exterior de España » réclamera ce certificat à l'importateur intéressé et le transmettra au « Bureau de Londres ».

Article 5.

1. Toutes les sommes dues ou échues au jour de l'entrée en vigueur de la présente convention et toutes les dettes relatives à des marchandises espagnoles importées dans le Royaume-Uni venant à échéance après cette date seront versées en livres sterling à un compte non porteur d'intérêts ouvert à la Banque d'Angleterre au nom du « Bureau de Londres », lequel avisera chaque jour la « Banco Exterior de España » de tous les paiements de ce genre, en donnant des indications détaillées similaires à celles qui ont été exposées à l'article 4. Dans le cas où le paiement serait effectué par un agent ou un représentant de l'exportateur, ledit agent ou représentant aura le droit, pour chaque transaction, de retenir le montant des débours effectifs et raisonnables au titre des droits de douane, du fret, des frais et commissions qui doivent être payés dans le Royaume-Uni et dont les détails seront donnés au « Bureau de Londres ».

2. Le « Bureau de Londres » pourra, en vertu d'un accord spécial avec le « Centro », transférer, pour des fins convenues, à des sociétés constituées dans le Royaume-Uni et s'occupant d'exploitations minières en Espagne, une partie des sommes payées au « Bureau de Londres » pour les minéraux produits par ces compagnies ou leurs succursales en Espagne et importés dans le Royaume-Uni.

3. S'il est stipulé qu'une dette est payable en pesetas, la totalité de la somme due en pesetas devra être payée au créancier en Espagne sur le « compte en pesetas ». En ce cas, le débiteur versera au « Bureau de Londres » la contre-valeur en livres sterling au cours du change à Londres, le jour du versement au « Bureau de Londres ». S'il est stipulé que la dette est payable en une monnaie autre que la peseta ou la livre sterling, le débiteur versera au « Bureau de Londres » une somme en livres sterling correspondant au montant de la dette en cette autre monnaie, au cours du change de cette monnaie, à Londres, le jour du paiement.

Article 6.

Au reçu des avis de paiements effectués au « Bureau de Londres », la « Banco Exterior de España » paiera, sur le compte en pesetas, la contre-valeur en pesetas au créancier en Espagne dûment autorisé, conformément aux dispositions de l'article 5.

Article 7.

Les livres sterling reçues par le « Bureau de Londres », conformément à l'article 5, seront affectées au transfert des sommes qui auront fait l'objet de demandes auprès du « Centro » et pour lesquelles la contre-valeur en pesetas aura été versée au compte en pesetas, conformément à la présente convention.

Les modalités selon lesquelles les livres sterling reçues par le « Bureau de Londres » seront affectées aux fins ci-dessus mentionnées seront celles que pourra prescrire de temps à autre le Gouvernement du Royaume-Uni ; toutefois, les dettes relatives à des marchandises auront la priorité sur les autres dettes et paiements.

Le « Bureau de Londres » pourra percevoir sur les personnes résidant dans le Royaume-Uni et déduire des sommes qui leur seront transférées, conformément au présent article, les taxes que pourra fixer le Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 8.

Lorsqu'il aura été donné suite sans retard à toutes les demandes de transfert de sommes à des personnes résidant dans le Royaume-Uni, conformément à la présente convention, le Gouvernement du Royaume-Uni annulera les dispositions mentionnées à l'article 5 et autorisera le versement direct au créancier en Espagne du montant des dettes relatives à des marchandises espagnoles importées dans le Royaume-Uni.

Article 9.

Les questions techniques et administratives, y compris les questions relatives aux lettres de change et à l'affectation du montant des dettes, seront réglées en commun accord par le « Centro » et le « Bureau de Londres ».

*Article 10.*

Aux fins de la présente convention, l'« Espagne » comprendra le territoire de la péninsule, les îles Canaries et les îles Baléares, Ceuta et Melilla.

La présente convention, sauf l'article 5, s'appliquera à Terre-Neuve comme si cette île faisait partie du Royaume-Uni et comme si les marchandises produites ou manufacturées à Terre-Neuve étaient des marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni.

*Article 11.*

La présente convention entrera en vigueur le 13 janvier 1936 et restera applicable jusqu'à la date indiquée à l'article 8.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid, ce six janvier 1936, en double exemplaire, en langue espagnole et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République espagnole :
(L. S.) Joaquín DE URZÁIZ.

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :
(L. S.) H. G. CHILTON.

ACCORD

MODIFIANT L'ARTICLE 7 DE L'ACCORD RELATIF AUX PAIEMENTS, SIGNÉ A MADRID LE 6 JANVIER 1936, ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL. SIGNÉ A MADRID, LE 6 JUIN 1936.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE, désireux de faciliter davantage les paiements entre le Royaume-Uni et l'Espagne, ont décidé de modifier certaines dispositions de l'Accord signé à Madrid le 6 janvier 1936 (dénommé ci-après « Accord anglo-espagnol relatif aux paiements ») et sont convenus, à cet effet, des dispositions suivantes :

Article premier.

A partir du 6 juin 1936, le deuxième alinéa de l'article VII de l'Accord anglo-espagnol relatif aux paiements sera remplacé par le suivant :

« Les modalités selon lesquelles les livres sterling reçues par le « Bureau de Londres » seront affectées aux fins susmentionnées seront celles que pourra prescrire de temps à autre le Gouvernement du Royaume-Uni ; toutefois, les dettes représentant le prix de marchandises et le fret correspondant au transport de marchandises ou de voyageurs à bord de navires britanniques, auront la priorité sur les autres dettes et paiements et prendront rang, entre elles, dans l'ordre de priorité que fixera le Gouvernement du Royaume-Uni. »

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid, le six juin 1936, en double exemplaire, en langue espagnole et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :
(L. S.) George Ogilvie FORBES.

Pour le Gouvernement
de la République espagnole :
(L. S.) Augusto BARCIA.

N° 3845.

DANEMARK ET SUÈDE

Convention relative à la surveillance commune pour la répression de la contrebande des marchandises alcooliques, et protocole final. Signés à Stockholm, le 28 octobre 1935.

DENMARK AND SWEDEN

Convention for Common Supervision in order to prevent the Smuggling of Alcoholic Liquors, and Final Protocol. Signed at Stockholm, October 28th, 1935.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 3845. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DANMARK OG SVERIGE ANGAAENDE FÆLLES BEVOGTNING TIL BEKÆMPELSE AF ULOVLIG INDFØRSEL AF ALKOHOLHOLDIGE VARER. UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 28. OKTOBER 1935.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 mars 1936.

Undertegnede, der af deres respektive Regeringer er befuldmægtigede til at indgaa en Overenskomst mellem DANMARK og SVERIGE til Bekæmpelse af Smugling af Alkohol, er blevet enige om følgende :

Art. 1.

Indenfor de to kontraherende Staters Søterritorium i Øresund og i visse Dele af Kattegat og Østersøen, nærmere bestemt

paa den danske Side dels fra 12^o 17',₈ østlig Længde (Gilbjerghoved) langs Sjællands Nord- og Østkyst samt Møen og Falster til 11^o 58' østlig Længde (Gedser) dels omkring Øen Bornholm og omkring Ærteholmene, og

paa den svenske Side fra 56^o 27' nordlig Bredde (Hallands Väderö Fyr) langs Skaanes Vest-, Syd- og Østkyst til 55^o 39',₈ nordlig Bredde (Stenshuvud),

skal de to Staters Bevogtningspersonale, i Overensstemmelse med det nedenfor anførte og med de nærmere Bestemmelser, om hvilke der træffes Overenskomst mellem de to Landes højeste Toldmyndigheder, samvirke til Bekæmpelse af ulovlig Indførsel af alkoholholdige Varer til deres Toldomraade.

Hvad der i denne Overenskomst er anført med Hensyn til Søterritorium, skal ikke finde Anvendelse, forsaavidt angaar Havne og Havneindløb.

Art. 2.

Bevogtningspersonale tilhørende den ene af de kontraherende Stater skal kunne udstrække sin Virksomhed ind paa den anden Stats af nærværende Overenskomst omfattede Søterritorium og skal i saadant Tilfælde, under Iagttagelse af, hvad der er anført i Art. 3, dersteds have samme Pligt som indenfor eget Søterritorium til at gribe ind til Forhindring af ulovlig Indførsel af alkoholholdige Varer.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 13 janvier 1936.
Entrée en vigueur le 28 janvier 1936.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3845. — ÖVERENSKOMMELSE¹ MELLAN SVERIGE OCH DANMARK
ANGÅENDE GEMENSAM BEVAKNING FÖR BEKÄMPANDE AV
OLOVLIG INFÖRSEL AV ALKOHOLVAROR. UNDERTECKNAD I
STOCKHOLM, DEN 28. OKTOBER 1935.

Danish and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 4th, 1936.

Undertecknade, av sina respektive regeringar utsedda fullmäktige för ingående av en överenskommelse mellan Sverige och Danmark i och för bekämpande av smugglingen av alkoholvaror, hava överenskommit om följande :

Art. 1.

Inom de båda fördragsslutande staternas territorialvatten i Öresund och i vissa delar av Kattegatt och Östersjön, närmare bestämt

å den svenska sidan från 56° 27' nordlig bredd (Hallands Väderö fyr) utmed Skånes väst-, syd- och ostkust till 55° 39',⁸ nordlig bredd (Stenshuvud) och

å den danska sidan dels från 12° 17',⁵ ostlig längd (Gilbjergoved) utmed Själlands nord- och ostkust samt Möen och Falster till 11° 58' ostlig längd (Gedser) dels och kring ön Bornholm samt kring Aerteholmene,

skall de båda staternas bevakningspersonal, i enlighet med vad nedan angives och enligt de närmare bestämmelser om vilka överenskommelse må träffas mellan de båda ländernas högsta tullmyndigheter, samverka för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror till deras tullområden.

Vad i denna överenskommelse sägs om territorialvatten äger icke tillämpning beträffande hamnar och hamninlopp.

Art. 2.

Bevakningspersonal tillhörande den ena fördragsslutande staten skall äga utsträcka verksamheten in på den andra statens ifrågavarande territorialvatten och skall i sådant fall, med iakttagande av vad i artikel 3 sägs, därstädes hava samma skyldighet som inom eget territorialvatten att ingripa till förekommande av olovlig införsel av alkoholvaror.

¹ The exchange of ratifications took place at Copenhagen, January 13th, 1936.
Came into force January 28th, 1936.

Art. 3.

Med Hensyn til Betingelserne for og Maaden, paa hvilken Prajning, Visitation og Beslaglæggelse skal iværksættes, samt med Hensyn til de Beføjelser iøvrigt, som tilkommer Bevogtningspersonalet, skal de Bestemmelser iagttages, som gælder i den Stat, indenfor hvis Søterritorium Bevogtnings-tjenesten udøves. Dette skal ogsaa gælde med Hensyn til den Retsbeskyttelse, og den Ret til Andel i Konfiskationsprovenuer eller de tilsvarende Rettigheder, som tilkommer saadant Personale.

Art. 4.

Fartøj og Last, som beslaglægges af Bevogtningspersonale tilhørende den ene af de kontraherende Stater indenfor den anden Stats Søterritorium, skal tilligemed de ombordværende snarest overgives til Myndighederne i den anden Stat. Skriftlig Rapport angaaende Beslaglæggelsen, indeholdende Oplysning om, paa hvilket Tidspunkt og paa hvilket Sted denne har fundet Sted, skal ved samme Lejlighed afleveres til nævnte Myndigheder.

Art. 5.

Har den ene af de kontraherende Stater maattet udrede Skadeserstatning som Følge af Foranstaltninger, som indenfor dens Søterritorium er iværksat af Bevogtningspersonale tilhørende den anden Stat, skal denne Stat være forpligtet til at erstatte den førstnævnte Stat de Udgifter, den saaledes har haft, saavel som de Omkostninger, der er opstaaet for denne Stat i Forbindelse med Sagens Behandling ved Domstol eller Voldgiftsret.

Art. 6.

Hvad der i de forudgaaende Artikler er fastsat med Hensyn til de kontraherende Staters Søterritorium, skal, for saa vidt angaar danske og svenske Fartøjer, som anvendes i Smuglingsøjemed, finde tilsvarende Anvendelse med Hensyn til Vandomraadet nærmest udenfor Søterritoriet indenfor den Zone, som er omhandlet i Artikel 9 i den i Helsingfors den 19. August 1925 afsluttede Konvention om Bekæmpelse af Smugleri af alkoholholdige Varer med den i Konventionens Slutprotokol anførte Kommentar til nævnte Artikel.

Art. 7.

Denne Overenskomst, som er affattet i det danske og det svenske Sprog, skal ratificeres, og Ratifikationsinstrumenterne skal snarest muligt udveksles i København. Overenskomsten træder i Kraft den 15. Dag, regnet fra den Dag, da Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne finder Sted, og forbliver i Kraft indtil den 30. Dag, regnet fra den Dag, da Opsigelse af denne er sket fra en af Staternes Side.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i 2 Eksemplarer den 28. Oktober 1935.

(L. S.) (sign.) E. REVENTLOW.

(L. S.) (sign.) Rickard SANDLER.

Art. 3.

I fråga om förutsättningarna och sättet för verkställande av prejning, visitation och beslag samt beträffande de befogenheter i övrigt, som tillkomma bevakningspersonal, skola de bestämmelser lända till efterrättelse, som gälla i den stat, inom vars territorialvatten bevakningstjänsten utövas. Det samma skall ock gälla i fråga om det skydd och den rätt till beslagarandel eller de motsvarande förmåner, som tillkomma sådan personal.

Art. 4.

Fartyg och last, som tagits i beslag av bevakningspersonal tillhörande den ena fördragsslutande staten inom den andra statens territorialvatten, skola jämte ombordvarande snarast överlämnas till myndighet i denna senare stat. Skriftlig rapport angående beslaget, innehållande uppgift å tid och ort för detsammans verkställande, skall därvid avlämnas till denna myndighet.

Art. 5.

Har den ena av de fördragsslutande staterna nödgats utgiva skadestånd på grund av åtgärd, som inom dess territorialvatten företagits av bevakningspersonal tillhörande den andra staten, skall denna senare stat vara pliktig att ersätta den förra staten vad den sålunda utgivit ävensom de kostnader, som i samband med rättegång eller skiljedomsförfarande i saken uppkommit för denna stat.

Art. 6.

Vad i föregående artiklar överenskommits rörande fördragsslutande stats territorialvatten skall, såvitt angår svenska och danska fartyg, som användas i smugglingssyfte, äga motsvarande tillämpning i fråga om vattenområde närmast utanför detta territorialvatten inom den zon, varom förmåles i artikel 9 i den i Helsingfors den 19 augusti 1925 avslutade konventionen angående motarbetande av smuggling av alkoholvaror med den i konventionens slutprotokoll intagna förklaringen till samma artikel.

Art. 7.

Denna överenskommelse, som är avfattad på svenska och danska språken, skall ratificeras och ratifikationsinstrumenten skola snarast möjligt utväxlas i Köpenhamn. Överenskommelsen träder i kraft å femtonde dagen, räknat från dagen för utväxlingen av ratifikationsinstrumenten, och förbliver gällande intill trettonde dagen räknat från den dag, då uppsägningen av densamma av någondera staten skett.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 28 oktober 1935.

(L. S.) (*sign.*) E. REVENTLOW.

(L. S.) (*sign.*) Rickard SANDLER.

SLUTPROTOKOL.

I Forbindelse med Undertegnelsen i Dag af Overenskomsten mellem Danmark og Sverige angaaende fælles Bevogtning til Bekæmpelse af ulovlig Indførsel af alkoholholdige Varer erklærer undertegnede Befuldmægtigede i deres Regeringers Navn, at dansk og svensk Søterritorium ved Anvendelsen af denne Overenskomst strækker sig indtil en Afstand af fire Sømil, eller 7.408 Meter, fra de paagældende Rigers Landterritorium eller fra Linier, som danner Grænsen mod Havet for de ved Rigernes Kyster beliggende Havne, Havneindløb og Bugter saavel som for de øvrige til Havet hørende Vandomraader, som er beliggende indenfor og mellem de langs med Kysterne liggende Øer, Holme og Skær, som ikke til Stadighed overskylles af Havet, dog at i Øresund Søterritoriet ikke paa nogen af Siderne strækker sig udover den i Deklarationen af 30. Januar 1932 angaaende visse Grænseforhold i Øresund angivne Linie.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet denne Protokol og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i 2 Eksemplarer den 28. Oktober 1935.

(L. S.) (sign.) E. REVENTLOW.

(L. S.) (sign.) Rickard SANDLER.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 19 février 1936.

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général

du Ministère des Affaires étrangères.

SLUTPROTOKOLL.

I samband med undertecknandet denna dag av överenskommelsen mellan Sverige och Danmark angående gemensam bevakning för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror förklara undertecknade befullmäktigade ombud i sina regeringars namn, att svenskt och danskt territorialvatten vid tillämpningen av denna överenskommelse sträcker sig intill ett avstånd av fyra nautiska mil, eller 7.408 meter, från respektive rikens landområden eller från linjer, som mot havet bilda gräns för vid rikenas kuster belägna hamnar, hamninlopp och vikar ävensom för övriga til saltsjön hörande vatten, vilka äro belägna imnanför och mellan de utmed kusterna liggande öar, holmar och skär, som icke ständigt översköljas av havet, dock att i Öresund territorialvatten å ingendera sidan sträcka sig över den i deklarationen den 30 januari 1932 angående vissa gränsförhållanden i Öresund angivna linjen.

Till bekräftelse herav hava de befullmäktigade undertecknat detta protokoll och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 28 oktober 1935.

(L. S.) (sign.) E. REVENTLOW.

(L. S.) (sign.) Rickard SANDLER.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 19 février 1936.

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N° 3845. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE
RELATIVE A LA SURVEILLANCE COMMUNE POUR LA RÉPRES-
SION DE LA CONTREBANDE DES MARCHANDISES ALCOOLI-
QUES. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 28 OCTOBRE 1935.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs à conclure une convention entre LE DANEMARK et LA SUÈDE pour la répression de la contrebande des alcools, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

A l'intérieur des eaux territoriales des deux Etats contractants, dans le Sund et dans certaines parties du Cattégat et de la mer Baltique, à savoir :

En territoire danois, entre 12° 17' 5" de longitude est (Gilbjerghoved), le long des côtes septentrionale et orientale de l'île de Seeland, ainsi que le long des îles de Møen et de Falster, et 11° 58' de longitude est (Gedser), et autour de l'île de Bornholm et des îlots dits Aerteholmene,

En territoire suédois, entre 56° 27' de latitude nord (phare de Hallands Väderö), le long des côtes occidentale, méridionale et orientale de la Scanie, et 55° 39' 8" de latitude nord (Stenshuvud) ;

les personnels de surveillance des deux Etats coopéreront pour la répression de l'importation illicite des alcools dans leurs territoires douaniers, en se conformant aux stipulations ci-après, ainsi qu'aux règles de détail dont seront convenues les autorités supérieures des douanes des deux pays.

Les dispositions de la présente convention relatives aux eaux territoriales ne seront pas applicables aux ports ni aux entrées des ports.

Article 2.

Le personnel de surveillance appartenant à l'un des Etats contractants pourra exercer ses fonctions dans les eaux territoriales de l'autre Etat visées par la présente convention, et il sera tenu alors, comme dans les eaux territoriales de son propre pays, et en se conformant aux stipulations de l'article 3, d'intervenir pour empêcher l'importation illicite des alcools.

Article 3.

En ce qui concerne les conditions et le mode d'arraisonnement, de visite et de saisie, ainsi que, par ailleurs, les attributions du personnel de surveillance, on observera les dispositions qu'applique l'Etat dans les eaux territoriales duquel s'exerce la surveillance. Il en sera de même en ce qui concerne la protection légale et le droit à une part de la valeur des biens confisqués ou aux avantages équivalents revenant audit personnel.

Article 4.

Tout navire et toute cargaison saisis par le personnel de surveillance de l'un des Etats contractants dans les eaux territoriales de l'autre seront remis aussitôt que possible, avec le personnel qui

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3845. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND SWEDEN FOR COMMON SUPERVISION IN ORDER TO PREVENT THE SMUGGLING OF ALCOHOLIC LIQUORS. SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 28TH, 1935.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments to conclude a Convention between DENMARK and SWEDEN for combating the smuggling of alcohol, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Within the territorial waters of the two contracting States in the Sound and certain parts of the Cattegat and the Baltic, namely :

On the Danish side, from 12° 17.5' east longitude (Gilbjergshoved), along the north and east coast of Zealand, together with Møen and Falster, to 11° 58' east longitude (Gedser) and round the island of Bornholm and the islands known as Aerteholmene, and

On the Swedish side, from 56° 27' north latitude (Hallands Väderö lighthouse), along the west, south and east coast of Skåne, to 55° 39.8' north latitude (Stenshuvud),

the supervision staff of the two States shall, in accordance with the following provisions and with the detailed regulations which may be agreed upon between the supreme Customs authorities of the two countries, co-operate in combating the illicit import of alcoholic liquors into their Customs territory.

The provisions of the present Convention relating to the territorial waters shall not be applicable to ports and entrances to ports.

Article 2.

The supervision staff of either Contracting Party shall be entitled to extend its activity to the other State's territorial waters covered by the present Convention, and in such case, while complying with the provisions of Article 3, shall be under the same obligation to take action for preventing the illicit import of alcoholic liquors as in its own territorial waters.

Article 3.

The conditions and method of stopping, inspecting and seizing vessels, and any other rights granted to the supervision staff, shall be governed by the provisions applicable in the State within whose territorial waters the supervision is carried out. The same rule shall apply with regard to legal protection and the right to a share in the proceeds of the confiscated goods or corresponding rights to which such personnel is entitled.

Article 4.

Vessels and cargoes seized by the supervision staff of either of the contracting States within the territorial waters of the other State shall, together with the persons on board, be handed over

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

se trouvait à bord, aux autorités de l'autre Etat. Un rapport écrit sur la saisie, indiquant le lieu, le jour et l'heure de celle-ci, sera remis en même temps auxdites autorités.

Article 5.

Si l'un des Etats contractants a dû verser des dommages-intérêts en raison de mesures prises dans ses eaux territoriales par le personnel de surveillance de l'autre Etat, celui-ci sera tenu de lui en rembourser le montant, ainsi que celui des frais qu'aura pu lui occasionner une procédure judiciaire ou arbitrale ayant trait auxdites mesures.

Article 6.

Les dispositions des articles précédents concernant les eaux territoriales d'un des Etats contractants seront applicables par analogie, en tant qu'il s'agira de navires danois et suédois utilisés pour la contrebande, aux eaux immédiatement voisines des eaux territoriales, à l'intérieur de la zone mentionnée dans l'article 9 de la Convention conclue à Helsingfors le 19 août 1925 pour la répression de la contrebande des alcools, y compris les observations du protocole final de cette convention relatives audit article.

Article 7.

La présente convention, rédigée en langues danoise et suédoise, devra être ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible à Copenhague. La convention entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des instruments de ratification et restera applicable jusqu'au trentième jour après la date de sa dénonciation par l'un des Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 28 octobre 1935.

(L. S.) (Signé) E. REVENTLOW.

(L. S.) (Signé) Rickard SANDLER.

PROTOCOLE FINAL

En procédant ce jour à la signature de la Convention entre le Danemark et la Suède concernant l'organisation d'une surveillance commune pour la répression de l'importation illicite des alcools, les plénipotentiaires soussignés déclarent, au nom de leurs gouvernements respectifs, qu'il est entendu, pour l'application de cette convention, que les eaux territoriales du Danemark et de la Suède s'étendent jusqu'à une distance de quatre milles marins, ou 7.408 mètres, des territoires terrestres de chaque pays ou des lignes constituant, vers la mer, la limite des ports, entrées de ports et baies situés sur leurs côtes, ainsi que des autres eaux maritimes se trouvant en deçà et dans l'intervalle des îles, îlots et récifs non constamment submergés ; toutefois, dans le Sund, les eaux territoriales ne s'étendent, ni d'une part ni de l'autre, au delà de la ligne indiquée dans la Déclaration du 30 juillet 1932 concernant certaines questions de frontière dans le Sund.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Stockholm, le 28 octobre 1935.

(L. S.) (Signé) E. REVENTLOW.

(L. S.) (Signé) Rickard SANDLER.

as soon as possible to the authorities of the latter State. A written report regarding the seizure, containing particulars as to the time and place at which it occurred, shall on the same occasion be handed to the said authorities.

Article 5.

If either of the contracting States has been obliged to pay compensation on account of measures taken within its territorial waters by the supervision staff of the other State, the latter State shall be compelled to compensate the former for the expenditure thus incurred, and for the costs in which that State may have been involved in connection with the judicial or arbitral procedure.

Article 6.

The provisions of the preceding Articles regarding the territorial waters of the contracting States shall apply, as far as Danish and Swedish vessels used for smuggling are concerned, *mutatis mutandis*, to the waters immediately outside the territorial waters within the zone referred to in Article 9 of the Convention concluded at Helsingfors, on August 19th, 1925, for the suppression of the Contraband Traffic in Alcoholic Liquors, together with the comments on the said Article contained in the Final Protocol to this Convention.

Article 7.

The present Convention, which is drawn up in the Danish and Swedish languages, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Copenhagen. The Convention shall come into force on the fifteenth day after the date on which the exchange of the instruments of ratification takes place, and shall remain in force until the thirtieth day after the Convention has been denounced by either State.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm, in duplicate, this 28th day of October, 1935.

(L. S.) (Signed) E. REVENTLOW.

(L. S.) (Signed) Rickard SANDLER.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding on this date to sign the Convention between Denmark and Sweden regarding joint supervision for combating the illicit import of alcoholic liquors, the undersigned Plenipotentiaries declare on behalf of their Governments that Danish and Swedish territorial waters, for the purpose of applying the present Convention, extend to a distance of four sea miles, or 7,408 metres, from the land territory of each State, or from lines constituting the boundary towards the sea of the ports, port entrances and bays situated on their coasts, and of other maritime waters situated within and between the islands, islets and skerries lying off the coast which are not permanently submerged; in the Sound, however, the territorial waters shall not extend on either side beyond the line indicated in the Declaration of January 30th, 1932, regarding certain frontier conditions in the Sound.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm, in duplicate, this 28th day of October, 1935.

(L. S.) (Signed) E. REVENTLOW.

(L. S.) (Signed) Rickard SANDLER.

N° 3846.

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Echange de notes comportant un accord complétant le Protocole additionnel du 9 février 1931 relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes aériennes régulières. Madrid, les 4 et 11 décembre 1934.

GERMANY AND SPAIN

Exchange of Notes constituting an Agreement supplementing the Additional Protocol of February 9th, 1931, regarding the Establishment and Operation of Regular Air Lines. Madrid, December 4th and 11th, 1934.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3846. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ALEMANIA Y ESPAÑA POR EL QUE SE CONCLUYE UN ACUERDO AMPLIANDO EL PROTOCOLO ADICIONAL DE 9 DE FEBRERO DE 1931, SOBRE ESTABLECIMIENTO Y EXPLOTACION DE LINEAS REGULARES DE AERONAVES. MADRID, 4 Y 11 DE DICIEMBRE DE 1934.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 mars 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 7th, 1936.

I.

MINISTERIO DE ESTADO.

Nº 310.

MADRID, 4 de diciembre de 1934.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : Tengo la honra de poner en su conocimiento con referencia a la Nota Verbal de V. E. del 6 de noviembre último, que el Protocolo adicional de 9 de febrero de 1931 relativo al establecimiento y a la explotación de líneas regulares de aeronaves, con aterrizaje en el territorio de ambos Estados contratantes, podría ampliarse, con las siguientes cláusulas :

- a) Para abreviar lo más posible los horarios de la línea aérea transcontinental Europa Sud-América se suprime el aterrizaje obligatorio en Barcelona, dejándolo al libre criterio de la Compañía que efectúa el servicio.
- b) La línea aérea Sevilla-Las Palmas podrá explotarse con aviones hidros o terrestres.
- c) Para facilitar los ensayos que para la definitiva organización de la unión Europea con América realiza la Compañía Lufthansa podrá autorizarse la escala forzosa en Las Palmas en los viajes de enlace rápido de correo, bien entendido que a título provisional y por el periodo de tiempo que la Dirección General de Aeronáutica Civil juzgue oportuno.

Al comunicar lo que antecede a V. E. tengo la honra de añadir que la presente Nota y la contestación que a la misma se sirva dar V. E. bastarán, si V. E. está conforme, para dar forma y valor al Acuerdo.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) J. José ROCHA.

Excmo. Señor Conde de Welczeck,
Embajador de Alemania en esta Capital.

II.

EMBAJADA ALEMANA.

MADRID, 11 de diciembre de 1934.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : Al acusar recibo de la atenta Nota de V. E. de fecha 4 del corriente — Nº. 310 — tengo la honra de notificar a V. E. la conformidad de mi Gobierno con las cláusulas propuestas para ampliación del Protocolo adicional de 9 de febrero de 1931 relativo al establecimiento y a la explotación de líneas regulares de aeronaves, con aterrizaje en el territorio de ambos Estados contratantes :

a) Para abreviar lo más posible los horarios de la línea aérea transcontinental Europa Sud-América se suprime el aterrizaje obligatorio en Barcelona, dejándolo al libre criterio de la Compañía que efectúa el servicio.

b) La línea aérea Sevilla-Las Palmas podrá explotarse con aviones hidros o terrestres.

c) Para facilitar los ensayos que para la definitiva organización de la unión Europea con América realiza la Compañía Lufthansa podrá autorizársele a suprimir la escala forzosa en Las Palmas en los viajes de enlace rápido de correo, bien entendido que a título provisional y por el periodo de tiempo que la Dirección General de Aeronáutica Civil juzgue oportuno.

Tengo la honra de declarar la conformidad de mi Gobierno de que el canje de esta Nota, cuya traducción va adjunta, y de la atenta de V. E. de fecha arriba mencionada bastarán para dar forma y valor al Acuerdo.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta consideración.

(Firmado) VOELCKERS.

Excmo. Señor Ministro de Estado,
Don J. José Rocha García,
Madrid.

Copia certificada conforme :
Madrid, 30 de enero de 1936.

El Subsecretario :
José M^a Aguinaga.

¹ TRADUCTION.

N^o 3846. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ESPAGNOL COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉTANT LE PROTOCOLE ADDITIONNEL DU 9 FÉVRIER 1931 RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DE LIGNES AÉRIENNES RÉGULIÈRES. MADRID, LES 4 ET 11 DÉCEMBRE 1934.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 310.

MADRID, le 4 décembre 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, en me référant à la note verbale de Votre Excellence du 6 novembre dernier, que le Protocole additionnel du 9 février 1931 relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes régulières d'aéronefs avec atterrissage dans le territoire des deux Etats contractants pourrait être complété par les dispositions suivantes :

a) Pour abrégé le plus possible les horaires de la ligne aérienne transcontinentale Europe-Sud-Amérique, l'atterrissage obligatoire à Barcelone est supprimé et laissé à la discrétion de la compagnie effectuant le service.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3846. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SPANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT SUPPLEMENTING THE ADDITIONAL PROTOCOL OF FEBRUARY 9TH, 1931, REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR LINES. MADRID, DECEMBER 4TH AND 11TH, 1934.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 310.

MADRID, December 4th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note verbale of November 6th, 1934, I have the honour to inform you that the Additional Protocol of February 9th, 1931, regarding the establishment and operation of regular airways with landing in the territory of both contracting States might be supplemented by the following clauses :

(a) In order to reduce as much as possible the journey time of the Europe-South America transcontinental air service, landing at Barcelona shall no longer be compulsory, but shall be left to the discretion of the operating company.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) La ligne aérienne Séville-Las Palmas pourra être exploitée au moyen d'hydravions ou d'avions terrestres.

c) Afin de faciliter les essais auxquels procède la compagnie Lufthansa en vue de l'organisation définitive de la liaison entre l'Europe et l'Amérique, ladite compagnie pourra être autorisée à supprimer l'escale obligatoire à Las Palmas, au cours des voyages de liaison postale rapide, étant entendu que cette autorisation sera donnée à titre provisoire et pour la période de temps que la Direction générale de l'aéronautique civile jugera utile.

En communiquant ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur d'ajouter que la présente note et la réponse que voudra bien donner Votre Excellence suffiront, en cas d'acceptation de votre part, pour consacrer et rendre valable l'accord.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. José ROCHA.

Son Excellence
le comte de Welczeck,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Madrid.

II.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

MADRID, le 11 décembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence du 4 courant, N° 310, et de notifier à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement au sujet des clauses proposées pour compléter le Protocole additionnel du 9 février 1931 relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes régulières d'aéronefs avec atterrissage dans le territoire des deux Etats contractants :

a) Pour abréger le plus possible les horaires de la ligne aérienne transcontinentale Europe-Sud-Amérique, l'atterrissage obligatoire à Barcelone est supprimé et laissé à la discrétion de la compagnie effectuant le service.

(b) The Seville-Las Palmas air line may be operated by means of sea or land planes.

(c) In order to facilitate the test flights made by the Lufthansa Company with a view to the final organisation of the service between Europe and America, that company may be authorised, provisionally and for such a period as the General Directorate of Civil Aviation may consider expedient, to omit the compulsory landing at Las Palmas in the case of rapid mail services between Europe and America.

In conveying the foregoing to Your Excellency, I have the honour to add that the present note and your reply will, if you agree, suffice to constitute and validate the Agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. José ROCHA.

His Excellency
Count de Welczeck,
German Ambassador,
Madrid.

II.

GERMAN EMBASSY.

MADRID, December 11th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 310, dated December 4th, 1934, and to inform you that my Government accepts the clauses proposed for the purpose of supplementing the Additional Protocol of February 9th, 1931, regarding the establishment and operation of regular airways with landing in the territory of both contracting States :

(a) In order to reduce as much as possible the journey time of the Europe-South America transcontinental air service, landing at Barcelona shall no longer be compulsory, but shall be left to the discretion of the operating company.

b) La ligne aérienne Séville-Las Palmas pourra être exploitée au moyen d'hydravions ou d'avions terrestres.

c) Afin de faciliter les essais auxquels procède la compagnie Lufthansa en vue de l'organisation définitive de la liaison entre l'Europe et l'Amérique, ladite compagnie pourra être autorisée à supprimer l'escale obligatoire à Las Palmas, au cours des voyages de liaison postale rapide, étant entendu que cette autorisation sera donnée à titre provisoire et pour la période de temps que la Direction générale de l'aéronautique civile jugera utile.

J'ai l'honneur de déclarer que mon gouvernement convient que l'échange de la présente note, dont traduction est donnée ci-joint, et de la note de Votre Excellence de la date mentionnée plus haut suffira pour consacrer et rendre valable l'accord.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) VOELCKERS.

Son Excellence

Monsieur J. José Rocha García,
Ministre des Affaires étrangères,
Madrid.

(b) The Seville-Las Palmas air line may be operated by means of sea or land planes.

(c) In order to facilitate the test flights made by the Lufthansa Company with a view to the final organisation of the service between Europe and America, that company may be authorised, provisionally and for such a period as the General Directorate of Civil Aviation may consider expedient, to omit the compulsory landing at Las Palmas in the case of rapid mail services between Europe and America.

I have the honour to state that my Government agrees that the exchange of this note, a translation of which is attached, and your note of the date mentioned above will suffice to constitute and validate the Agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VOELCKERS.

His Excellency

Monsieur J. José Rocha García,
Minister for Foreign Affairs,
Madrid.

N° 3847.

ESPAGNE ET NICARAGUA

Echange de notes comportant un accord relatif à la prohibition de la préparation, du commerce, de la circulation et de la projection de tous films dénigrant l'une ou l'autre des Parties ou l'un des pays hispano-américains. Managua, le 6 novembre 1935.

SPAIN AND NICARAGUA

Exchange of Notes constituting an Agreement prohibiting the Preparation of, Trade in and Circulation and Exhibition of All Films disparaging Either of the Parties or One of the Hispano-American Countries. Managua, November 6th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N  3847. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE ESPAÑA Y EL GOBIERNO DE NICARAGUA POR EL QUE SE ESTABLECE UN ACUERDO PROHIBIENDO LA PREPARACION, EL COMERCIO, LA CIRCULACION Y LA EXHIBICION DE PELICULAS O CINTAS CINEMATOGRAFICAS DENIGRANTES PARA UNA U OTRA DE LAS PARTES O PARA UNO DE LOS PAISES HISPANO-AMERICANOS. MANAGUA, 6 DE NOVIEMBRE DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne   Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 mars 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 7th, 1936.

I.

LEGACION DE ESPAÑA EN EL SALVADOR,
HONDURAS Y NICARAGUA.

N  102.

MANAGUA, 6 de noviembre de 1935.

SEÑOR MINISTRO,

Por orden de mi Gobierno tengo la honra de proponer al Gobierno de la República de Nicaragua, por el alto conducto de Vuestra Excelencia, el siguiente acuerdo :

I. Los Gobiernos de España y Nicaragua convienen en considerar como denigrantes y en no admitir al comercio, circulación ni exhibición en ambos paises, las películas o cintas cinematográficas con o sin sonido y producidas por cualquier procedimiento que ataquen, calumnien, difamen, burlen, ofendan o desfiguren directa o indirectamente los usos y costumbres, instituciones, hábitos, características, peculiaridades o hechos de España o de Nicaragua.

II. Los mismos Gobiernos se comprometen a no permitir en sus propios territorios la preparación parcial o total de las películas a que se refiere el artículo primero y a no permitir la entrada, circulación ni exhibición de las mismas.

III. Convienen asimismo en que, cuando una casa extranjera productora de películas reincida y filme nuevas películas denigratorias, se puede llegar a la sanción, previo acuerdo entre España y Nicaragua, de prohibir la exhibición de todas las películas de la casa reincidente.

IV. Los Gobiernos de España y de Nicaragua darán aviso a la mayor brevedad posible a los Representantes diplomáticos de España y Nicaragua acreditados en los respectivos paises, cada vez que uno de dichos Gobiernos tenga conocimiento de la aparición de una película denigrante y ambos Gobiernos procederán inmediatamente a aplicar las sanciones correspondientes.

V. Cuando las Legaciones respectivas tengan conocimiento de la existencia en España o en Nicaragua de películas denigrantes para uno u otro pais, girarán un aviso al Gobierno

correspondiente el cual, con caracter de urgente, dará las ordenes procedentes a las autoridades que correspondan para recoger la película denunciada y suspender su exhibición.

VI. Para admitirse a la entrada aduanal y a la exhibición una película denigrante, será indispensable que los Gobiernos respectivos lo convengan expresamente por la vía diplomática ya sea mediante una nueva revisión de la cinta o una reforma de la misma.

VII. Los Gobiernos de España y Nicaragua convienen en sancionar con los mismos procedimientos y penas a las películas cinematográficas que consideren denigrantes para cualquier otro país hispano-americano.

VIII. Este acuerdo entrará en vigor el primero de enero de mil novecientos treinta y seis y podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes contratantes con un año de anticipación.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia, Señor Ministro, las seguridades de mi más elevada y distinguida consideración.

(Firmado) Fernando G. ARNAO.

Excmo. Señor Doctor Don Leonardo Argüello,
Ministro de Relaciones Exteriores, Managua.

II.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES
DE LA
REPÚBLICA DE NICARAGUA.

Nº 84/35.
R.

MANAGUA, D. N., 6 de noviembre de 1935.

SEÑOR MINISTRO,

En respuesta a la atenta Nota de Vuestra Excelencia, Nº 102, fecha 6 del mes en curso, relativa a un acuerdo entre los Gobiernos de Nicaragua y España sobre películas denigratorias, tengo la honra de poner en su conocimiento que el Gobierno de Nicaragua está conforme con el Acuerdo propuesto y cuyas normas son las siguientes :

I. Los Gobiernos de Nicaragua y España convienen en considerar como denigrantes y en no admitir al comercio, circulación ni exhibición en ambos países las películas o cintas cinematográficas con o sin sonido y producidas por cualquier procedimiento que ataquen, calumnien, difamen, burlen, ofendan o desfiguren directa o indirectamente los usos y costumbres, instituciones, hábitos, características, peculiaridades o hechos de Nicaragua o de España.

II. Los mismos Gobiernos se comprometen a no permitir en sus propios territorios la preparación parcial o total de las películas a que se refiere el artículo I, y a no permitir la entrada, circulación ni exhibición de las mismas.

III. Convienen asimismo en que, cuando una casa extranjera productora de películas reincida y filme nuevas películas denigratorias, se pueda llegar a la sanción, previo acuerdo entre España y Nicaragua, de prohibir la exhibición de todas las películas de la casa reincidente.

IV. Los Gobiernos de Nicaragua y de España darán aviso a la mayor brevedad posible a los Representantes diplomáticos de España y de Nicaragua acreditados en los respectivos países cada vez que uno de dichos Gobiernos tenga conocimiento de la aparición de una película denigrante, y ambos Gobiernos procederán inmediatamente a aplicar las sanciones correspondientes.

V. Cuando las Legaciones respectivas tengan conocimiento de la existencia en Nicaragua o en España de películas denigrantes para uno u otro país, girarán un aviso al Gobierno correspondiente, el cual, con carácter de urgente, dará las ordenes procedentes a las autoridades que correspondan para recoger la película denunciada y suspender su exhibición.

VI. Para admitirse a la entrada aduanal y a la exhibición una película denigrante, será indispensable que los Gobiernos respectivos lo convengan expresamente por la vía diplomática, ya sea mediante una nueva revisión de la cinta o una reforma en la misma.

VII. Los Gobiernos de Nicaragua y de España convienen en sancionar con los mismos procedimientos y penas a las películas cinematográficas que consideren denigrantes para cualquier otro país hispano-americano.

VIII. Este acuerdo entrará en vigor el primero de enero de mil novecientos treinta y seis, y podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes contratantes con un año de anticipación.

Aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Firmado) Leonardo ARGÜELLO,
Ministro de Relaciones Exteriores.

Excmo. Señor Fernando Gonzalez Arnao,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de la República de España, Managua, D. N.

Copia certificada conforme :
Madrid, 26 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 3847. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE L'ESPAGNE ET DU NICARAGUA, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROHIBITION DE LA PRÉPARATION, DU COMMERCE, DE LA CIRCULATION ET DE LA PROJECTION DE TOUS FILMS DÉNIGRANT L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES OU L'UN DES PAYS HISPANO-AMÉRICAINS. MANAGUA, LE 6 NOVEMBRE 1935.

No. 3847.— EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF SPAIN AND NICARAGUA CONSTITUTING AN AGREEMENT PROHIBITING THE PREPARATION OF, TRADE IN AND CIRCULATION AND EXHIBITION OF ALL FILMS DISPARAGING EITHER OF THE PARTIES OR ONE OF THE HISPANO-AMERICAN COUNTRIES. MANAGUA, NOVEMBER 6TH, 1935.

I.

LÉGATION D'ESPAGNE AU SALVADOR,
AU HONDURAS ET AU NICARAGUA.

N^o 102.MANAGUA, *le 6 novembre* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement de la République du Nicaragua, par l'intermédiaire de Votre Excellence, l'accord suivant :

I. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Nicaragua conviennent de considérer comme dénigrants et de ne pas admettre au commerce, à la circulation et à la projection, dans les deux pays, les films ou bandes cinématographiques sonores ou non sonores, produits par un procédé quelconque, qui attaqueraient, calomnieraient, diffameraient, tourneraient en déri-

I.

SPANISH LEGATION TO SALVADOR,
HONDURAS AND NICARAGUA.

No. 102.

MANAGUA, *November 6th,* 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to propose to the Government of the Republic of Nicaragua, through Your Excellency, the following Agreement :

I. The Governments of Spain and Nicaragua agree to regard as disparaging and not to authorise, in either country, dealings in, or the circulation or exhibition of, cinematographic films or reels, with or without sound and produced by any process whatsoever, which attack, calumniate, defame, deride, offend, or distort, directly or indirectly, the usages and customs,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sion, offenseraient ou déformeraient directement ou indirectement les usages et coutumes, institutions, mœurs, caractères distinctifs, particularités ou faits d'Espagne ou du Nicaragua.

II. Les mêmes gouvernements s'engagent à ne pas permettre, sur leur propre territoire, la préparation partielle ou totale des films visés à l'article premier et à ne pas permettre l'importation, la circulation et la projection de ces films.

III. Ils conviennent également qu'au cas où une maison étrangère, productrice de films, récidiverait et produirait de nouveaux films dénigrants, il pourra être infligé une sanction, moyennant accord préalable entre l'Espagne et le Nicaragua, consistant à interdire la projection de tous les films de la maison récidiviste.

IV. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Nicaragua aviseront, dans le plus bref délai possible, les représentants diplomatiques du Nicaragua et de l'Espagne accrédités dans leurs pays respectifs chaque fois qu'un desdits gouvernements aura connaissance de l'apparition d'un film dénigrant, et les deux gouvernements procéderont immédiatement à l'application des sanctions prévues.

V. Lorsque les légations respectives auront connaissance de l'existence, en Espagne ou au Nicaragua, de films dénigrants pour l'un ou l'autre pays, elles aviseront le gouvernement du pays en question, qui donnera d'urgence aux autorités compétentes les ordres nécessaires pour retirer de la circulation le film dénoncé et suspendre sa projection.

VI. Pour qu'un film jugé dénigrant puisse être admis à l'importation et que sa projection soit autorisée, il sera indispensable que les gouvernements respectifs en conviennent expressément par la voie diplomatique, à la suite d'une nouvelle révision du film ou d'une modification de celui-ci.

VII. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Nicaragua conviennent d'appliquer les mêmes mesures et les mêmes sanctions aux films cinématographiques qu'ils jugeraient dénigrants pour tout autre pays hispano-américain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936 et pourra être

institutions, habits, characteristics, peculiarities, or facts of Spain or Nicaragua.

II. The said Governments undertake not to permit the preparation, partial or complete, in their respective territories, of the films referred to in Article I and not to permit their importation, circulation, or exhibition.

III. They further agree that, should any foreign film-producing firm proceed, after a first offence, to take further films of a disparaging nature, it may be decided, as a punitive measure and subject to previous agreement between Spain and Nicaragua, to prohibit the showing of all films produced by the firm in question.

IV. The Governments of Spain and Nicaragua shall without delay advise the diplomatic representatives of Nicaragua and Spain accredited to their respective countries whenever either of the two Governments has cognisance of the appearance of a film of a disparaging nature, and both Governments shall at once proceed to inflict the appropriate penalties.

V. Should the respective legations have cognisance of the existence, in Spain or Nicaragua, of films disparaging either country, they shall advise the Government concerned, and the latter shall at once instruct the proper authorities to seize the film complained of and suspend its exhibition.

VI. No film, once held to be of a disparaging nature, shall be cleared through the Customs or passed for exhibition unless the two Governments expressly agree thereto through the diplomatic channel, after the reconsideration or alteration of the film.

VII. The Governments of Spain and Nicaragua agree to take the same proceedings and inflict the same penalties in respect of any cinematographic films which they may regard as derogatory to any other Spanish-American country.

VIII. The present Agreement shall enter into force on January 1st, 1936, and may

dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.
Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Fernando G. ARNAO.

Son Excellence
le D^r Leonardo Argüello,
Ministre des Affaires étrangères,
Managua.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA.

N^o 84/35.
R.

MANAGUA, D.N., le 6 novembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note N^o 102 de Votre Excellence, du 6 courant, concernant un accord entre le Gouvernement du Nicaragua et le Gouvernement espagnol, au sujet des films dénigrants, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Nicaragua accepte l'accord proposé, conçu dans les termes suivants :

I. Le Gouvernement du Nicaragua et le Gouvernement espagnol conviennent de considérer comme dénigrants et de ne pas admettre au commerce, à la circulation et à la projection dans les deux pays les films ou bandes cinématographiques sonores ou non sonores, produits par un procédé quelconque, qui attaqueraient, calomnieraient, diffameraient, tourneraient en dérision, offenseraient ou déformeraient directement ou indirectement les usages et coutumes, institutions, mœurs, caractères distinctifs, particularités ou faits du Nicaragua ou d'Espagne.

II. Les mêmes gouvernements s'engagent à ne pas permettre, sur leur propre territoire, la préparation partielle ou totale des films visés à l'article premier et à ne pas permettre l'importation, la circulation et la projection de ces films.

III. Ils conviennent également qu'au cas où une maison étrangère, productrice de films, récidiverait et produirait de nouveaux films dénigrants, il pourra être infligé une sanction moyennant accord

be denounced by either of the Contracting Parties at one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Fernando G. ARNAO.

His Excellency
Dr. Leonardo Argüello,
Minister for Foreign Affairs,
Managua.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA.

No. 84/35.
R.

MANAGUA, D.N., November 6th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Your Excellency's note No. 102, dated the 6th of this month, relative to an Agreement between the Governments of Nicaragua and Spain regarding films of a disparaging nature, I have the honour to inform you that the Government of Nicaragua accepts the proposed Agreement, which is in the following terms :

I. The Governments of Nicaragua and Spain agree to regard as disparaging and not to authorise, in either country, dealings in, or the circulation or exhibition of, cinematographic films or reels, with or without sound and produced by any process whatsoever, which attack, calumniate, defame, deride, offend or distort, directly or indirectly, the usages and customs, institutions, habits, characteristics, peculiarities, or facts of Nicaragua or Spain.

II. The said Governments undertake not to permit the preparation, partial or complete, in their respective territories, of the films referred to in Article I and not to permit their importation, circulation, or exhibition.

III. They further agree that, should any foreign film-producing firm proceed, after a first offence, to take further films of a disparaging nature, it may be decided, as a punitive measure and subject to pre-

préalable entre l'Espagne et le Nicaragua, consistant à interdire la projection de tous les films de la maison récidiviste.

IV. Le Gouvernement du Nicaragua et le Gouvernement espagnol aviseront, dans le plus bref délai possible, les représentants diplomatiques de l'Espagne et du Nicaragua accrédités dans leurs pays respectifs chaque fois qu'un desdits gouvernements aura connaissance de l'apparition d'un film dénigrant, et les deux gouvernements procéderont immédiatement à l'application des sanctions prévues.

V. Lorsque les légations respectives auront connaissance de l'existence, au Nicaragua ou en Espagne, de films dénigrants pour l'un ou l'autre pays, elles aviseront le gouvernement du pays en question, qui donnera d'urgence, aux autorités compétentes, les ordres nécessaires pour retirer de la circulation le film dénoncé et suspendre sa projection.

VI. Pour qu'un film jugé dénigrant puisse être admis à l'importation et que sa projection soit autorisée, il sera indispensable que les gouvernements respectifs en conviennent expressément par la voie diplomatique, à la suite d'une nouvelle révision du film ou d'une modification de celui-ci.

VII. Le Gouvernement du Nicaragua et le Gouvernement espagnol conviennent d'appliquer les mêmes mesures et les mêmes sanctions aux films cinématographiques qu'ils jugeraient dénigrants pour tout autre pays hispano-américain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936 et pourra être dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Leonardo ARGÜELLO,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence
Monsieur Fernando Gonzalez Arnao,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire d'Espagne,
Managua, D.N.

vious agreement between Spain and Nicaragua, to prohibit the showing of all films produced by the firm in question.

IV. The Governments of Nicaragua and Spain shall without delay advise the diplomatic representatives of Spain and Nicaragua accredited to their respective countries whenever either of the two Governments has cognisance of the appearance of a film of a disparaging nature, and both Governments shall at once proceed to inflict the appropriate penalties.

V. Should the respective legations have cognisance of the existence, in Nicaragua or Spain, of films disparaging either country, they shall advise the Government concerned, and the latter shall at once instruct the proper authorities to seize the film complained of and suspend its exhibition.

VI. No film, once held to be of a disparaging nature, shall be cleared through the Customs or passed for exhibition unless the two Governments expressly agree thereto through the diplomatic channel, after the reconsideration or alteration of the film.

VII. The Governments of Nicaragua and Spain agree to take the same proceedings and inflict the same penalties in respect of any cinematographic films which they may regard as derogatory to any other Spanish-American country.

VIII. The present Agreement shall enter into force on January 1st, 1936, and may be denounced by either of the Contracting Parties at one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Leonardo ARGÜELLO,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur Fernando Gonzalez Arnao,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Spanish Republic,
Managua, D.N.

N° 3848.

BELGIQUE ET COSTA-RICA

Convention additionnelle étendant au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi le Traité d'extradition du 25 avril 1902 entre la Belgique et Costa-Rica. Signée à San-José-de-Costa-Rica, le 3 février 1933.

BELGIUM AND COSTA RICA

Additional Convention regarding the Application to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi of the Extradition Treaty of April 25th, 1902, between Belgium and Costa Rica. Signed at San José de Costa Rica, February 3rd, 1933.

N^o 3848. — CONVENTION ¹ ADDITIONNELLE ÉTENDANT AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI LE TRAITÉ D'EXTRADITION DU 25 AVRIL 1902 ENTRE LA BELGIQUE ET COSTA-RICA. SIGNÉE A SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA, LE 3 FÉVRIER 1933.

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cette convention additionnelle a eu lieu le 11 mars 1936.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES
et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA,

Ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, le Traité² d'extradition entre le Royaume de Belgique et Costa-Rica du 25 avril 1902, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Alphonse VAN BIERVLIET, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

Son Excellence le licencié Leonidas PACHECO CABEZAS, secrétaire d'Etat des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions du Traité d'extradition entre le Royaume de Belgique et la République de Costa-Rica du 25 avril 1902 s'appliqueront au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique ou consulaire. Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par le Traité d'extradition du 25 avril 1902 ; toutefois, dans les cas urgents prévus à l'article 8 du traité, l'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis donné au gouverneur

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 7 octobre 1935.
Entrée en vigueur le 25 janvier 1936.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 333.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3848. — CONVENIO¹ ADICIONAL EXTENDIENDO AL CONGO BELGA Y A LOS TERRITORIOS DE RUANDA-URUNDI EL TRATADO DE EXTRADICIÓN DEL 25 DE ABRIL DE 1902 ENTRE BELGICA Y COSTA RICA. FIRMADO EN SAN JOSÉ DE COSTA RICA, EL 3 DE FEBRERO DE 1933.

French and Spanish official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Additional Convention took place March 11th, 1936.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS

y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA,

Juzgando necesario aplicar al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi sobre los cuales Bélgica ejerce un mandato en nombre de la Sociedad de las Naciones, el Tratado² de Extradición entre Bélgica y la República de Costa Rica de 25 de abril de 1902, han nombrado con tal fin como sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS :

A Su Excelencia el señor Alfonso VAN BIERVLIET, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Su Majestad el Rey de los Belgas ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA :

A Su Excelencia el señor Licenciado don Leonidas PACHECO CABEZAS, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores ;

Quienes, después de comunicarse sus plenos poderes y encontrarlos en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1.

Las disposiciones del Tratado de Extradición entre Bélgica y la República de Costa Rica del 25 de abril de 1902, se aplicarán al Congo belga y a los territorios de Ruanda-Urundi.

Artículo 2.

La petición de extradición de un individuo que se haya refugiado en el Congo belga o en Ruanda-Urundi será hecha por la vía diplomática o consular. Esta vía se seguirá en todos los casos en que se requiera por el Tratado de Extradición de 25 de abril de 1902 ; no obstante, en los casos urgentes previstos en el artículo 8 del Tratado, la detención provisional deberá ser efectuada

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, October 7th, 1935. Came into force January 25th, 1936.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 98, page 758.

général du Congo belge par le ministre de la Justice de la République de Costa-Rica et *vice versa*, de l'existence de l'un des documents mentionnés à l'article 6 du traité.

Article 3.

Pour l'application du Traité du 25 avril 1902 et de la présente convention :

1^o Il faut entendre par nationaux belges, les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge ; sont assimilés aux nationaux belges les ressortissants du Ruanda-Urundi ;

2^o Seront considérées comme crimes, les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi punissables de plus de cinq ans de servitude pénale et comme délits, celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale ;

3^o La servitude pénale prévue par la législation du Congo belge et du Ruanda-Urundi sera assimilée à l'emprisonnement.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que le Traité d'extradition du 25 avril 1902 entre le Royaume de Belgique et Costa-Rica.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire à San-José-du-Costa-Rica, le trois février mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) (S.) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (S.) Leonidas PACHECO.

igualmente por medio de aviso dado al Gobernador general del Congo belga por el Ministro de Justicia de la República de Costa Rica y viceversa, de la existencia de uno de los documentos mencionados en el artículo 6 del Tratado.

Artículo 3.

Para la aplicación del Tratado de 25 de abril de 1902 y de la presente Convención :

1º Debe entenderse por nacionales belgas los ciudadanos belgas y los pertenecientes al Congo belga ; son asimilados a nacionales belgas los pertenecientes a Ruanda-Urundi ;

2º Serán considerados como crímenes las infracciones a la ley represiva del Congo belga y de Ruanda-Urundi penales con más de cinco años de presidio, y como delitos los castigables con más de dos meses de presidio ;

3º El presidio previsto por la legislación del Congo belga y de Ruanda-Urundi será asimilado al encarcelamiento.

Artículo 4.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones canjeadas en Bruselas lo más pronto posible. Entrará en vigor diez días después de su publicación en las formas prescritas por la legislación de las Altas Partes contratantes y tendrá la misma duración que el Tratado de Extradición de 25 de abril de 1902 entre Bélgica y la República de Costa Rica.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado la presente Convención y han puesto sus respectivos sellos.

Hecho por duplicado en San José de Costa Rica, a los tres días del mes de febrero de mil novecientos treinta y tres.

(L. S.) (Firmado) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (Firmado) Leonidas PACHECO.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3848. — ADDITIONAL CONVENTION REGARDING THE APPLICATION TO THE BELGIAN CONGO AND TO THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI OF THE EXTRADITION TREATY OF APRIL 25TH, 1902, BETWEEN BELGIUM AND COSTA RICA. SIGNED AT SAN JOSÉ DE COSTA RICA, FEBRUARY 3RD, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS
and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA,

Having deemed it necessary to apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi, in respect of which Belgium exercises a mandate in the name of the League of Nations, the Extradition Treaty between the Kingdom of Belgium and Costa Rica of April 25th, 1902, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Alphonse VAN BIERVLIET, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA :

His Excellency Monsieur Leonidas PACHECO CABEZAS, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Treaty between the Kingdom of Belgium and the Republic of Costa Rica of April 25th, 1902, shall apply to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

Requests for the extradition of persons who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic or consular channel. This procedure shall be followed in all the cases stipulated in the Extradition Treaty of April 25th, 1902 ; in the urgent cases referred to in Article 8 of the Treaty, however, provisional arrest shall also be effected on notice of the existence of one of the documents mentioned in Article 6 of the Treaty being given to the Governor-General of the Belgian Congo by the Minister of Justice of the Republic of Costa Rica and *vice versa*.

Article 3.

For the purposes of the application of the Treaty of April 25th, 1902, and the present Convention :

(1) The term "Belgian nationals" shall be taken to mean Belgian citizens and ressortissants of the Belgian Congo ; ressortissants of Ruanda-Urundi shall be regarded as Belgian nationals ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(2) Breaches of the penal law of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi punishable by more than five years' penal servitude shall be regarded as crimes, and those punishable by more than two months' penal servitude as delicts ;

(3) Penal servitude as provided for in the legislation of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi shall be regarded as equivalent to imprisonment.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the form prescribed by the legislation of the High Contracting Parties and shall have the same duration as the Extradition Treaty of April 25th, 1902, between the Kingdom of Belgium and Costa Rica.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at San José de Costa Rica, the third day of February, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (Signed) A. VAN BIERVLIET.

(L. S.) (Signed) Leonidas PACHECO.

N° 3849.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BELGIQUE

Echange de notes comportant un arrangement en vue d'éviter la double imposition des revenus des entreprises maritimes des deux pays. Bruxelles, le 28 janvier 1936.

UNITED STATES OF AMERICA
AND BELGIUM

Exchange of Notes constituting an Arrangement for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in Either Country. Brussels, January 28th, 1936.

N° 3849. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT BELGE COMPORTANT UN ARRANGEMENT EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES REVENUS DES ENTREPRISES MARITIMES DES DEUX PAYS. BRUXELLES, LE 28 JANVIER 1936.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 mars 1936.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

BRUXELLES, 28 janvier 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Je désire informer Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité, les entreprises en général, y compris les compagnies de navigation maritime, constituées aux Etats-Unis, dont les navires, enregistrés conformément aux lois des Etats-Unis, visitent les ports belges, soit pour y charger ou y décharger des marchandises, soit pour y embarquer ou y débarquer des passagers, seront exemptées par le Gouvernement belge du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant exclusivement de l'exploitation de ces navires.

Cette exemption est acquise même si l'entreprise ou la compagnie des Etats-Unis possède en Belgique une agence ou une succursale pourvu que l'activité de l'agence ou de la succursale ne s'écarte pas de l'exploitation directe des navires.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affrèteur.

Le Gouvernement belge, sous réserve de réciprocité, exemptera de même de la taxation les revenus de citoyens américains ne résidant pas en Belgique, lorsque ces revenus consistent exclusivement en bénéfices provenant de l'exploitation d'un ou de plusieurs navires enregistrés conformément aux lois des Etats-Unis.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente en Belgique de billets de passage délivrés par des entreprises ou compagnies américaines.

No. 3849. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE BELGIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION ON PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING IN EITHER COUNTRY. BRUSSELS, JANUARY 28TH, 1936.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 11th, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN COMMERCE.

BRUSSELS, *January 28th, 1936.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform you that, on condition of reciprocity, corporations, including maritime shipping companies, organised in the United States, the vessels of which, documented under the laws of the United States, call at Belgian ports, either to load or to unload cargo, or to embark or to land passengers, shall be exempted by the Belgian Government from the payment of taxes on income or profits derived exclusively from operation of such vessels.

This exemption shall apply even though an American corporation or company has an agency or a branch office in Belgium, provided that the activities of the agency or branch office be limited to the direct operation of vessels.

By "maritime shipping companies" shall be understood companies which are managed by an "owner" of vessels, the term "owner" including charterers.

The Belgian Government, on condition of reciprocity, shall likewise exempt from taxation the incomes of American citizens, not residents in Belgium, which consist exclusively of earnings derived from the operation of a vessel or vessels documented under the laws of the United States.

Income or profits derived from the operation of vessels shall also include income or profits derived from the sale in Belgium of steamship tickets issued by an American corporation or company.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

L'exemption prévue ci-dessus sera appliquée aux bénéfices ou revenus touchés le 1^{er} janvier 1931 ou après cette date. Le Gouvernement belge ne remboursera néanmoins aux requérants les impôts perçus par lui depuis le 1^{er} janvier 1931 que sous réserve des dispositions légales limitant la période pour laquelle des remboursements peuvent être effectués.

Cette exemption pourra être retirée à tout moment par l'un des deux gouvernements moyennant un préavis de six mois donné à l'autre gouvernement.

Je saisis cette occasion, etc.

(S.) VAN ZEELAND.

Son Excellence
Monsieur Dave Hennen Morris,
Ambassadeur des Etats-Unis,
Bruxelles.

II.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 624.

BRUSSELS, *January 28th, 1936.*

EXCELLENCY,

I have the honor to inform you that, on condition of reciprocity, corporations, including maritime shipping companies, organised in Belgium, the vessels of which, documented under the laws of Belgium, call at American ports, either to load or to unload cargo, or to embark or to land passengers, shall be exempted by the Government of the United States from the payment of taxes on income or profits derived exclusively from operation of such vessels.

This exemption shall apply even though a Belgian corporation or company has an agency or a branch office in the United States, provided that the activities of the agency or branch office be limited to the direct operation of vessels.

By "maritime shipping companies" shall be understood companies which are managed by an "owner" of vessels, the term "owner" including charterers.

The Government of the United States, on condition of reciprocity, shall likewise exempt from taxation the incomes of Belgian citizens, not residents in the United States, which consist exclusively of earnings derived from the operation of a vessel or vessels documented under the laws of Belgium.

Income or profits derived from the operation of vessels shall also include income or profits derived from the sale in the United States of steamship tickets issued by a Belgian corporation or company.

The exemption provided for above shall apply to profits or income received on or after January 1st, 1931. The Government of the United States will, however, refund to a claimant taxes collected by it since January 1st, 1931, subject to the statutory period of limitation against refunds.

The exemption provided for above shall apply to profits or income received on or after January 1st, 1931. The Belgian Government will, however, refund to a claimant taxes collected by it since January 1st, 1931, subject to the statutory period of limitation against refunds.

This exemption may be terminated at any time by either Government on six months' notice given to the other Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VAN ZEELAND.

His Excellency
Mr. Dave Hennen Morris,
Ambassador of the United States
of America,
Brussels.

II.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 624.

BRUXELLES, le 28 janvier 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je désire informer Votre Excellence que, sous réserve de réciprocité, les entreprises en général, y compris les compagnies de navigation maritime, constituées en Belgique, dont les navires, enregistrés conformément aux lois belges, visitent les ports américains, soit pour y charger ou y décharger des marchandises, soit pour y embarquer ou y débarquer des passagers, seront exemptées par le Gouvernement des Etats-Unis du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant exclusivement de l'exploitation de ces navires.

Cette exemption est acquise même si l'entreprise ou la compagnie belge possède aux Etats-Unis une agence ou une succursale, pourvu que l'activité de l'agence ou de la succursale ne s'écarte pas de l'exploitation directe des navires.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Le Gouvernement des Etats-Unis, sous réserve de réciprocité, exemptera de même de la taxation les revenus de citoyens belges ne résidant pas aux Etats-Unis, lorsque ces revenus consistent exclusivement en bénéfices provenant de l'exploitation d'un ou de plusieurs navires enregistrés conformément aux lois belges.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente aux Etats-Unis de billets de passage délivrés par des entreprises ou compagnies belges.

L'exemption prévue ci-dessus sera appliquée aux bénéfices ou revenus touchés le 1^{er} janvier 1931 ou après cette date. Le Gouvernement des Etats-Unis ne remboursera néanmoins aux requérants les impôts perçus par lui depuis le 1^{er} janvier 1931 que sous réserve des dispositions légales limitant la période pour laquelle des remboursements peuvent être effectués.

This exemption may be terminated at any time by either Government on six months' notice given to the other Government.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(S.) Dave H. MORRIS.

His Excellency
Monsieur Paul van Zeeland,
Prime Minister
and Minister for Foreign Affairs
and Foreign Commerce.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Arrangement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Cette exemption pourra être retirée à tout moment par l'un des deux gouvernements moyennant un préavis de six mois donné à l'autre gouvernement.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Dave H. MORRIS.

Son Excellence
Monsieur Paul van Zeeland,
Premier Ministre
et Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur.

N° 3850.

BULGARIE ET ESPAGNE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Sofia, le 26 juin 1931.

BULGARIA AND SPAIN

Treaty of Conciliation, Judicial
Settlement and Arbitration. Signed
at Sofia, June 26th, 1931.

N° 3850. — TRAITÉ ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA BULGARIE ET L'ESPAGNE. SIGNÉ A SOFIA, LE 26 JUIN 1931.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 mars 1936.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre l'Espagne et la Bulgarie et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

Son Excellence M. Juan ARREGUI DEL CAMPO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence M. Athanase D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Espagne et la Bulgarie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PARTIE I

Article 2.

Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un Tribunal arbitral.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 21 juin 1935.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3850. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN BULGARIA AND SPAIN. SIGNED AT SOFIA, JUNE 26TH, 1931.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Treaty took place March 13th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, desiring to draw closer the ties of friendship existing between Spain and Bulgaria and to settle differences which may arise between the two countries according to the highest principles of public international law, have decided to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Juan ARREGUI DEL CAMPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency Monsieur Athanasius D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by peaceful means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty all differences or disputes of any nature whatsoever which may arise between Spain and Bulgaria, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

PART I.

Article 2.

All disputes of any kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, June 21st, 1935.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant d'être soumis à la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal arbitral, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de trois membres. Les Parties contractantes nommeront chacune un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, le troisième qui sera le président de la commission. Celui-ci ne devra être ressortissant d'une des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront la demande adressée à cet effet par l'une des Parties contractantes à l'autre Partie.

Si la nomination du président à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée au président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale. Dans le cas où celui-ci serait de la nationalité de l'une des Parties contractantes, la mission de nommer le président de la Commission de conciliation sera conférée au vice-président d'abord, puis successivement au membre le plus âgé de la cour, n'appartenant pas à la nationalité des Parties contractantes.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If the subject of the dispute comes, according to the municipal law of one of the Parties, within the competence of its national courts, that Party may object to the dispute being submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a final judgment has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of three members. Each Contracting Party shall nominate one Commissioner of its own choosing, the other, who shall be President of the Commission, being appointed jointly by the Parties. The latter may not be a national of either of the Contracting Parties, nor may he have his domicile in their territory or be in their service.

The Commissioners shall be appointed for three years. If on the expiration of the term of office of a member of the Commission he has not been replaced, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the investigation of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

A vacancy occurring as the result of the death or retirement of a member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months and, in any case, as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months of the date when an application to this effect has been made by one Contracting Party to the other Party.

If the nomination of the President to be appointed jointly has not been made within this period, or in the case of the filling of a vacancy within three months after the vacancy occurs, such nomination shall be entrusted to the President in office of the Permanent Court of International Justice. If the latter is of the nationality of one of the Contracting Parties, the appointment of the President of the Conciliation Commission shall be entrusted first to the Vice-President and thereafter to the oldest member of the Court not a national of either Contracting Party.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by both Parties acting jointly.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures to arrive at an amicable settlement.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the Commission has been informed of the dispute, either Party may, for the examination of such dispute, replace the permanent member whom it

par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où le président de la Commission de conciliation désigné en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, la commission pourra, avec l'assentiment des Parties, ordonner la publication immédiate d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire.

En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall be entitled to make use of the same right within fifteen days from the date on which it has received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace, for the time being, the permanent member appointed by it, if that member is temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Should the President of the Conciliation Commission, jointly appointed by the Contracting Parties, be temporarily unable to take part in the work of the Commission through illness or any other cause, the Parties shall jointly appoint a substitute, who will sit temporarily in his place. If such substitute is not appointed within one month from the date on which the temporary vacancy occurs, the provisions of Article 6 of the present Treaty shall apply.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem appropriate to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was notified of the dispute.

If it has been found impossible to effect a settlement between the Parties, the Commission may, with the consent of the Parties, order the immediate publication of a report stating the opinion of each member of the Commission.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for the hearing of both Parties.

In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leurs gouvernements.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut d'un arrangement portant le litige devant la Commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement, à défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation la contestation sera soumise, par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹ soit à un Tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires et dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; et vol. CLXIV, page 352, de ce recueil.

The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons whom it may think useful to summon with the consent of their Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each Commissioner shall receive remuneration the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the remuneration provided for in the preceding paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

Failing agreement to submit the dispute to the Permanent Conciliation Commission, or if agreement on this point has been reached but the Permanent Conciliation Commission has been unable to secure an amicable settlement, the dispute shall, by means of a special agreement, be submitted either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in the Court's Statute¹, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been drawn up within three months from the day on which one of the Parties was notified of the request for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be sought by a decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; and Vol. CLXIV, page 352, of this Series.

du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité sera applicable.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura toutefois la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 19.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, le conflit sera à la requête de l'une ou l'autre des Parties soumis pour décision à un Tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex aequo et bono*.

Ce tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de trois membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité pour la constitution de la Commission de conciliation. Le tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du Tribunal arbitral sera obligatoire pour les Parties.

Article 20.

Lorsqu'il y aura lieu à l'arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de saisir le tribunal par voie de simple requête. Dans ce cas, le Tribunal arbitral réglera lui-même la procédure.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisoires doivent être prises.

Article 22.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 23.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

the settlement of which a procedure has not already been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission.

The procedure laid down in Articles 7 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

If the Parties cannot agree on the request to be made to the Commission, either Party shall nevertheless be entitled, on the expiry of one month's notice, to submit the question direct to the said Commission.

If the request emanates from one of the Parties only, that Party shall notify the request forthwith to the other.

Article 19.

If it has been found impossible to bring the Parties to an agreement, the dispute shall, at the request of one or other of the Parties, be submitted for decision to an arbitral tribunal having power to decide *ex æquo et bono*.

Unless otherwise agreed, the tribunal shall be composed of three members appointed in the manner laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the appointment of the Conciliation Commission. The tribunal must be set up within the six months following the request for arbitration.

The decision of the tribunal shall be binding on the Parties.

Article 20.

If a case for arbitration arises between the Contracting Parties, the latter undertake to conclude, within the six months following the request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the dispute and the procedure to be followed.

If it has been found impossible to conclude this agreement within the time specified, either of the Parties shall have power to inform the tribunal by means of a simple request. In this case, the arbitral tribunal shall itself decide upon its procedure.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

During proceedings before the Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, the Contracting Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the acceptance of the Conciliation Commission's proposals or on the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the arbitral tribunal. For this purpose, the Conciliation Commission, the Court of Justice and the arbitral tribunal shall give orders, if necessary, concerning provisional measures to be enforced.

Article 22.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a judicial authority or of any other authority of either Contracting Party is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the satisfaction to be granted to the injured party.

Article 23.

Any dispute which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple application.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié par le président du Gouvernement provisoire de la République espagnole et par Sa Majesté le Roi des Bulgares.

Les instruments de ratification en seront échangés à Sofia dans le plus bref délai possible.

Article 25.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 26 juin 1931.

Juan B. ARREGUI.
Athanase D. BOUROFF.

Copia certificada conforme :
Madrid, 10 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified by the President of the Provisional Government of the Spanish Republic and by His Majesty the King of the Bulgarians.

The instruments of ratification shall be exchanged at Sofia as soon as possible.

Article 25.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of five years. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings are pending before the Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or an arbitral tribunal, such proceedings shall be continued until completed.

In faith whereof the above Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia, in duplicate, the 26th day of June, 1931.

Juan B. ARREGUI.

Athanasius D. BOUROFF.

N° 3851.

**ESPAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un accord relatif au paiement réciproque des indemnités pour accidents du travail. Madrid, le 29 juin 1932.

**SPAIN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement respecting Reciprocity in the Payment of Compensation for Industrial Accidents. Madrid, June 29th, 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3851. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ESPAÑA Y CHECOSLOVAQUIA ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO AL PAGO RECÍPROCO DE LAS INDEMNIZACIONES POR ACCIDENTES DEL TRABAJO. MADRID, 29 DE JUNIO DE 1932.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mars 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 13th, 1936.

I.

MINISTERIO DE ESTADO.

Nº 15.
C. E. 31.

MADRID, 29 de junio de 1932.

MUY SEÑOR MIO,

Con referencia a la atenta Nota de V. S. número 2294/32 de 17 de junio en curso, tengo la honra de manifestarle que el Gobierno de la República española, de acuerdo con la Nota citada, declara que el pago de indemnizaciones por accidentes de trabajo previsto en el artículo I, párrafo 2º de la Convención¹ sobre la igualdad de trato a trabajadores extranjeros y nacionales, queda fijado en los términos siguientes :

Establecida la obligación del pago recíproco de las indemnizaciones dimanantes de accidentes del trabajo entre Checoslovaquia y España, por el Convenio ratificado por ambas partes, los interesados y sus derechohabientes que residan en el mismo territorio o en el extranjero podrán hacer efectivo el importe de sus reclamaciones, en defecto de los particulares, de los organismos o entidades competentes que existan en cada país, valiéndose para ello de los respectivos Cónsules.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

(Firmado) Justo GOMEZ OCERIN.

Señor Dr. Zdenko Formánek.

Encargado de Negocios ad. i. de la Legación
de la República de Checoslovaquia
en Madrid.

¹ Convention adoptée par la Conférence de l'Organisation internationale du Travail à sa septième session, tenue à Genève, le 19 mai 1925.

¹ Convention adopted by the Conference of the International Labour Organisation at its 7th Session, held in Geneva on May 19th, 1925.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
Nº 2499/32.

MADRID, 29 de junio de 1932.

EXCELENTISIMO SEÑOR,

Muy Señor mio : Con referencia a la atenta Nota del Ministerio de Estado, Nº 15, C. E. 31, de 25 de febrero del corriente año, tengo la honra de manifestar a V. E. que el Gobierno de la República checoslovaca, de acuerdo con la Nota citada, declara que el pago de indemnizaciones por accidentes de trabajo previsto en el Artº 1º, párrafo 2º, de la Convención sobre la igualdad de trato a trabajadores extranjeros y nacionales, queda fijado en los términos siguientes :

Establecida la obligación del pago recíproco de las indemnizaciones dimanantes de accidentes del trabajo entre Checoslovaquia y España, por el Convenio ratificado por ambas partes, los interesados y sus derechohabientes que residan en el mismo territorio o en el extranjero podrán hacer efectivo el importe de sus reclamaciones, en defecto de los particulares, de los organismos o entidades competentes que existan en cada país, valiéndose para ello de los respectivos Cónsules.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. la seguridad de mi más alta consideración.

(Firmado) Zdenko FORMÁNEK.

Excmo. Señor Don Luis de Zulueta
Ministro de Estado,
Madrid.

Copia certificada conforme :
Madrid, 19 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José Mª Aguinaga.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3851. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU PAIEMENT RÉCIPROQUE DES INDEMNITÉS POUR ACCIDENTS DU TRAVAIL. MADRID, LE 29 JUIN 1932.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 15.
C. E. 31.

MADRID, le 29 juin 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à votre note N^o 2294/32 du 17 courant, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République espagnole, conformément à ladite note, déclare que le paiement des indemnités pour accidents du travail, prévu au paragraphe 2 de l'article premier de la Convention sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, s'effectuera dans les conditions suivantes :

L'obligation du paiement réciproque des indemnités résultant d'accidents du travail ayant été établie entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne par la convention ratifiée par les deux Parties, les intéressés et leurs ayants droit résidant dans le même territoire ou à l'étranger pourront toucher le montant des indemnités qui leur reviennent, par l'intermédiaire de leurs consuls respectifs, à défaut de particuliers, d'organismes ou d'institutions compétentes existant dans chaque pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Justo GOMEZ OCERIN.

Monsieur le D^r Zdenko Formánek,
Chargé d'Affaires par intérim de la Légation
de la République tchécoslovaque
à Madrid.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

N^o 2499/32.

MADRID, le 29 juin 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note du Ministère des Affaires étrangères N^o 15, C. E. 31, du 25 février de l'année en cours, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de la République

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3851. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RESPECTING RECIPROCITY IN THE PAYMENT OF COMPENSATION FOR INDUSTRIAL ACCIDENTS. MADRID, JUNE 29TH, 1932.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 15.
C. E. 31.

MADRID, *June 29th*, 1932.

SIR,

With reference to your Note No. 2294/32 of the 17th inst., I have the honour to inform you that the Government of the Spanish Republic declares in conformity with that Note that the payment of compensation for industrial accidents provided for by the second paragraph of Article 1 of the Convention concerning equality of treatment for foreign and national workers shall be effected in the following manner :

The obligation to grant reciprocal payment of compensation for industrial accidents having been established between Czechoslovakia and Spain by means of the Convention ratified by both Parties, the persons concerned and their dependants (whether resident in the same territory or abroad) shall be entitled to draw the sums due to them by way of compensation through their respective Consuls in default of competent individuals, organisations or institutions in each country.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Justo GOMEZ OGERIN.

Dr. Zdenko Formánek
Chargé d'Affaires *p. i.* of
the Legation of the Czechoslovak Republic,
Madrid.

II.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

No. 2499/32.

MADRID, *June 29th*, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Note No. 15, C. E. 31, of the Ministry of Foreign Affairs, dated 25th February of the current year, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

tchécoslovaque, conformément à ladite note, déclare que le paiement des indemnités pour accidents du travail, prévu au paragraphe 2 de l'article premier de la Convention sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, s'effectuera dans les conditions suivantes :

L'obligation du paiement réciproque des indemnités résultant d'accidents du travail ayant été établie entre la Tchécoslovaquie et l'Espagne par la convention ratifiée par les deux Parties, les intéressés et leurs ayants droit résidant dans le même territoire ou à l'étranger pourront toucher le montant des indemnités qui leur reviennent, par l'intermédiaire de leurs consuls respectifs, à défaut de particuliers, d'organismes ou d'institutions compétentes existant dans chaque pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Zdenko FORMÁNEK.

Son Excellence M. Luis de Zulueta,
Ministre des Affaires étrangères,
Madrid.

Czechoslovak Republic declares in conformity with that Note that the payment of compensation for industrial accidents provided for by the second paragraph of Article 1 of the Convention concerning equality of treatment for foreign and national workers shall be effected in the following manner :

The obligation to grant reciprocal payment of compensation for industrial accidents having been established between Czechoslovakia and Spain by means of the Convention ratified by both Parties, the persons concerned and their dependants (whether resident in the same territory or abroad) shall be entitled to draw the sums due to them by way of compensation through their respective Consuls in default of competent individuals, organisations or institutions in each country.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Zdenko FORMÁNEK.

His Excellency
Monsieur Luis de Zulueta,
Minister for Foreign Affairs,
Madrid.

N° 3852.

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Echange de notes validant l'accord spécial relatif à l'établissement et à l'exploitation de lignes régulières de navigation aérienne avec atterrissages sur le territoire des deux États contractants. Madrid, les 28 décembre 1934 et 7 janvier 1935.

GERMANY AND SPAIN

Exchange of Notes validating the Special Agreement regarding the Establishment and Operation of Regular Air Lines with Landings on the Territory of the Two Contracting States. Madrid, December 28th, 1934, and January 7th, 1935.

Nº 3852. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ALEMANIA Y DE ESPAÑA FORMALIZANDO EL ACUERDO ESPECIAL SOBRE ORGANIZACIÓN Y FUNCIONAMIENTO DE LINEAS REGULARES DE NAVEGACIÓN AEREA CON ATERRIZAJES SOBRE EL TERRITORIO DE LOS DOS ESTADOS CONTRATANTES. MADRID, 28 DE DICIEMBRE DE 1934 Y 7 DE ENERO DE 1935.

Nº 3852. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER SPANISCHEN REGIERUNG, DER GÜLTIGKEIT VERLEIHT DER SONDERVEREINBARUNG ÜBER DIE EINRICHTUNG UND DEN BETRIEB VON REGELMÄSSIGEN LUFTSCHIFFLINIEN MIT LANDUNGEN AUF DEM GEBIETE BEIDER VERTRAGSSTAATEN. MADRID, DEN 28. DEZEMBER 1934 UND 7. JANUAR 1935.

Textes officiels espagnol et allemand communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mars 1936.

Spanish and German official texts communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 13th, 1936.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

MADRID, 28 de diciembre de 1934.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : Tengo la honra de manifestar a V. E., con referencia a la Nota de la Embajada de su digno cargo, Nº 2.087/34/175, de 21 de junio próximo pasado, con la que remitía al Ministerio de Estado copia de un nuevo Proyecto de Convenio especial entre los Gobiernos de España y Alemania sobre organización y funcionamiento de líneas regulares de aeronaves, que el Gobierno español se muestra en absoluto conforme con el referido texto.

De acuerdo también con lo propuesto en la referida Nota, el Gobierno de la República está conforme en considerar la presente, y la contestación que V. E. tenga a bien darme, como formalizando el Acuerdo entre ambos países.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) J. José ROCHA GARCÍA.

Excmo. Señor Conde de Welczeck,
Embajador.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
IN SPANIEN.N^o 2.

MADRID, den 7. Januar 1935.

HERR MINISTER !

Ich habe die Ehre den Eingang der geschätzten Note vom 28. Dezember v. Js.—S.D.P. Nr. 331 — zu bestätigen, in der Eure Exzellenz mir davon Mitteilung machen, dass die Spanische Regierung mit dem Wortlaut des mit der Note der Deutschen Botschaft vom 21. Juni v. Js.—Nr. 2087/34/175 — übersandten neuen Entwurfs eines Sonderabkommens zwischen der Spanischen und Deutschen Regierung über die Einrichtung und den Betrieb von regelmässigen Luftschifflinien einverstanden ist.

Ich erkläre hiermit das Einverständnis meiner Regierung, dass der Austausch dieser Note, von der ich eine Übersetzung beifüge, und der geschätzten oben genannten Note Eurer Exzellenz genügen sollen, um diesem Abkommen Gültigkeit zu verleihen.

Genehmigen Eure Exzellenz den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(Firmado) H. WELCZECK.

Seiner Exzellenz
dem Staatsminister
Herrn J. José Rocha García,
Madrid.

SONDERVEREINBARUNG

ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND SPANISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE EINRICHTUNG UND DEN BETRIEB VON REGELMÄSSIGEN LUFTSCHIFFLINIEN MIT LANDUNGEN AUF DEM GEBIETE BEIDER VERTRAGSSTAATEN.

Auf Grund des Artikels 1, Absatz 2, des allgemeinen Abkommens¹ über den Luftverkehr zwischen Deutschland und Spanien vom 9. Dezember 1927 wird folgendes vereinbart :

Art. 1.

Die Spanische Regierung wird einem deutschen, von der Deutschen Regierung zu benennenden Luftfahrtunternehmen die erforderliche Genehmigung zur Einrichtung und zum Betriebe einer Luftschifflinie

Friedrichshafen-Barcelona-Sevilla nach Südamerika und zurück über spanisches Gebiet im Rahmen der allgemeinen Richtlinien des deutsch-spanischen Luftverkehrsabkommens vom 9. Dezember 1927 erteilen.

Art. 2.

Die Deutsche Regierung wird einem spanischen, von der Spanischen Regierung zu benennenden Luftfahrtunternehmen die erforderliche Genehmigung zur Einrichtung und zum Betriebe einer

¹ Vol. LXXIX, page 203, de ce recueil.¹ Vol. LXXIX, page 203, of this Series.

Luftschifflinie über deutsches Gebiet im Rahmen der allgemeinen Richtlinien des deutsch-spanischen Luftverkehrsabkommens vom 9. Dezember 1927 erteilen.

Die Auswahl dieser Linie und der Zeitpunkt ihrer Inbetriebsetzung bleiben dem Ermessen der Spanischen Regierung überlassen.

Art. 3.

Es wird einer besonderen Vereinbarung vorbehalten, dass der Betrieb der unter Artikel 1 und 2 genannten Luftschifflinien einem deutsch-spanischen Luftfahrtunternehmen eingeräumt werden kann, das sich zu diesem Zweck auf der Grundlage gleicher Beteiligung an Kapital, Personal, Material, usw. beider Nationen bildet und gleicher Weise von beiden Staaten subventioniert wird.

Art. 4.

Die unter Artikel 1 bis drei erwähnten Genehmigungen werden bis zum 31. Dezember 1938 erteilt. Erlischt das Abkommen über den Luftverkehr zwischen Deutschland und Spanien vom 9. Dezember 1927 infolge Kündigung vor dem 31. Dezember 1938, so werden diese Bewilligungen mit dem Tage des Ausserkrafttretens des Abkommens hinfällig.

Auch in dem Falle, dass das deutsch-spanische Luftverkehrsabkommen vom 9. Dezember 1927 ganz oder teilweise nicht gekündigt worden ist, hat jeder der beiden vertragschliessenden Teile das Recht, die gegenwärtige Vereinbarung zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von 1 Jahr zu kündigen.

Die Bestimmungen des Artikels 3 Abs. 2, des Luftverkehrsabkommens vom 9. Dezember 1927 bezüglich eines vorübergehenden Flugverbots bleiben unberührt.

Art. 5.

Jeder der beiden Vertragsteile ist berechtigt, anstelle des von ihm für den Betrieb einer der erwähnten Linien benannten Unternehmens jederzeit ein anderes Unternehmen zu benennen.

Dem auf diese Weise aus dem Betrieb zurückgezogenen Luftfahrtunternehmen steht keinerlei Schadensersatzanspruch gegen den anderen Vertragsteil zu.

Art. 6.

Die Häufigkeit des Dienstes, die Tarife, die Flugpläne, die Anschlussmöglichkeiten an andere Linien, sind von jedem Unternehmen der Regierung des anderen Landes 4 Wochen vor der Inkraftsetzung, die Art der verwendeten Luftschiffe 4 Wochen vor der Inbetriebnahme mitzuteilen.

Gleichzeitig ist der über dem Hoheitsgebiet des anderen Vertragsteils in Aussicht genommene Luftweg der Regierung dieses Staates zur Genehmigung vorzulegen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmung des ausserhalb des Hoheitsgebietes der vertragschliessenden Teile einzuhaltenden Luftweges dem freien Ermessen jedes Teiles im Rahmen der von ihm mit den Staaten, deren Hoheitsgebiet berührt wird, getroffenen Vereinbarungen überlassen bleibt.

Art. 7.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Art. 8.

Die amtlichen Einrichtungen beider Staaten, insbesondere die dem eigentlichen Luftverkehr dienenden Einrichtungen, wie der Flugwetter-, Flugfunk- und Flugpeildienst usw. stehen den Unternehmungen dieses Luftschiffverkehrs in gleicher Weise zur Verfügung.

Art. 9.

Falls beim Betriebe der vereinbarten Luftschifflinien eine im Betriebe des Luftfahrtunternehmens tätige Person sich wiederholt Strafhandlungen gegen die öffentliche Sicherheit oder Ordnung oder Zuwiderhandlungen gegen die Zoll- und Steuervorschriften des anderen Staates zuschulden kommen lässt, ist die Regierung dieses Staates berechtigt, die Abberufung dieser Person zu verlangen.

Sind wiederholt Tatbestände festgestellt worden, die das Verlangen der Abberufung gerechtfertigt hätten, so kann die Zurückziehung des Luftfahrtunternehmens selbst verlangt werden.

Erhebt der andere Vertragsteil Einspruch, so ist gemäss Artikel 23 des Luftverkehrsabkommens vom 9. Dezember 1927 zu verfahren.

Art. 10.

Jeder Vertragsteil wird einen Delegierten ernennen, dem das heimische Luftfahrtunternehmen die nach Artikel 6 dieser Vereinbarung der Regierung des anderen Landes zuzuleitenden Mitteilungen und Vorlagen zur Weitergabe an den Delegierten der anderen Regierung übermitteln wird.

Die Delegierten werden sich ferner über die zur Durchführung dieser Vereinbarung etwa erforderlichen weiteren Massnahmen unmittelbar verständigen.

Art. 11.

Durch dieses Übereinkommen wird festgelegt, dass Deutschland Spanien das Recht zur Zusammenarbeit auf der Verlängerung der Linie Sevilla-Südamerika vorbehält. Zu diesem Zweck wird ein Abkommen zwischen den beiden zugelassenen Unternehmen dahingehend abgeschlossen werden, dass sich beide Unternehmen gleichmässig an dem Verkehr beteiligen und die den Dienst ausführenden Fahrzeuge je zur Hälfte die eine oder andere Flagge führen.

Art. 12.

Durch dieses Übereinkommen behält Spanien in seinen zukünftigen Bestrebungen, die in Artikel 2 erwähnte Luftschifflinie von Deutschland aus in Richtung nach dem Osten fortzusetzen, Deutschland das Recht zur Zusammenarbeit im Rahmen der in dem vorigen Artikel erwähnten Bestimmungen vor.

Zusatzartikel.

Jede von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Nation gewährte Konzession in Bezug auf die Beförderung von Post und Passagieren auf der Luftschifflinie, die Gegenstand dieses Abkommens ist, muss in gleicher Weise und in derselben Wirksamkeit auf den anderen vertragschliessenden Teil ausgedehnt werden.

Copia certificada conforme :
Madrid, 3 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

‡ TRADUCTION.

‡ TRANSLATION.

N^o 3852. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ESPAGNOL VALIDANT L'ACCORD SPÉCIAL RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DE LIGNES RÉGULIÈRES DE NAVIGATION AÉRIENNE AVEC ATERRISSAGES SUR LE TERRITOIRE DES DEUX ÉTATS CONTRACTANTS. MADRID, LES 28 DÉCEMBRE 1934 ET 7 JANVIER 1935.

No. 3852. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SPANISH GOVERNMENTS VALIDATING THE SPECIAL AGREEMENT REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR LINES WITH LANDINGS ON THE TERRITORY OF THE TWO CONTRACTING COUNTRIES. MADRID, DECEMBER 28TH, 1934, AND JANUARY 7TH, 1935.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MADRID, le 28 décembre 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la note de l'Ambassade d'Allemagne N^o 2.087/34/175 du 21 juin dernier, par laquelle vous adressiez au Ministère des Affaires étrangères copie d'un nouveau projet d'accord spécial entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement allemand sur l'organisation et le fonctionnement de lignes aériennes régulières, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement espagnol accepte sans aucune réserve le texte en question.

Conformément à la proposition contenue dans ladite note, le Gouvernement de la République accepte également de considérer la présente, ainsi que la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire, comme validant l'accord entre les deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. José ROCHA GARCÍA.

Son Excellence
le comte de Welczeck,
Ambassadeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

MADRID, December 28th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the German Embassy's note No. 2.087/34/175, of June 21st last, in which you transmitted to the Ministry of Foreign Affairs a copy of a new special draft Agreement between the Spanish Government and the German Government regarding the organisation and operation of regular air lines, I have the honour to inform Your Excellency that the Spanish Government accepts the text in question without any reservations.

In accordance with the proposal contained in the said note, the Government of the Republic further agrees to consider the present communication, together with Your Excellency's reply, as constituting the Agreement between the two countries.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. José ROCHA GARCÍA.

His Excellency
Count de Welczeck,
Ambassador.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE
EN ESPAGNE.

N^o 2.

MADRID, le 7 janvier 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date du 28 décembre 1934 — S. D. P. N^o 331 — par laquelle Votre Excellence me fait savoir que le Gouvernement espagnol accepte le texte du nouveau projet d'accord spécial entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement allemand sur l'organisation et le fonctionnement de lignes aériennes régulières, qui lui a été remis par la note de l'Ambassade d'Allemagne en date du 21 juin 1934 — N^o 2087/34/175.

Je déclare par la présente que mon gouvernement accepte également que l'échange de cette note, dont je joins une traduction, et de la note de Votre Excellence ci-dessus mentionnée suffise pour conférer validité à cet accord.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) H. WELCZECK.

Son Excellence

Monsieur J. José Rocha García,
Ministre des Affaires étrangères,
Madrid.

ACCORD SPÉCIAL

ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'EXPLOITATION DE LIGNES RÉGULIÈRES DE NAVIGATION AÉRIENNE AVEC ATERRISSAGES SUR LE TERRITOIRE DES DEUX ÉTATS CONTRACTANTS.

En vertu de l'alinéa 2 de l'article premier de la Convention générale entre l'Allemagne et l'Espagne concernant la navigation aérienne du 9 décembre 1927, il est convenu de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement espagnol accordera à une entreprise allemande de navigation aérienne,

II.

GERMAN EMBASSY
IN SPAIN.

No. 2.

MADRID, January 7th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note — No. S.D.P. No. 331 — of December 28th, 1934, in which you inform me that the Spanish Government accepts the text of the new special draft Agreement between the Spanish Government and the German Government regarding the organisation and the operation of regular air lines, which had been forwarded to it with the German Embassy's note — No. 2087/34/175 — of June 21st, 1934.

I hereby declare that my Government also agrees that the exchange of this note, of which I append a translation, and of Your Excellency's note mentioned above, shall suffice to make this Agreement valid.

I have the honour to be, etc.

(Signed) H. WELCZECK.

His Excellency

Monsieur J. José Rocha García,
Minister for Foreign Affairs,
Madrid.

SPECIAL AGREEMENT

BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE SPANISH GOVERNMENT REGARDING THE ESTABLISHMENT AND OPERATION OF REGULAR AIR LINES WITH LANDINGS ON THE TERRITORY OF BOTH CONTRACTING STATES.

On the basis of paragraph 2 of Article I of the general Air Navigation Convention of December 9th, 1927, between Germany and Spain, the following provisions have been agreed upon :

Article I.

The Spanish Government will grant a German air transport undertaking, to be designated by

désignée par le Gouvernement allemand, l'autorisation nécessaire pour organiser et exploiter une ligne de navigation aérienne

Friedrichshafen - Barcelone - Séville vers l'Amérique du Sud et retour,

au-dessus du territoire espagnol, dans le cadre des directives générales de la Convention germano-espagnole de navigation aérienne du 9 décembre 1927.

Article 2.

Le Gouvernement allemand accordera à une entreprise espagnole de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement espagnol, l'autorisation nécessaire pour organiser et exploiter une ligne de navigation aérienne au-dessus du territoire allemand, dans le cadre des directives générales de la Convention germano-espagnole de navigation aérienne du 9 décembre 1927.

Le choix de cette ligne et la date de sa mise en exploitation sont laissés à l'appréciation du Gouvernement espagnol.

Article 3.

Les Parties se réservent la faculté de conclure un accord spécial conférant le droit d'exploiter les lignes de navigation aérienne visées aux articles 1 et 2 à une entreprise germano-espagnole de navigation aérienne, qui se constituera à cet effet sur la base d'une participation égale des deux nations en ce qui concerne le capital, le personnel, le matériel, etc., et sera subventionnée dans une mesure égale par les deux États.

Article 4.

Les autorisations visées aux articles 1 à 3 seront accordées jusqu'au 31 décembre 1938. Si la Convention germano-espagnole concernant la navigation aérienne du 9 décembre 1927 vient à expiration avant le 31 décembre 1938 par suite de dénonciation, ces autorisations deviendront caduques à la date à laquelle cette convention cessera d'être en vigueur.

Même si la Convention germano-espagnole du 9 décembre 1927 concernant la navigation aérienne n'a pas été dénoncée en totalité ou en partie, chacune des deux Parties contractantes a le droit de dénoncer le présent accord en tout temps, avec un délai d'un an.

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 3 de la Convention concernant la navigation aé-

the German Government, the necessary authorisation to organise and operate an airship line

Friedrichshafen - Barcelona - Seville to South America and back

above Spanish territory, under the general provisions of the German-Spanish Air Navigation Convention of December 9th, 1927.

Article 2.

The German Government will grant a Spanish air transport undertaking, to be designated by the Spanish Government, the necessary authorisation to organise and operate an airship line above German territory, under the general provisions of the German-Spanish Air Navigation Convention of December 9th, 1927.

The choice of this line and the date on which it shall be put into operation are left to the judgment of the Spanish Government.

Article 3.

The Parties reserve the right of concluding a special agreement conferring the right of operating the airways contemplated in Articles 1 and 2 upon a German-Spanish air transport undertaking, constituted for this purpose, on the basis of equal participation of the two nations in regard to capital, staff, material, etc., and subsidised in equal measure by both States.

Article 4.

The authorisations mentioned in Articles 1 to 3 shall be valid until December 31st, 1938. If the German-Spanish Air Navigation Convention, of December 9th, 1927, should be denounced so as to expire before December 31st, 1938, these authorisations shall lapse on the date of its determination.

Even if the German-Spanish Air Navigation Convention of December 9th, 1927, has not been denounced, in whole or in part, each of the High Contracting Parties shall have the right to denounce the present Agreement at any time, with a year's notice.

The provisions of Article 3, paragraph 2, of the Air Navigation Convention, of December 9th,

rienne du 9 décembre 1927 relatives à des interdictions temporaires de navigation aérienne restent intactes.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de désigner en tout temps une autre entreprise à la place de celle qui a été désignée par elle pour exploiter une desdites lignes.

L'entreprise de navigation aérienne ainsi retirée de l'exploitation ne pourra exercer aucune action en dommages-intérêts contre l'autre Partie contractante.

Article 6.

Les dispositions relatives à la fréquence du service, aux tarifs, aux horaires, aux possibilités de correspondance avec d'autres lignes, devront être communiquées par chaque entreprise au gouvernement de l'autre pays 4 semaines avant leur mise en vigueur, et la nature des aéronefs utilisés, 4 semaines avant leur mise en service.

L'itinéraire envisagé au-dessus du territoire de l'autre Partie contractante devra être soumis en même temps au gouvernement de cet Etat pour approbation.

Il est entendu que chaque Partie est libre de fixer l'itinéraire à suivre en dehors du territoire relevant des Parties contractantes, dans le cadre des accords conclus par elle avec les Etats dont le territoire est touché.

Article 7.

Le transport des envois postaux sera réglé directement par voie d'arrangements spéciaux entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 8.

Les installations officielles des deux Etats, notamment celles qui servent à la navigation aérienne proprement dite, telles que les services météorologiques, les services radiotélégraphiques et radiogoniométriques, etc., sont, de manière égale, à la disposition des entreprises de navigation aérienne assurant le trafic visé par le présent accord.

1927, relating to temporary prohibitions of aerial navigation shall remain unaffected.

Article 5.

Either High Contracting Party shall be entitled at any time to designate another undertaking in place of the one previously designated to operate one of the above-mentioned airways.

No compensation may be claimed from the other Contracting Party by the air navigation undertaking thus excluded.

Article 6.

Particulars as to the frequency of services, fares, time-tables, and connections with other lines, shall be communicated by each undertaking to the Government of the other country four weeks before their coming into force, and the type of airships used shall be notified four weeks before they are put into commission.

The route planned above the territory of the other Contracting Party must be submitted at the same time to the Government of that State for approval.

It is understood that each Party shall be free to fix the route to be followed outside the territory of either Contracting Party, in accordance with agreements concluded by it with the States whose territory is affected.

Article 7.

The carriage of postal matter shall be provided for by special direct arrangement between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 8.

The official services of both States, particularly those which assist air navigation properly so called, such as meteorological services, wireless communication and direction finding, services, etc., shall be equally at the disposition of the air navigation undertakings operating these airways.

Article 9.

Au cas où, dans l'exploitation des lignes de navigation aérienne convenues, une personne appartenant aux services d'exploitation de l'entreprise se rendrait coupable, à plusieurs reprises, de délits contre la sûreté ou l'ordre publics, ou d'infractions aux règlements douaniers et fiscaux de l'autre Etat, le gouvernement de cet Etat aura le droit d'exiger le rappel de cette personne.

Si l'on a constaté, à plusieurs reprises, des faits qui auraient justifié la demande de rappel, le retrait de l'entreprise de navigation elle-même pourra être exigé.

Si l'autre Haute Partie contractante s'oppose à cette exigence, on appliquera la procédure prévue par l'article 23 de la Convention de navigation aérienne du 9 décembre 1927.

Article 10.

Chaque Partie contractante nommera un délégué auquel l'entreprise nationale de navigation aérienne fera parvenir — avec charge de les transmettre au délégué de l'autre gouvernement — les communications et les pièces qui doivent être remises au gouvernement de l'autre pays en vertu de l'article 6 du présent accord.

En outre, les délégués se mettront directement d'accord au sujet des autres mesures qui pourraient être nécessaires en vue de l'exécution du présent accord.

Article 11.

Par le présent accord, il est établi que l'Allemagne réserve à l'Espagne le droit de collaborer avec elle au prolongement de la ligne Séville-Amérique du Sud. A cet effet, un accord sera conclu entre les deux entreprises autorisées, stipulant que les deux entreprises participeront au trafic sur un pied d'égalité et que les aéronefs assurant le service battront moitié pavillon d'un pays et moitié pavillon de l'autre.

Article 12.

Par le présent accord, l'Espagne, au cas où, à l'avenir, elle voudrait prolonger, d'Allemagne dans la direction de l'est, la ligne de navigation

Article 9.

If in the operation of the airways agreed upon herein any person employed by the air navigation undertaking is repeatedly guilty of offences against public security or order, or of infringements of the Customs and revenue provisions of the other State, the Government of that State shall be entitled to demand his removal.

If facts which would have justified such a demand for removal are repeatedly established, the withdrawal of the air navigation undertaking itself may be demanded.

If the other High Contracting Party objects, the procedure provided in Article 23 of the Air Navigation Convention of December 9th, 1927, shall be applied.

Article 10.

Each Contracting Party shall appoint a delegate, to whom the national air navigation undertaking shall send, for transmission to the delegate of the other Government, the particulars and documents to be communicated to the Government of the other country under Article 6 of the present Agreement.

Further, the delegates shall come to a direct understanding as to any other measures which may be necessary to put the present Agreement into effect.

Article 11.

It is provided by the present Agreement that Germany shall reserve for Spain the right to collaborate in the extension of the Seville-South America line. For this purpose an agreement shall be concluded between the two authorised undertakings, stipulating that they shall have an equal share in the traffic, and that, of the aircraft used in the service, one half shall fly the flag of one country and one half that of the other.

Article 12.

By the present Agreement Spain, in the event of its desiring hereafter to extend eastwards from Germany the airway mentioned in

aérienne mentionnée à l'article 2, réserve à l'Allemagne le droit de collaborer avec elle dans le cadre des dispositions mentionnées à l'article précédent.

Article additionnel.

Toute concession relative au transport d'envois postaux et de passagers sur la ligne de navigation aérienne faisant l'objet du présent accord et accordée par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers devra être étendue de la même manière et avec la même validité à l'autre Partie contractante.

Article 2, shall reserve for Germany the right to collaborate in accordance with the provisions set forth in the preceding Article.

Additional Article.

Any concession granted by one of the Contracting Parties to a third State, regarding the carriage of postal matter and of passengers by the airship line contemplated in the present Agreement, shall be extended in the same terms and with the same validity to the other Contracting Party.

N° 3853.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET ESPAGNE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'adjonction du délit d'escroquerie aux crimes énumérés à l'article II du Traité d'extradition conclu le 7 mai 1881 entre les deux pays. Madrid, les 16 et 17 février 1935.

ARGENTINE REPUBLIC
AND SPAIN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Addition of the Offence of Fraud to the Crimes enumerated in Article II of the Extradition Treaty concluded on May 7th, 1881, between the Two Countries. Madrid, February 16th and 17th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 3853. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y DE ESPAÑA ESTABLECIENDO UN ACUERDO POR EL QUE SE CONSIDERA INCLUIDO EL DELITO DE ESTAFA ENTRE LOS DELITOS MENCIONADOS EN EL ARTÍCULO II DEL TRATADO DE EXTRADICIÓN FIRMADO EL 7 DE MAYO DE 1881 ENTRE AMBAS NACIONES. MADRID, 16 Y 17 DE FEBRERO DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mars 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 13th, 1936.

I.

MINISTERIO DE ESTADO.

19-Ext-34.

MADRID, 16 de febrero de 1935.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mio : Tengo la honra de poner en conocimiento de V. E. que el Gobierno de la República desea considerar incluido el delito de estafa entre los que el artículo II del vigente Convenio² firmado entre España y la República Argentina el 7 de mayo de 1881 señala como determinantes de extradición.

Por consiguiente, si el Gobierno de la República Argentina tiene a bien compartir éste criterio, desde el día 15 del mes de marzo próximo se considerará incluido el delito mencionado entre los que, según el artículo II del Convenio, autorizan la extradición.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) J. José ROCHA.

Excmo. Señor Don Daniel García Mansilla.
Embajador de la República Argentina.

¹ En vigueur à partir du 15 mars 1935.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XII, page 486.

¹ In force as from March 15th, 1935.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 552.

II.

EMBAJADA
DE LA REPÚBLICA ARGENTINA.
Nº 22 E.

MADRID, 17 de febrero de 1935.

EXCMO. SENOR :

Muy Señor mio : Tengo la honra de acusar recibo a V. E. de la Nota Nº 19 de fecha 16 de los corrientes, comunicándome que el Gobierno español desea considerar incluido el delito de estafa entre los que el artículo II del vigente Convenio firmado entre España y la República Argentina, el 7 de mayo de 1881, señala como determinantes de extradición.

En respuesta, me es sumamente grato manifestarle que mi Gobierno comparte ese mismo criterio y que no hay ningún inconveniente para que desde el día 15 del mes de marzo próximo se considere incluido el delito mencionado entre los que, según el artículo II del Convenio, autorizan la extradición.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Firmado) D. GARCÍA MANSILLA.

Al Excmo. Señor D. Juan José Rocha,
Ministro de Estado,
Madrid.

Copia certificada conforme.
Madrid, 4 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 3853. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET DE L'ESPAGNE, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ADJONCTION DU DÉLIT D'ESCROQUERIE AUX CRIMES ÉNUMÉRÉS A L'ARTICLE II DU TRAITÉ D'EXTRADITION CONCLU LE 7 MAI 1881 ENTRE LES DEUX PAYS. MADRID, LES 16 ET 17 FÉVRIER 1935.

No. 3853. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND OF SPAIN CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ADDITION OF THE OFFENCE OF FRAUD TO THE CRIMES ENUMERATED IN ARTICLE II OF THE EXTRADITION TREATY CONCLUDED ON MAY 7TH, 1881, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. MADRID, FEBRUARY 16TH AND 17TH, 1935.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
19-Ext-34.

MADRID, le 16 février 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République désire que le délit d'escroquerie soit compris parmi ceux qui figurent à l'article II de la Convention signée le 7 mai 1881 entre l'Espagne et la République Argentine comme donnant lieu à extradition.

Par conséquent, si le Gouvernement de la République Argentine accepte cette proposition, le délit en question sera considéré, à compter du 15 mars prochain, comme figurant parmi ceux

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
19 - Ext - 34.

MADRID, February 16th, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic desires to include the offence of fraud among those mentioned in Article II of the Convention signed between Spain and the Argentine Republic on May 7th, 1881, as giving rise to extradition.

Accordingly, if the Government of the Argentine Republic agrees to this proposal, the above-mentioned offence will be considered, as from March 15th next, as included among those

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

qui, aux termes de l'article II de la convention, donnent lieu à extradition.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) J. José ROCHA.

Son Excellence
Monsieur Daniel García Mansilla,
Ambassadeur de la République Argentine.

II.

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.
N° 22 E.

MADRID, le 17 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 19 du 16 courant, par laquelle Votre Excellence me fait savoir que le Gouvernement espagnol désire que le délit d'escroquerie soit compris parmi ceux qui figurent à l'article II de la Convention signée le 7 mai 1881 entre l'Espagne et la République Argentine comme donnant lieu à extradition.

En réponse, je suis très heureux de porter à votre connaissance que mon gouvernement accepte cette proposition et qu'il ne voit aucun inconvénient à ce que le délit en question soit considéré, à compter du 15 mars prochain, comme figurant parmi ceux qui, aux termes de l'article II de la convention, donnent lieu à extradition.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) D. GARCÍA MANSILLA.

Son Excellence
Monsieur Juan José Rocha,
Ministre des Affaires étrangères,
Madrid.

which, in virtue of Article II of the Convention, give rise to extradition.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) J. José ROCHA.

His Excellency
Monsieur Daniel García Mansilla,
Ambassador of the Argentine Republic.

II.

EMBASSY
OF THE ARGENTINE REPUBLIC.
No. 22 E.

MADRID, February 17th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's note No. 19 dated February 16th last informing me that the Spanish Government wishes to include the offence of fraud among those mentioned in Article II of the Convention signed between Spain and the Argentine Republic on May 7th, 1881, as giving rise to extradition.

In reply, I have great pleasure in informing you that my Government agrees to this proposal and that there is no objection to the offence mentioned above being regarded, as from March 15th next, as included among those which, in virtue of Article II of the Convention, give rise to extradition.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) D. GARCÍA MANSILLA.

His Excellency
Monsieur Juan José Rocha,
Minister for Foreign Affairs,
Madrid.

N° 3854.

ESPAGNE ET GUATÉMALA

Echange de notes comportant un accord relatif à la prohibition de la préparation, du commerce, de la circulation et de la projection de tous films dénigrant l'une ou l'autre des Parties ou l'un des pays hispano - américains. Guatémala, le 14 août 1935.

SPAIN AND GUATEMALA

Exchange of Notes constituting an Agreement prohibiting the Preparation of, Trade in and Circulation and Exhibition of All Films disparaging Either of the Parties or One of the Hispano-American Countries. Guatemala, August 14th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3854. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ESPAÑA Y GUATEMALA POR EL QUE SE ESTABLECE UN ACUERDO PROHIBIENDO LA PREPARACIÓN, EL COMERCIO, LA CIRCULACIÓN Y LA EXHIBICIÓN DE PELÍCULAS O CINTAS CINEMATOGRAFICAS DENIGRANTES PARA UNA U OTRA DE LAS PARTES O PARA UNO DE LOS PAISES HISPANO-AMERICANOS. GUATEMALA, 14 DE AGOSTO DE 1935.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mars 1936.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 13th, 1936.

I.

LEGACION DE ESPAÑA
EN GUATEMALA.

Nº 67.

GUATEMALA, 14 de agosto de 1935.

SEÑOR MINISTRO :

Refiriendome a anteriores conversaciones y en cumplimiento de instrucciones de mi Gobierno, tengo la honra de proponer al de la República de Guatemala, por el alto conducto de Vuestra Excelencia, el siguiente Acuerdo :

I. — Los Gobiernos de España y Guatemala convienen en considerar como denigrantes y en no admitir al comercio, circulación ni exhibición, en ambos países, las películas o cintas cinematográficas con o sin sonido y producidas por cualquier procedimiento, que ataquen, calumnien, difamen, burlen, ofendan o desfiguren, directa o indirectamente, los usos y costumbres, instituciones, hábitos, características, peculiaridades o hechos de Guatemala o de España.

II. — Los mismos Gobiernos se comprometen a no permitir en sus propios territorios la preparación parcial o total de las películas a que se refiere el artículo I, y a no permitir la entrada, circulación, ni exhibición de las mismas.

III. — Convienen, asimismo, en que, cuando una casa extranjera productora de películas reincida y filme nuevas películas denigratorias, se pueda llegar a la sanción, previo acuerdo entre España y Guatemala, de prohibir la exhibición de todas las películas de la casa reincidente.

IV. — Los Gobiernos de España y Guatemala darán aviso a la mayor brevedad posible a los Representantes diplomáticos de España y Guatemala, acreditados en los respectivos países, cada vez que uno de dichos Gobiernos tenga conocimiento de la aparición de una película denigrante, y ambos Gobiernos procederán inmediatamente a aplicar las sanciones correspondientes.

V. — Cuando las Legaciones respectivas tengan conocimiento de la existencia en España o en Guatemala de películas denigrantes para uno u otro país, girarán un aviso al Gobierno correspondiente, el cual con carácter de urgente, dará las órdenes procedentes a las autoridades que correspondan para recoger la película denunciada y suspender su exhibición.

VI. — Para admitir a la entrada aduanal y a la exhibición una película cinematográfica considerada como denigrante, será indispensable que los Gobiernos respectivos lo convengan expresamente, por la vía diplomática, ya sea mediante una nueva revisión de la cinta o una reforma de la misma.

VII. — Los Gobiernos de España y de Guatemala convienen en sancionar con los mismos procedimientos y penas, a las películas cinematográficas que se consideren denigrantes para cualquier otro país hispano-americano.

VIII. — Este Acuerdo entrará en vigor el día primero de setiembre de mil novecientos treinta y cinco y podrá ser denunciado por cualquiera de las partes contratantes con un año de anticipación.

Aprovecho esta oportunidad, Señor Ministro, para reiterar a Vuestra Excelencia, las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(Firmado) Rafael DE UREÑA.

Excmo. Señor Licenciado,
Don Alfredo Skinner Klee,
Ministro de Relaciones Exteriores
de la República de Guatemala.

II.

SECRETARÍA DE RELACIONES EXTERIORES.
REPÚBLICA DE GUATEMALA.

SEC. DIPLOMÁTICA.

Núm. 9412.

GUATEMALA, 14 de agosto de 1935.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo el honor de acusar recibo a Vuestra Excelencia de su atenta nota número 67, fecha de hoy, en la que, refiriéndose a anteriores conversaciones y en cumplimiento de instrucciones de su Gobierno, se sirve proponer al de Guatemala el siguiente Acuerdo :

I. — Los Gobiernos de España y Guatemala convienen en considerar como denigrantes y en no admitir al comercio, circulación ni exhibición en ambos países, las películas o cintas cinematográficas con o sin sonido y producidas por cualquier procedimiento, que ataquen, calumnien, difamen, burlen, ofendan o desfiguren, directa o indirectamente, los usos y costumbres, instituciones, hábitos, características, peculiaridades o hechos de Guatemala o de España.

II. — Los mismos Gobiernos se comprometen a no permitir en sus propios territorios la preparación parcial o total de las películas a que se refiere el artículo I, y a no permitir la entrada, circulación, ni exhibición de las mismas.

III. — Convienen, asimismo, en que, cuando una casa extranjera productora de películas reincida y filme nuevas películas denigratorias, se pueda llegar a la sanción, previo acuerdo entre España y Guatemala, de prohibir la exhibición de todas las películas de la casa reincidente.

IV. — Los Gobiernos de España y Guatemala darán aviso a la mayor brevedad posible a los Representantes diplomáticos de España y Guatemala acreditados en los

respectivos países, cada vez que uno de dichos Gobiernos tenga conocimiento de la aparición de una película denigrante, y ambos Gobiernos procederán inmediatamente a aplicar las sanciones correspondientes.

V. — Cuando las Legaciones respectivas tengan conocimiento de la existencia en España o en Guatemala, de películas denigrantes para uno u otro país, girarán un aviso al Gobierno correspondiente, el cual con carácter de urgente, dará las órdenes procedentes a las autoridades que correspondan para recoger la película denunciada y suspender su exhibición.

VI. — Para admitir a la entrada aduanal y a la exhibición una película cinematográfica considerada como denigrante, será indispensable que los Gobiernos respectivos lo convengan expresamente, por la vía diplomática, ya sea mediante una nueva revisión de la cinta o una reforma de la misma.

VII. — Los Gobiernos de España y de Guatemala convienen en sancionar con los mismos procedimientos y penas, a las películas cinematográficas que se consideren denigrantes para cualquier otro país hispano-americano.

VIII. — Este Acuerdo entrará en vigor el día primero de setiembre de mil novecientos treinta y cinco y podrá ser denunciado por cualquiera de las partes contratantes con un año de anticipación.

En debida respuesta, me es grato informar a Vuestra Excelencia que el Gobierno de Guatemala acepta, en todas sus partes, el acuerdo propuesto, que entrará en vigor el 1º de setiembre del año en curso.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración más alta y distinguida.

(Firmado) A. SKINNER KLEE.

Excmo. Señor Don Rafael de Ureña y Sanz,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de la República de España.
Ciudad.

Copia certificada conforme :
Madrid, 18 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 3854. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE L'ESPAGNE ET DU GUATÉMALA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA PROHIBITION DE LA PRÉPARATION, DU COMMERCE, DE LA CIRCULATION ET DE LA PROJECTION DE TOUS FILMS DÉNIGRANT L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES OU L'UN DES PAYS HISPANO-AMÉRICAINS. GUATÉMALA, LE 14 AOUT 1935.

No. 3854. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF SPAIN AND GUATEMALA CONSTITUTING AN AGREEMENT PROHIBITING THE PREPARATION OF, TRADE IN AND CIRCULATION AND EXHIBITION OF ALL FILMS DISPARAGING EITHER OF THE PARTIES OR ONE OF THE HISPANO-AMERICAN COUNTRIES. GUATEMALA, AUGUST 14TH, 1935.

I.

LÉGATION D'ESPAGNE
AU GUATÉMALA.
N^o 67.

GUATÉMALA, *le 14 août* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à des conversations antérieures et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement de la République du Guatemala, par l'intermédiaire de Votre Excellence, l'accord suivant :

I. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Guatemala conviennent de considérer comme dénigrants et de ne pas admettre au commerce, à la circulation et à la projection, dans les deux pays, les films ou bandes cinématographiques sonores ou

I.

SPANISH LEGATION
IN GUATEMALA.
No. 67.

GUATEMALA, *August 14th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Following on previous conversations, and acting on the instructions of my Government, I have the honour to propose to the Government of the Republic of Guatemala, through Your Excellency, the following Agreement :

I. The Governments of Spain and Guatemala agree to regard as disparaging and to prohibit the trade in and the circulation and exhibition in both countries of cinematograph films or reels, whether sound or silent, produced by any process

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

non sonores, produits par un procédé quelconque, qui attaqueraient, calomnieraient, diffameraient, tourneraient en dérision, offenseraient ou déformeraient directement ou indirectement, les usages et coutumes, institutions, mœurs, caractères distinctifs, particularités ou faits du Guatemala ou de l'Espagne.

II. Les mêmes gouvernements s'engagent à ne pas permettre, sur leur propre territoire, la préparation partielle ou totale des films visés à l'article premier et à ne pas permettre l'importation, la circulation et la projection de ces films.

III. Ils conviennent également qu'au cas où une maison étrangère, productrice de films, récidiverait et produirait de nouveaux films dénigrants, il pourra être infligé une sanction, moyennant accord préalable entre l'Espagne et le Guatemala, consistant à interdire la projection de tous les films de la maison récidiviste.

IV. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Guatemala aviseront, dans le plus bref délai possible, les représentants diplomatiques de l'Espagne et du Guatemala, accrédités dans leurs pays respectifs, chaque fois qu'un desdits gouvernements aura connaissance de l'apparition d'un film dénigrant, et les deux gouvernements procéderont immédiatement à l'application des sanctions prévues.

V. Lorsque les légations respectives auront connaissance de l'existence, en Espagne ou au Guatemala, de films dénigrants pour l'un ou l'autre pays, elles aviseront le gouvernement du pays en question, qui donnera d'urgence, aux autorités compétentes, les ordres nécessaires pour retirer de la circulation le film dénoncé et suspendre sa projection.

VI. Pour qu'un film jugé dénigrant puisse être admis à l'importation et que sa projection soit autorisée, il sera indispensable que les gouvernements respectifs en conviennent expressément par la voie diplomatique, à la suite d'un nouvel examen du film ou d'une modification de celui-ci.

VII. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Guatemala conviennent d'appliquer les mêmes mesures et les mêmes sanctions aux films cinématogra-

whatsoever, which attack, slander, defame, ridicule, insult or misrepresent, directly or indirectly, the uses and customs, institutions, habits, characteristics or peculiarities of, or incidents occurring in, Guatemala or Spain.

II. The said Governments agree to prohibit in their own territories the partial or total preparation of films such as those referred to in Article I, and also to prohibit the importation, circulation and exhibition of such films.

III. They likewise agree that, should a foreign film-producing firm repeat the offence and produce further films of a disparaging nature, a penalty may be imposed by previous agreement between Spain and Guatemala, consisting in prohibiting the exhibition of all films produced by the offending firm.

IV. The Governments of Spain and Guatemala shall as soon as possible notify the diplomatic representatives of Spain and Guatemala accredited to their respective countries whenever it comes to the knowledge of either Government that a film of a disparaging nature has appeared, in which case both countries shall at once proceed to apply the corresponding penalties.

V. Should the respective Legations at any time have knowledge of the existence in Spain or Guatemala of films disparaging either country, they shall notify the Government concerned, which shall at once instruct the competent authorities to withdraw the film from circulation and to suspend its exhibition.

VI. The importation and exhibition of a film considered to be of a disparaging nature shall only be allowed by express agreement between the respective Governments through diplomatic channels, after the film has been either re-examined or altered.

VII. The Governments of Spain and Guatemala agree to apply the same measures and penalties in the case of cinematograph films considered to be dero-

phiques qu'ils jugeraient dénigrants pour tout autre pays hispano-américain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le premier septembre mil neuf cent trente-cinq et pourra être dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Rafael DE UREÑA.

Son Excellence

Monsieur Alfredo Skinner Klee,
Ministre des Affaires étrangères
de la République du Guatemala.

II.

RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SECTION DIPLOMATIQUE.
N° 9412.

GUATÉMALA, le 14 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 67, en date de ce jour, par laquelle, comme suite à des conversations antérieures et d'ordre de votre gouvernement, vous voulez bien proposer au Gouvernement du Guatemala l'accord suivant :

I. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Guatemala conviennent de considérer comme dénigrants et de ne pas admettre au commerce, à la circulation et à la projection, dans les deux pays, les films ou bandes cinématographiques sonores ou non sonores, produits par un procédé quelconque, qui attaqueraient, calomnieraient, diffameraient, tourneraient en dérision, offenseraient ou déformeraient, directement ou indirectement, les usages et coutumes, institutions, mœurs, caractères distinctifs, particularités ou faits du Guatemala ou de l'Espagne.

No. 3854

gatory to any other Spanish-American country.

VIII. This Agreement shall come into force on the first day of September, one thousand nine hundred and thirty-five, and may be denounced by either of the Contracting Parties on giving one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Rafael DE UREÑA.

His Excellency

Monsieur Alfredo Skinner Klee,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Guatemala.

II.

REPUBLIC OF GUATEMALA.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC SECTION.
No. 9412.

GUATEMALA, August 14th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note, No. 67, of to-day's date, in which, following on previous conversations and acting on the instructions of your Government, you propose to the Government of Guatemala the following Agreement :

I. The Governments of Spain and Guatemala agree to regard as disparaging and to prohibit the trade in and the circulation and exhibition in both countries of cinematograph films or reels, whether sound or silent, produced by any process whatsoever, which attack, slander, defame, ridicule, insult or misrepresent, directly or indirectly, the uses and customs, institutions, habits, characteristics or peculiarities of, or incidents occurring in, Guatemala or Spain.

II. Les mêmes gouvernements s'engagent à ne pas permettre, sur leur propre territoire, la préparation partielle ou totale des films visés à l'article premier et à ne pas permettre l'importation, la circulation et la projection de ces films.

III. Ils conviennent également qu'au cas où une maison étrangère, productrice de films, récidiverait et produirait de nouveaux films dénigrants, il pourra être infligé une sanction, moyennant accord préalable entre l'Espagne et le Guatemala, consistant à interdire la projection de tous les films de la maison récidiviste.

IV. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Guatemala aviseront, dans le plus bref délai possible, les représentants diplomatiques de l'Espagne et du Guatemala, accrédités dans leurs pays respectifs, chaque fois qu'un desdits gouvernements aura connaissance de l'apparition d'un film dénigrant, et les deux gouvernements procéderont immédiatement à l'application des sanctions prévues.

V. Lorsque les légations respectives auront connaissance de l'existence, en Espagne ou au Guatemala, de films dénigrants pour l'un ou l'autre pays, elles aviseront le gouvernement du pays en question, qui donnera d'urgence, aux autorités compétentes, les ordres nécessaires pour retirer de la circulation le film dénoncé et suspendre sa projection.

VI. Pour qu'un film jugé dénigrant puisse être admis à l'importation et que sa projection soit autorisée, il sera indispensable que les gouvernements respectifs en conviennent expressément par la voie diplomatique, à la suite d'un nouvel examen du film ou d'une modification de celui-ci.

VII. Le Gouvernement espagnol et le Gouvernement du Guatemala conviennent d'appliquer les mêmes mesures et les mêmes sanctions aux films cinématographiques qu'ils jugeraient dénigrants pour tout autre pays hispano-américain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le premier septembre mil neuf cent trente-cinq et pourra être dénoncé par l'une quelconque des Parties contractantes moyennant préavis d'un an.

II. The said Governments agree to prohibit in their own territories the partial or total preparation of films such as those referred to in Article I, and also to prohibit the importation, circulation and exhibition of such films.

III. They likewise agree that, should a foreign film-producing firm repeat the offence and produce further films of a disparaging nature, a penalty may be imposed by previous agreement between Spain and Guatemala, consisting in prohibiting the exhibition of all films produced by the offending firm.

IV. The Governments of Spain and Guatemala shall as soon as possible notify the diplomatic representatives of Spain and Guatemala accredited to their respective countries whenever it comes to the knowledge of either Government that a film of a disparaging nature has appeared, in which case both countries shall at once proceed to apply the corresponding penalties.

V. Should the respective Legations at any time have knowledge of the existence in Spain or Guatemala of films disparaging either country, they shall notify the Government concerned, which shall at once instruct the competent authorities to withdraw the film from circulation and to suspend its exhibition.

VI. The importation and exhibition of a film considered to be of a disparaging nature shall only be allowed by express agreement between the respective Governments through diplomatic channels, after the film has been either re-examined or altered.

VII. The Governments of Spain and Guatemala agree to apply the same measures and penalties in the case of cinematograph films considered to be derogatory to any other Spanish-American country.

VIII. This Agreement shall come into force on the first day of September, one thousand nine hundred and thirty-five, and may be denounced by either of the Contracting Parties on giving one year's notice.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement du Guatemala accepte sans réserve l'accord proposé, qui entrera en vigueur le premier septembre de l'année en cours.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. SKINNER KLEE.

Son Excellence
Monsieur Rafael de Ureña y Sanz,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République espagnole,
En ville.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Guatemala accepts without reserve the proposed Agreement, which shall come into force on the first day of September of the present year.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. SKINNER KLEE.

His Excellency
Monsieur Rafael de Ureña y Sanz,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Spanish Republic,
Guatemala.

N° 3855.

**ESPAGNE
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Échange de notes comportant un
arrangement commercial. Madrid,
les 1^{er} et 4 avril 1935.

**SPAIN
AND IRISH FREE STATE**

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Madrid,
April 1st and 4th, 1935.

N° 3855. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. MADRID, LES 1^{er} ET 4 AVRIL 1935.

N° 3855. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO ESPAÑOL Y EL GOBIERNO DEL ESTADO LIBRE DE IRLANDA ESTABLECIENDO UN ACUERDO COMERCIAL. MADRID, 1^o Y 4 DE ABRIL DE 1935.

Textes officiels français et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mars 1936.

French and Spanish official texts communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 13th, 1936.

I.

HÔTEL ALFONSO.

MADRID, le 1^{er} avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui viennent d'avoir lieu entre les représentants du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande et du Gouvernement espagnol au sujet des relations commerciales entre les deux pays et de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande est disposé à donner son accord à un arrangement commercial conçu dans les termes suivants :

I. Le Gouvernement espagnol accorde à l'Etat libre d'Irlande un contingent de 11.000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pour l'année 1935. De ce contingent seront déduits les 2.750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques d'œufs irlandais importés pendant le premier trimestre de cette année conformément à l'article 2 des Notes échangées en date du 21 juin 1934. Toute importation effectuée dans les limites de ce contingent, ainsi que dans celles du contingent établi par l'article III du présent arrangement, devra être accompagnée d'un certificat d'origine visé par le Ministère de l'Agriculture de l'Etat libre d'Irlande, et dont le modèle sera agréé par les deux gouvernements.

II. Si, avant le 31 mars 1936, un nouvel arrangement ne devait pas se conclure entre l'Espagne et l'Etat libre d'Irlande, le Gouvernement espagnol accordera à l'Etat libre d'Irlande, pour les trois premiers mois de l'année 1936, un contingent ordinaire de 2.750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques d'œufs, dont l'importation sera subordonnée à la production de certificats d'origine visés comme il est dit dans l'article précédent.

III. Le Gouvernement espagnol accordera à l'Etat libre d'Irlande un contingent supplémentaire de 11.000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pendant la période comprise entre le 1^{er} avril 1935 et le 31 mars 1936.

IV. La totalité des contingents indiqués dans les articles précédents sera répartie comme suit :

2 ^{me} trimestre 1935	13.000	quintaux	métriques
3 ^{me} <i>id.</i> <i>id.</i>	2.000	<i>id.</i>	<i>id.</i>
4 ^{me} <i>id.</i> <i>id.</i>	1.000	<i>id.</i>	<i>id.</i>
1 ^{er} <i>id.</i> 1936	6.000	<i>id.</i>	<i>id.</i>

V. Le Gouvernement espagnol s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les importateurs espagnols puissent obtenir les devises nécessaires pour le règlement de leurs achats de marchandises irlandaises dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

VI. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à promulguer, dès que faire se pourra après la date de cet arrangement, un décret de contingentement réglementant l'importation dans l'Etat libre d'Irlande d'oranges (y compris mandarines) et à fixer des contingents globaux à concurrence de 16.500 (seize mille cinq cents) tonnes dans l'ensemble pendant une période de douze mois à partir du commencement de la première période de contingentement établie par le décret de contingentement précité. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à accorder à l'Espagne, dans le cadre de ces contingents globaux, des contingents se montant dans l'ensemble à 10.000 (dix mille) tonnes, à la condition que les exportateurs espagnols puissent fournir les quantités d'oranges ainsi stipulées dans les périodes respectives auxquelles les contingents se rapportent. Le Gouvernement espagnol donne l'assurance que les exportateurs espagnols fourniront les quantités et les catégories d'oranges demandées par les importateurs irlandais. Le Gouvernement espagnol donne également l'assurance que les prix des oranges exportées en vertu de cet arrangement, ne seront pas supérieurs au cours du marché mondial à la même époque. Toute importation directe effectuée dans les limites des contingents d'oranges accordés à l'Espagne conformément à cet article devra être accompagnée d'un certificat d'origine visé par le Service officiel d'inspection, surveillance et contrôle des exportations.

VII. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires dans le but d'éviter sur son territoire, pendant la durée de cet arrangement, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des vins originaires et en provenance de l'Espagne dont les noms figurent dans l'annexe N° 1 ci-jointe, et dont l'importation sera subordonnée à la production de certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes espagnoles.

VIII. En ce qui concerne les articles d'origine et de provenance espagnoles repris dans l'annexe N° 2 ci-jointe, le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage, pendant la durée de cet arrangement, à ne pas établir des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui les frappent actuellement.

IX. Dans le cas où des mesures de contingentement seraient appliquées aux importations dans l'Etat libre d'Irlande des articles figurant dans l'annexe N° 3 ci-jointe, les contingents respectifs à attribuer, pendant la durée de cet arrangement, aux importations de ces articles d'origine et de provenance directe ou indirecte espagnoles seraient proportionnés aux contingents globaux sur la base des importations correspondantes d'origine et de provenance directe ou indirecte espagnoles par rapport aux importations totales pendant l'année 1934 de chaque catégorie des articles portés sur l'annexe N° 3 ci-jointe.

X. Cet arrangement sera valable à partir de ce jour jusqu'au 31 mars 1936.

ANNEXE N° 1.

Sherry (Xeres-Jerez)
Malaga
Tarragona

Rioja
Priorato

ANNEXE N° 2.

Vins	Tomates
Raisins secs	Citrons
Oranges (y compris mandarines)	Oignons
Bananes	

ANNEXE N° 3.

Vins	Tomates
Raisins secs	Citrons
Bananes	Oignons

Il est convenu que la présente note et la réponse de Votre Excellence dans des termes identiques seront considérées comme établissant et constatant l'accord entre les deux gouvernements dans cette matière.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(L. S.) L. H. KERNEY,

Délégué du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande.

Son Excellence

Monsieur J. José Rocha García,
Ministre d'Etat,
Madrid.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.
EUROPA.

MADRID, 4 de abril de 1935.

MUY SEÑOR MIO :

Refiriéndome a las conversaciones que acaban de celebrarse entre los Representantes del Gobierno español y los del Estado Libre de Irlanda a propósito de las relaciones comerciales entre ambos Países, tengo el honor de poner en conocimiento de V. S. que el Gobierno español está dispuesto a dar su aprobación a un Arreglo comercial concebido en los términos siguientes :

I. El Gobierno español concede al Estado Libre de Irlanda un contingente de 11.000 (once mil) quintales métricos de huevos para el año 1935. Serán deducidos de este contingente los 2.750 (dos mil setecientos cincuenta) quintales métricos importados durante el primer trimestre de este año

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
EUROPE.

MADRID, le 4 avril 1935.

MONSIEUR LE DÉLÉGUÉ,

J'ai l'honneur de me référer aux pourparlers qui viennent d'avoir lieu entre les représentants du Gouvernement espagnol et ceux du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande au sujet de relations commerciales entre les deux pays et de porter à votre connaissance que le Gouvernement espagnol est disposé à donner son approbation à un arrangement commercial conçu dans les termes suivants :

I. Le Gouvernement espagnol accorde à l'Etat libre d'Irlande un contingent de 11.000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pour l'année 1935. De ce contingent seront déduits les 2.750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques importés pendant le premier trimestre de cette

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

conforme al artículo 2 de las Notas canjeadas con fecha 21 de junio de 1934. Toda importación efectuada dentro de los límites de este contingente, así como las efectuadas dentro de los límites del contingente establecido por el artículo III del presente Acuerdo, deberán estar acompañadas de un certificado de origen visado por el Ministerio de Agricultura del Estado Libre de Irlanda y cuyo modelo será aprobado por los dos Gobiernos.

II. Si no se concluye antes del 31 de marzo de 1936 un nuevo Arreglo entre España y el Estado Libre de Irlanda, el Gobierno español concederá al Estado Libre de Irlanda, para los tres primeros meses del año 1936, un contingente ordinario de 2.750 (dos mil setecientos cincuenta) quintales métricos de huevos, cuya importación quedará subordinada a la presentación de certificados de origen visados según se expresa en el artículo anterior.

III. El Gobierno español concederá al Estado Libre de Irlanda un contingente suplementario de 11.000 (once mil) quintales métricos de huevos durante el periodo comprendido entre el 1º de abril de 1935 y el 31 de marzo de 1936.

IV. La totalidad de los contingentes indicados en los artículos anteriores se repartirá como sigue :

2º trimestre de 1935 . .	13.000 Q. M.
3º id. id. . .	2.000 id.
4º id. id. . .	1.000 id.
1º id. de 1936 . .	6.000 id.

V. El Gobierno español se compromete a tomar todas las medidas necesarias a fin de que los importadores españoles puedan obtener las divisas necesarias para el pago de sus compras de mercancías irlandesas en las mismas condiciones que se apliquen a los demás países que gocen del trato de la Nación más favorecida.

VI. El Gobierno del Estado Libre de Irlanda se compromete a promulgar, tan pronto pueda hacerlo a partir de la fecha de éste Arreglo, un decreto de contingentamiento reglamentando la importación de naranjas (con inclusión de las mandarinas) en el Estado Libre de Irlanda, y a fijar contingentes globales hasta la cantidad de

année conformément à l'article 2 des Notes échangées en date du 21 juin 1934. Toute importation effectuée dans les limites de ce contingent, ainsi que dans celles du contingent établi par l'article III du présent arrangement, devra être accompagnée d'un certificat d'origine visé par le Ministère de l'Agriculture de l'Etat libre d'Irlande et dont le modèle sera agréé par les deux gouvernements.

II. Si, avant le 31 mars 1936, il n'est pas conclu de nouvel arrangement entre l'Espagne et l'Etat libre d'Irlande, le Gouvernement espagnol accordera à l'Etat libre d'Irlande, pour les trois premiers mois de l'année 1936, un contingent ordinaire de 2.750 (deux mille sept cent cinquante) quintaux métriques d'œufs, dont l'importation sera subordonnée à la production de certificats d'origine visés comme il est dit à l'article précédent.

III. Le Gouvernement espagnol accordera à l'Etat libre d'Irlande un contingent supplémentaire de 11.000 (onze mille) quintaux métriques d'œufs pendant la période comprise entre le 1^{er} avril 1935 et le 31 mars 1936.

IV. La totalité des contingents indiqués dans les articles précédents sera répartie comme suit :

2 ^{me} trimestre 1935 :	13.000 quint. métr.
3 ^{me} id. id. :	2.000 id.
4 ^{me} id. id. :	1.000 id.
1 ^{er} id. 1936 :	6.000 id.

V. Le Gouvernement espagnol s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les importateurs espagnols puissent obtenir les devises nécessaires pour le règlement de leurs achats de marchandises irlandaises dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

VI. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à promulguer, dès que faire se pourra après la date du présent arrangement, un décret de contingentement réglementant l'importation dans l'Etat libre d'Irlande des oranges (y compris les mandarines) et à fixer des contingents globaux jusqu'à concurrence de 16.500 (seize mille

16.500 (dieciseis mil quinientas) toneladas en total durante un periodo de doce meses a contar desde el comienzo del primer periodo de contingentación establecido por el decreto antes citado. El Gobierno del Estado Libre de Irlanda se compromete a conceder a España, dentro del marco de estos contingentes globales, cupos que asciendan en total a 10.000 (diez mil) toneladas, a condición de que los exportadores españoles puedan suministrar las cantidades de naranjas así estipuladas dentro de los periodos respectivos a que dichos cupos se refieran. El Gobierno español ofrece la seguridad de que los exportadores españoles suministrarán las cantidades y calidades de naranjas pedidas por los importadores irlandeses. El Gobierno español da, igualmente, la seguridad de que los precios de las naranjas exportadas en virtud de este Arreglo no serán superiores a los del mercado mundial en la misma época. Toda importación directa efectuada dentro de los límites de los contingentes de naranjas concedidos a España de acuerdo con este artículo deberá ir acompañada de un certificado de origen, visado por el Servicio Oficial de Inspección, Vigilancia y Comprobación de las Exportaciones.

VII. El Gobierno del Estado Libre de Irlanda se compromete a tomar todas las medidas necesarias a fin de evitar en su territorio, mientras dure este Arreglo, el empleo abusivo de las denominaciones de origen de los vinos originarios y procedentes de España cuyos nombres figuran en el anejo número 1 adjunto, y cuya importación queda subordinada a la presentación de certificados de origen expedidos por las Autoridades competentes españolas.

VIII. En lo que se refiere a los artículos de origen y procedencia españolas comprendidos en el anejo número 2 adjunto, se compromete el Gobierno del Estado Libre de Irlanda, durante la vigencia de este Arreglo, a no establecer derechos de aduana diferentes o más elevados que los que actualmente los gravan.

IX. En el caso de que se apliquen medidas de contingentamiento a las importaciones en el Estado Libre de Irlanda de los artículos que figuran en el anejo número 3 adjunto, los cupos respectivos a fijar, durante la vigencia de este Arreglo, para

cinq cents) tonnes au total pendant une période de douze mois à partir du commencement de la première période de contingentement établie par le décret précité. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à accorder à l'Espagne, dans le cadre de ces contingents globaux, des contingents se montant au total à 10.000 (dix mille) tonnes, à la condition que les exportateurs espagnols puissent fournir les quantités d'oranges ainsi stipulées dans les périodes respectives auxquelles lesdits contingents se rapportent. Le Gouvernement espagnol donne l'assurance que les exportateurs espagnols fourniront les quantités et les catégories d'oranges demandées par les importateurs irlandais. Le Gouvernement espagnol donne l'assurance également que les prix des oranges exportées en vertu du présent arrangement ne seront pas supérieurs au cours du marché mondial à la même époque. Toute importation directe effectuée dans les limites des contingents d'oranges accordés à l'Espagne conformément au présent article devra être accompagnée d'un certificat d'origine visé par le Service officiel d'inspection, surveillance et contrôle des exportations.

VII. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter sur son territoire, pendant la durée de validité du présent arrangement, l'emploi abusif des appellations d'origine des vins originaires et en provenance de l'Espagne dont les noms figurent dans l'annexe N° 1 ci-jointe, et dont l'importation est subordonnée à la production de certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes espagnoles.

VIII. En ce qui concerne les articles d'origine et de provenance espagnoles repris dans l'annexe N° 2 ci-jointe, le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande s'engage, pendant la durée de validité du présent arrangement, à ne pas établir des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui les frappent actuellement.

IX. Dans le cas où des mesures de contingentement seraient appliquées aux importations dans l'Etat libre d'Irlande des articles figurant à l'annexe N° 3 ci-jointe, les contingents respectifs à attribuer, pendant la durée de validité du présent

las importaciones de estos artículos de origen y procedencia directa o indirecta de España, serán proporcionales a los contingentes globales, tomando como base la relación que existe entre las importaciones correspondientes de origen y procedencia directa o indirecta de España y las importaciones totales durante el año 1934 de cada uno de los artículos incluidos en el anejo número 3 adjunto.

X. Este Arreglo estará en vigor desde el 1º de abril de 1935 hasta el 31 de marzo de 1936.

ANEJO Nº 1.

Sherry (Xeres-Jerez)	Rioja
Málaga	Priorato
Tarragona	

ANEJO Nº 2.

Vinos	Plátanos
Uvas pasas	Tomates
Naranjas (con inclusión de las mandarinas)	Limonos
	Cebollas

ANEJO Nº 3.

Vinos	Tomates
Uvas pasas	Limonos
Plátanos	Cebollas

Queda entendido que la presente Nota sirve de respuesta a la de V. S. de esta misma fecha, redactada en términos idénticos, y que ambas serán consideradas con todo el valor necesario para establecer el acuerdo entre los Gobiernos de España e Irlanda en la materia a que se refieren y dar fé de él.

Aprovecho esta ocasión para renovar a V. S. la seguridad de mi más especial consideración.

(L. S.) J. José ROCHA.

Al Señor L. H. Kerney,
Delegado del Gobierno
del Estado Libre de Irlanda.

Copia certificada conforme :
Madrid, 14 de febrero de 1936.

El Subsecretario,
José M^a Aguinaga.

No. 3855

arrangement, aux importations de ces articles originaires et en provenance directe ou indirecte de l'Espagne, seraient déterminés proportionnellement aux contingents globaux suivant le rapport existant entre les importations correspondantes originaires et en provenance directe ou indirecte de l'Espagne et les importations totales, pendant l'année 1934, de chaque catégorie des articles portés sur l'annexe Nº 3 ci-jointe.

X. Le présent arrangement sera valable à partir du 1^{er} avril 1935 jusqu'au 31 mars 1936.

ANNEXE Nº 1.

Sherry (Xeres-Jerez)	Rioja
Malaga	Priorato
Tarragona	

ANNEXE Nº 2.

Vins	Bananes
Raisins secs	Tomates
Oranges (y compris les mandarines)	Citrons
	Oignons

ANNEXE Nº 3.

Vins	Tomates
Raisins secs	Citrons
Bananes	Oignons

Il est entendu que la présente note sert de réponse à la vôtre de la même date, rédigée en termes identiques, et que toutes deux seront considérées à toutes fins utiles comme établissant et constatant l'accord entre le Gouvernement espagnol et le Gouvernement irlandais en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

(L. S.) J. José ROCHA.

Monsieur L. H. Kerney,
Délégué du Gouvernement
de l'Etat libre d'Irlande.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3855. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. MADRID, APRIL 1ST AND 4TH, 1935.

I.

HOTEL ALFONSO.

MADRID, *April 1st*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the conversations which have taken place between the representatives of the Government of the Irish Free State and those of the Spanish Government regarding commercial relations between the two countries, I have the honour to inform you that the Government of the Irish Free State is prepared to give its approval to a Commercial Agreement drawn up in the following terms :

I The Spanish Government shall grant the Irish Free State a quota of 11,000 (eleven thousand) metric quintals of eggs for the year 1935. From this quota shall be deducted the 2,750 (two thousand seven hundred and fifty) metric quintals of Irish eggs imported during the first quarter of this year in accordance with Article 2 of the Notes exchanged on June 21st, 1934. All imports effected within the limits of this quota, or within those of the quota established by Article III of the present Agreement, must be accompanied by a certificate of origin bearing the visa of the Ministry of Agriculture of the Irish Free State. The form of certificate shall be approved by the two Governments.

II. If no further Agreement is concluded between Spain and the Irish Free State before March 31st, 1936, the Spanish Government shall grant the Irish Free State, for the first three months of 1936, an ordinary quota of 2,750 (two thousand seven hundred and fifty) metric quintals of eggs, the importation of which shall be subject to the production of certificates of origin bearing the visa stipulated in the preceding Article.

III. The Spanish Government shall grant the Irish Free State an additional quota of 11,000 (eleven thousand) metric quintals of eggs during the period between April 1st, 1935, and March 31st, 1936.

IV. The total of the quotas mentioned in the preceding Articles shall be distributed as follows :

Second quarter of 1935	13,000 metric quintals
Third » »	2,000 » »
Fourth » »	1,000 » »
First » of 1936	6,000 » »

V. The Spanish Government shall take all measures necessary to ensure that Spanish importers will be able to obtain the foreign currency required to pay for their imports of Irish goods under the same conditions as apply to other countries receiving most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

VI. The Government of the Irish Free State undertakes to promulgate, as soon as possible after the date of the present Agreement, a decree fixing quotas for imports of oranges (including tangerines) into the Irish Free State, and to fix an aggregate maximum quota of 16,500 (sixteen thousand five hundred) tons for a period of twelve months from the beginning of the first period for which a quota is established by the decree mentioned. The Government of the Irish Free State undertakes to grant Spain, within the limits of this aggregate quota, instalment quotas up to a total of 10,000 (ten thousand) tons, provided Spanish exporters are able, during the respective periods for which these instalments are established, to supply the quantities of oranges stipulated. The Spanish Government guarantees that Spanish exporters will supply the quantities and qualities of oranges for which Irish importers ask. The Spanish Government also guarantees that the price of the oranges exported under the present Agreement shall not exceed prices in the world market during the same period. All direct imports effected within the limits of the quota for oranges granted to Spain under the present Article shall be accompanied by a certificate of origin bearing the visa of the Department for the Inspection, Supervision and Testing of Exports.

VII. The Government of the Irish Free State shall take all necessary measures to prevent in its territory the improper use, so long as the present Agreement is in force, of the geographical appellations of origin of the wines produced in and coming from Spain which are mentioned in Annex 1 attached, and the import of which shall be subject to the production of certificates of origin delivered by the competent Spanish authorities.

VIII. As regards the products grown in and coming from Spain mentioned in Annex 2 attached, the Government of the Irish Free State undertakes, so long as the present Agreement is in force, not to levy other or higher import duties than those already levied on such products.

IX. Should quotas be established for the importation into the Irish Free State of the products mentioned in Annex 3 attached, the respective quotas to be applied, while the present Agreement is in force, to imports of such products grown in and coming directly or indirectly from Spain, shall be fixed in proportion to the aggregate quotas, in the ratio existing between the corresponding imports produced in and coming directly or indirectly from Spain and the total imports, during the year 1934, of each class of produce mentioned in Annex 3 attached.

X. The present Agreement shall be in force from to-day until March 31st, 1936.

ANNEX 1.

Sherry (Xeres-Jerez)	Rioja
Malaga	Priorato
Tarragona	

ANNEX 2.

Wines	Tomatoes
Raisins	Lemons
Oranges (including tangerines)	Onions
Bananas	

ANNEX 3.

Wines	Tomatoes
Raisins	Lemons
Bananas	Onions

It is understood that the present Note and Your Excellency's reply, drawn up in identical terms, shall be considered as establishing and recording the Agreement between the two Governments in this respect.

I have the honour to be, etc.

(L. S.) L. H. KERNEY,

Delegate of the Government of the Irish Free State.

His Excellency Monsieur J. José Rocha García,
Minister for Foreign Affairs,
Madrid.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
EUROPE.

MADRID, *April 4th*, 1935.

SIR,

With reference to the conversations which have taken place between the representatives of the Spanish Government and those of the Government of the Irish Free State regarding commercial relations between the two countries, I have the honour to inform you that the Spanish Government is prepared to give its approval to a Commercial Agreement drawn up in the following terms:

I. The Spanish Government shall grant the Irish Free State a quota of 11,000 (eleven thousand) metric quintals of eggs for the year 1935. From this quota shall be deducted the 2,750 (two thousand seven hundred and fifty) metric quintals imported during the first quarter of this year in accordance with Article 2 of the Notes exchanged on June 21st, 1934. All imports effected within the limits of this quota, or within those of the quota established by Article III of the present Agreement, must be accompanied by a certificate of origin bearing the visa of the Ministry of Agriculture of the Irish Free State. The form of certificate shall be approved by the two Governments.

II. If no further Agreement is concluded between Spain and the Irish Free State before March 31st, 1936, the Spanish Government shall grant the Irish Free State, for the first three months of 1936, an ordinary quota of 2,750 (two thousand seven hundred and fifty) metric quintals of eggs, the importation of which shall be subject to the production of certificates of origin bearing the visa stipulated in the preceding Article.

III. The Spanish Government shall grant the Irish Free State an additional quota of 11,000 (eleven thousand) metric quintals of eggs during the period between April 1st, 1935, and March 31st, 1936.

IV. The total of the quotas mentioned in the preceding Articles shall be distributed as follows:

Second quarter of 1935	13,000 metric quintals
Third " "	2,000 " "
Fourth " "	1,000 " "
First " of 1936	6,000 " "

V. The Spanish Government shall take all measures necessary to ensure that Spanish importers will be able to obtain the foreign currency required to pay for their imports of Irish goods under the same conditions as apply to other countries receiving most-favoured-nation treatment.

VI. The Government of the Irish Free State undertakes to promulgate, as soon as possible after the date of the present Agreement, a decree fixing quotas for imports of oranges (including tangerines) into the Irish Free State, and to fix an aggregate maximum quota of 16,500 (sixteen thousand five hundred) tons for a period of twelve months from the beginning of the first period for which a quota is established by the decree mentioned.

The Government of the Irish Free State undertakes to grant Spain, within the limits of this aggregate quota, instalment quotas up to a total of 10,000 (ten thousand) tons, provided Spanish exporters are able during the respective periods for which these instalments are established, to supply the quantities of oranges stipulated. The Spanish Government guarantees that Spanish exporters will supply the quantities and qualities of oranges for which Irish importers ask. The Spanish Government also guarantees that the prices of the oranges exported under the present Agreement shall not exceed prices in the world market during the same period. All direct imports effected within the limits of the quota for oranges granted to Spain under the present Article shall be accompanied by a certificate of origin bearing the visa of the Department for the Inspection, Supervision and Testing of Exports.

VII. The Government of the Irish Free State shall take all necessary measures to prevent in its territory the improper use, so long as the present Agreement is in force, of the appellations of origin of the wines produced in and coming from Spain which are mentioned in Annex 1 attached, and the import of which shall be subject to the production of certificates of origin delivered by the competent Spanish authorities.

VIII. As regards the products grown in and coming from Spain mentioned in Annex 2 attached, the Government of the Irish Free State undertakes, so long as the present Agreement is in force, not to levy other or higher import duties than those already levied on such products.

IX. Should quotas be established for the importation into the Irish Free State of the products mentioned in Annex 3 attached, the respective quotas to be applied, while the present Agreement is in force, to imports of such products grown in and coming directly or indirectly from Spain, shall be fixed in proportion to the aggregate quotas, in the ratio existing between the corresponding imports produced in and coming directly or indirectly from Spain and the total imports, during the year 1934, of each class of produce mentioned in Annex 3 attached.

X. The present Agreement shall be in force from April 1st, 1935, till March 31st, 1936.

ANNEX 1.

Sherry (Xeres-Jerez)	Rioja
Malaga	Priorato
Tarragona	

ANNEX 2.

Wines	Tomatoes
Raisins	Lemons
Oranges (including tangerines)	Onions
Bananas	

ANNEX 3.

Wines	Tomatoes
Raisins	Lemons
Bananas	Onions

It is understood that the present note is a reply to Your Excellency's of the same date, drawn up in identical terms, and that the two shall for all purposes be considered as establishing and recording the Agreement between the Spanish Government and the Irish Government in this respect.

I have the honour to be, etc.

(L. S.) J. José ROCHA.

Mr. L. H. Kerney,
Delegate of the Government
of the Irish Free State.

